

هَذَا مِنْ أَصْل

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14316 - 5 F -

MARDI 5 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESSOURNE

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

La guerre du Golfe et les initiatives diplomatiques de Téhéran

Le Maroc en colère

APRÈS des semaines de silence imposé, les rues de Rabat ont retenti, dimanche 3 février, des mêmes cris de fureur et de rage que ceux que l'on a entendus, maintes fois déjà, dans les rues de Tunis et surtout d'Alger. Hassan II, qui avait promis, à la veille de la guerre, de décréter l'état de siège au moins « signe » de désordre, et avait, depuis le début de la crise du Golfe, interdit tout rassemblement d'importance, aura dû s'incliner. La « marche de solidarité » avec le « peuple irakien frère » victime de l'agression américaine, est la première manifestation d'une telle ampleur jamais organisée par l'opposition depuis l'indépendance.

Le service d'ordre mis en place par les promoteurs de cet important défilé, ajouté à la présence massive des forces de sécurité, ont permis d'éviter tout débordement. Forte de cette nouvelle démonstration de discipline (qui fait écho à la journée de grève syndicale du 23 janvier), l'opposition peut aussi se targuer d'avoir remporté un joli record d'affluence : c'est plusieurs centaines de milliers de Marocains, selon les observateurs, qui ont répondu à son appel. Succès incontestable.

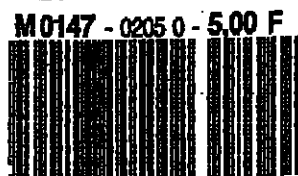
TOUTE la question est de savoir ce que signifie cette opposition - qui va des tribunes populistes de l'istigal aux marxistes du Parti du progrès et du socialisme (PPS), souvent plus royalistes que le roi, en passant par la gauche modérée de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) - va faire de cette victoire. Depuis le déclenchement du conflit, les revendications strictement intérieures ont été éclipsées. La demande d'une réforme constitutionnelle permettant de forger une démocratie qui ne soit plus seulement de façade semble renvoyée aux calendes grecques. Quant aux procès des « émeutiers » de décembre, rares sont ceux qui paraissent encore s'en émeouvoir.

Dans la presse pro-gouvernementale comme dans celle de l'opposition, la guerre du Golfe tient la vedette, éliminant tout le reste. De là à parler d'une sorte d'« union sacrée » entre le palais et la rue, il y a cependant un gouffre. Si le souverain chrétien a admis, dès son discours du 15 janvier, que le « cœur » des Marocains était avec celui des irakiens, il n'en a pas moins justifié, au nom de la « légalité internationale », l'envoi « à titre défensif » de contingents des Forces armées royales sur le sol saoudien. Et c'est bien là que le bât blesse.

L'OPPOSITION, adhérent sans nuances aux aspirations enflammées de la rue, ne s'est pas fait faute d'exiger, à grande voix, le retrait des quelque 1 500 soldats marocains. Présentant le raz-de-marée de dimanche, le souverain chrétien avait répété, vendredi soir, qu'il ne « permettrait pas que soit critiquée la présence des troupes marocaines à l'étranger, car cela nuirait à leur moral ». Son appel n'a pas été entendu.

De même, le ton modéré vis-à-vis de la France, que les partis de la majorité s'étaient appliqués à garder, n'a pas été suivi par les manifestants pro-irakiens. Conspicue le président Bush et le roi Fahd, ils ont jeté dans le même panier le chef de l'État français et brûlé le drapeau tricolore avec la même joie farouche que le drapeau israélien. A quelle voix, celle de la rue ou celle du palais, Paris doit-il se fier ?

Lire nos informations page 8



Le président iranien se pose en médiateur entre les Etats-Unis et l'Irak

Le président iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a déclaré lundi 4 février qu'il « serait logique » qu'il y ait des pourparlers irano-américains pour rétablir la paix dans le Golfe. Il a fait état de contacts entre Washington et Téhéran « au cours des derniers jours » et s'est dit prêt à rencontrer son homologue irakien, M. Saddam Hussein, si une telle rencontre devait per-

mettre de « sauver le peuple musulman d'Irak et de la région ». Dans une conférence de presse tenue à Téhéran, M. Rafsandjani a réaffirmé que son pays restera neutre « même si la Turquie entre en guerre ». Samedi, le président iranien avait transmis à M. Saddam Hussein une « idée » - qu'il n'a pas précisée - devant permettre selon lui d'élaborer un plan de paix. Sur le

terrain, l'aviation américaine a perdu, au cours du week-end, deux avions d'assaut, deux hélicoptères de combat et un bombardier B-52. Le Pentagone a aussi reconnu que sept marines avaient bien été tués par un missile américain. Selon le ministre algérien des affaires étrangères, Sid Ahmed Ghazali, plusieurs milliers de civils irakiens ont déjà été tués par les bombardements.

« Ici, tout est attente »

Dans le nord-est de l'Arabie saoudite

de notre envoyée spéciale

Un puit de pétrole à l'arrêt dont suintent encore quelques gouttes noires qui s'étalent en une mare sombre, des réservoirs visibles à quelques kilomètres, un village qui semble abandonné et surtout une petite route goudronnée qui monte vers le nord. Après une centaine de kilomètres de piste, ce sont là les seuls signes d'une vie antérieure.

Un lourd silence pèse sur ce coin perdu de désert où l'on ne sait plus très bien où passe la frontière. Dans ce no man's land, de chaque côté, des troupes s'observent avant de se combattre, on comprend mieux la difficulté de cette guerre des sables dans laquelle, si nombreux soient-ils, les soldats semblent

perdus. Sur ce billard de sable où s'entrelient sans fin et en tous sens les traces des chars, des camions, des jeeps, on est vite perdu et la boussole redevient un indispensable compagnon. Malgré le soleil qui commence à chauffer, l'horizon est bas et la visibilité reste d'autant plus limitée que le vent a vite fait de soulever une large écran de poussière qui s'infiltre partout.

En première ligne, ici, les marines guettent inlassablement les mouvements et il ne fait pas bon venir du nord. La crainte des infiltrations, la peur des attentats, ont rendu les soldats nerveux, et la moindre voiture qui circule dans le « mauvais sens » est dûment interceptée, même si elle a pu traverser impunément dans l'autre sens leurs lignes.

FRANÇOISE CHIPAUX

Lire la suite page 4



Lire également

- Le film des événements : « Bavures » et « dérapages » par JACQUES DE BARRIN
- Les Américains sont con vaincus d'avoir considérablement réduit la force de frappe des missiles irakiens par BERTRAND LE GENDRE
- Le bilan des pertes
- Huit divisions irakiennes sur la frontière turque par NICOLE POPE
- L'Amérique prie pour ses troupes par JIAN KRAUZE
- Le gouvernement israélien s'ouvre davantage à l'extrême droite par ALAIN FRACHON
- Le CICR est impuissant à protéger les civils par ISABELLE VICHNIAC
- Des experts occidentaux se mobilisent pour lutter contre la marée noire par ROGER CANS
- Le débat au PS : « L'unité avant tout » par PATRICK JARREAU
- Djibouti, lointaine « base arrière » par JEAN HÉLÈNE
- M. Rafeandjani se dit prêt à rencontrer M. Saddam Hussein
- La Jordanie « ripostera » à toute attaque d'où qu'elle vienne
- Les diplomates pensent à l'après-guerre
- Nouveaux attentats contre des intérêts de la coalition pages 3 à 9
- Les islamistes victorieux par FRANÇOIS BURGAT
- La vue courte par DOMINIQUE PELASSY
- Dieu n'est pas un chef de guerre par JOSY EISENBERG page 2

L'Allemagne, grande puissance handicapée

BONN

de notre correspondant

Après des semaines de paralysie, suivie d'une mise en mouvement fébrile et erratique de la machine politique et diplomatique allemande, le gouvernement de Bonn semble enfin avoir trouvé ses marques dans un conflit qu'il rejette au plus profond de lui-même.

Le chancelier Kohl peut maintenant faire valoir l'argument que son pays est devenu, avec le Japon, le principal banquier de l'opération alliée contre l'Irak, que ce soit au moyen de sommes versées directement aux principales puissances engagées dans le conflit - 10,2 milliards de deutschemarks

pour les Etats-Unis et 800 millions pour la Grande-Bretagne - ou par le biais d'aides économiques accordées aux pays directement touchés par le conflit : Turquie, Egypte, Jordanie.

Au total, la République fédérale s'est engagée à apporter une contribution de plus de 15 milliards de deutschemarks à la lutte contre le dictateur irakien. Le territoire allemand sert, par ailleurs, de base arrière pour les troupes américaines et britanniques engagées en Arabie saoudite : nombreuses sont les unités qui viennent directement d'Allemagne, où elles étaient jusqu'à stationnées. Enfin, après le voyage en Israël, fin janvier, d'une délégation alle-

mande conduite par le ministre des affaires étrangères, Hans Dietrich Genscher, l'importante aide militaire accordée par Bonn à Jérusalem, une entorse à la règle qui interdit les fournitures d'armes dans les zones de conflit, a calmé pour un temps la fureur qui montait contre l'Allemagne dans l'Etat juif.

Malgré cela, pendant la première phase du conflit, l'Allemagne a été placée en position d'accusée, soupçonnée de fuir les responsabilités nouvelles liées à son unité et sa souveraineté retrouvées.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 6

L'économie en hibernation

Avec le déclenchement des opérations militaires dans le Golfe, le climat des affaires s'est brusquement détérioré en France. Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août, l'incertitude régnait. Aujourd'hui, l'industrie est en état d'hibernation, même si certains chefs d'entreprise reprennent espoir.

Les signes de cette mise en hibernation se multiplient. Manifestations extérieures et lancements de nouveaux produits sont différés, voire purement et simplement annulés. Le fabricant de prêt-à-porter Cacharel renonce à présenter ses résultats à Paris. L'un des témoins mondiaux des services financiers diffère le lancement en France d'une nouvelle carte de crédit. Le chimiste américain Dupont de Nemours décommande une vaste manifestation prévue de longue date à la Grande Arche de la Défense. Les papeteries suédoises, très actifs dans leur traditionnelle conférence de bilan et diffusent des indications sur leur activité depuis Stockholm. Trois salons professionnels sont simultanément supprimés à Toulouse, préfecture d'une Haute-Garonne pourtant très éloignée de Bagdad.

A la Dorada, ce restaurant un peu cliquant de l'avenue George-V devenue à Paris l'un des temples des repas d'affaires, le patron réaménage en vitesse sa salle. Sept à huit tables seront ainsi remises durant la dernière semaine de janvier. Ses clients traditionnels - Matra, Rhône-Poulenc, Roussel-Uclaf et autres grands groupes industriels français - ont dû décommander : leurs partenaires, clients, fournisseurs étrangers refusent, pour le moment, de se déplacer.

CAROLINE MONNOT

Lire la suite page 22

CHAMPS ÉCONOMIQUES

- Retraites : la fausse querelle ; une stratégie de capitalisation.
- Taux d'intérêt : les risques d'une prime.
- Le Portugal entre le fado et l'Europe.
- La chronique de Paul Fabra : « Désinformation monétaire ». pages 23 à 26 - section B

Le sens d'une relève

par Jacques Lessourne

AU moment où, avec le soutien unanime des associés, une nouvelle équipe de direction prend en main les rênes de notre journal, certains de nos lecteurs peuvent s'interroger sur le sens de cette relève.

La réponse est simple : elle tient en trois mots : continuité, ouverture, rigueur.

Continuité, car je suis profondément attaché à l'éthique du Monde et à ses orientations fondamentales. On ne lit pas un journal depuis l'âge de seize ans sans contracter avec lui une alliance secrète, où l'admiration se mêle à la tendresse et se pimente, à l'occasion, d'une pointe d'agacement. A l'évidence, le Monde doit conserver, en se gardant de succomber à l'arrogance, les deux ingrédients qui font sa qualité : la précision de l'information et la liberté de ton.

Mais, pour le gérant que je suis devenu, la continuité ne se limite pas à une affaire de cœur. Elle est aussi commandée par la raison, puisque notre diffusion s'est accrue en 1990, en dépit des retards et des irrégularités de distribution dus aux malheurs de jeunesse de notre imprimerie. Ce journal que vous appréciez aujourd'hui, vous le retrouverez donc demain.

La fidélité au passé ne doit pourtant pas se transformer en sclérose. L'ouverture est le complément naturel de la continuité. La crise du Golfe vient d'illustrer avec éclat le rôle irremplaçable de la presse dans nos sociétés démocratiques.

Lire la suite page 13

Angoulême en faillite

L'Etat refuse de payer les dettes de la ville page 21 - section B

La fin de l'apartheid

M. Mandela dénonce les limites des propositions de M. De Klerk page 11

Le congrès de la FEN

M. Yannick Simbron veut réformer la Fédération sans la « casser » page 14

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36

William M. Johnston L'esprit Viennois



Collection Quadrige puf

Les livres des Puf questionnent le monde.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p ; Grèce, 180 DR ; Hongrie, 80 p ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRW ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 180 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,70 RS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

DÉBATS

La guerre du Golfe

Les islamistes victorieux

par François Burgat

Ni Saddam ni Bush: les vrais vainqueurs de la crise sont à terme ces forces islamistes que - ô paradoxe ! - le leader du parti Baas et le président américain ont, autant l'un que l'autre, rêvé d'éliminer de la région.

La réconciliation des islamistes avec Saddam Hussein n'est pas le fruit des quelques sourates tardivement introduites dans le discours baassiste, mais bien celui de l'adhésion beaucoup trop massive de l'Occident à l'un des deux camps en présence: en démantelant l'équation du 2 août 1990, elle a relégué la réprobation née en terre arabe de l'annexion du Koweït loin derrière celle qu'engendrent aujourd'hui les méthodes employées pour y mettre fin.

Un peu partout dans la région, les islamistes, dont l'influence a définitivement débordé aujourd'hui les groupes extrémistes ou non, ont vu le jour, se trouvent être devenus les forces d'opposition les plus aptes à capter cet afflux inespéré de manne nationaliste. Observée par la longévité islamiste, qu'est-ce en effet que la crise du Golfe? Une énième fracture, plus brutale que les précédentes, de la solidarité interarabe? A l'évidence. Et l'adhésion sincère d'une frange des forces islamistes au camp « américain » s'explique bien ainsi. Une agression contre un régime qui, à l'instar de son allié soudanais, a eu de durables et agissantes sympathies pour le courant islamiste? Sans doute, et les flottements de certains dirigeants islamistes viennent sans doute de là, l'agresseur ayant qui plus

est à leurs yeux la réputation répressive que l'on sait.

Mais le cœur symbolique de la crise n'est pas là. Il est dans ce désert où, pour la première fois, une armée du Sud, arabe au demeurant, ose défier celle d'un « grand » sans pour autant avoir l'appui de l'autre. Il est derrière ces dunes où les armées des pays que la conscience populaire identifie si étroitement à l'intrus israélien sont obligées de prendre au sérieux un adversaire enfin plus crédible que ceux de la Grenade, du Panama ou de la Libye. Car la fin de la guerre froide a donné à l'équation du Golfe la primauté d'une mise en scène dont plus encore que la possible évolution, c'est l'existence même qui fait le sens: entre le Sud humilié et le Nord arrogant, l'affrontement s'est risqué, enfin, hors des coulisses politico-diplomatiques pour briller sous les feux de la scène militaire. Entre un Saddam supposément « laïc » et un Bush sûrement « croisé », était-il dès lors longtemps possible d'hésiter?

A la colle américaine

La suite, en fait, importe assez peu. Avant qu'elle ait défilé, l'impact politique de cette guerre était déjà plus ou moins scellé. Les premières explosions l'ont confirmé: tout autant qu'à Bagdad, où s'affolent les batteries de défense antiaérienne, c'est dans les banlieues d'Alger, de Tunis, d'Amman et bientôt dans celles du Caire que se gagneront les vraies batailles. Bien davantage qu'à la hauteur des « sapins de Noël » qu'allument le long du Tigre les Tomahawk américains, c'est dans l'ineffable glissement des opinions arabes les plus modérées que, jour après jour, les vrais ravages des bombes américaines vont en effet devoir bientôt s'évaluer.

Et après? Pour permettre au Koweïtiens de goûter demain aux joies, bien légitimes, du retour au pays, combien de divisions américaines sera-t-il nécessaire d'y maintenir et pour combien de temps? A quelle brise politique le précieux vase koweïtien, reconstruit à la colle américaine, sera-t-il ensuite capable de résister? Que pèse désormais un régime soudien identifié pour longtemps aux vainqueurs de la guerre? Qui souhaitera demain investir dans le Golfe?

Pour les régimes arabes de la coalition, une « humiliation diplomatique » de l'Irak aurait déjà été difficile à assumer. Pour ceux dont les troupes côtoient aujourd'hui les armées occidentales, mais également, demain, pour tous ceux qui refuseront ou ne seront plus en état de se désolidariser explicitement de la coalition conduite par Washington, l'agonie de l'armée irakienne pourrait bien être fatale. Pour le leader de Bagdad, qui a su faire oublier à ses nouveaux alliés son passé répressif de « mauvais musulman », le paradoxe de devoir se sur-

vie à ses adversaires idéologiques d'Irak est très relatif au regard du bénéfice escompté.

Pour les stratèges américains et occidentaux qui ont longtemps cru s'en prévaloir en mettant tous leurs œufs dans le panier militaire de l'Irak antihomocentriste, ce résultat relève davantage de l'erreur d'appréciation.

Est-il encore temps de renverser le cours des choses? Sans doute non. Est-il possible d'en atténuer les effets

néfastes? Peut-être, en sortant très vite, dans la foulée d'une probable victoire militaire, les négociations israélo-palestiniennes de l'impasse où l'intransigence israélienne (qui n'aura plus de raison d'être face à un Irak désarmé) les a trop longtemps placées.

► François Burgat est chercheur au CEDEJ (Centre d'études et de documentation économiques et juridiques), au Caire.

TRAIT LIBRE



« Le nouvel ordre mondial », dessin paru dans l'« International Herald Tribune » du 31 janvier.

Dieu n'est pas un chef de guerre

par Josy Eisenberg

L'AFFLIGEANTE montée de la haine à laquelle nous assistons au Moyen-Orient interpelle tous les croyants des trois religions issues d'Abraham. Elle exige à la fois une série de clarifications, un examen de conscience et la recherche de solution de paix qui passent probablement par quelques déchirantes révisions théologiques.

Le monothéisme abrahamique, commune source de l'islam comme de l'Occident judéo-chrétien, ressemble à une fusée à trois étages. Chronologiquement, le judaïsme a servi de lanceur au christianisme, avant que l'islam ne soit mis en orbite. La comparaison s'arrête là: paradoxalement, alors que la réussite du lancement d'une fusée exige la séparation de ses composantes, la fusée abrahamique ne peut subsister que si elles restent solidaires.

Or c'est tout le contraire qui s'est produit dans l'histoire: les religions se sont construites sur le principe de la séparation et, plus précisément, de l'exécration. La Torah a mis l'accent sur la séparation d'avec le paganisme; le christianisme, sur le rejet ou, en tout cas, la caducité du judaïsme, paléomonothéisme que le Christ est venu accomplir et achever. Ce dernier terme en dit plus qu'un long discours. Enfin, dans l'islam, Mahomet est présenté comme le sceau de la prophétie, ultime accomplissement des arché-révolutions que furent judaïsme et christianisme.

Un péché originel

Ces diverses conceptions étaient fatalement vouées à générer le sectarisme, l'intolérance et la violence. De ce péché originel, nul n'est innocent; et les fils d'Abraham ont, à leur « actif », une belle brochette de « guerres saintes »: les Hébreux lorsqu'ils conquièrent Canaan, les chrétiens avec les croisades, les Cathares, la Saint-Barthélemy et tant d'autres; enfin, l'islam, lorsqu'il entreprend la conquête de l'Afrique.

Pour ne point tomber dans le manichéisme, on observera que ce refus fondamental du droit de l'autre à l'existence était quelquefois tempéré par des structures d'accueil; la Torah enjoignait, à cinquante reprises, de respecter et même d'aimer l'étranger; les papes prônaient l'abaissement des juifs, mais interdisaient de les tuer; et, dans l'islam, les minorités juives et chrétiennes bénéficiaient du statut de « dhimmi », les protégés de l'islam.

Mais, dans la plupart des cas, il s'agissait là d'une attitude condescendante et ambiguë, davantage fondée sur des intérêts politiques ou économiques que sur la reconnaissance d'autrui. D'une manière générale, dans des proportions et avec des effets variables selon les communautés et les époques, la diabolisation de celui qui croit différemment est un trait commun aux trois religions monothéistes. Elle s'exprime par un riche vocabulaire d'exécration: maudits, déicides, parias, infidèles et impurs.

Les deux premiers étages de la fusée semblent s'être ressoudés, à savoir l'acceptation d'un pluralisme religieux. Pour le judaïsme, qui n'a jamais prétendu être une religion universelle, et qui s'interdit tout prosélytisme, le pluralisme allait de soi. Pour le catholicisme, il s'agissait là d'une révolution fondamentale, porteuse des plus grands espoirs, et qui force le respect.

La seule question qui importe aujourd'hui et déterminera sans doute l'avenir de notre pauvre humanité malade de l'intolérance, c'est de savoir si une semblable révision est possible au sein de l'islam. On le sait, mais rien n'est plus difficile pour un croyant que d'adhérer sans réserve à sa vérité sans la considérer comme supérieure voire exclusive et d'admettre l'absolue légitimité de la croyance d'autrui. Il faudra pourtant en arriver là.

Pour ma part, je me refuse à ne voir en l'islam, pour paraphraser une formule célèbre, qu'un peuple « peu sûr de soi-même, dominant et conquérant ». Je n'ignore ni les textes du Coran ni les hadith qui ne sont pas toujours empreints d'irénisme, ni les mentalités collectives. Mais des textes terribles, racistes et sectaires, il s'en trouve, hélas ! dans toutes les traditions religieuses. Il n'y a d'avenir pour les religions que si leurs responsables apprennent à les dépasser et à les recuser au nom même du progrès de la conscience religieuse.

A Vatican II, le catholicisme a supprimé la prière pour les « juifs perdus » - c'est-à-dire infidèles - qui avait tant contribué à forger une image négative des juifs. Est-ce rêver que d'imaginer que l'islam puisse, à son tour, changer de langage à l'égard des « infidèles »? En

S'IL est bien une fonction qui incombe à nos gouvernants, c'est celle de prévoir. « Prévoir pour savoir, savoir pour prévoir... » Mais quand les charges s'alourdissent sur eux, c'est celle-là justement qu'ils laissent en jachère, trop occupés qu'ils sont à parer dans l'instant les coups de grison qui éclatent dans l'actualité.

On a noté dans beaucoup de régimes cette tendance des gouvernements à devenir tout simplement « réactifs », amputés de cette capacité d'anticiper qui économiserait à la collectivité tant d'erreurs. Ne faut-il pas que les magistrats ou les gardiens de prison se mettent en grève, que les lycéens soient dans la rue ou les caisses de la Sécurité sociale en faillite pour qu'on ouvre les dossiers que l'évolution de la criminalité, du coût de la santé ou de la démographie aurait dû désigner à l'attention universelle depuis des lustres?

La même inattention à l'essentiel s'avère dans le domaine des relations internationales. On aura beau démontrer Saddam, on n'effacera pas les responsabilités que porte l'Occident dans le conflit actuel. Quels sont donc les régimes sous hypocrisie qui ont vendu au leader de Bagdad les armements et la technologie dont le spectre terrifiant a finalement arrêté la conviction que la guerre était inévitable? Que les marchands de canons n'aient pas même vu que les armes achetées à crédit étaient probablement destinées à se payer par les conquêtes qu'elles autoriseraient, voilà bien le premier aveuglement. Hjalmar Schacht, le magicien de l'économie qui, dans l'ombre

d'Hitler, avait ranimé la machine économique allemande, avait compris sans peine que l'ardoise du redressement se paierait en définitive de tributs guerriers. Les fournisseurs de l'Irak, pour leur part, n'ont pas poussé si loin leur intelligence. Ils ont pensé à vendre - les chercheurs et les patrons, l'Etat et les syndicats. Faire travailler l'industrie française, quoi de plus honorable, au fond?

En près d'un quart de siècle, les pauvres Occidentaux n'ont pas eu le temps non plus de mettre leur poids dans la balance pour obtenir un règlement de la question palestinienne. Ainsi ont-ils laissé grandir dans la haine des générations sacrifiées d'hommes et de femmes dont le sort n'était pas suffisamment intéressant pour que l'on ose froisser un ami et précieux allié.

Que la communauté internationale n'ait pas pu en elle la force de persuader Tel-Aviv de trouver un arrangement honorable avec ses voisins obligés, voilà aussi ce que nous payons aujourd'hui. S'il se trouve des Arabes pour refuser de se laisser prendre aux manipulations de Saddam, il ne faut pas s'étonner que les larges foules, matériellement esquinçées et moralement humiliées, tendent plutôt à s'identifier à l'orphelin tétu qui prétend incarner leur refus. Pour éviter cette fusion-là, qui laissera sur le monde ses cicatrices supplémentaires de haine et de peur, il aurait fallu sans doute des gouvernants attachés plus passionnément à scruter l'horizon. Non pas plus moraux; plus lucides.

► Dominique Pélassy est chargé de recherche au CNRS.

COURRIER

Une victoire en 36 heures

Dans son « Journal d'un amateur » (du 19 janvier), Philippe Boucher parle de « général (a.r.) qui se fait des piges pour le bon motif, comme un vulgaire pisse-copie ».

Je regrette qu'il n'ait pas relevé l'article paru dans le Monde du 12 janvier sous le titre: « Une victoire en trente-six heures » et qui «... prédisait, analysait, évaluait, soupesait, serrait... ».

Avec le recul du temps, on peut admirer la clairvoyance de ces prédictions, analyses, évaluations, etc. Ce stratège prédisait: « Trente-six heures après l'offensive, la phase stratégique de la guerre est terminée. L'Irak ne possède plus ni aviation, ni centres de commandement et d'encerclement de ses troupes est irréversible. » J'espère que ce brillant stratège futurologue continuera de nous faire bénéficier de ses connaissances militaires.

R. MORATTEL
Avignon

POUVOIRS 1991 56

bioéthique

tradition ou argumentation luc ferry
eugénisme pierre-andré taguieff
procréatique rené frydman
éthique des médicaments philippe meyer
déontologie georges david
procès catherine labrousse-riou
pour une grande loi guy braibant
contre l'acharnement marcel fils-trèves
législatif dominique mahi
biéthique comparée évelyne pisier
michèle barzach

Publié avec le concours du C.N.R.S. puf

LES RECLUS DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Paix des armes et paix des âmes

Pour que la raison retrouve ses droits, il faudra que soient résolus les problèmes politiques, et qu'Israéliens, Palestiniens et Arabes puissent enfin ouvrir un véritable dialogue. Mais, si la paix des armes exige une conférence politique, elle ne sera sans doute pas suffisante pour susciter la paix des âmes.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde

Comité de direction:
Jacques Lescaut, directeur de la publication
Bruno Freppel, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Anciens directeurs:
Hubert Beauvillier (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

Rédacteurs en chef:
Jacques Arnault, Jean-Marie Colombani
Philippe Herremann, Robert Solé

Ancien directeur de la rédaction:
Daniel Vernet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél.: (1) 40-85-25-25
Télécopieur: 40-85-25-99

ADMINISTRATION:
1, PLACE HUBERT-BEAUUVILLIER 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-85-25-25
Télécopieur: 40-85-30-10

الجمهورية العربية السورية

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements

«Bavures» et «dérapages»

La guerre du Golfe est-elle aussi «propre» que l'on veut bien le dire ? Du côté irakien, le bilan officiel fait état de la mort de 123 civils depuis le début des hostilités. Mais, à en croire le chef de la diplomatie algérienne, de passage à Paris, dimanche 3 février, des milliers de personnes ont été tuées dans les bombardements de l'aviation alliée. Cette information, M. Sid Ahmed Ghazali la tient des autorités irakiennes qu'il vient de rencontrer à Téhéran et qui, selon lui, ont des contacts « directs et quotidiens » avec leurs voisins de Bagdad.

Dans leurs récits — soumis à la censure locale — les envoyés spéciaux des médias français et anglo-saxons racontent que les raids alliés (plus de 41 000 depuis le 17 janvier) n'ont pas épargné les zones résidentielles et ont plongé le pays dans le chaos. Beaucoup d'habitants auraient fui Bagdad, où il n'y a plus ni eau, ni électricité, ni téléphone, où manque l'essence et où la plupart des magasins sont fermés. « Lorsque la voile de la censure se lève, toute l'horreur des souffrances infligées aux peuples de la région s'étalera au grand jour », vient d'affirmer le président du Comité international de la Croix Rouge (CICR).

Les Etats-Unis qui, au cours

des dernières quarante-huit heures, ont perdu deux avions d'assaut A 6 et A 10, deux hélicoptères de combat et un bombardier B 52, ont reconnu avoir commis, au début de la semaine dernière, une « bavure » de taille. Celle-ci a coûté la vie à sept marines dont le véhicule blindé a été pris pour cible par un missile américain, alors qu'ils repoussaient une incursion irakienne, à la frontière koweït-saoudienne.

Menace chimique

Autre aspect inquiétant de cette guerre : le déversement de tonnes de pétrole dans les eaux du Golfe. L'Irak a proposé, dimanche, une réunion ministérielle « urgente » de tous les pays riverains, y compris l'Irak, pour coordonner la lutte contre la gigantesque marée noire qui dérive actuellement le long des côtes saoudiennes et qui pourrait bientôt menacer les émirats de Bahreïn et de Qatar.

L'Irak va-t-il se contenter de prendre pour cibles Israël et l'Arabie saoudite avec des Scud à ogive conventionnelle dont les tirs sont de moins en moins précis ? Vingt-neuf personnes ont été légèrement blessées, samedi soir, à Riyad, par les débris d'un missile alors que, du côté de la Cisjordanie, l'attaque

n'a fait ni victimes, ni dégâts. Pour la première fois, l'aviation alliée a réussi à localiser, puis à bombarder, presque à chaud, deux sites de lancement qui venaient d'être utilisés.

Après des incursions en territoire saoudien, puis des mouvements « dans toutes directions » au Koweït, les troupes irakiennes, selon des sources militaires alliées, seraient maintenant « sur la défensive ». « La majorité des navires de guerre irakiens ont été détruits » et la marine ne peut plus mener « d'action coordonnée », a, d'autre part, estimé, dimanche, le porte-parole des armées françaises.

La bataille terrestre est indéniable et l'Irak s'y est préparé « dans les moindres détails » afin de provoquer « le maximum de pertes humaines » dans les rangs alliés, a affirmé le quotidien de l'armée de Bagdad, qui a prédit l'utilisation d'un arsenal complet, « des couteaux aux armes de destruction massive ». Selon le journal britannique *Sunday Times*, citant un expert du Pentagone, Saddam Hussein aurait donné à ses officiers le feu vert pour l'emploi des capacités chimiques dont M. Dick Cheney, secrétaire américain à la défense, vient de juger qu'elles étaient « toujours formidables ».

Risques de dérapage ? « La tentation (pour Saddam Hussein) d'utiliser l'arme chimique doit être de plus en plus grande », a estimé, dimanche, dans un entretien accordé à la BBC, M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office. La veille, M. Cheney avait laissé entendre qu'en cas d'attaque non conventionnelle Israël pourrait riposter sur le même registre. Il avait, en outre, précisé qu'il « ne serait pas l'avocat de l'utilisation de l'arme nucléaire contre l'Irak, à l'heure actuelle ».

Médiation iranienne

« Par obligation islamique et humanitaire », le président iranien Rafsanjani tente « d'arrêter ce massacre qui, selon lui, bénéficie d'une justification internationale » et contre lequel une manifestation monstre a eu lieu, dimanche, à Rabat, à l'appel des partis d'opposition. Téhéran, où est arrivé, dimanche, un émissaire koweïtien, a ainsi été, ces derniers jours, le centre d'intenses manœuvres diplomatiques. Le secrétaire général du Quai d'Orsay qui s'y trouvait, « sans mandat pour discuter de nouvelles initiatives de paix », a, tout de même, reconnu « l'importance de la position de l'Irak face à la guerre en cours ».

Le président Rafsanjani a

envoyé un message à Saddam Hussein dans lequel il lui propose « des solutions possibles à la guerre du golfe Persique » et s'est même dit prêt à rencontrer son ancien ennemi. Téhéran, qui continue de se faire l'avocat d'un « retrait de toutes les troupes étrangères de la région, mais aussi d'une évacuation des forces irakiennes du Koweït, semble placer quelque espoir dans la prochaine réunion extraordinaire, à Belgrade, du Mouvement des non-alignés.

« Nous ne croyons plus désormais à la possibilité d'une solution arabe », a déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères. Toutes les tentatives possibles ont été faites en vain. Quant au président polonais, Lech Walesa, il s'est dit « prêt à aller à Bagdad » en raison du « devoir précis que (lui) confère le prix Nobel pour la paix ».

D'aucuns parlent déjà de l'après-guerre. Ainsi, M. Hurd a-t-il évoqué la nécessité pour les pays du Golfe, aidés de leurs alliés, de « concevoir de nouvelles structures pour assurer leur sécurité ». Mais, a-t-il souligné, « nous ne voulons pas rétablir une présence militaire permanente à l'est de Suez ».

JACQUES DE BARRIN

La situation militaire

L'aviation alliée intensifie ses missions contre les aires de lancement de missiles Scud

Des avions américains en patrouille au-dessus de l'Irak ont immédiatement attaqué deux des trois aires de lancement d'où avaient été tirés samedi soir des missiles Scud contre Israël — où ils n'ont pas fait de victimes — et l'Arabie saoudite (voir l'article ci-contre), déclenchant des explosions sur l'une d'entre elles.

Ces patrouilles, que les Américains appellent « caps », ont pour but de détruire les rampes de lancement, de décourager les Irakiens de tirer leurs missiles ou à tout le moins de réduire la précision des tirs, ont déclaré des officiers.

Dans la journée de samedi deux avions américains ont été abattus, a annoncé à Riyad un porte-parole du commandement américain, le général Robert Johnston. Il a précisé que les deux appareils — un A6 et un A10, l'un et l'autre des avions d'assaut — avaient été atteints par la DCA irakienne. Il a cependant refusé d'indiquer le lieu où étaient tombés les appareils, une opération de recherche des

pilotes étant apparemment en cours.

Les Américains ont, d'autre part, perdu trois autres appareils dans des circonstances accidentelles au cours des dernières quarante-huit heures. Samedi, c'est un bombardier B-52 « Stratofortress » qui s'est abîmé dans l'océan Indien non loin de la base de Diego Garcia, au retour d'un raid contre l'Irak. Trois des six membres de l'équipage ont pu être sauvés, et des recherches se poursuivaient pour retrouver les trois autres. Dimanche, ce sont deux hélicoptères américains — un Cobra avec deux hommes d'équipage et un UH-1 Huey transportant quatre marines — qui se sont écrasés en Arabie saoudite, également pour des causes accidentelles. Tous leurs passagers ont été tués.

Dimanche également les forces alliées ont mené des raids aériens sur les villes de Bassorah, Fao et Abou al-Khasib, dans le sud-est de l'Irak. Pour la première fois, le cuirassé américain Missouri, qui se

trouve dans le Golfe, s'est joint au pilonnage des positions irakiennes avec ses pièces d'artillerie de marine de gros calibre. Les appareils français — Jaguar et Mirage-F1 CR, — qui avaient effectué trois missions samedi matin contre des éléments de la garde républicaine irakienne et un dépôt de munitions, ont opéré deux sorties dimanche matin sur des positions d'artillerie enterrées au Koweït et deux autres lundi matin. Tous les appareils sont rentrés indemnes à leur base.

A Paris, le général Germanos, chef du SIRPA, a annoncé dimanche que les bombardements alliés contre le potentiel d'armes chimiques en Irak avaient provoqué le déplacement d'un « nuage » toxique très peu dense, qui s'est « petit à petit dilué » sans dommage pour les hommes. « Des retombées, a-t-il ajouté, ont été relevées un peu partout » que « le vent a déplacées » mais « de façon tellement insignifiante qu'il n'y a pas eu d'alerte chimique ». — (AFP, Reuters, AP.)

Les Américains sont convaincus d'avoir considérablement réduit la force de frappe des Irakiens

Une quatorzième fusée irakienne visant Riyad, la capitale saoudienne, a été lancée dimanche 3 février. Elle a été interceptée mais vingt-neuf personnes ont été blessées par des débris.

RYAD

de notre envoyé spécial

Il était 0 h 45 lorsque les sirènes ont retenti après quatre nuits d'acalmie. Un missile Al Hussein venait d'être mis à feu depuis une rampe de lancement mobile dans le sud-est de l'Irak. Deux Patriot étaient aussitôt tirés, dont l'un l'atteignait en plein vol. L'explosion a été suffisamment violente pour endommager sérieusement deux villas d'un quartier nord de Riyad.

Patrouilles antimissiles

Des pans entiers de murs se sont écroulés et les dégâts sont considérables alentour : vitres brisées, murs criblés d'éclats et voitures endommagées. Les personnes qui ont été blessées sont toutes sorties de l'hôpital dans la journée, a précisé le colonel Ahmed Al Robayan, porte-parole des forces du Royaume. Il s'agit de quatorze Saoudiens, six Jordaniens, quatre Syriens, trois Yéménites, un Koweïtien et un Pakistanais. Un échantillon presque représentatif de la population de Riyad qui compte un très grand nombre d'immigrés qu'on appelle ici des

« expatriés ». Sept enfants figurent parmi les victimes et une femme.

Après la trêve des jours précédents, les habitants de la capitale avaient cru que le gros de l'orage était passé. Quelques heures avant ce nouveau tir un porte-parole des forces américaines, le major général Robert Johnston, avait abondé en ce sens en faisant remarquer que trente-cinq Scud avaient été tirés sur Israël et l'Arabie saoudite au cours de la première semaine des hostilités, mais dix-huit seulement la semaine suivante. Dans la nuit du 1^{er} au 2 février, avait-il indiqué sans autre précision, les forces conjuguées « avaient atteint un site de Scud et détruit trois véhicules ».

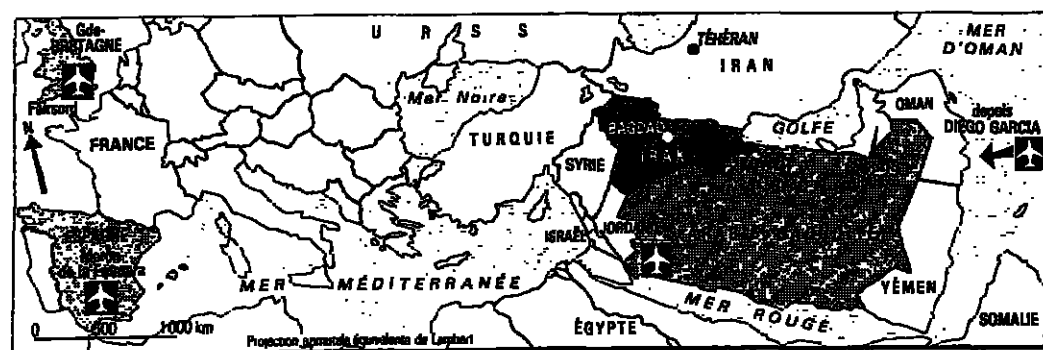
Les Américains sont persuadés d'avoir considérablement réduit la force de frappe des Irakiens. Des officiers qui ont requis l'anonymat

vantaient dimanche 3 février l'efficacité des « patrouilles anti-Scud » qui opèrent en permanence au-dessus de l'Irak afin d'attaquer les rampes de lancement quand elles sont le plus localisables. Aussitôt que ces rampes sont mises en batterie, ces patrouilles tentent de les détruire.

Ainsi, tôt dimanche, deux sites ont été repérés au moment où trois missiles étaient tirés contre Israël et l'Arabie saoudite. Les pilotes chargés de les attaquer ont fait état « d'explosions » provoquées par leur bombardement.

Lundi 4 février au matin le nombre de Scud tirés par les Irakiens depuis le début du conflit s'élevait malgré tout à cinquante-sept : vingt-neuf sur Israël et vingt-huit sur l'Arabie Saoudite.

B. L. G.



Les bases de départ des B 52 américaines.

Le CICR est impuissant à protéger les civils

Le sort des populations civiles demeure la principale préoccupation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), qui mesure les difficultés qu'il aura à surmonter pour faire respecter la quatrième convention de Genève du 12 août 1949 « relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ».

GENÈVE

de notre correspondant

L'absence d'un instrument juridique de cette nature peut expliquer l'impuissance du CICR face au génocide des Juifs et des Tsiganes pendant la seconde guerre mondiale. Pourtant, un texte avait déjà été élaboré. Le CICR avait rédigé un projet juridique destiné à protéger plus largement les populations civiles. Mais encore fallait-il que les Etats l'acceptent, ce que les plus puissants d'entre eux ont d'emblée refusé, car pour

eux « civiles » pouvait signifier « minorités rebelles ». Toutefois, en 1934, lors de la vingt-cinquième conférence internationale de la Croix-Rouge tenue à Tokyo, le CICR parvint à imposer l'adoption d'un texte très détaillé sur la protection des civils contre tout occupant étranger. Malheureusement, à la suite de diverses procédures dilatoires, la conférence diplomatique qui aurait eu pour résultat un engagement définitif des nations fut reportée à plusieurs reprises jusqu'en... 1940. Il était alors trop tard.

Après la découverte hallucinante des camps de la mort hitlériens, il fallut encore quatre années de réunions d'experts pour que le projet de Tokyo prit finalement corps sous forme de 51 articles sur les 139 de la quatrième convention, qu'adopta une conférence diplomatique réunie à Genève du 21 avril au 12 août 1949. Ses dispositions sont applicables sans réserve au cas du Koweït occupé. Mais en dépit des efforts déployés depuis le 2 août dernier, le CICR n'a pas été autorisé à envoyer,

ne serait-ce qu'un seul délégué au Koweït, où les populations sont victimes des sévices de l'occupant et des bombardements de la coalition.

Le CICR n'est donc pas jusqu'à présent en mesure d'évaluer ni le nombre des morts et des blessés, ni les besoins des civils qu'il a pour mission de secourir d'urgence. Il en est de même pour ce qui est des victimes des bombardements en Irak. La délégation du CICR à Bagdad, dirigée par M. Andreas Wigger, ne comptait ces derniers jours que quatre membres. Ceux-ci devraient être épaulés par quatre autres délégués dont un médecin, tous volontaires pour accompagner un convoi de 19 tonnes de secours d'urgence.

Le CICR, impuissant, ne peut guère que rappeler sans cesse à toutes les parties les principes fondamentaux de la quatrième convention dont ceux qui interdisent les attaques lancées sans discrimination, l'emploi des gaz, la guerre bactériologique et les violences visant spécialement à terroriser les populations civiles.

ISABELLE VICHNIAC

Premier attentat en Arabie saoudite contre des éléments de la force alliée

Deux militaires américains et un garde de sécurité saoudien ont été légèrement blessés, tôt lundi 4 février, lors d'une attaque contre un autocar à Djeddah (ouest de l'Arabie saoudite). Un homme a tiré sur le véhicule avec un pistolet ou un

fusil de 9 mm et a pris la fuite. Un officier américain a reconnu qu'« il pourrait s'agir d'une attaque terroriste ». Ce serait donc le premier attentat en Arabie saoudite depuis le déclenchement de la guerre du Golfe. — (AFP, Reuters.)

François Bott.

L'ENTREMETTEUR.

Esquisses pour un portrait de Monsieur de Fontenelle.

Astronome et philosophe, Fontenelle séduisait les marquises du siècle des Lumières, en leur « enseignant les étoiles ».

Collection « Perspectives critiques » dirigée par Roland Jaccard. 112 pages - 65 F

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

pu

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Huit divisions irakiennes sur la frontière turque...

ISTANBUL

de notre correspondant

Les fenêtres de la cité industrielle située à l'extrémité de la piste d'une importante base aérienne turco-américaine, au sud de la Turquie, vibrent lorsque les avions de combat reviennent de leurs missions et se posent dans un bruit d'enfer. Les premiers jours, nous arrivions en retard au travail, admet Mehmet Yapici, un soldat en blouse blanche. Mais maintenant, il ne lève même plus la tête pour voir passer, au ras de son toit, les puissantes machines de guerre.

Sans briefing militaire, ni statistiques officielles, les missions militaires aériennes se poursuivent à partir de la Turquie. De nuit comme de jour. Même si les habitants des villes proches des bases la remarquent à peine, la participation turque à l'action alliée contre l'Irak est loin d'être négligeable. Outre le soutien logistique que la Turquie accorde à l'armée de l'air américaine, la

déplacement de ses propres forces armées, pour l'instant purement défensif, est considérable et immobilise plus de huit divisions irakiennes de l'autre côté de la frontière.

Les conditions météorologiques presque arctiques qui ont paralysé une grande partie de la Turquie ces jours derniers ont frappé durement les soldats. Les collines, dans la région de Cizre, évoquent plus la campagne de Russie que le désert d'Arabie. Par endroits, un brouillard glacial permet à peine de distinguer les nombreux blindés, camions et pièces d'artillerie, des tentes enfoncées dans une boue mêlée de neige, parmi les rocs volcaniques qui offrent un camouflage naturel.

Eviter toute provocation

Des soldats emmitouflés sous plusieurs couches de vêtements ont installé un poste de contrôle sur la route. Leurs instructions sont claires : pas de journalistes

dans la zone frontalière. Les autorités turques ont, elles aussi, introduit récemment des mesures de censure. La publication de détails tels que nombre, lieu, et type d'équipement est interdite. Seuls des termes généraux, « grand », « beaucoup », ou « peu » sont acceptés pour décrire l'ampleur du déploiement armé ou le nombre des avions quittant les bases aériennes.

La Turquie semble déterminée à éviter toute provocation qui puisse encourager des représailles irakiennes. Les deux pays sont engagés actuellement dans un étrange pas de deux au bord de l'abîme. Après avoir échangé des lettres d'avertissement par l'intermédiaire de leurs ministères des affaires étrangères, l'Irak et la Turquie tentent de se rassurer mutuellement. L'ambassadeur irakien répète que son pays n'a pas d'intentions hostiles envers la Turquie, alors que celle-ci affirme qu'elle ne passera à l'offensive que si elle est attaquée.

NICOLE POPE

« Cher soldat du désert... »

L'état-major de l'opération « Daguet » invite les Français à écrire aux militaires stationnés en Arabie saoudite

RYAD

de notre envoyé spécial

Les commentaires désobligeants sur le moral des troupes n'ont plus de raison d'être. Pour corriger la vision erronée que certains s'en font, le colonel Michel Monnier-Viard, chef d'état-major du dispositif « Daguet », a produit, samedi 2 février, à Ryad, des dizaines de lettres de solidarité parvenues en Arabie saoudite à l'intention des militaires français qui y sont stationnés. Signées, a-t-il dit, « une maman », « une ancienne », « une mère d'un soldat », ces missives illustreraient « l'exceptionnelle chaîne de solidarité » qui relie désormais le front à sa « base arrière », la France.

« Ça vient d'où et c'est qui ? Eh bien, ça vient de partout et c'est tout le monde », a assuré le colonel Monnier-Viard. « Monique, Colette, Christiane et les autres » ont écrit de la croûte Massilia à Marseille. Le dos de la missive, envoyée au nom de leurs bambins, est couvert de baisers qui y ont été déposés par ce qui ressemble à du rouge à lèvres. Comme dit le colonel, « Ça fait plaisir ». Un anonyme déclare : « On dit que les militaires sont des cons et des tueur. Moi, je ne sais pas ce qu'on ferait en ce moment sans vous. » Ça

aussi, a reconnu le colonel, « ça fait plaisir ».

Il y a ceux qui envoient un paquet, tournent de gentils compliments ou des vers de mirliton à « toi, soldat couleur désert ». « Tenez bon ! », recommande une « Claire ». « Même si nous ne sommes pas pour la guerre, nous vous souhaitons bon courage », écrivent les élèves d'une classe de troisième d'Angers. Des entreprises ou leurs salariés y vont de leurs cadeaux ou de leurs encouragements. La station de Serre-Chevalier (Hautes-Alpes) invite vingt soldats aux sports d'hiver. « Ce sera pour l'année prochaine », a commenté le colonel qui, apparemment, ne croit pas à une victoire avant la fonte des neiges. Après cela, a-t-il conclu, il va être difficile de trouver un militaire « qui ne puisse pas vous dire pour qui et pour quoi il est là ».

Marraines de guerre

L'état-major a bien reçu « la lettre d'un type dont les neurones étaient particulièrement mal agencés », mais à cette exception près, les missives sont toutes les autres : elles ne dépareraient pas avec l'échantillon rendu

public par le colonel Monnier-Viard. « Plusieurs centaines de lettres sont arrivées pour l'instant », a-t-il indiqué en promettant de « faire le point dans huit jours ».

L'état-major aimerait bien que « tous les Français qui ont envie de faire un tel geste le fassent ». Il suffit d'écrire « aux soldats français dans le Golfe. Secteur postal 83.782. Arabie saoudite ». Le ministère de la Défense se charge de l'acheminement et le colonel Monnier-Viard de veiller à la distribution des lettres sur place, « au prorata des effectifs des unités ». Inutile d'affranchir, c'est gratuit, y compris pour les paquets jusqu'à 7 kilos.

Le colonel en a profité pour remercier « toutes ces mairaines de guerre et tous ces gens qui envoient des chocolats avec des dessins d'enfants ». Il les laisse imaginer la joie du « légionnaire Hans » quand il va recevoir ça dans son trou individuel, au ras de la frontière. Dans le sable chaud qui le protège des Frogs irakiens, Hans le légionnaire n'en reviendra pas. Le colonel lui-même trouve « formidable » cet élan de solidarité auquel il prêterait une existence « exponentielle » dans les semaines à venir.

BERTRAND LE GENDRE

M. Pierre Joxe en Arabie saoudite

Le ministre français de la Défense, M. Pierre Joxe, est arrivé, lundi matin 4 février, à Ryad, pour une visite de quarante-huit heures en Arabie saoudite. Il rencontrera les troupes françaises qui y sont déployées. M. Joxe est accompagné notamment du général Foray, chef d'état-major de l'armée de terre, du général Monchal, chef du cabinet militaire, et du général Germanos, chef du SIRPA (service d'information et de relations publiques des armées). Plusieurs

croisières étaient prévues dans l'après-midi du 4 février, en particulier avec l'état-major français de l'opération Daguet, le ministre saoudien de la Défense, le prince Sultan Ben Abdel Aziz, et peut-être aussi, avec le général américain Norman Schwarzkopf, commandant en chef de la coalition alliée. Mardi, M. Joxe doit se rendre à la base aérienne d'El-Hass, entre Ryad et Dhahran, pour y rencontrer les aviateurs français.

Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

Voici le bilan des pertes militaires et civiles depuis le début de l'opération « Tempête du désert » d'après les informations officielles alliées et irakiennes disponibles lundi matin 4 février.

Pertes militaires (sources alliées)

■ ALLIÉS : 28 avions (19 américains, 6 britanniques, 1 italien, 1 koweïtien, 1 saoudien) ; 4 hélicoptères américains, 4 chars et 7 véhicules des forces arabes.

Disparus : 30 aviateurs. 2 ou 4 soldats américains (dont une femme), 14 membres d'équipage d'un AC-130, 4 soldats saoudiens. Ce chiffre de disparus inclut les 12 prisonniers alliés.

Morts : 16 marines (dont quatre dans la chute accidentelle d'un hélicoptère dimanche soir), 6 aviateurs américains (dont trois dans la dispa-

rition d'un B-52 dans l'océan indien et deux dans la chute accidentelle de leur hélicoptère). 22 soldats saoudiens (dont 18 dans les combats de Khafji).

■ IRAK : 99 avions, 48 unités navales, au moins 96 chars, 37 transports de troupes blindés, 55 pièces d'artillerie et 178 véhicules.

30 tués à Khafji, selon un porte-parole militaire saoudien soulignant que ces « chiffres sont préliminaires ». Bilan confirmé par le porte-parole militaire britannique.

Les alliés se refusent à estimer les pertes humaines irakiennes globales.

Pertes civiles (sources alliées)

■ ARABIE SAOUDITE : 1 mort, 71 blessés.

■ ISRAËL : 2 morts écrasés sous les décombres, 273 blessés.

« Ici, tout est attente »

Suite de la première page

M-16 au poing, harnachés dans leur tenue de combat, leur véhicule blindé à quelques mètres derrière eux, les deux soldats hurlent les ordres : « Mains en l'air. Ne bougez pas. Votre carte d'identité. » Il faudra l'arrivée d'un capitaine pour faire baisser la tension et, enfin, pouvoir descendre. Présent ici depuis trois mois et originaire de Salt-Lake-City - « Le coin se ressemble », dit-il - celui-ci comprend vite la méprise.

« Vous savez, ennemi ou ami, nous devons tout vérifier et mes hommes sont sur le qui-vive. » Couché dans le sable sous la voiture, le premier soldat tapote le carter, vérifie qu'aucun explosif n'est caché en dessous ou dans le moteur, avant de procéder à une fouille en règle de l'intérieur. Visiblement, il a le savoir-faire. « C'est un policier new-yorkais, plaisante le capitaine, il a l'habitude ». Sur son casque, écrits rapidement en marqueur noir, figurent ces simples mots : « Oil War », (la guerre du pétrole). Sur la porte arrière du blindé, peint en noir, un soldat avec dans sa main supérieure une caricature de Saddam Hussein.

Tés

par un missile allié

Au PC du bataillon, courtois, l'officier de renseignement explique : « Les soldats irakiens sont juste sur la frontière. A quelques kilomètres d'ici. Le coin n'est pas sain, prévient-il. Aujourd'hui, la journée est calme mais ce n'est pas toujours comme cela. »

C'est dans cette région qu'a eu lieu mardi dernier un affrontement

meurtier entre des Irakiens qui s'étaient infiltrés et les marines, au cours duquel onze de ces derniers sont morts. Sept d'ailleurs, a révélé le porte-parole américain, ont été tués par un missile tiré d'un avion américain vers la base saoudienne de cette unité de blindés légers des marines. C'est aussi par ici que des chasseurs américains ont lâché par erreur, jeudi, huit bombes à fragmentation dont on sait maintenant, et contrairement aux premières indications données, qu'elles ont provoqué la mort d'un soldat et blessé sérieusement deux autres. Le sol porte encore les traces de ces combats avec, éparpillées partout, des gaines de missiles et des débris d'obus.

Un vaste chantier

Devant l'horizon bouché d'obus, on ne voit que le ciel. Les hommes tentent de se protéger et s'enterrent toujours plus profond. Près d'un blindé, en surveillance, quatre hommes, torse nu, pelle à la main, creusent. Ce trou peut les sauver et, comme l'affirme l'un d'eux, « malgré la chaleur, on n'hésite pas à aller toujours plus loin ». Au-dessus du trou, une claie en bois sur laquelle s'accumulent les sacs de sable qui pourront faire écran. Dans la fenêtre laissée libre, juste de quoi faire passer le canon d'un fusil et la paire de jumelles ou les lunettes à infra-rouges pour la visibilité de nuit. Un peu en arrière, le PC est à peine visible, caché par des filets de protection camouflés qui ont des allures de petites collines naturelles.

Des camions américains

ont sans doute été « cannibalisés »

Au moins cinquante véhicules militaires américains, notamment des jeeps et des camions de transport de 5 tonnes ont mystérieusement disparu ces dernières semaines d'une base logistique, indique un rapport du pool de presse américain.

Malgré une enquête menée par la police militaire américaine, aucun de ces véhicules n'a été retrouvé. Aussi les autorités militaires craignent-elles que ces engins ne soient entre les mains de terroristes qui pourraient les utiliser pour mener des opérations contre le dispositif militaire américain.

Toutefois, plusieurs officiers écartent cette éventualité et pensent, au contraire, que ces véhicules ont très certainement été « cannibalisés » pour en réparer d'autres en raison de la rupture de stock de nombreuses pièces détachées. Ces mêmes officiers font d'ailleurs remarquer que la logistique américaine, qui jusqu'à maintenant a fonctionné comme une machine parfaitement huilée, connaît quelques ratés. Certaines unités n'ont notamment pas eu leurs combinaisons de protection contre les armes chimiques, renouvelées après la date au-delà de laquelle elles ne sont plus efficaces. - (AFP)

L'Amérique prie pour ses troupes

Le président George Bush avait appelé samedi 2 février à une journée de prières pour les troupes américaines. Au cours des nombreuses manifestations de soutien à l'opération « Tempête du désert » qui se sont déroulées dimanche dans plusieurs grandes villes des Etats-Unis, l'Amérique a eu une pensée particulière pour Melissa Rathbun-Nealy, la jeune femme soldat, âgée de vingt ans, faite prisonnière par les Irakiens jeudi dernier près de la frontière koweïtienne.

WASHINGTON

de notre correspondant

Prières pour les troupes et manifestations de soutien au président Bush : les Etats-Unis ont vécu leur troisième dimanche « de guerre » - une guerre qui s'enfonce dans la routine des bombardements de l'Irak et n'occupe plus qu'une part de plus en plus réduite de la « une » des quotidiens. C'est M. Bush lui-même qui avait appelé à une « journée nationale de prières » pour « la sécurité des troupes » (américaines), « ces hommes et ces femmes qui ont mis ensemble leurs vies et leurs rêves en suspens parce qu'ils comprennent la menace que notre monde affronte ».

Le président américain a fait référence à son lointain prédécesseur Abraham Lincoln qui s'était tourné vers la prière pour surmonter « son angoisse pendant la guerre civile ». Mais M. Bush lui-même n'a jusqu'à présent guère donné l'impression d'éprouver d'angoisse particulière - assuré qu'il est de la victoire -, et encore moins de doute quant au bien-fondé de cette guerre « juste et morale ». Le conflit du Golfe, a-t-il déclaré récemment, « se rattache à tout ce que la religion incarne, le bien contre le mal, le juste contre l'injuste, la dignité humaine et la liberté contre la tyrannie et l'oppression ».

En revanche, depuis le jour où a précédé l'attaque contre l'Irak, le président américain a exprimé d'une manière plus visible ses sentiments religieux, alors même qu'il affectait d'ignorer les appels du pape et des principales Eglises américaines, y compris ceux de l'Eglise épiscopale, à laquelle il appartient lui-même.

JAN KRAUZE

Partout, le désert saoudien est devenu un vaste chantier. Aux avant-postes, seule la main de l'homme y fait son office mais en arrière, pelleteuses, bulldozers pour édifier les murs de sable, scrapers et profilers pour niveler les pistes, rouleaux compresseurs pour finir le travail, s'activent en permanence. Cette frénétique agitation a fait fuir les chameaux poussés vers le sud et qui ne peuvent profiter des pluies qui, par endroits, ont fait reverdir le sol.

Cette ruée en pleine activité - d'immenses bases logistiques avec plusieurs kilomètres de murs construits autour des PC de plus en plus grands au fur et à mesure que l'on recule, des routes ou pistes d'atterrissage édifiées en plein désert - perd de son ampleur aux abords de la frontière où malgré la proximité des troupes, la solitude domine.

A quelques kilomètres des avant-postes, protégés derrière des remblais de sable, les chars sont en position, canons pointés vers le nord. A leurs pieds, les hommes avalent leur ration ou fument une cigarette en discutant pour tuer l'ennui. Un camion-citerne d'eau, deux soldats s'arrosent le visage pour se rafraîchir. Le temps n'a pas de fin et pour ces hommes qui n'ont rien vu d'autre que le sable depuis plusieurs mois, la seule attente de la vie est le courrier qui monte régulièrement. Les chameaux s'éloignent pour lire tranquillement leurs lettres ; les autres s'enferment un moment dans l'attente du lendemain.

Seul troue le silence parfois, le bruit des bombardiers. « Ici, l'ennemi est un soldat, tout est pareil. C'est la terre de l'horizon bas, du voyageur perdu et de la longue attente. »

FRANÇOISE CHIPPAUX

Le T-shirt de nulle part

Un T-shirt fait fureur en Arabie saoudite, où les centaines de journalistes de toutes nationalités se l'arrachent, car il illustre les limites de leur travail. Quand ils arrivent à connaître un fait ou à effectuer un reportage, ils n'ont quasiment jamais le droit de le situer.

Blanc, pur coton, théoriquement disponible dans toutes les tailles mais déjà introuvable dans les boutiques, ce T-shirt représente l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Irak, dont les contours sont dessinés en noir. Quatre villes de l'Arabie sont marquées par quatre points rouges. Mais leurs vrais noms ne sont pas indiqués.

Djeddah, l'une des plus importantes villes du pays, située sur la mer Rouge, s'appelle « Somewhere » (quelque part). Au centre, Ryad, la capitale, devient « Some place » (un certain endroit) ; Dhahran, la plus importante base américaine sur le Golfe, n'est autre que « Some place else » (ailleurs). Et Jubail, le plus gros terminal pétrolier d'Arabie saoudite, est signalé comme « Unidentified airbase » (base aérienne non identifiée). - (AFP)

JANUARY 1991

هنا من الأصل

LA GUERRE DU GOLFE

Djibouti, lointaine « base arrière »

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Côté mer, le navire-stellier Jules-Verne, qui revient d'une mission d'évacuation en Somalie, mouille dans les eaux calmes du port. Côté terre, après l'heure de la sieste, les terrasses des cafés de la place Ménélik se peuplent peu à peu de jeunes militaires nonchalants, accoudés devant un verre de bière. A première vue, Djibouti n'est pas sur le pied de guerre et la petite République semble avoir été promise un peu vite au rang de « base arrière » du dispositif français dans le Golfe, après l'arrivée du porte-avions Clemenceau et de son groupe aéronaval, quelques semaines après l'invasion du Koweït.

Le départ du Clemenceau, quelques jours plus tard, avait vite fait retomber l'effervescence. Le quotidien avait repris son cours tranquille, à peine troublé par le passage de quelques bâtiments supplémentaires - notamment les gardiens du blocus naval, imposé à l'Irak dans le cadre de l'opération « Artimon », qui viennent faire relâche ici. Mais, entre le front koweïtien et la base militaire française de Djibouti, il y a aujourd'hui le port saoudien de Yanbu, sur la mer Rouge. Il constitue le véritable point d'appui de l'opération « Daguet » et reçoit continuellement renforts de troupes, matériel, vivres et médicaments.

Yanbu a permis au gouvernement djiboutien d'échapper à la situation délicate que vit aujourd'hui l'Arabie saoudite en

accueillant sur son sol des soldats dont la mission est d'abriter le nouveau héros du monde arabo-musulman, Saddam Hussein. Yanbu est un peu un port providentiel pour Djibouti, qui peut ainsi vivre la guerre de loin, sans que la population se sente directement concernée et sans donner prise aux reproches de ses partenaires pro-irakiens de la Ligue arabe.

A Djibouti, le gouvernement, comme l'état-major des forces françaises, ont beau jeu de rappeler que, selon le protocole de 1977 signé après l'indépendance, les soldats français basés ici n'ont pas d'autre mission que de défendre le territoire contre toute agression. Seul, le président de la République peut autoriser leur commandement à les utiliser dans une opération extérieure. Pourtant Djibouti et son climat désertique constituent l'endroit rêvé pour servir de terrain d'entraînement aux troupes envoyées dans le Golfe.

A la périphérie du conflit

Les hélicoptères Puma, que transportait le Clemenceau lors de son escale l'été dernier, ont fait quelques sorties d'entraînement dans le désert djiboutien, et il n'est pas exclu d'envoyer ici quelque régiment destiné à renforcer l'opération « Daguet » pour s'acclimater au désert. Mais en aucun cas, assure l'état-major, le dispositif militaire basé à Djibouti (3 800 hommes dont une brigade de la Légion étrangère) ne

sera allégué au profit du front du Koweït - et surtout pas en ce moment, ajoute un observateur, alors que des tensions politiques, sourdes mais inhabituelles, se manifestent dans le pays.

Si elle en subit les inévitables conséquences économiques, Djibouti vit essentiellement la guerre du Golfe à travers les médias. Les forces de sécurité djiboutiennes et l'armée française restent pourtant sur le qui-vive. « Nous sommes pour le moment à la périphérie du conflit », observe le général Claude Gautier, commandant les forces françaises de Djibouti, mais la situation géographique de Djibouti - entre l'Éthiopie et la Somalie, déstabilisées par la guérilla, et le Yémen pro-irakien - et les attentats terroristes de ces dernières années nous obligent à une vigilance accrue au niveau de la défense aérienne et de la sécurité au sol.

Deux Mirage de l'escadron 4/30 Vexis sont en état d'alerte, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, pour assurer la protection de la petite République, notamment de son port et de son aéroport. Dans la ville, la sécurité des soldats français, de leurs familles, de la communauté étrangère en général, a été renforcée. Certaines de ces mesures ont été prises il y a plusieurs mois, après l'attentat à la grenade de septembre 1990 contre des soldats français, dans un café de la capitale.

Après la révélation par un magazine français d'un « accord militaire secret » entre Djibouti et

Bagdad conclu en mars 1989, le gouvernement a tenu à clarifier les choses en présentant, dans la presse nationale, la teneur de cet accord comme portant sur un programme de formation militaire et quelques livraisons de matériel. Mais cet accord, raconte en privé un officiel djiboutien, s'est fait au vu et au su des militaires français qui, à l'époque, ont promené dans leurs avions une délégation de l'armée irakienne en visite à Djibouti.

« Il faut un Etat palestinien »

On trouve difficilement des traces de la popularité de Saddam Hussein à Djibouti, tout au plus quelques slogans sur les murs des quartiers pauvres. Ici, la cause palestinienne est bien plus populaire, même si la façon dont ce « fou de Saddam » tient tête aux alliés commence à impressionner l'opinion.

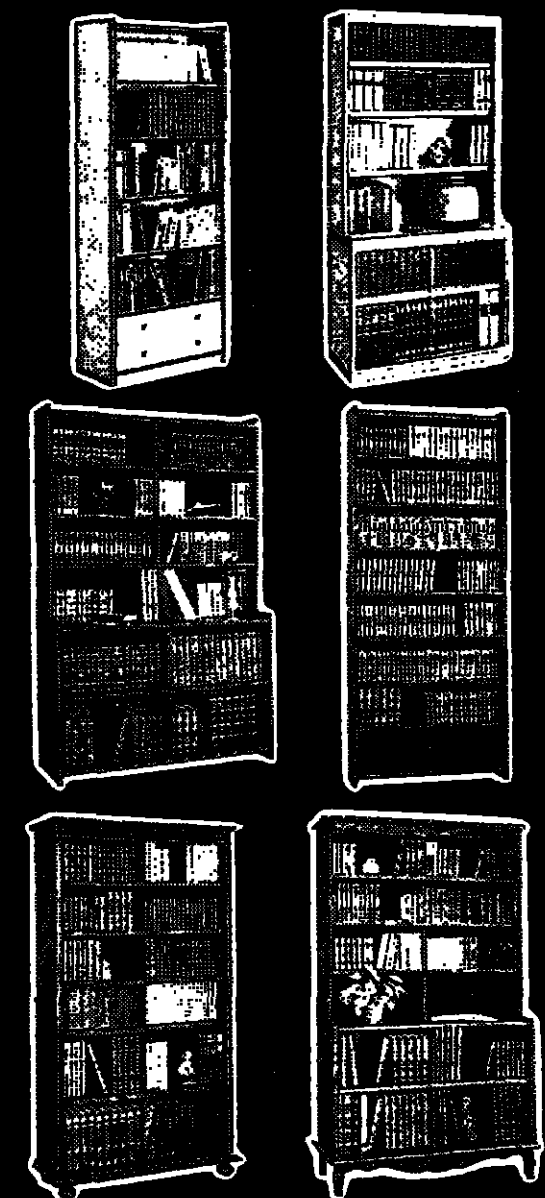
« Saddam Hussein est ridicule, mais de Gaulle et Mitterrand ont raison. Il faut un Etat palestinien » : ce chauffeur de taxi, à l'image des Djiboutiens, réussit à concilier, en quelques mots, sa solidarité musulmane envers la cause palestinienne et son attachement à la France, pourtant alliée des Américains, « qui rêvent de contrôler le monde arabe ». Les Djiboutiens captent la télévision yéménite, « certainement beaucoup plus fiable que la chaîne américaine lorsqu'elle rapporte que depuis le début du conflit, l'Irak a abattu deux cents avions alliés ».

JEAN HÉLÈNE

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX
PARIS 14^e
ARPAJON (91290) - 13, Route Nationale 20 - Tél. 64 90 05 47
VERSAILLES (78000) - 64-70, rue des Chantiers
Tél. 39 53 66 09

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles



JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES,

SANS AUCUNE
FIXATION MURALE,
DONC
DÉMONTABLES
ET DÉMÉNAGEABLES
À VOLONTÉ.

pour former des ensembles
à la mesure de vos besoins,
de l'espace dont vous disposez
et de votre budget.



17 LIGNES ET STYLES

DEMANDEZ LE CATALOGUE COMPLET EN COULEURS

GRATUIT

Vous y
trouverez
tous les modèles,
hauteurs, largeurs,
profondeurs... et prix.

30 magazines
exclusifs en France
(liste jointe au catalogue).

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____ PROFESSION _____

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES - 75680 PARIS CEDEX 14
OU PAR 24 h/24 : (1) 43.20.73.33

MO66

Deux livres essentiels

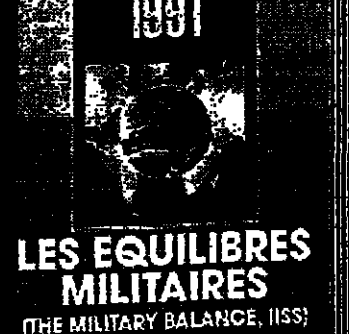
INTIFADA



454 p.
138 F

pour
comprendre
L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS

L'ANNÉE STRATÉGIQUE 1991



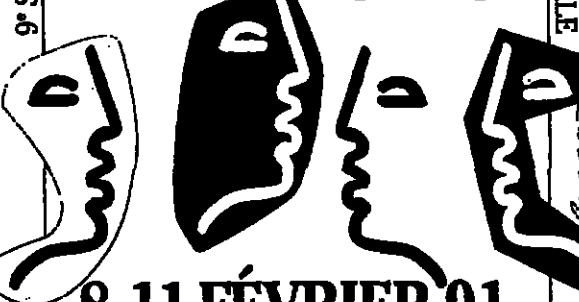
LES ÉQUILIBRES
MILITAIRES
(THE MILITARY BALANCE, IISS)

592 p.
250 F

Stock

VIVANTES DES CULTURES ET DU LIVRE

EXPO LANGUES



8-11 FÉVRIER 91

PARIS - PORTE DE VERSAILLES

JOURNÉE PROFESSIONNELLE JEUDI 7 FÉVRIER



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities
-A.C.B.S.P.

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel : programme américain unique dans son concept, habilité à délivrer le :

Master of Business Administration
with an emphasis in international management.

Filière d'admission : 3^e CYCLE

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Écoles - Titulaires de maîtrise, maîtrise.

Programme de 12 mois à San Francisco, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au : M.B.A.

Informations et sélections : European University of America
17/25, rue de Chaillot (métro Iéna) - 75116 Paris, (1) 40.70.11.71

Communiqué par European University of America à travers de CANADIAN AGENTS : 1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, CA 94109
Programme associé en Europe et en Asie : 246 Midway, Hong Kong et aux USA : PBO

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit

La plupart des cibles détruites en Irak sont des bâtiments militaires ou gouvernementaux

affirme une pacifiste britannique

Le retour en Occident d'une centaine de pacifistes, contraints par les Irakiens de fermer le camp qu'ils avaient installé à la frontière irako-soudanaise, ainsi que la présence en Irak, depuis vendredi 1^{er} février, d'une quinzaine de journalistes étrangers, permettent une première évaluation des destructions causées par les bombardements des forces de la coalition.

« Nous avons vu de nombreuses destructions civiles, mais pour être honnête les cibles visées ont été atteintes avec précision parce que la plupart des bâtiments détruits étaient des édifices militaires ou gouvernementaux, les autres dégâts étaient accidentels », a affirmé une pacifiste britannique à son arrivée à Londres.

Les militants — Européens, Américains, Japonais et Australiens — ont dû quitter le camp de Djouda, à 400 kilomètres au sud de Bagdad, le 27 janvier, pour raisons de sécurité. Ils ont dû avoir été invités « très amicalement » par les Irakiens à quitter la région à cause de « la situation militaire ». « Des membres du camp ont protesté mais les Irakiens leur ont dit qu'ils ne pourraient plus dorénavant assurer leur sécurité ».

A Bagdad, où ils ont passé quelques jours « il n'y a ni eau, ni électricité, mais la vie continue. Il n'y a pas d'essence mais la ville fonctionne de carottes tirées par des dunes ».

Selon l'une des militantes, le plus éprouvant a été le voyage en

bus de Bagdad à Amman, la capitale jordanienne. « Beaucoup de véhicules avaient été bombardés et fumait encore ; des camions étaient renversés et il y avait des créatures de bombes sur la route » a-t-elle affirmé. Un témoignage qui concorde avec ceux de réfugiés arrivés samedi à Rouwehied, le poste frontière entre l'Irak et la Jordanie. Une infirmière indienne a dénombré « treize voitures, six autobus et deux camionnettes en feu ou gravement endommagées sur la route en provenance de Bagdad ».

A Bagdad la vie continue

Après l'arrivée dans la capitale irakienne d'un premier groupe de représentants de la presse occidentale, « d'autres groupes de journalistes des différents coins du monde seront autorisés dans les prochains jours à visiter l'Irak », a déclaré dimanche un porte-parole du ministère irakien de l'information.

« Les journalistes étrangers auront l'occasion de se rendre compte de visu du caractère sauvage des raids américains, contrairement aux allégations de l'administration américaine, qui affirme qu'ils visent uniquement des sites militaires », a précisé ce porte-parole.

Selon lui, plusieurs dépôts de denrées alimentaires et un centre de médecine vétérinaire à la périphérie de Bagdad ont été des der-

niers jours parmi les cibles de l'aviation alliée. A Bagdad, bien que les bombardements aériens se poursuivent, la vie continue et rien n'indique que le moral de la population ait été entamé, disent les journalistes sur place. La foule s'agglutine devant les cafés et les gargotes, bus et taxis sont toujours en service. L'essence est sans doute ce qui manque le plus. Des cen-

taines de voitures font la queue devant les rares stations-service encore ouvertes. La plupart des magasins sont fermés à l'exception de ceux d'alimentation. Mais les prix ont été multipliés plusieurs fois depuis le déclenchement des hostilités.

La foule ne manifeste aucune animosité à l'égard des journalistes étrangers. C'est plutôt de la curio-

sité qu'éprouvent les Irakiens qui se hasardent à adresser la parole à l'Occidental : « Quelle est votre nationalité ? Pourquoi êtes-vous ici ? ». La réponse, « saafi » (journaliste) semble laisser sans voix l'interlocuteur qui, souvent, se contente de répondre « welcome » (bienvenue). Aux Français, l'ordre mande invariablement des nouvelles de M. Jean-Pierre Chevènement, le ministre de la défense démissionnaire.

Les journalistes occidentaux, dont le travail est censuré par les autorités irakiennes et qui sont accompagnés dans tous leurs déplacements, ont été invités à se rendre sur différents sites touchés par les alliés. Samedi, ils ont été conduits à Diwaniyah, à quelque 120 kilomètres au sud de Bagdad, où un centre de télécommunications a été bombardé quatre fois, les 17, 18, 20 et 31 janvier. Les maisons alentour ont été détruites et les témoignages recueillis sur place font état de trente-cinq morts et de plus d'une centaine de blessés.

Dimanche, les journalistes sont allés dans la région de Hilla, près de l'antique cité de Babylone, à environ 100 kilomètres de Bagdad, où ils ont été emmenés dans un quartier résidentiel, dans une école et un hôpital pour enfants, durement éprouvés par les bombardements alliés. Dans le village voisin d'Al Haswa, ils ont constaté la destruction d'un quartier de maisons basses, un cratère de cinquante

mètres de large témoignant de l'impact de bombes de forte puissance. Le bombardement aurait fait entre trente-cinq et quarante victimes, selon les habitants.

Menaces terroristes

Dimanche, Radio-Bagdad a brandi la menace d'attentats terroristes contre les intérêts des alliés partout dans le monde. « La cible ne se limitera pas cette fois aux soldats des Etats-Unis, aux mercenaires de leurs alliés ou à leurs collaborateurs dans les terres saintes de la péninsule arabe », a affirmé un commentateur. Les Etats-Unis et leurs alliés « paieront chèrement pour leur agression », a-t-il ajouté. Samedi, le journal *Al-Qadisiyah* a assuré que l'Irak emploierait si nécessaire « des armes de destruction massive et d'annihilation » pour garder le Koweït.

Enfin, les informations en provenance de Moscou, selon lesquelles Saddam Hussein avait fait écouter les deux officiers supérieurs irakiens responsables de l'armée de l'air et de la défense anti-aérienne, ont été démenties samedi par un porte-parole militaire américain. Le vice-amiral Mike McConnell, spécialiste du renseignement, a déclaré lors du point de presse quotidien du Pentagone que les deux officiers « avaient été vus à Bagdad après la publication de ces informations ». — (AFP, Reuter, AP)

Mariage à l'hôtel Rachid

Fatima était en blanc et rougissait, les yeux baissés. Sabah, son époux, avait temporairement abandonné l'uniforme pour un costume clair. Comme dans des jours meilleurs, la réception de mariage s'est achevée à l'hôtel Rachid, le plus prestigieux de la capitale irakienne, aujourd'hui une caveau sombre et silencieux. Par précaution contre les bombardements, qui ont déjà causé des dégâts légers, les lustres ont été démontés et les baies vitrées parées de papier collant.

Comme il est de tradition, tambourins et trompettes accompagnaient les nouveaux mariés, qui ont passé leur nuit de noces. Ils ont dû monter les étages à pied et se munir de bougies. Il n'y a plus d'électri-

cité et l'eau n'y coule qu'une heure par jour, et pas tous les jours. Il n'y a pas non plus de buffet luxueux. La chère est maigre, rationnée et servie à heure fixe. Il y a, en revanche, autant d'alcool qu'on veut. A condition d'y mettre le prix.

Sabah Sahoun a vingt-cinq ans, et est soldat. Fatima, ex-Zouhair, vingt ans, les joues fardées de rouge et de strass, est fonctionnaire dans un ministère. Flanqués depuis deux mois, ils n'ont pas attendu le trimestre traditionnel pour se marier. Le frère du marié tire la leçon : « Ce mariage est un défi à Bush et aux agents qui l'aident. C'est un défi à Israël, l'illustration de la détermination du peuple irakien face à l'agression américaine ». — (AFP)

« Il y a eu des milliers de morts civils »

déclare le ministre algérien des affaires étrangères au « Grand Jury RTL-le Monde »

Le ministre algérien des affaires étrangères, M. Sid Ahmed Ghozali, a déclaré dimanche 3 février à Paris que la guerre du Golfe avait déjà fait des milliers de morts civils en Irak, indiquant en outre que Bagdad avait « mis à l'abri » en Iran plus de cent avions civils et militaires.

Invité de l'émission « Le Grand Jury RTL-le Monde », il a indiqué qu'il tenait ces informations des dirigeants irakiens qui lui ont été communiquées à Téhéran. « Il y a eu des milliers de morts civils et des objectifs économiques et même sociaux ont été très sérieusement touchés, a-t-il affirmé. Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité. Toutes les unités économiques ont été détruites. C'est un Hiroshima par jour qui est déversé sur l'Irak. Cette guerre n'a pas encore livré toutes ses surprises ».

« L'Irak a déjà gagné du seul fait qu'il se soit vu face à 400 000 hommes avec la plus grande puissance de feu. L'Irak incarne dans l'esprit des Arabes le pays qui, premièrement, a eu les moyens de faire face à

Israël et, deuxièmement, celui qui résiste, qui refuse de se mettre à genoux. C'est la réalité vécue au sein des opinions arabes ».

Plus de cent avions en Iran

A propos de l'atterrissage en Iran d'avions irakiens, le ministre algérien a répondu : « Ce sont les Irakiens qui ont mis à l'abri un certain nombre de leurs avions en Iran. Ils avaient d'abord envoyé leurs avions civils, en concertation avec les Irakiens. Les Irakiens ne m'ont pas donné de chiffres, mais ils m'ont dit que le nombre d'avions était important, supérieur à cent ».

Le chef de la diplomatie algérienne, qui a été reçu dimanche après-midi par son homologue français, M. Roland Dumas, a souligné que l'Irak avait « incontestablement un rôle diplomatique à jouer dans la solution de la crise ». Le ministre a dénoncé ce qu'il a appelé « une série de dérives partielles » des objectifs

initiaux de la coalition anti-irakienne, estimant que la force multinationale déployée dans le Golfe est passée de l'état de « force à caractère purement défensif » à une « force offensive ».

Il a déclaré que, dans les opinions publiques arabes et musulmanes, cette guerre était perçue comme une guerre de l'Occident contre le monde arabe et les musulmans parce que « tous les arguments présentés [pour la justice] ne tiennent pas la route » et que « l'engagement pour la légalité internationale manifesté par la coalition anti-irakienne reste à crédibiliser ». A propos du rôle des Nations unies, M. Ghozali a regretté que son secrétaire général « ait été mis au placard pendant six mois et que les ressources » de ce dernier « n'aient jamais été utilisées ». « Je ne crois pas aux guerres propres », a ajouté M. Ghozali. Une guerre, pour moi, est par définition sale ».

Le ministre algérien a enfin souligné, que pour l'après-guerre, quatre sortes d'hypothèques devaient être levées. « Premièrement, on s'acharne sur un pays arabe pour le détruire, alors que ce pays constituait un facteur important d'équilibre dans la région. Deuxièmement, on nous dit : demain, on rase gratis, on règle ce problème puis on résout la question palestinienne. Ça peut croire que si, demain, le seul contrepoint à Israël venait à disparaître, cela constituerait un encouragement pour ce pays à résoudre cette question ? Troisièmement, on nous dit : si on rase gratis, ce qui a été fait contre l'Irak n'est pas un précédent dangereux pour notre propre sécurité ? Quatrièmement, quel type de sécurité est-on en train de préparer pour demain dans le cadre de ce nouvel ordre politique international ? »

M. Ghozali a conclu : « Les peuples arabes sont habitués à voir les Etats-Unis être l'allié stratégique d'Israël. Mais ils se demandent : pourquoi la France ? »

Le mouvement du RECOURS, « désinformation ». — Le porte-parole du mouvement du RECOURS, qui rassemble de nombreux rapatriés d'Algérie, — M. Jacques Roseau, a estimé, dimanche soir, que le ministre algérien des affaires étrangères s'était livré devant le « Grand Jury RTL-le Monde » à « une outrancière entreprise de désinformation en faisant le seul procès des Etats-Unis et de leurs alliés ».

La Jordanie « ripostera contre toute attaque d'où qu'elle vienne »

Un responsable jordanien a déclaré, samedi 2 février, que son pays ne permettrait à personne de traverser son espace aérien, en dépit des avertissements d'Israël. « La Jordanie ripostera avec tous les moyens dont elle dispose contre toute attaque violente sur son territoire ou son espace aérien, d'où qu'elle vienne », a-t-il précisé. Il répondait ainsi au chef de l'armée de l'air israélienne, le général Avihou Bin Noun, qui avait menacé la veille de détruire l'aviation jordanienne si celle-ci s'opposait à des mesures de représailles contre l'Irak.

La polémique se poursuit, d'autre part, quant au respect par la Jordanie de l'embargo économique décrété par les Nations unies à l'encontre de l'Irak. M. Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat américain, avait ainsi déclaré vendredi que les importations jordanienes de pétrole irakien violaient indubitablement la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le prince héritier de Jordanie, Hassan, a confirmé dimanche que

son pays, « qui n'avait pas d'autre solution crédible », continuait d'acheter du pétrole à l'Irak tout en se défendant de rompre l'embargo. « Quiconque connaît tant soit peu le droit saura que rien n'oblige un Etat à se suicider économiquement pour appliquer une obligation juridique comme des sanctions », a déclaré pour sa part M. Aoun Khassoun, conseiller juridique du palais royal.

La Jordanie importe, à un prix préférentiel, plus de 50 000 barils de brut par jour d'Irak, acheminés par camions-citernes, mais, depuis que la route de Bagdad est bombardée par les forces alliées, ces quantités auraient été réduites à 5 000 barils par jour. Amman aurait toutefois obtenu un accord de principe de la Syrie pour satisfaire ses besoins en carburant, a-t-on appris dimanche.

Des négociations débutent lundi pour fixer volumes, conditions de paiement et modalités de transport. Passant outre la neutralité officielle de leur gouvernement, des camionneurs jordanien achè-

vaient des chargements de farine vers l'Irak. « Les Irakiens sont nos frères, que vont-ils manger si nous ne leur donnons pas de vivres ? », a expliqué un de ces chauffeurs. « Si c'est vrai, je vous assure que nous ne sommes pas au courant » a déclaré un haut responsable du gouvernement.

Les funérailles, vendredi à Ramssa, dans le nord du pays, d'un des routiers tués mercredi dans le bombardement de la route Bagdad-Amman par l'aviation alliée, se sont transformées en manifestation anti-américaine à laquelle ont participé près de 4 000 personnes. Les Etats-Unis ont demandé à leurs ressortissants de quitter la Jordanie sans délai. Dans une note publiée dimanche, le département d'Etat explique cette recommandation par l'aggravation des tensions depuis le début de la guerre et l'augmentation des risques pesant sur les citoyens américains. Pour des raisons de sécurité, le personnel de l'ambassade américaine à Amman sera également réduit. — (AFP, Reuter, AP)

Réunis à Bahreïn

Des experts occidentaux se mobilisent pour lutter contre la marée noire

Bien qu'il soit très difficile d'apprécier les quantités de pétrole déversées dans les eaux du Golfe depuis le début du conflit, des prévisions ont été apportées par le CEDRE (Centre de documentation, de recherche et d'expérimentations) sur les pollutions accidentelles, basé à Brest. Selon les images satellites transmises par la station orbitale soviétique Mir, la marée noire s'étendait jeudi 31 janvier sur environ 150 kilomètres de long et 30 kilomètres de large, en plusieurs tronçons.

« On peut estimer le volume total à 100 000 tonnes, soit deux fois l'Amoco-Confia », a précisé M. Christophe Boussou au CEDRE. Mais une deuxième nappe de brut dérive maintenant depuis le terminal irakien de Mina-el-Bakr, près de l'embouchure du Chatt-el-Arab. Elle serait d'environ 100 000 tonnes, étalée sur une bande de 80 kilomètres de long.

Bien qu'une partie de ces nappes ait déjà souillé le littoral saoudien entre Safaniyah et Tanajib, un fort vent du sud a fait dériver la marée noire vers le nord, samedi 2 février,

maintenant la nappe à une trentaine de kilomètres au large de Jubail, où se trouve la plus grande usine de dessalement d'Arabie saoudite.

Le vice-président de l'Agence saoudienne de protection de l'environnement, M. Nissar Tasoufik, a déclaré, dimanche 3 février, que le royaume « avait eu tort de se contenter de protéger son industrie et ses usines de dessalement, sans s'attaquer à la marée noire en pleine mer ». Si rien n'est fait à cet égard, selon lui, plusieurs usines de dessalement seront probablement contraintes d'arrêter leur production d'eau potable.

Des experts gouvernementaux de six pays du Golfe se sont réunis, dimanche 3 février à Manama (émirat de Bahreïn), afin d'envisager une action commune contre la marée noire, rendue difficile par le gel des activités de l'Organisation régionale pour la protection de l'environnement marin (ROPME), dont le siège se trouvait à Koweït-Ville. Pour sa part, l'Irak, dont les côtes sont aussi menacées, a invité les ministres de la santé des pays riverains du Golfe à se réunir à Téhéran le 17 février pour examiner les conséquences de la marée noire.

Des dizaines d'experts occidentaux — américains, britanniques, canadiens et allemands — sont déjà à

l'œuvre dans le Golfe pour évaluer l'ampleur de cette catastrophe. Quant à la Communauté européenne, elle a décidé d'envoyer aussi des experts en Arabie saoudite. Cette mission, composée d'Allemands, de Britanniques et de Néerlandais, sera coordonnée par les Pays-Bas, étant donné que le Luxembourg, qui préside actuellement la CEE, ne dispose pas de représentation diplomatique à Riyad.

La France, qui avait offert les services de ses spécialistes à tous les pays du Golfe, a envoyé dimanche à Londres une mission conduite par M. Michel Monseil, directeur de la prévention des pollutions au ministère de l'environnement, et composée de M^{me} Marthe Melguen et de M. Jean Sperfel, respectivement directeur général et directeur technique du CEDRE. Cette mission française doit se rendre à Manama et à Abou-Dhabi.

D'autre part, 115 tonnes de matériel antipollution fourni par la France, notamment des barges de haute mer et des systèmes de récupération du pétrole, sont en cours d'acheminement vers l'Arabie saoudite pour protéger les sites sensibles du littoral.

R. C.

Le Monde EDITIONS

GOLFE

clefs pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Le livre qui expose les multiples dimensions du premier conflit de l'après-guerre froide et met en évidence la part de l'histoire et de l'héritage colonial, du pétrole et des ventes d'armes, du nationalisme arabe et de l'islam, de Washington, Paris et Moscou, de Bagdad, Téhéran et Riyad, d'Israël et de la question palestinienne.

Pour comprendre la place et la responsabilité de chacun des acteurs de cette tragédie aux retombées incalculables.

EN VENTE EN LIBRAIRIE

مكتب التحرير

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit et la question palestinienne

Le gouvernement israélien s'ouvre davantage à l'extrême droite

M. Shamir a fait entrer dans son gouvernement, dimanche 3 février, M. Rehavam Zeevi, chef du parti d'extrême droite Moledet.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Volonté de préparer l'après-crise, de dissuader à l'avance les États-Unis de tenter la moindre pression sur Israël pour un règlement de la question palestinienne, ou simple opération de politique intérieure? Une bonne partie de la classe politique et journalistique israélienne était à court d'hypothèses, lundi 4 février, pour expliquer la dernière décision du premier ministre, M. Itzhak Shamir. Au fait de sa popularité, salué à droite et respecté à gauche, loué à Moscou et applaudi à Washington pour sa gestion de la crise, le chef du Likoud (droite nationaliste) a décidé d'ouvrir sa majorité à l'extrême droite la plus radicale, en intégrant dans le gouvernement l'homme politique le plus controversé du pays - depuis la mort du rabbin Meir Kahane - en la personne du député Rehavam Zeevi, chef du parti Moledet (2 sièges). Le gain parlementaire est faible. La majorité droite-partis religieux de M. Shamir passe de 64 à 66 sièges (sur 120) à la Knesset. La tempête politique n'en est pas moins payante.

La décision a été acquise lors du conseil des ministres réuni dimanche 3 février. Trois de ses membres, et pas des moindres, ont résolu de voter contre le chef du gouvernement : MM. Dan Meridor (justice), Ehud Olmert (santé) et David Lévy (affaires étrangères).

Deux autres ministres se sont abstenus, celui de la défense, M. Moshe Arens, et son collègue des Finances, M. Itzhak Mordechai, cependant que quatorze votaient pour l'entrée de M. Zeevi au gouvernement. Pour la première fois depuis le début de la crise irakienne, l'union sacrée autour de M. Shamir vole en éclats. Aujourd'hui, la gauche ne suit plus et se dit « révoltée » par la décision du chef du Likoud. « Un geste qui menace la santé morale du gouvernement », selon un porte-parole travailliste. « Un geste qui apporte une touche raciste à la majorité », a ajouté le Ratz (centre gauche), tandis que le Mapam (gauche socialiste) mettait en garde contre « un groupe d'aventuriers [le parti Moledet] capables d'entraîner le pays dans des activités politiques dangereuses ». Pour sa part, la presse condamne quasi unanimement.

Pour faire bloc dans l'après-guerre

C'est que, Rehavam Zeevi, soixante-cinq ans, a un profil pour le moins inquiétant. Ancien général, surnommé « Gaudin » pour les ténues blanches qu'il arborait dans sa jeunesse, ancien gouverneur militaire de Cisjordanie - où il élevait des lions en cage à son QG -, conseiller d'Itzhak Rabin pour la lutte antiterroriste au temps où le dirigeant travailliste était premier ministre, c'est un homme qui est allé de la gauche à l'extrême droite. Aujourd'hui, il prône ouvertement le « transfert » des Palestiniens de Cisjordanie de l'autre côté du Jourdain et l'annexion pure et simple des territoires occupés. A chaque attentat anti-irakien ou tentative d'attentat, il est un des premiers sur

les lieux pour inciter la foule à la vengeance et aux représailles, reprenant le slogan du rabbin Kahane : « Mort aux Arabes ! »

Le chef du Moledet eut, à la fin des années 70, des fréquentations avec des membres du milieu israélien, dont certains étaient soupçonnés de trafic de drogue, et des activités suffisamment troubles pour intéresser le FBI (1). A l'époque, un jeune et brillant avocat menait la lutte contre « Gaudin » et le milieu, bravant les menaces physiques proférées contre lui et sa famille. Il s'appelait Ehud Olmert et est aujourd'hui ministre de la Santé, jeune prince du Likoud et proche de M. Shamir.

« Je ne suis pas sûr de pouvoir rester dans la salle de réunion du conseil des ministres quand Zeevi y entrera », disait dimanche soir M. Ehud Olmert. M. Zeevi y entrera avec le titre de ministre sans portefeuille, mais il participera aux réunions du conseil de défense au cours duquel sont prises les décisions relatives à la sécurité d'Israël. La décision est intéressante quand on sait que M. Zeevi n'a cessé, ces derniers jours, de dénoncer la « politique de retenue » menée par M. Shamir à la suite des tirs de missiles irakiens sur Israël.

Les porte-parole officiels ont affirmé que la politique du gouvernement resterait inchangée et que l'entrée de Moledet dans la majorité ne voulait pas dire que les options de ce parti étaient devenues celles de M. Shamir, alors, pourquoi cet élargissement qui paraît plus déstabiliser que conforter l'équipe au pouvoir? Une des thèses avancées à Jérusalem - par exemple dans le quotidien Haaretz - est que M. Shamir a voulu rassembler toute la

droite dans la perspective de l'après-crise du Golfe. Il s'agira alors de faire bloc contre toute pression américaine sur la question palestinienne.

Le « signal » serait le même que celui adressé à Washington avec l'arrestation d'un Palestinien moins modéré que le professeur Sari Nusseibeh, dont la peine vient d'être réduite de six à trois mois de détention administrative. Sur la question des territoires, le Likoud n'entend pas transiger, et d'autant moins que les Palestiniens font cause commune avec M. Saddam Hussein, qui clame ouvertement son intention de détruire l'État hébreu. Si les États-Unis et l'URSS veulent s'occuper du conflit israélo-palestinien à l'issue de la guerre du Golfe, comme le déclarait un communiqué américano-soviétique publié la semaine dernière à Washington, ils auront affaire à un gouvernement israélien réunissant toutes les composantes de la droite et de l'extrême droite.

ALAIN FRACHON

(1) Voir les pages consacrées à M. Zeevi dans l'ouvrage *Israël connexion - la mafia en Israël* (Plon), présenté par Jacques Deroy.

Arrivée à Tel-Aviv du maire de New-York. Le maire de New York, David Dinkins, a réaffirmé sa sympathie à Israël lors de son arrivée, dimanche, à l'aéroport international David-Ben-Gourion, près de Tel-Aviv. Le maire de New-York - le premier maire noir de l'histoire de la ville - a également félicité les Israéliens pour « la retenue » dont ils font preuve face aux attaques de missiles irakiens. (AFP)

Au Pérou, au Liban, au Yémen et à Chypre

Nouveaux attentats contre des intérêts alliés

De nouveaux attentats ont eu lieu samedi 2 et dimanche 3 février contre les intérêts des principaux membres de la coalition anti-irakienne au Pérou, au Liban, au Yémen et à Chypre.

Le mouvement péruvien d'extrême gauche Tupac Amaru (MRTA), qui avait déjà revendiqué trois attentats anti-américains, s'en est pris samedi 2 février à un restaurant de Lima appartenant à la chaîne américaine Kentucky Fried chicken. Un commando de sept membres a pénétré dans la salle du restaurant armé de mitraillettes et de grenades de guerre en demandant aux quarante clients présents d'évacuer les lieux. Les assaillants ont ensuite placé cinquante kilos de dynamite dans la salle avant de prendre rapidement la fuite. Douze personnes ont été blessées par l'explosion de l'immeuble.

Dans des tracts retrouvés sur place, le mouvement, qui se dit « guérilliste », proclame sa solidarité avec le peuple irakien et dénonce l'intervention américaine dans le Golfe. Ces derniers jours, le MRTA avait revendiqué trois attentats : des tirs de mortier contre l'ambassade des États-Unis à Lima, la destruction d'un monument à la gloire du président John Kennedy, et l'explosion de deux bombes incendiaires dans les locaux de l'Institut culturel américain-péruvien.

L'ambassade de France à Sanaa (Yémen) a également été la cible d'un attentat samedi 2 février, dans la soirée : un engin artisanal a explosé dans les jardins de la chancellerie. L'attentat, qui n'a fait que des dégâts mineurs, n'avait pas été revendiqué lundi 4 février en fin de matinée.

Enfin, deux attentats ont eu lieu samedi contre des banques koweïtiennes et britanniques au Liban et à Chypre. Le premier visait une succursale de la Banque du monde arabe et du Koweït à Khaldé, au sud de Beyrouth, dans un secteur contrôlé par l'armée syrienne ; le second une agence de la banque britannique Barclays située à Larnaca (Chypre). Ces deux explosions, qui n'ont pas fait de victimes, n'avaient pas été revendiquées lundi 4 février en fin de matinée.

de matinée. Les manifestations contre la guerre du Golfe se sont poursuivies samedi 2 et dimanche 3 février.

En Espagne, 20 000 manifestants se sont réunis dans la journée de samedi afin de demander la fermeture des bases militaires espagnoles utilisées par les troupes américaines depuis le début des hostilités : un premier cortège s'est rendu à la base aérienne de Torrejon, proche de Madrid, une des principales escales européennes pour les soldats américains tandis qu'un second se dirigeait vers la base navale de Rota, située non loin de la ville de Cadix.

Manifestations à Londres et à Glasgow

Aux cris de « Non à la guerre », les manifestants demandaient le retour des navires de guerre espagnols dépechés dans le Golfe par le gouvernement de M. Felipe Gonzalez. Des heurts avec les forces de police se sont produits autour de la base de Torrejon à la fin de la manifestation.

En Grande-Bretagne, des défilés ont eu lieu à Londres et à Glasgow. Près de 20 000 personnes ont manifesté samedi 2 février dans les rues de la capitale à l'appel de la Campagne pour le désarmement nucléaire en Europe (CND) et du Comité pour arrêter la guerre dans le Golfe (CSWG), qui organisaient le plus grand rassemblement anti-guerre depuis le début des hostilités. A Glasgow, en Ecosse, plus de 2 000 personnes ont participé à un rassemblement pacifiste, provoquant l'interdiction de la circulation dans le centre-ville.

Des manifestations ont également eu lieu en Autriche et au Japon, où un millier de personnes ont formé une chaîne humaine non loin de la base navale américaine de Sasebo, dans le sud du Japon. En France, une centaine de manifestants se sont réunis samedi 2 février à Paris, place de la Madeleine, à l'appel du Forum pour une paix juste et globale au Proche-Orient munis de badges verts et blancs proclamant : « la seule victoire, c'est la paix ».

« Ayez le courage d'abandonner le chemin de la confrontation armée » demande le pape aux belligérants

Jean-Paul II a lancé, samedi 2 février, un appel pressant aux parties en cause dans le conflit du Golfe, « afin qu'ils aient le courage d'abandonner le chemin de la confrontation armée et de se remettre, avec sincérité, aux négociations, au dialogue et à la collaboration ».

Se déclarant « très préoccupé » par le nombre croissant de combattants et d'armes utilisées et par « l'implication de populations civiles entières dans le conflit », le pape a mis en garde les belligérants contre le risque « angoissant » que le conflit « s'étende dans le temps et dans l'espace, d'une façon tragique et avec des conséquences incalculables ».

« En tant qu'hommes et en tant que chrétiens, a poursuivi Jean-

Paul II dans son message diffusé par Radio-Vatican, nous ne devons pas nous habituer à l'idée que tout cela soit inévitable. » (AFP, AP, Reuters)



La distribution de masques à gaz aux Palestiniens des territoires occupés demandera des mois

La distribution de masques à gaz aux populations palestiniennes des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza prendra des mois : cette constatation, dimanche 3 février, du général Freddy Zach, numéro deux de l'administration civile israélienne des territoires occupés, confirme les prévisions confiées en privé par les officiels israéliens, qui estimaient récemment qu'au rythme actuel de distribution, les 1 700 000 Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (cette dernière région étant, il est vrai, hors de portée des missiles de Saddam Hussein) seront tous munis de masques à gaz... après la fin de la guerre.

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Plus de deux semaines après la décision de la Cour suprême obligeant les autorités à distribuer des masques à gaz aux Palestiniens des territoires, 30 000 ont été fournis par les Israéliens et 25 000 par l'agence spécialisée des Nations unies, l'UNRWA, a précisé le général Zach. Ce dernier, lors d'une conférence de presse au cours de laquelle il a paru sur la défensive, a également affirmé que l'armée israélienne - chargée de l'administration civile - avait commencé la distribution des mas-

ques aux enfants de moins de quinze ans.

La décision première de ne pas fournir ces appareils aux moins de quinze ans - par pénurie, selon les explications officielles - avait provoqué de véritables drames au sein des familles, dont les parents avaient la possibilité de se protéger d'une éventuelle attaque chimique irakienne, mais non les enfants.

Une éventualité qui garde toute son actualité au moment où les autorités luttent contre un certain relâchement dans la population, d'une bonne partie est aujourd'hui plus encline à monter sur les toits pour assister à « feu d'artifice » qu'à se cloîtrer dans une pièce étanche, masque sur le visage. Ce relâchement a conduit le chef d'état-major, le général Dan Shomron, à rappeler qu'Israël serait exposé au risque d'une attaque chimique tant que durerait le conflit.

Pour les Palestiniens de Cisjordanie, le danger est on ne peut plus d'actualité : les missiles irakiens, lors des trois dernières salves - lundi 28 janvier puis jeudi et samedi soir - ont atterri soit en Cisjordanie, soit le long de la « ligne verte » séparant Israël des territoires occupés. Les Palestiniens et les associations pour les droits de l'homme ont immédiatement réclamé que s'accroisse la distribution d'équipements de protection contre les gaz (équipements toutefois dépourvus de seringues d'atropine, comme l'a confirmé le général Zach).

La constance avec laquelle les missiles irakiens atteignent la Cisjordanie - sans avoir jusqu'à présent fait de victimes - bouleverse les pronostics de l'armée, dont certains chefs jugeaient au début de la guerre hautement improbable que les Palestiniens aient à souffrir des attaques irakiennes.

Des fusées à la limite de leur portée

Deux explications sont formulées au sujet de l'imprécision des derniers tirs (qui n'ont apparemment fait que ravager des champs) alors que les premières salves avaient atteint des centres urbains israéliens, Tel-Aviv et Haïfa. Dans un premier temps les militaires israéliens ont émis l'hypothèse de conditions météorologiques défavorables.

Mais maintenant on pense que les sites de lancement fixes situés dans l'ouest de l'Irak, d'où parvenaient les premiers tirs contre

Israël, auraient été détruits ou fortement endommagés ; les Irakiens auraient recouru à des bases situées plus à l'est avec quelques difficultés à procéder à de nouveaux réglages. On suppose en outre que, tirés à plus de 100 km, les missiles Al Abbas d'une portée supérieure à celle des Al Hussein lancés auparavant, mais d'autant plus imprécis.

Le fait de servir de cible - même involontaire - aux missiles de Saddam Hussein ne semble pas avoir entamé l'enthousiasme manifesté par les Palestiniens en faveur du président irakien. C'est ce qu'affirmait dimanche le général Zach. C'est aussi ce que rapportent des témoins directs présents en Cisjordanie, maintenant sous couvre-feu depuis dix-neuf jours.

La sévérité du couvre-feu

Samedi soir encore, racontent ces témoins, des jeunes de Ramallah sont descendus dans la rue où sont montés sur les toits lorsque les avions ont retenti. Il était 20 h 30, et, comme lors de précédentes alertes, ils se sont mis à siffler. Puis éclatèrent les applaudissements lorsque le missile a explosé. Ce soutien à Saddam Hussein depuis le début de la guerre justifie aux yeux des autorités le maintien de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sous un couvre-feu particulièrement draconien, levé épisodiquement pour permettre à la population de se ravitailler, trois heures par jour, à Ramallah, par exemple ; mais seuls les adultes de plus de vingt-cinq ans ont le droit de sortir.

Le général Zach a évoqué la possibilité d'une levée progressive de ce couvre-feu, tout en assurant qu'une décision ne serait prise en ce sens que lorsque les autorités le jugeront utile. Il n'en a pas moins reconnu que la situation actuelle était source de graves problèmes économiques pour les Palestiniens, sans toutefois faire état de pénurie de nourriture, ni de carence dans les soins médicaux.

L'UNRWA et des témoins directs ne sont pas de cet avis. C'est ainsi que l'agence des Nations unies a lancé un vaste programme de distribution de vivres à 295 000 familles dans les territoires occupés, essentiellement dans les camps de réfugiés. Faisant état de rapports qui lui sont parvenus sur la baisse dramatique des stocks de vivres et l'absence de

UN AUTRE SON DE CLOCHE
LA GUERRE DU GOLFE
Vingt chroniqueurs et journalistes du tiers monde analysent les véritables raisons, les enjeux et les conséquences du conflit et expliquent pourquoi l'Occident a déjà perdu.
Lisez aussi :
SOMALIE : La chute d'un régime
MALI : Les résistances sont tombées
BENIN : L'heure de vérité
L'AFRIQUE : Dans l'œil du Sida. Et des articles sur la Manière, le Soudan, l'Égypte, le Bangladesh, le Mozambique, le Libéria, etc.
le nouvel
afrique
asie
Spécialisé grand et petit
3, rue de Metz - 75010 PARIS

EUROPE 1
SUR TOUS LES FRONTS
A PARIS 104.7 FM

AUX-PROVENCE 104.8 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	MARSEILLE 104.8 FM	REIMS 104.7 FM
AMNENS 104.7 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	METZ 105.3 FM	RENNES 104.7 FM
ANGERS 104.7 FM	DIJON 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM
ARCAÇON 104.7 FM	GAP 103.5 FM	MORLAIX 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM
AUDERNE 104.4 FM	GRENOBLE 104.8 FM	NANCY 105.5 FM	ST-MALO 104.7 FM
AVIGNON 94.9 FM	GUERET 88.7 FM	NANTES 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM
BEAUCON 105.1 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	NEVERS 104.6 FM	TOULON 104.7 FM
BESANCON 104.9 FM	LAMAL 104.7 FM	NIMES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
BEZERS 96 FM	LE HAVRE 104.7 FM	ORLÈANS 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
BIARRITZ 105.1 FM	LE MANS 104.7 FM	PAU 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
BORDEAUX 104.7 FM	LILLE 92 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	VALENCE 105.9 FM
BREST 104.7 FM	LYMOGES 104.7 FM	POITIERS 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
CHALON 95.5 FM	LYON 104.6 FM	QUIMPER 104.7 FM	

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
C'est la pêche.

LA GUERRE DU GOLFE

Les conséquences du conflit et les réactions dans le monde

Les diplomates pensent à l'après-guerre

La guerre du Golfe devait être l'un des thèmes dominants de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne lundi 4 et mardi 5 février à Bruxelles. Les Douze devaient notamment engager la réflexion sur « l'après-guerre », et traiter de l'aide à la Syrie et à la Turquie, ainsi que d'une proposition allemande d'aide à Israël qui, à la veille de la réunion, semblait se heurter à l'hostilité de plusieurs participants.

Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, a fait part, dès samedi, de son intention d'insister devant ses homologues européens sur les problèmes de sécurité dans la région après la guerre. « Les pays du Golfe, guidés si nécessaire par leurs alliés, devront concevoir de nouvelles structures pour assurer leur sécurité », a-t-il déclaré, en ajoutant : « Nous ne voulons pas rétablir une présence militaire permanente

à l'est de Suez (...). Avec nos alliés, nous sommes prêts à répondre aux suggestions sur la meilleure manière d'assurer la paix. Cela pourrait comprendre le maintien de matériel, une présence aérienne ou navale. Mais cela doit être une contribution plutôt que la pierre angulaire d'une structure dans la région ».

A Davos, en marge du Forum économique mondial, le chef de la diplomatie italienne, M. Gianni De Michelis, a insisté lui aussi sur cet aspect de l'après-guerre, en se prononçant pour une accélération, « dès les prochaines semaines », des travaux préparatoires à une Conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée, du même type que la CSCE pour l'Europe. M. Genscher a, lui aussi, prôné la mise en œuvre dans la région d'un nouveau processus d'Helsinki. Le président turc, M. Turgut Ozal, au cours d'un duplex avec Davos, a

estimé pour sa part que les négociations pour un plan de sécurité dans le Golfe devaient être laissées aux pays de la région avec simplement « des encouragements des pays occidentaux ». Il a insisté sur la nécessité pour les pays de la région de mettre en place « une coopération économique et commerciale » en même temps que les garanties de sécurité. M. Ozal a réitéré enfin que son pays n'avait aucune visée territoriale sur l'Irak et que l'affaire de la province de Mossoul, attribuée en 1923 à l'Irak et longtemps revendiquée par la Turquie, était « désormais close ». « La Turquie ne revendique aucune parcelle du sol irakien », a-t-il dit.

Dans le message qu'il a adressé au symposium de Davos, le président américain George Bush a accusé Saddam Hussein de chercher « l'hégémonie régionale » et de vouloir exercer « une influence hors de proportion sur l'économie mondiale ».

Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœr, a achevé dimanche en Turquie sa tournée dans divers pays concernés par le conflit, qui l'avait conduit notamment à Téhéran en fin de semaine dernière. En outre, le ministre algérien des affaires étrangères, M. Ghazali, lui aussi de retour de Téhéran, a rencontré dimanche à Paris M. Roland Dumas.

La diplomatie égyptienne se dépense elle aussi beaucoup. M. Esmat Abdel Meguid, le ministre des affaires étrangères, a regagné Le Caire dimanche au terme d'une tournée qui l'a conduit aux États-Unis — où il s'est entretenu avec le président Bush et avec le secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar, — au Canada et en Italie. « Nous ne croyons plus désormais à la possibilité d'une solution arabe [pour arrêter la guerre], a-t-il notamment déclaré à Rome, « un cessez-le-feu ne sera possible que si Saddam Hussein indique son intention de se retirer du Koweït ». M. Boutros-Ghali, ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères s'est, pour sa part, rendu en Grèce samedi.

Dans une interview accordée à l'hebdomadaire catholique italien *Sabato*, le président polonais, M. Lech Walesa, se déclare prêt, lui, « à aller à Bagdad ».

Affirmant que l'Irak « restera neutre, même si la Turquie entre en guerre »

M. Rafsandjani se dit prêt à rencontrer M. Saddam Hussein « pour sauver le peuple musulman d'Irak »

Téhéran « cherche à atteindre le feu de la guerre », comme le disait dimanche 3 février un dirigeant iranien, et met à profit pour ce faire sa neutralité dans le conflit et ses contacts diplomatiques. Dans une conférence de presse, le président iranien, M. Ali Akbar Hashemi Rafsandjani, a affirmé lundi matin qu'il était prêt, si besoin, à rencontrer M. Saddam Hussein et que son pays « restera neutre dans le conflit du Golfe, même si la Turquie entre en guerre », ajoutant : « La Turquie est pratiquement en guerre, puis-je que ses bases sont utilisées contre l'Irak ».

A propos des nouvelles démarches iraniennes, M. Rafsandjani a indiqué lundi qu'il avait proposé samedi soir « une idée » au président Saddam Hussein sur la base de laquelle, s'il l'accepte, « pourrait être élaboré un plan » de paix. Se disant prêt à rencontrer le président irakien, M. Rafsandjani a déclaré : « Si le résultat d'une telle rencontre doit sauver le peuple musulman de l'Irak et de la région, pourquoi n'y serais-je pas prêt ? ».

Il a en outre affirmé que l'atterrissage des avions irakiens en Iran était « hors de notre contrôle », et que leur nombre est « celui que nous avions annoncé ». L'Iran affirme que

treize avions irakiens se sont posés sur son territoire, ce qui contredit les estimations occidentales et les propos du ministre algérien des affaires étrangères, faisant état de « plus de cent avions ». Après avoir accueilli ces derniers jours de hauts responsables irakiens, algériens, yéménites et français, les autorités iraniennes s'apprêtent à recevoir lundi l'ambassadeur de l'émir du Koweït en exil, le ministre des affaires étrangères, Cheikh Nasser Abdallah Mohammed Ali Sabah.

Au vice-premier ministre irakien, M. Saadoun Hammadi, qui a séjourné plus de deux jours à Téhéran, le président Rafsandjani avait déjà, selon l'agence officielle IRNA, réaffirmé la stricte neutralité de son pays dans le conflit. L'Iran « n'autorise aucune des parties belligères à emprunter son territoire ou son espace aérien », avait-il déclaré selon IRNA, en reprochant au représentant de Bagdad l'atterrissage d'avions de guerre irakiens en Iran sans autorisation préalable.

A quoi M. Hammadi aurait répondu que l'Irak « ne veut pas créer de problèmes à l'Iran » et que ces appareils avaient « dû se poser d'urgence, sans que cela ait été prévu à l'avance ». Les dirigeants iraniens ont réaffirmé que ces avions resteraient immobilisés en Iran jusqu'à la fin du conflit. Ils ont démenti que l'atterrissage de ces appareils ait fait l'objet d'une action concertée entre Téhéran et Bagdad, comme l'a affirmé entre autres l'ancien ministre de la

défense israélien, M. Itzhak Rabin. Le président Rafsandjani a d'autre part exprimé à son interlocuteur irakien sa consternation devant les bombardements de populations civiles en Irak, tout en rappelant que son pays n'avait pas l'intention d'entrer dans la guerre. « La seule solution à la guerre est le retrait de l'Irak du Koweït et le départ de toutes les troupes étrangères de la région », a-t-il ajouté.

C'est sur la dénonciation du « massacre du peuple irakien » par M. Rafsandjani qu'il insistait les comptes rendus donnés par l'agence officielle des entretiens du président avec les ministres des affaires étrangères algérien et yéménite. Ce « massacre » est « un complot arrogant » (de l'Occident), leur aurait ainsi déclaré M. Rafsandjani, en déclarant que « certains pays islamiques soient impliqués dans ces tueries ».

S'appuyant sur ce volet de la politique iranienne dans la crise, plusieurs mouvements tentent de faire pression sur Téhéran. Le mouvement islamiste palestinien Hamas a ainsi exhorté lundi l'Iran à s'engager dans « la guerre sainte » et à soutenir l'Irak « contre les puissances infidèles ». De même le parti fondamentaliste pakistanais, Jamiat Ulama Pakistan, aurait demandé à l'Iran d'autoriser le transit sur son territoire des volontaires pakistanais désireux d'aller combattre la coalition, ce que les autorités de Téhéran ont refusé.

Les dirigeants iraniens ont déclaré ne pas avoir tenté d'organiser de ren-

contre entre les différents émissaires qui se trouvaient en même temps dans la capitale à la fin de la semaine dernière. L'agence IRNA rapporte cependant que le ministre algérien des affaires étrangères et le vice-premier ministre irakien ont participé vendredi soir à un dîner offert par M. Ali Akbar Velayati (voir les déclarations de M. Ghazali).

La visite de M. François Schœr

Pour ce qui est de M. François Schœr, le secrétaire général du Quai d'Orsay, sa visite à Téhéran s'inscrivait dans le cadre des contacts que la France s'efforce d'entretenir avec les différents pays de la région. Elle n'avait pas pour but de rechercher une solution diplomatique pour arrêter la guerre, mais plutôt d'établir avec les responsables iraniens les liens de confiance et de traiter des affaires bilatérales en cours.

Les deux pays ont ainsi décidé d'augmenter les effectifs de leurs ambassades respectives. L'Iran a annoncé, d'autre part, que Fraternité avait été condamnée à verser 550 millions de francs à l'Organisation iranienne de la femme atomique. A l'issue de l'entretien qu'il a eu samedi avec M. François Schœr sur le contentieux financier franco-iranien, le vice-ministre des affaires étrangères, M. Mahmoud Vaezi, a déclaré : « Après de petites avancées, nous devrions chercher à finaliser un accord. » — (AFP, AP, Reuters)

Première manifestation pro-irakienne au Maroc

Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont défilé dans les rues de Rabat

La « marche de solidarité avec le peuple irakien frère », organisée dimanche 3 février à Rabat à l'appel des partis de l'opposition, a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de manifestants — moins de 100 000 selon la police, plus de 500 000 selon les organisateurs. La foule, regroupée dès 11 heures du matin dans le centre de la capitale, a sillonné les principales artères de la ville jusqu'en milieu d'après-midi, sans provoquer d'incident. Les forces de l'ordre, présentes dans les rues adjacentes, n'ont pas eu à intervenir.

Il s'agit de la première manifestation tolérée par le gouvernement depuis le début du conflit du Golfe. Elle fait suite à la grève générale du 28 janvier, lancée avec succès par les syndicats et à laquelle les autorités avaient fini par se rallier (le Monde du 30 janvier). « Nous avons pu montrer que nous étions mûrs pour la démocratie », commentait un porte-parole du comité d'organisation, qui avait causé la foule avec son propre service d'ordre.

Le mouvement islamiste — officiellement interdit — a profité de l'occasion pour faire une démonstration de force, puisque, selon des sources concordantes, plus de 10 000 de ses fidèles ont réussi à se joindre au cortège. Reconnaissables à leur barbe pour les hommes et au hijab pour les femmes, encadrés par leur propre service d'ordre, ils ont, en brandissant le Coran, crié des slogans hostiles aux présidents égyptien et syrien, ainsi qu'à l'Arabie saoudite. « Les

princes saoudiens sont des traîtres, nous ne les aimons pas et n'avons que faire de leur amour », lançaient-ils. Ils faisaient ainsi directement allusion aux propos, tenus vendredi par le roi Hassan II, sur les relations « fraternelles » entre Rabat et Riyad.

Le gros de la foule, au-dessus de laquelle flottaient des portraits du président Saddam Hussein et du chef de l'O.L.P. Yasser Arafat, des drapeaux marocains, palestiniens et irakiens ainsi que des répliques en carton de missiles irakiens Scud « Al Hussein », a copieusement injurié les forces de la coalition anti-irakienne, scandant « Bush assassin ! Mitterrand, son chien ! Fahd, son âne ! », et répétant que « l'Irak est au front, les traîtres avec les Américains ! » ou que « la Palestine est arabe, le Koweït irakien ! ». Des drapeaux israéliens, américains, britanniques et français ont été brûlés sous les applaudissements et les yoyous des femmes.

Les manifestants, dont plusieurs milliers étaient venus de toutes les régions du Maroc, ont par ailleurs appelé au retrait de toutes les troupes arabes du Golfe, y compris du contingent marocain. Vendredi, le roi Hassan II avait déclaré, sans doute à l'adresse de l'opposition, que l'envoi de soldats marocains en Arabie saoudite avait été décidé avant le sommet arabe du Caire du 12 août dernier et les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, et que le contingent marocain était totalement indépendant du commandement des forces coalisées. — (AFP)

L'Allemagne, grande puissance handicapée

Suite de la première page

La presse anglo-saxonne était particulièrement sévère envers une Allemagne traitée de « Luxembourg de 80 millions d'habitants » par *The Independent*, pendant que *The Economist* estimait que la réputation du gouvernement de Bonn à manifester autrement que par de bonnes paroles sa solidarité avait « plus à voir avec l'égoïsme qu'avec les principes ». Et l'hebdomadaire britannique de s'interroger : « Où étaient en effet les principes lorsque des Allemands construisaient les équipements permettant à Saddam Hussein de produire des armes chimiques ? ».

Cette image dégradée de l'Allemagne à l'étranger est moins le résultat d'une volonté délibérée des dirigeants de Bonn de traîner les pieds dans la mise en œuvre pratique de sa solidarité avec ses alliés — celle-ci, au bout du compte, n'a pas fait défaut — que de l'accumulation de maladroites et d'impairs nourrissant des soupçons qui ne demandaient qu'à resurgir. La crise du Golfe est le premier grand affrontement international qui met à l'épreuve une Allemagne établie dans son entière souveraineté, dans les textes, mais qui n'a pas encore acquis les réflexes et les comportements qu'impose le statut de grande puissance à part entière. « On peut changer les traits en un jour mais pas les mentalités... », nous confiait M. Dieter Vogel, le nouveau porte-parole du gouvernement, interrogé sur les raisons de la lenteur des réactions allemandes après le déclenchement des hostilités.

Au lendemain de la réalisation de l'unité, M. Genscher déclarait au *Monde* que son pays allait désormais s'attacher à mener une « politique du bon exemple » dans le domaine inter-

national, donnant la priorité au règlement des conflits par des négociations plutôt que par l'affrontement. Rendu euphorique par les progrès effectués dans le contexte européen, le ministre des affaires étrangères n'a longtemps voulu voir dans la crise du Golfe qu'une péripétie, voire une gestuelle qui était loin d'avoir le caractère de gravité des événements en cours en URSS. Cette attitude trouvait son répondant dans une société allemande qui se mobilisait dans un gigantesque « défilé » pour lutter contre une prétendue famine menaçant Moscou, à l'heure où les opinions publiques des autres pays occidentaux s'inquiétaient chaque jour un peu plus de la progression de la « logique de guerre » dans le Golfe.

Le service minimum de solidarité

Au fond, l'Allemagne, de la base au sommet, se sentait peu concernée par un conflit où son implication géopolitique et historique apparaissait, à première vue, minime. On rappelait à l'envi dans la presse que l'affaire de l'annexion du Koweït par l'Irak prenait ses racines dans le partage du Moyen-Orient en zones d'influence française et britannique par les accords Sykes-Picot de 1916. A l'occasion, M. Genscher ne manquait pas de rappeler que la RFA, contrairement à d'autres pays occidentaux, avait condamné l'agression de l'Irak contre l'Irak, et n'avait jamais vu dans Saddam Hussein le complice légitime de l'intégrisme des mollahs de Téhéran. Tout en soutenant les résolutions prises par le Conseil de sécurité enjoignant Saddam Hussein d'évacuer le Koweït, le gouvernement de Bonn donnait l'impression d'appli-

quer le service minimum de solidarité, et de se laisser mener par les événements plutôt que de chercher à les influencer.

C'est peu dire que les dirigeants et la classe politique allemande n'ont pas préparé leur opinion à l'éventualité d'un conflit armé avec Saddam Hussein. Ne croyant pas eux-mêmes à l'insubordonnabilité de la guerre, se retranchant derrière les barrières constitutionnelles interdisant l'engagement de soldats allemands hors du territoire de l'OTAN, ils étaient dans l'incapacité d'assurer la gestion de cette crise en termes de politique intérieure. A la décharge des hommes politiques d'outre-Rhin, on peut remarquer que, entre août et janvier, ils n'avaient pas manqué d'ouvrage : réalisation de l'unité le 3 octobre, élections générales le 2 décembre, négociations pour la formation du nouveau gouvernement de coalition en janvier. Bref, l'Allemagne avait la tête ailleurs, et pour ce qui concerne la crise du Golfe, réchauffant dans le sable.

Trois éléments allaient contraindre à l'action un Helmut Kohl qui s'était, jusqu'à un déchaînement des hostilités, accroché à la position française, jusqu'à l'ultime tentative de François Mitterrand du 15 janvier au Conseil de sécurité. Les attaques de Scud contre Israël, la mise en lumière du rôle d'entreprises allemandes dans l'équipement des forces irakiennes et la montée du mouvement pacifiste dans le pays exposaient l'Allemagne à des critiques d'autant plus acérées que ce pays s'était singulièrement par sa quasi-absence du champ opérationnel. Le débat malencontreusement engagé sur une éventuelle riposte des troupes de l'OTAN, dont font partie les 18 Allemands allemands stationnés en Angleterre orientale, en cas d'attaque irakienne contre la Turquie, qui apparaissait « juridiquement problématique » au porte-parole du ministère des affaires étrangères, justifiait les accusations de « non-fiabilité » du partenaire allemand.

Les attaques de Scud contre Tel-

Aviv et Haïfa — dont on apprenait qu'elles avaient été rendues possibles par la contribution allemande à l'allongement de la portée de ces missiles — la menace chimique qui pèse toujours sur l'Etat juif — encore une performance de la technologie germanique — faisaient resurgir le spectre de juifs gazés par des produits *made in Germany*. Les analogies avec les horreurs de la seconde guerre mondiale se multipliaient : on retrouvait des mots comme « apesement » pour caractériser la position en retrait d'un Hans Dietrich Genscher que le quotidien populaire *Bild Zeitung* n'hésitait pas à comparer à Chamberlain (1).

Fragilité psychologique

Le laxisme administratif en matière d'exportation illégale de produits et d'installations permettant à l'Irak de produire des armes biologiques et chimiques, et d'avancer vers la fabrication de l'arme nucléaire, ne pouvait trouver l'excuse de la nouveauté du problème : depuis 1984, les services secrets américains avaient attiré l'attention de Bonn sur ce problème. En 1988, à l'occasion du scandale de Rabat, l'usine chimique libyenne construite par une firme allemande, le gouvernement avait juré ses grands dieux que cela ne se reproduirait plus, et que l'arsenal législatif et les moyens de contrôle des exportations sensibles allaient être renforcés en conséquence. L'ingénuité des industriels allemands — et il ne s'agit pas seulement de petits trafiquants sans scrupules — pour tourner la loi a été telle que la crédibilité du gouvernement a été considérablement affectée.

Au regard de tout cela, le développement des manifestations pacifistes, qui ont pris en Allemagne une dimension plus importante que dans les autres pays occidentaux, ne faisait que confirmer l'idée de la fragilité psychologique et politique d'un pays qui ne semblait pas avoir saisi les leçons de l'Histoire. Le réflexe spor-

tané contre la guerre, qui s'affichait dans la rue et au balcon de nombreuses maisons où l'on sacrifiait un drapeau de la croix gammée ou « Heil » en grosses lettres, ne s'est pourtant pas, comme on le craignait parfois, mué en une vague anti-américaine. L'ambassadeur des États-Unis à Bonn, M. Vernon Walters, craque quand il affirme que « la Saddamomanie a remplacé la Gorbienmanie ».

Le danger qui pèse sur Israël a ébranlé les convictions pacifistes les plus ancrées. Chez les Verts comme au Parti social-démocrate, qui auraient pu donner une organisation et un contenu politique au mouvement, comme ce fut le cas dans la lutte contre l'installation des fusées Pershing, les avis sont partagés. Un conseiller municipal écologiste de Francfort, membre de la communauté juive, M. Micha Brumlik, a démissionné du parti Vert pour protester contre une attitude trop unilatéralement anti-israélienne de ses amis. Ceux-ci ont alors adopté une résolution reconnaissant le « droit d'Israël à l'autodéfense ». Au SPD, la fracture est visible entre des hommes comme Oskar Lafontaine et Gerhard Schröder, qui exigent un cessez-le-feu immédiat, et d'autres dirigeants comme Johannes Rau, qui font de l'évacuation du Koweït le préalable au silence des armes.

L'après-guerre ne sera pas simple en Allemagne. Le pays a été soumis plus tôt qu'il ne l'aurait souhaité à l'épreuve de ses nouvelles responsabilités. L'utopie kantienne de paix perpétuelle, qui semblait à portée de main l'an passé, a fait place aux incertitudes d'un ordre international instable où il ne suffit pas, pour être une puissance responsable, d'exhiber une monnaie forte et une démocratie plé-

LUC ROSENZWEIG

(1) Ancien premier ministre britannique, principal adversaire de l'accord de Munich avec Hitler en 1938.

En Tunisie

Le dirigeant d'un parti d'extrême gauche va être jugé pour manifestation en faveur de Bagdad

TUNIS

de notre correspondant

Poursuivi pour propos portant « atteinte à l'ordre public » et en état d'arrestation depuis le 24 janvier, M. Brahim Hayder, « coordinateur » du Mouvement de l'unité populaire (MUP), sera jugé samedi 9 février. L'accusation fait suite aux déclarations qu'il avait faites après l'interdiction d'une manifestation pro-irakienne, projetée par l'ensemble de l'opposition (le Monde du 26 janvier). Il avait alors déclaré que l'attitude des autorités n'était pas conforme aux intérêts nationaux.

Dans la soirée du 24 janvier, les dirigeants des cinq partis légaux de l'opposition, organisateurs avec le MUP de la manifestation, avaient été conduits au ministère de l'Intérieur, où il leur avait été rappelé que les rassemblements étaient interdits dans le centre de la capitale. Mais ils avaient pu regagner leur domicile après avoir signé un procès-verbal, à la différence de M. Hayder, dont le mouvement — dirigé par M. Ahmed Ben Salah, ancien ministre des années 60, qui préfère vivre, pour le moment, à l'étranger — n'est pas reconnu en tant que parti politique.

MICHEL DEURÉ

LA GUERRE DU GOLFE

Les réactions en France

Les socialistes renouvellent leur appui à la politique de M. Mitterrand

Le comité directeur du Parti socialiste, réuni samedi 2 février, a adopté une déclaration dans laquelle il « réaffirme son soutien aux choix du président de la République et du gouvernement » dans le conflit avec l'Irak. Ce texte a recueilli l'adhésion de cent quinze membres du comité directeur sur cent trente et un. Il y a eu cinq abstentions, et les onze représentants du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, n'ont pas pris part au vote.

La réunion du comité directeur du PS avait été annoncée par M. Pierre Mauroy le 17 janvier dernier, au lendemain de la session extraordinaire du Parlement, au cours de laquelle sept députés et trois sénateurs socialistes avaient enfreint la discipline de leur parti en votant contre la déclaration de gouvernement sur le déclenchement des hostilités dans le Golfe (un député, en outre, s'était abstenu). Ayant, de sa propre autorité, suspendu les onze réfractaires (plus M. Max Gallo, député européen) des délégations qu'ils exerçaient au nom du PS, M. Mauroy souhaitait que le comité directeur se prononce sur leur sort avant qu'une convention nationale, seule habilitée à le faire, décide, ultérieurement, de leur éventuelle exclusion.

Entre-temps, M. Chevènement avait renoncé, le 29 janvier, à ses fonctions de ministre de la défense. Dès lors, la réunion du comité directeur prenait un autre sens, la question posée étant de savoir si le courant Socialisme et République, dont l'ancien ministre est le chef de file, déciderait de le suivre dans son opposition à la politique du président de la République et du gouvernement et en tirerait les conséquences en quittant la direction du PS. Au bureau exécutif, le 31 janvier, M. Pierre Guénin, représentant de ce courant au secrétariat national, où il

est chargé des relations internationales, avait indiqué que les amis de M. Chevènement n'entendaient pas se constituer en minorité au sein du parti. M. Guidoni s'était déclaré prêt à participer à la rédaction du texte qui serait soumis au comité directeur, samedi 2 février, et qui, selon lui, ne devait pas avoir de caractère « rétrospectif ». C'est-à-dire trancher le débat entre partisans et adversaires de l'action militaire contre l'Irak.

Les amis de M. Chevènement se taisent

Or, ce texte, rédigé au sein du groupe de travail par M. Gérard Fuchs, rocardien, adjoint au secrétaire national, commence de la façon suivante : « Alors que les combats s'intensifient dans le Golfe, au Koweït et en Irak, le Parti socialiste réaffirme son soutien aux choix du président de la République et du gouvernement. » La mention des « choix » marque, précisément, une approbation rétrospective de la décision prise par M. François Mitterrand d'engager la France dans la guerre. La suite du texte (voir ci-dessous) explicite cette approbation et s'oppose au jugement de M. Chevènement, qui, dans sa lettre de démission, estimait que « la logique de guerre risque de nous éloigner, chaque jour, des objectifs fixés par les Nations unies ». Les membres de Socialisme et République étaient mis en demeure, ainsi, de se désolidariser de leur chef de file ou de rompre avec la majorité du PS.

Ils ont choisi de ne pas choisir en optant pour le refus de vote, attitude qu'ils avaient déjà adoptée lors de la réunion du comité directeur du 15 janvier et qui, selon l'un de leurs, M. Didier Motchane, « ne dit pas seulement « non » à la question (...), mais réécrit la manière dont elle est posée ». Cette décision, prise samedi matin par les représentants de Socialisme et République, avait de rejoindre le comité directeur, devait être expliquée devant celui-ci par M. Guidoni (le Monde daté 3-4 février). Cependant, en fin de matinée, M^{me} Marie-Arlette Carlotti, sup-

pléante au bureau exécutif, est montée à la tribune pour donner lecture d'un communiqué du courant, ainsi rédigé : « Cohérents avec l'attitude qui a été la nôtre lors de notre précédent comité directeur et en accord avec les positions politiques de M. Jean-Pierre Chevènement, dont nous sommes tous solidaires, nous ne pourrions pas participer au vote sur le texte qui nous est proposé. Il y aura débat, dans le parti et dans le pays, sur les choix et la politique de la France dans la guerre et à l'issue du vingtième siècle. Une guerre n'est celle du droit que si elle conduit à une paix de justice. Aujourd'hui, cependant, au moment où les combats se poursuivent et où rien ne doit affaiblir la solidarité que nous devons à nos soldats, ce débat viendrait, à la fois, trop tard et trop tôt. Socialisme et République s'exprime le moment venu. »

M^{me} Carlotti précisait que ses amis ne participeraient pas autrement aux débats du comité directeur. « Ils esquivent ! », devait déclarer M. Mauroy en commentant devant les journalistes, à la mi-journée, l'attitude des membres de Socialisme et République. Pour le premier secrétaire, qui allait réitérer cette analyse, dimanche, devant le « Club de la presse » d'Europe 1 et de Libération, les amis de M. Chevènement sont « très divisés » et sont, pour cette raison, « dans l'incapacité » d'expliquer leur position.

M. Jospin : « Auriez-vous peur de la discussion ? »

Si M. Marcel Debarge, fabiusien, numéro deux du PS, s'était montré bienveillant vis-à-vis de Socialisme et République, en déclarant, dans son rapport d'activité, qu'« il n'y a pas lieu d'avoir, aujourd'hui, une confrontation pour savoir si les arguments des uns ou les arguments des autres sont ou étaient les meilleurs », le premier secrétaire était beaucoup plus ferme. Reconnaisant à M. Chevènement le droit de faire « un choix de conscience », en quittant le gouvernement, M. Mauroy soulignait que l'ancien ministre de la défense avait aussi exprimé,

dans sa lettre au président de la République, « une position politique ». « Je respecte cette position, mais je la combattrai si elle s'exprime dans le parti, a dit le maire de Lille. Voilà pourquoi je souhaite que les choses soient claires. Nous sommes, collectivement, devant une épreuve de vérité. (...) Il n'y a pas de synthèse active sans clarté ».

M. Michel Debout, membre du secrétariat national au titre du courant de M. Jean Popere, s'est ému, lui aussi, que l'on puisse, au PS, se soumettre à la « conscience collective uniquement pour gérer des brouilles ou pour organiser une carrière » et en appeler « à la conscience individuelle des choses deviennent difficiles ». M. Gérard Lindeperg, rocardien, membre du secrétariat national, refuse, de son côté, de « considérer que plus le problème est grave, plus les socialistes sont libres de faire ce qu'ils veulent ». M. Lionel Jospin a dénoncé la « dérobade » des amis de M. Chevènement, en leur lançant : « Chers amis, auriez-vous peur de la discussion, que vous ne puissiez la mener ? N'auriez-vous pas confiance dans la force de vos arguments (...) ? » M. Laurent Fabius a appelé les socialistes, face au « mouvement » anti-guerre, à développer une campagne pour expliquer la politique qu'ils soutiennent.

Rien n'y a fait. Socialisme et République n'a pas bougé de sa position, qui s'est traduite par la non-participation au vote de ses onze représentants au comité directeur. Hésitant, de leur côté, entre le vote « contre » et le refus de vote, les animateurs de la Nouvelle école socialiste M. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon, ainsi que M^{me} Isabelle Thomas, chargée de mission à l'Elysée, ont résolu, finalement, de s'abstenir, de même que M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, qui partage leur position sur la guerre du Golfe, et M. Mohammed Mebioul, jospiniste, qui rejette ce qu'il considère comme une déviation de la guerre vers la destruction de l'Irak.

P. J.

« Les objectifs de la guerre sont clairs et inchangés »

Voici les principaux extraits du texte de la déclaration adoptée, samedi 2 février, par le comité directeur du Parti socialiste :

« Alors que les combats s'intensifient dans le Golfe, au Koweït et en Irak, le Parti socialiste réaffirme son soutien aux choix du président de la République et du gouvernement. Toutes les initiatives possibles ont été engagées, notamment par la France, pour sauvegarder la paix : elle se sont toutes heurtées au refus de Saddam Hussein. Le recours à la force, sur la base de la résolution 678 de l'ONU, est devenu, de ce fait, non seulement légal mais aussi légitime et nécessaire. Agir autrement était accepter le coup de force militaire et ses conséquences catastrophiques à terme. (...) Les objectifs de la guerre, tels qu'ils ont été fixés par les Nations unies, sont clairs et inchangés : libération du Koweït, acceptation par l'Irak de la loi internationale, respect des règles du droit.

« Le Parti socialiste se félicite de la déclaration commune américano-soviétique, qui confirme cet engagement précis de Saddam Hussein sur ces points : libération du Koweït, acceptation de la loi internationale, respect des règles du droit. (...) Il condamne les actions inqualifiables multiples récemment par les dirigeants irakiens : utilisation de l'arme écologique, manipulation inhumaine de prisonniers de guerre, prise en otage de la population civile israélienne, à travers des tirs de missiles dirigés contre un Etat qui n'est pas partie au conflit.

« Le Parti socialiste réaffirme son attachement irrévocable à la sécurité d'Israël. (...) La mise en œuvre de la résolution 242 des Nations unies devra conduire à garantir à la fois la sécurité d'Israël et la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination et à une patrie, un droit que les orientations actuelles de certains de leurs dirigeants ne sauraient en aucun cas remettre en question. Le Liban devra retrouver son intégrité et sa pleine indépendance, par l'évacuation de toutes les troupes étrangères. La communauté internationale devra organiser le contrôle et la limitation des armements au Proche et au Moyen-Orient.

« Elle devra également, pour garantir une paix durable, promouvoir le couple inséparable que forment la démocratie et le développement économique. Ce dernier sera notamment favorisé par une plus juste répartition des revenus pétroliers. Pour atteindre ces objectifs, une conférence internationale devra être réunie au plus vite sous les auspices des Nations unies, à l'initiative des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et avec la participation de l'ensemble des parties concernées.

Les Verts confirment leur opposition au conflit mais refusent les actes d'incivisme

Le conseil national inter-régional (CNIR) des Verts, réuni à Paris samedi 2 et dimanche 3 février, a renouvelé l'opposition du mouvement écologiste à la guerre du Golfe, en affirmant que seul un cessez-le-feu peut permettre d'éviter « l'escalade chimique et nucléaire ». Une majorité de délégués a cependant repoussé les propositions d'actions relevant de la désobéissance civile.

Les Verts le constatent chaque jour : le pacifisme n'a pas bonne presse. Dans le courrier reçu, ces dernières semaines, au siège du mouvement, à Gentilly, M. Antoine Waechter a relevé « un nombre anormalement élevé de lettres d'injures », émanant, précisément, de personnes âgées ou proches d'Israël. Il en faudra plus cependant pour décourager les écologistes de s'opposer à une guerre qu'ils expliquent tout autant par la volonté des Etats-Unis de s'installer durablement dans la région pour contrôler les ressources pétrolières que par l'envahissement du Koweït par les troupes de Saddam Hussein.

Au terme d'un exposé historique introductif présenté, samedi 2 février devant le CNIR, par M^{me} Marie-Christine Aulas, députée européenne, il n'y a eu qu'une seule voix en effet, celle de M. Alain de Swarte, directeur de la revue *Combat Nature*, pour regretter « l'oubli » scandaleux d'Israël parmi les pays du Proche-Orient et estimer que « depuis le 15 janvier,

les manifestations pacifistes apparaissent comme un soutien à la dictature de Saddam Hussein ». Plusieurs groupes locaux, en revanche, ont franchi un pas supplémentaire dans la dénonciation du conflit en cours en appelant, comme les Verts de Midi-Pyrénées, « à la non-participation à la guerre », ou en précisant, comme ceux des Alpes-de-Haute-Provence, une « auto-réduction des impôts en proportion du budget de la défense ».

Estimant que les actes d'incivisme pouvaient porter atteinte à la crédibilité du mouvement, M. Antoine Waechter est intervenu à plusieurs reprises pour s'y opposer, en se contentant de réaffirmer le droit à l'objection pour toutes les personnes engagées dans la guerre. Dans la déclaration finale adoptée à une très large majorité par le conseil national, les Verts ne font d'ailleurs que se déclarer « solidaires de ceux qui ne veulent pas participer à la guerre », en précisant que « chaque personne donnera à cette non-participation la forme non-violente qu'elle jugera, en conscience, appropriée ».

Jugeant d'autre part qu'en l'état actuel des choses, il ne leur est pas possible de peser sur les événements, les Verts ont décidé de s'engager sur le terrain de l'information pour tenter de combattre « la cécité dans laquelle sont plongés les trois quarts des Français ». Des crédits relativement importants (250 000 francs), en comparaison avec leur budget annuel (de l'ordre de 6,5 millions de francs), ont même été débouqués pour financer du matériel de propagande en faveur de la paix.

J.-L. S.

Le PCF exprime sa solidarité avec Gilles Perrault

La direction du Parti communiste a changé d'avis au sujet de la prise de position de Gilles Perrault, qui avait appelé, le 24 janvier, à la « désertion » et au « sabotage de la machine de guerre ». Dans un premier temps, M. Maxime Gremetz, au nom du PCF, s'était démarqué de l'écrivain : « Chacun sait, avait-il dit, qu'il ne s'agit pas de formes d'action que nous utilisons ».

Dans une déclaration faite, vendredi 1^{er} février, au nom du bureau politique, M. Francis Wurtz revient sur cette première réaction en affirmant notamment : « On se souvient que le Parti communiste avait été accusé, la semaine dernière, de « durcir », son attitude alors même que la simple lecture de la presse montre son souci constant de favoriser l'expression la plus pluraliste et le rassemblement le plus large possible des hommes et des femmes qui, par-delà leurs diffé-

rences, se retrouvent pour exiger l'arrêt de la guerre. C'est dans ce cadre que nous avions été conduits à nous élever contre une campagne de presse qui tendait à nous associer à des mots d'ordre dont chacun sait qu'ils ne sont pas des nôtres, tels la désertion ou le sabotage, Gilles Perrault, à qui avaient été attribués ces slogans, a précisé ses véritables positions : il s'avère qu'il a, lui aussi, été victime de ces manipulations de l'information qui suscitent de plus en plus de protestations. (...) Ses propos ont été caricaturés pour tenter de jeter le trouble dans l'opinion publique. Il est l'objet d'une campagne qui ne peut avoir des prolongements judiciaires. » Face à cette opération qui déshonore ses auteurs et ses inspirateurs, a conclu M. Wurtz, les communistes expriment leur solidarité à Gilles Perrault. Nous n'accepterons aucune poursuite contre lui.

Le pape à la Une de « L'Humanité »

Dans son numéro du lundi 4 février, *L'Humanité* consacre sa « une » au nouvel appel de Jean-Paul II en faveur de la paix en tirant, sur toute la page : « Le pape : ayez le courage d'arrêter la guerre ! » Le rédacteur en chef du quotidien du PCF, M. Claude Cabanes, écrit, notamment, dans son éditorial : « Force est de constater que, jusqu'ici, le message à chaque fois plus insistamment du plus haut personnage de l'Eglise en faveur de l'arrêt des combats a été étouffé par la censure de la « logique de guerre ». Nous lui donnons donc aujourd'hui dans nos colonnes la place que d'autres lui refusent : tout simplement parce que la vie de dizaines de milliers d'hommes du côté du Golfe et, peut-être le destin de l'humanité elle-même sont en jeu ».

□ M. Garaudy : « une guerre coloniale ». — Le philosophe Roger Garaudy a affirmé, dimanche 3 février, sur Antenne 2, que la guerre du Golfe est une « guerre coloniale » et que la télévision, « dominée par la censure américaine », a permis de répandre plusieurs « messages fondamentaux ». Ancien membre du bureau politique du PCF, converti depuis à l'islam, M. Garaudy a reproché notamment aux télévisions de n'avoir pas dit que « le Koweït n'avait jamais été indépendant » avant l'intervention militaire anglaise de 1961, « qui a arraché le Koweït à l'Irak ».

Jean Dutourd salue le « gaulliste » Chevènement

Dans *France-Soir* du 2 février, Jean Dutourd consacre sa chronique, intitulée « un homme d'avenir », à la démission de M. Jean-Pierre Chevènement. Pour l'académicien, l'ancien ministre de la défense « est un gaulliste et un gaulliste, naturellement, ne saurait demeurer longtemps ministre dans un gouvernement socialiste ». « Disons que M. Chevènement est un gaulliste de gauche », ajoute Jean Dutourd, « ce qui n'est pas la plus mauvaise façon d'être gaulliste. Je le sais depuis que je le rencontre pour la première fois il y a une quinzaine d'années. Je reconnais aussitôt dans le prétendu croquemitaine du

CERES, quelqu'un de ma famille. Il me semble que la sympathie fut réciproque. Par la suite, lorsqu'il devint ministre, je notai diverses réactions gaullistes dans son comportement. D'abord une hauteur de vue qui n'est pas la propre du politicien courant. Ensuite, une impossibilité de son caractère à tout accepter, à être content de tout parce que son parti était au pouvoir. En fait il n'était pas content de grand-chose. Et il est encore gaullien en cela (...). La politique, pour la plupart des gens, est l'art d'« arriver ». Pour le gaulliste, c'est l'art de claquer les portes au nez. »

l'Arche
LE MENUEL DU JUDAÏSME FRANÇAIS
NUMERO DE FÉVRIER
ISRAËL LA GRANDE COLÈRE...
En kiosque ou
14, rue Georges-Berger
75017 PARIS
Tél : 47-66-03-35

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

O I S E

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

EUROPE

URSS : l'offensive des conservateurs

Attaques en règle contre le réformateur Stanislav Chataline

La « trahison » de certains anciens conseillers du président Gorbatchev est très mal passée au dernier plénum du Comité central du Parti communiste, dont la Pravda publie depuis samedi 2 février les principales interventions. De virulentes attaques y ont été lancées, notamment de la part de M. Ivan Polozkov, chef du PC de Russie, contre les « pseudo-démocrates », « libéraux, réactionnaires et hommes de droite », ou encore contre « ce phénomène scandaleux qu'est la publication d'articles destructeurs contre le PCUS, au-dessous desquels apparaît la signature de membres de l'équipe du président ou de ses conseillers ».

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Le premier visé par ces attaques est bien sûr l'académicien Stanislav Chataline, l'un des auteurs du plan de réformes économiques radicales abandonné à l'automne, et dont la *Komsomolskaya Pravda* a publié le 22 janvier une lettre ouverte retentissante à M. Gorbatchev. D'une finesse et d'une ironie froides, dévastatrices, cette longue lettre expliquait en détails comment M. Gorbatchev s'était dérobé à son dernier écarté des idées réfor-

trices pour se rapprocher des conservateurs et finalement enterrer la perestroïka. Ce texte a été commenté jusque dans les puits de mines de l'extrême-orient soviétique, comme en témoigne l'intervention d'un membre du comité central de cette région, M. Jiganov.

« On en a discuté partout, dit M. Jiganov, ajustant dans les puits, aux comités de ville du parti. Les adversaires des communistes en nous regardant dans les yeux, demandaient en riant ironiquement : alors, le proverbe qui veut qu'on batte les siens pour faire peur à autrui, ça marche ? Ce qui leur plaisait le plus, c'est que Gorbatchev recrute, pour son équipe, des gens qui, en prenant de l'ancienneté, entreprennent de révéler au peuple qui est Gorbatchev. C'est le cas de Chataline. » Et

M. Jiganov se félicitait que l'académicien ait choisi de s'exprimer dans la presse, alors que, membre du comité central, il aurait dû venir s'expliquer devant ses pairs comme le veut la discipline du parti.

Visiblement c'est cela qui a fait le plus de mal : M. Stanislav Chataline n'est pas un quelconque ancien président, mais un homme du sérail, lui-même issu d'une famille de responsables communistes. C'est peut-être ce qui explique le déchaînement des communistes contre lui depuis la publication de sa lettre ouverte. Le vice-président d'URSS, M. Guonadi Ianaev, ne l'accusait-il pas, dans une interview la semaine dernière, de manifester « une haine animale à l'égard du PC » ?

Le quotidien *Sovetskaja Rossiia*, tribune des plus conservateurs, qu-

liait pour sa part le 29 janvier M. Chataline de « sous-académicien », « chantre de l'extrême droite, de la petite bourgeoisie, des camelots, des requins de l'économie de l'ombre et des privatisateurs de tout poil ». En conclusion, l'auteur de l'article sommait M. Chataline : « Quittez ce parti qui vous a tant servi ».

Le multipartisme en question

C'est précisément ce dont il a été question au plénum. Après avoir décidé l'exclusion de l'écrivain Alexandre Guelesov, accusé d'avoir « perdu ses liens avec le parti », le comité central a exprimé son « désaccord avec les dernières déclarations dans la presse » de Stanislav Chataline, « incompatibles avec son appartenance au Parti communiste ». L'académicien, gravement malade, est actuellement hospitalisé : la commission de contrôle est donc chargée de statuer sur son sort dans des délais qui n'ont pas été précisés. De fait, la sanction est tombée contre celui qui venait de se joindre à deux autres réformateurs membres du PC et députés en vue du Parlement soviétique, MM. Fiodor Bourlatski et Sergueï Alexeïev, pour appeler, dans la *Literaturniaia Gazeta*, à la création d'une plate-forme social-démocrate au sein du Parti communiste, en alliance avec les autres forces de centre gauche du pays.

La tonalité du plénum a aussi été donnée par d'autres déclarations de M. Polozkov, qui viennent d'être

publiées. Le chef du PC de Russie y a estimé qu'il était « désormais clair que la perestroïka, conçue en 1985 comme une refonte du socialisme, une utilisation plus dynamique de ses capacités économiques, culturelles et démocratiques, comme une amélioration du bien-être du peuple, n'a pas eu lieu. Les pseudo-démocrates sont arrivés à modifier les objectifs de la perestroïka et à en venir l'initiative à notre parti, qui ne s'est pas aperçu du moment où a commencé la dégradation de la perestroïka ». M. Polozkov voit s'instaurer « la dictature du capital privé : c'est ce qui s'est passé en Europe de l'Est et en Lituanie ». « On ne peut pas par-

ler aujourd'hui de pluri-partisme, a-t-il poursuivi : il y a d'un côté le PCUS, qui défend la perestroïka socialiste, pour laquelle notre peuple a voté. De l'autre côté il y a des leaders de petits groupes politiques dont le seul visage est l'anticommunisme ». Et pour fuir le chef du PC russe touche à la « nouvelle pensée », fondement de la politique étrangère de M. Gorbatchev : « En opposant les valeurs humaines et les intérêts de classe, en donnant la priorité aux valeurs universelles, nous avons rendu un mauvais service à l'idée socialiste », a-t-il dit.

SYLVIE KAUFFMANN

La fin de Leningrad ?

Lors du référendum du 17 mars prochain, aux deux questions prévues par M. Gorbatchev, sur la nouvelle « union » entre les républiques soviétiques et sur la propriété privée de la terre, M. Anatoli Sobtchak, le maire de Leningrad, en ajoutera une troisième portant sur le nom de sa ville. Ses concitoyens auront le choix entre quatre possibilités : Saint-Petersbourg, Petersburg, Petrograd - nom que la cité porta de 1914 à 1924 - et Leningrad.

M. Sobtchak est convaincu

que ses administrés se prononceraient, comme lui, en faveur de Petersburg. Le maire veut refaire de sa ville le grand centre bancaire et financier de la Russie qu'elle fut au début du siècle. Pas seulement « la fenêtre sur l'Europe » que voulait Pierre le Grand, son fondateur, mais, dit M. Sobtchak, « une porte vers l'Occident ».

D. V.

ALLEMAGNE : désaccords entre Moscou et Varsovie

Le retrait des troupes soviétiques de l'ex-RDA se heurte à des obstacles

A en croire les autorités de Bonn, le retrait des troupes de l'armée rouge stationnées en Allemagne se poursuit pour le moment selon les plans prévus. A un détail près cependant, et il est de taille : les Polonais refusent depuis le début de l'année tout transit des forces soviétiques par leur territoire tant que Moscou ne leur aura pas promis de retirer ses divisions cette année de Pologne. Le contentieux soviéto-polonais, ajouté au virage conservateur du régime communiste à Moscou, commence à susciter quelques inquiétudes à Bonn, où l'on attend toujours que le Parlement soviétique ratifie le traité « deux plus quatre », restituant à l'Allemagne sa souveraineté pleine et entière.

BERLIN

de notre correspondant

Quatre divisions d'infanterie motorisée, quelques unités aériennes et deux régiments d'hélicoptères doivent quitter cette année l'est de l'Allemagne. Au total : cent mille hommes, un millier de chars et de pièces d'artillerie, trois mille véhicules blindés, une centaine d'avions de combat et d'hélicoptères. Deux

divisions et deux régiments de blindés avaient déjà été retirés l'année dernière. Début 1989, il y avait sur le territoire de l'ancienne RDA, qui doit être totalement évacuée au 1^{er} janvier 1993, dix-neuf divisions (quatre de l'armée de terre et quatre de l'armée de l'air).

Le groupe de travail germano-soviétique chargé de la coordination des opérations vient de mettre au point la marche à suivre pour cette année et doit présenter en mars prochain un calendrier détaillé pour les trois prochaines années. Selon l'accord de retrait conclu en septembre dernier, les Allemands verseront aux Soviétiques pendant cette période 13 milliards de deutschemarks, dont 1 milliard pour le transport des troupes. 3 autres milliards sont prévus pour couvrir la moitié des frais de stationnement, 1 milliard pour les intérêts d'un crédit représentant la part soviétique des frais de stationnement, enfin 7,8 milliards pour la construction de logements pour les militaires regagnant l'URSS.

Convois bloqués aux frontières

Jusqu'à présent, tout se passait bien. La crainte d'incidents graves avec les populations locales, qui auraient bien voulu voir l'armée rouge partir sur-le-champ, ne s'est pas confirmée, à quelques exceptions près. Il n'y a pas eu non plus de désertions massives. Le responsable des forces armées soviétiques dans l'ancienne RDA, le général Boris Vassilievitch Snetkov, a bien été l'objet de son poste en janvier dernier, officiellement en raison de la désertion de deux officiers supérieurs, un colonel et un commandant, accusés de trafic de matériels militaires. Ils auraient vendu des grenades et des missiles. Certes, depuis l'annonce du retrait des troupes et l'entrée de l'ex-RDA dans la zone économique ouest, les trafics en tout genre ont fleuri dans les casernes, mais les déboires sont restés limités. On parle de cent cinquante désertions pour un total de trois cent trente-huit mille hommes.

Tout irait donc bien si le traité était ratifié... Les Allemands redoutent que les conservateurs soviétiques n'utilisent n'importe quel prétexte pour tout retarder ou demander encore un peu plus d'argent. D'où leur souhait de voir se régler le contentieux entre Moscou et Varsovie.

Les revendications polonaises sont compréhensibles. Les Soviétiques ont accepté de se retirer cette année de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Mais ils ont refusé de fixer jusqu'à présent à Varsovie une date pour le retrait de leurs cinquante-huit mille hommes stationnés en Pologne. Un désaccord oppose également les deux parties sur le coût du transit des troupes d'Allemagne, estimé à 2 à 3 milliards de dollars (10 à 15 milliards de francs) par Varsovie.

Le 7 janvier dernier, un premier

convoi de deux cents soldats, vingt-six camions et neuf chars était bloqué à la frontière nord entre l'Allemagne et la Pologne, près de Szczecin. Depuis, les Polonais disent avoir interdit le passage à une trentaine de transports ferroviaires. Varsovie a franchi un pas de plus la semaine dernière en bloquant près de Cottbus deux cents camions de l'ancienne armée est-allemande chargés de médicaments et de vivres destinés à l'Allemagne à l'église orthodoxe russe. Les véhicules sont conduits par des soldats soviétiques armés.

Pour le moment, l'obstruction des Polonais n'a pas empêché le retrait des troupes soviétiques d'Allemagne de se poursuivre. A grand renfort de publicité, les Soviétiques ont commencé à embarquer leurs unités à bord de ferries depuis le port est-allemand de Rostock. Mais on reconnaît au ministère allemand des transports qu'il serait impossible de tenir les délais si l'on devait s'en tenir à ce seul moyen.

Au ministère des affaires étrangères à Bonn, on affirme pour le moment qu'il s'agit d'une affaire concernant strictement les Soviétiques et les Polonais. Mais on reconnaît que, si elle interfère sur le retrait des troupes soviétiques de RDA, le gouvernement allemand ne pourrait pas rester les bras croisés. Le ministère des transports s'apprête d'ailleurs à mener des négociations avec les Polonais.

En attendant, les Allemands essaient de voir avec les Soviétiques et les Tchécoslovaques s'il ne serait pas possible de faire transiter les convois par la Tchécoslovaquie. Mais Prague, dans cette affaire, est solidaire des Polonais et « n'envisage aucun pourparler avec Moscou sur le transit par la Tchécoslovaquie des armées soviétiques stationnées en ex-RDA tant que des accords n'auront pas été conclus entre Varsovie et le Kremlin sur le transit de ces troupes via la Pologne et tant que les unités soviétiques n'auront pas quitté définitivement le territoire tchécoslovaque », selon un communiqué publié le 1^{er} février par le ministère polonais des affaires étrangères.

HENRI DE BRESSON

■ IRLANDE DU NORD : plusieurs blessés dans l'explosion d'un véhicule piégé. - Plusieurs civils ont été blessés, dimanche 3 février, par l'explosion d'une bombe près d'une caserne britannique en Irlande du Nord. La bombe a explosé dans un véhicule abandonné près de la caserne du régiment de défense de l'Ulster, à Magherafelt, dans le comté de Londonderry. L'attentat n'a pas été revendiqué, mais la police pense qu'il s'agit probablement d'une action de l'IRA. - (Reuters)

ITALIE : malgré une sécession des « durs »

Le Parti communiste s'est transformé en Parti démocratique de la gauche

C'est désormais officiel : sobriété dix ans après sa naissance, le Parti communiste italien (PCI) est formellement mort, dimanche 3 février. Par 807 voix contre 75, avec 49 bulletins blancs et 322 abstentions, le nouveau Parti démocratique de la gauche (PDS) a pris sa place et son drapeau.

RIMINI

de notre envoyé spécial

La faucille et le marteau prolétaires, figurent encore quelque temps au pied du chèque vert sur tronc rouge qui symbolise désormais l'ex-PCI. Ni fleurs ni couronnes, mais quelques sanglots mal contrôlés du côté de ceux qui auront refusé jusqu'au bout d'abandonner leur rêve égalitaire accompagné cet accouchement difficile.

« Parti de la paix, parti des droits civils et sociaux, parti de l'alternative », le nouveau PDS ne voit pas le jour dans les meilleures conditions puisque la journée « historique » du 3 février a vu non seulement une mini-sécession, ou plutôt le départ vers d'autres horizons d'un groupe qui représente 3 à 5 % de l'ancien PCI, mais encore la division en trois camps de ceux qui ont décidé d'y adhérer. Emmenés par un vieux conservateur du parti, M. Armando Cossutta, pour qui « l'idéal communiste n'est pas mort avec l'écroulement du mur de Berlin », le petit groupe de transfuges a d'abord quitté le congrès de Rimini sans participer aux scrutins qui devaient donner, dimanche soir et lundi 4 février jusqu'en début d'après-midi, à la fois de nouvelles structures et une ossature politique à la nouvelle organisation.

Trêve unilatérale

Si l'élection au poste de premier secrétaire du PDS de M. Achille Occhetto, grand maître d'œuvre de la mutation communiste, ne semblait poser aucun problème, un certain flou artistique flottait en revanche autour de la possibilité ou non de constituer des groupes ou des factions à l'intérieur de la nouvelle organisation. Leader du « non » à la ligne de M. Occhetto, tout en étant opposé à la scission, le très populaire Pietro Ingrao faisait savoir dès dimanche qu'il entendait constituer, aussitôt que possible, un groupe de gauche à l'intérieur du PDS. Le même a d'ailleurs voté, dimanche soir, à la fois contre la constitution du nouveau parti - auquel il appartenait néanmoins - et, surtout, contre la motion présentée par M. Occhetto et ses amis sur le conflit du Golfe. Représentant l'essentiel des thèses pacifistes développées jeudi par le



secrétaire général du PCI (le Monde du 1^{er} février), ce texte, dont l'incidence politique sera forcément réduite, évoque notamment la nécessité d'une trêve unilatérale et une reprise immédiate des négociations.

M. Ingrao et les siens auraient souhaité qu'on soit plus précis et surtout qu'on aille plus loin en exigeant notamment que l'Italie, membre de l'OTAN, interdise l'utilisation de ses bases aux avions ou aux navires américains en partance pour la guerre. De l'autre côté, l'aile droite du parti, représentée par M. Giorgio Napolitano, « ministre » des affaires étrangères dans le « gouvernement de l'ombre » de l'ancien PCI, a également voté contre la motion, mais pour des raisons inverses. Même si M. Occhetto s'est bien gardé de préciser s'il entendait se battre au Parlement pour faire avaliser ses idées pacifistes, le seul fait que soit appelé dans le texte approuvé dimanche soir la demande de retrait sans condition du petit contingent italien du Golfe a fortement mécontenté M. Napolitano et ses amis. « Il ne faudrait pas, précisait celui-ci, que le PDS ait l'air d'un parti communiste mal déguisé ».

En clair, la dérive ultra-pacifiste assumée par M. Occhetto pour éviter une scission trop

importante « à gauche », n'a pas diminué la pression des conservateurs et accroît les tiraillements « à droite ». Plus grave : condamné à la fois par le Parti socialiste, les républicains et les sociaux-démocrates pour cette concession faite aux « pasdaran » de M. Ingrao, le nouveau PDS apparaît relativement isolé sur le plan politique et se retrouve, sur ce point, en compagnie d'une partie des Verts et de l'extrême gauche, les catholiques opposés à la guerre n'étant pas organisés en force politique. Du coup, certaines personnalités de la gauche dite « souterraine » qui étaient intéressées par la naissance d'une nouvelle force réformatrice, se disent aujourd'hui déçues et semblent vouloir garder quelques distances avant de prendre éventuellement leur carte au PDS.

Représentatif de cette mouvance de gauche viscéralement opposée au Parti socialiste de M. Bettino Craxi, le quotidien *La Repubblica* regrettait samedi ce qu'il jugeait être un « pas en arrière » et mettait en garde le lendemain les dirigeants du nouveau parti contre la tentation de substituer à l'idéologie de l'« antagonisme historique Est-Ouest, une nouvelle et dramatique simplification : l'« antagonisme général Nord-Sud ».

PATRICE CLAUDE

هنا من الأصل

ASIE

La négociation sur le Cambodge

Le Vietnam revient en partie sur ses réserves à l'égard du plan de l'ONU

Le Vietnam a levé, samedi 2 février, certaines de ses réserves à l'égard du plan de paix de l'ONU sur le Cambodge et a accepté le principe d'une nouvelle réunion des quatre factions cambodgiennes sous l'égide de la France et de l'Indonésie. Le ministre vietnamien des Affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a toutefois demandé que le projet de texte du plan de l'ONU fasse l'objet de quelques modifications.

M. Thach a eu des entretiens, vendredi et samedi, avec son homologue indonésien, M. Ali Alatas, le ministre français délégué aux affaires étrangères, M. Edwige Avice, et l'ambassadeur de l'ONU, M. Rafeuddin Ahmed. Lors de sa conférence de presse samedi, les quatre responsables ont souligné la nécessité urgente d'un règlement de paix au Cambodge.

Le plan de paix mis au point par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU prévoit de neutraliser les factions bellicistes et de placer le Cambodge sous administration onusienne jusqu'à la tenue d'élections libres. Réunies à Paris en décembre, les quatre factions cambodgiennes, représentées au sein d'un Conseil suprême national (CNS), n'étaient pas tombées d'accord sur l'ensemble des dispositions du plan des Nations unies.

Le Vietnam avait dans un premier temps, à l'automne, apporté son soutien au plan de paix mis au point par la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la Chine et l'Union soviétique. Mais il avait ultérieurement estimé que le texte en discussion violait la souveraineté cambodgienne en plaçant le pays sous l'administration des Nations unies. Samedi, M. Thach a expliqué avoir reçu des assurances à ce sujet. « J'ai mieux compris, mais j'attends de voir ces textes améliorés », a-t-il dit.

Un accord s'est fait sur une nouvelle réunion du CNS pour ouvrir la voie à la convocation du comité de coordination de la Conférence de Paris, coprésidée par la France et l'Indonésie. M. Alatas a déclaré que de légères modifications pourraient être apportées au projet de texte, « sans qu'on tente, toutefois, de le réécrire complètement ». — (Reuters)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : après l'annonce de l'abolition des lois d'apartheid

M. Nelson Mandela dénonce les limites des propositions gouvernementales

LE CAP

de notre correspondant

« L'apartheid n'est pas mort ! » Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, qui s'est donné le temps de la réflexion avant de réagir officiellement au discours prononcé le 1^{er} février par le président De Klerk, est catégorique. Au cours d'une conférence de presse, samedi 2 février, M. Mandela a rappelé que « les Noirs n'ont toujours pas le droit de vote » et qu'« ils ne peuvent pas devenir membres du Parlement ».

Le vice-président de l'ANC a constaté que « les organes de l'Etat sont dominés par les Blancs », que « la police continue de persécuter et parfois de tuer nos gens en toute impunité ». Tandis que les Blancs vivent l'abrogation des lois discriminatoires sur la terre (Land Act) et sur les lieux de résidence (Group Areas Act) « comme une révolution, il est évident que les Noirs ne peuvent pas éprouver les mêmes sentiments », a expliqué M. Mandela.

« Les sanctions doivent être maintenues »

Entouré du secrétaire général de l'ANC, M. Alfred Nzo, et du secrétaire général du Parti communiste sud-africain (SACP), M. Joe Slovo, également membre du comité national exécutif de l'ANC (NEC), M. Mandela a déclaré que la majorité des Noirs n'ont pas les moyens d'accéder à la propriété, alors que la possibilité théorique de le faire va enfin leur être accordée. « Le gouvernement doit faire le nécessaire pour aider les Noirs à bénéficier de l'abrogation des lois », a dit M. Mandela.

Tout en reconnaissant « le courage » dont fait preuve le président De Klerk en abolissant les lois traditionnelles du Parti national (NP), M. Mandela considère cependant qu'il reste « des obstacles » sur la voie des négociations. Il s'est étonné de « la remarquable absence » du discours de M. De Klerk de toute référence aux nombreuses lois répressives qui encombrent pourtant le code pénal. « Le silence de M. De Klerk sur la libération des prisonniers politiques, le retour des exilés et la fin des procès » est aussi un sujet d'inquiétude pour le vice-président de l'ANC.

« Tant que l'apartheid ne sera pas définitivement enterré, les sanctions internationales doivent être maintenues », a-t-il plaidé. M. Mandela s'est également fait l'avocat d'une « Assemblée constituante » et d'un « gouvernement intérimaire » reflétant l'éventail des forces politiques sud-africaines. « L'ANC ne sera convaincu de l'irréversibilité du processus en cours que lorsque nous serons en mesure de le contrôler nous-mêmes à travers notre représentation au Parlement », a-t-il ajouté.

Dans un communiqué du NEC, sa plus haute instance exécutive, l'ANC souligne que la publication d'un « Manifeste pour une nouvelle Afrique du Sud » par le gouvernement mérite d'être saluée car cela constitue « une rupture avec les structures de l'apartheid ». Toutefois, l'ANC met en garde contre toute sorte d'arrangement qui tendrait à rejeter sur la communauté noire la responsabilité de l'apartheid tout en lui déniait le droit de lutter contre le système. « Dans les circonstances actuelles, il est hors de question d'accepter les propositions du président De Klerk d'être associé, d'une manière ou d'une autre, à la définition de stratégies politiques », précise le texte de l'ANC.

Tous les journaux du dimanche ont publié une pleine page de publicité, signée F. W. de Klerk. Sur un fond tricolore gris, une colombe blanche prend son essor au-dessus d'un titre en caractères gras : « Les politiciens peuvent définir une nouvelle Afrique du Sud, mais ils ne peuvent la faire fonctionner. Vous seul le pouvez. » Au lendemain de son

discours devant les parlementaires des trois chambres, avec des mots simples et évocateurs, le président de la République plaide pour « la nouvelle Afrique du Sud » qu'il a mise en chantier.

« Pendant des années nous avons discuté de ce qui nous séparait. Le moment est venu de parler de ce qui nous lie, nous unit en tant que nation », écrit le président de la République. « Vous voulez la justice, la paix autour de vous, la prospérité pour votre famille. Vous voulez le progrès et une vie meilleure. Comme le veut la majorité de vos concitoyens sud-africains. Mais vous ne pouvez l'avoir si vous ne l'avez pas. Il est temps de parler fort et clair de ces rêves qui nous unissent et, plus important encore, d'écouter les rêves des autres », conclut Frédéric De Klerk.

Mme Alliot-Marie demande la levée des sanctions contre l'Afrique du Sud. — Mme Alliot-Marie, députée des Pyrénées-Atlantiques et membre du secrétariat national du RPR, chargée des problèmes internationaux, a affirmé, samedi 2 février : « Il est normal que les sanctions économiques à l'égard de l'Afrique du Sud soient levées puisque le président De Klerk s'est engagé à faire disparaître l'apartheid. Cela est d'autant plus important que ces sanctions économiques ont freiné l'évolution des communautés noires vers un mieux-être en matière éducative ou sociale. »

« Zaire : le mercenaire Bob Denard à Kinshasa. — Le mercenaire français Bob Denard séjourne actuellement à Kinshasa pour entraîner des éléments de la garde rapprochée du président Mobutu, a annoncé, samedi 2 février, la radio nationale. L'ancien chef de la garde présidentielle congolaise s'était réfugié en Afrique du Sud après l'assassinat, le 29 novembre 1989, du président des Comores, M. Ahmed Abdallah. Le premier séjour au Zaire de Bob Denard remonte aux années 60, lors de la sécession katangaise. — (AFP)

« RWANDA : sept condamnations à mort. — La Cour de sûreté de l'Etat a prononcé, vendredi 1^{er} février, sept condamnations à mort à l'encontre de personnes accusées d'avoir collaboré avec les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR), qui avaient envahi le nord du pays, début octobre. Ces nouvelles sentences portent à huit le nombre de personnes condamnées à la peine capitale pour collaboration avec la rébellion. Plusieurs inculpés ont avoué avoir été régulièrement en contact avec les chefs de la rébellion depuis 1988, mais tous ont nié avoir été au courant de l'attaque du FPR contre le Rwanda. — (AFP, Reuters)

AMÉRIQUES

CHILI : accusés de fraude ou d'escroquerie

Plusieurs anciens dirigeants de la police secrète sont sous les verrous

SANTIAGO

de notre correspondant

« Le condor veut de la viande... » En ce jour de juin 1987, la même phrase sibylline crépée à plusieurs reprises sur la bande de fréquence radio utilisée par les services de sécurité. Une opération est en cours dans la capitale. Le bilan rendu public le lendemain montre son envergure : douze militants du Front patriotique Manuel-Rodríguez, alors bras armé du PC, y ont trouvé la mort. « Pour s'être affrontés aux forces de l'ordre », prétend la Centrale nationale d'information (CNI), l'impitoyable police politique du régime militaire. En fait, froidement abattus par les agents des services secrets, comme le révéleront plus tard les rapports d'autopsie et l'enquête menée par les défenseurs des droits de l'homme.

Le « condor affamé » n'est autre que le directeur des opérations de la CNI, le capitaine Alvaro Corbalan. Spécialiste de la guerre secrète, il ne s'est jamais embarrassé de scrupules pour réduire « l'ennemi marxiste ». Ses hommes torturent et exécutent sommairement les opposants qui tombent entre leurs mains. Contre la direction intérieure du MIR (gauche révolutionnaire), surprise dans son refuge en 1983, il a fait donner la mitrailleuse lourde et les obus incendiaires.

En prison avec des « marxistes »

En janvier 1991, le fringant officier, qui a imprudemment troqué l'uniforme militaire pour le costume trois pièces des hommes d'affaires, est mis sous les verrous. Il est inculpé pour la faillite frauduleuse d'une entreprise de transport routier dont il était le PDG. Son associé, Francisco Zuniga, qui était aussi l'un des « vedettes » de la défunte CNI, l'accompagne en prison.

Derrière les barreaux, ils retrouvent une vieille connaissance, le capitaine Patricio Castro, un ancien de la police secrète, devenu le principal accusé de procès intenté contre les gestionnaires de la Cutupa, la compagnie financière illégale créée par la CNI pour lui servir de caisse noire. Le nouveau régime démocratique étant ce qu'il est, tout en prudence et respectueux des lois, les anciens artisans du terrorisme d'Etat n'ont encore à répondre que de brouilleries et autres indélicatesses.

Mais Alvaro Corbalan ne rencontre pas seulement des amis en prison : il y a, dans le même pénitencier, une vingtaine de détenus politiques, condamnés sous le régime militaire. Les cellules des officiers sont bien sûr éloignées de celles des « marxistes », mais tous se retrouvent au parloir, à l'heure des visites, sous l'œil vigilant des gardiens. Les insultes et les menaces fusent quotidiennement. La plus fréquente, à l'adresse de Corbalan : « On te fera la peau à la sortie ! » Impavide, celui-ci se drape dans sa dignité de militant « nationaliste » victime, dit-il, d'une conspiration ourdie par le pouvoir. N'est-il pas le président d'un mouvement « pinochétiste » de stricte obédience, *Azarcada nacional* (Avancée nationale), qui obtint à peine 2 % des suffrages aux élections parlementaires de 1989 ? Par l'intermédiaire de ses avocats, il multiplie les appels à ses camarades de parti qu'il conjure de ne pas désespérer.

Mais, plus que sur une formation aux effectifs aujourd'hui squelettiques, Corbalan compte sur l'esprit de corps de ses anciens compagnons d'armes pour faire pression sur le gouvernement afin de le faire sortir de prison. Décidément amateur de métaphores animales, il s'en est expliqué quelques jours avant son incarcération en comparant l'armée à un lion. « Qu'il ne rugisse pas, déclara-t-il sentencieux, ne veut pas dire qu'il dort. »

GILLES BAUDIN

« HAITI : incendie suspect dans un local du père Aristide. — Quatre enfants ont trouvé la mort, samedi 2 février, à l'aube, dans un incendie suspect qui a partiellement détruit un local abritant une œuvre humanitaire du père Aristide, le président élu qui prendra ses fonctions le 7 février. Deux personnes ont également été portées disparues (AFP).

A TRAVERS LE MONDE

SALVADOR

L'Eglise met en cause l'armée dans le massacre de quinze paysans

L'archevêque de San-Salvador, Mgr Arturo Rivera, a accusé l'armée du massacre de quinze paysans, le 22 janvier, dans la banlieue nord de la capitale, à El Zapote. L'archevêque a affirmé dans son homélie du dimanche 3 février que les preuves recueillies mettaient en cause la première brigade d'infanterie basée à San-Salvador. Les quinze victimes, parmi lesquelles figurent une femme enceinte, des jeunes

gens et un homme de soixante-dix ans, avaient été tués pendant leur sommeil par balles et à l'arme blanche. Le Front Farabundo-Marti de libération nationale avait reconnu qu'il s'agissait de « collaborateurs actifs de la guérilla ». Par ailleurs, des représentants du gouvernement et de la guérilla du Salvador ont terminé, dimanche à Mexico, de nouveaux pourparlers de paix. Les discussions, qui ont duré deux jours, et se sont déroulées en présence de M. Alvaro de Soto, représentant personnel du secrétaire général de l'ONU, ont permis de « faire des progrès », selon un membre du Front Farabundo-Marti de libération nationale. — (AFP, Reuters)

ÉTATS-UNIS

Dix personnes victimes d'un nouveau dérivé de l'héroïne

Dix personnes sont mortes aux Etats-Unis depuis qu'a été mis sur le marché, vendredi 1^{er} février, un dérivé particulièrement puissant de l'héroïne, connu sous le nom de tango and cash, ont indiqué dimanche les autorités locales. Quatre personnes sont mortes dans l'Etat de New-York, cinq dans celui du New-Jersey et une dans le Connecticut. En outre plus d'une centaine de personnes ont été hospitalisées, victimes de ce mélange d'héroïne et de méthyl-fentanyl, qui, selon les spécialistes, multiplie par vingt-sept les propriétés de l'héroïne.

La police, munie de haut-parleurs, patrouillait dimanche dans les quartiers new-yorkais où est vendue cette drogue pour mettre en garde les héros du tango and cash. — (AFP)

HONGRIE

Enquête sur des livraisons d'armes à la Croatie

Le gouvernement hongrois a reconnu qu'une société hongroise, Technica, a vendu plusieurs milliers de kalachnikovs à la Croatie en octobre dernier. M. Geza Jaszszky, ministre des affaires étrangères, a déclaré, dimanche 3 février, dans une interview à la Radio hongroise, qu'une enquête allait être ouverte pour élucider cette affaire. Le général Antal Annus, secrétaire d'Etat à la défense, n'exclut pas cependant que ces armes ne soient pas de fabrication hongroise et qu'elles aient seulement transité par le pays. On pense, à Budapest, que Belgrade utilise cette affaire pour accuser la Croatie de préparer un soulèvement sécessionniste armé avec l'aide de la Hongrie. — (Corresp.)

Faites appel à ceux qui exportent partout dans le Monde

- École Supérieure du Commerce Extérieur
- Enseignement supérieur privé
- 4 années d'études dont 12 mois de stage en France et à l'étranger (USA et CEE)
- Diplôme Homologué au Niveau II (Cadres, Cadres Supérieurs) par Arrêté Ministériel

PALMARES DU MOCI
Moniteur du Commerce International du 12/3/90
ESCE : 3^e (Classement des écoles 100% internationales)
SALAIRES
JEUNES DIPLOMÉS
L'Expansion du 17/5/90
ESCE : 143.800 F (Salaire annuel brut médian)

esce
la référence

63, rue Ampère 75017 Paris - Tél. : (1) 47 63 36 55 - 42 27 99 37
3617 CODE ECOI • ESCE

Pour que vous exportiez vos compétences, l'Acife importe les faits.

Accusé d'information des Forces Armées Françaises
30, rue de la République 75116 Paris
Tél. : 47 63 36 55
(1) 42 27 99 37

Vous partez informatiser les services fiscaux du Burundi, mais c'est l'Acife qui peut vous dire combien vous paierez d'impôts sur place ! Protection sociale, coût de la vie, éducation, fiscalité, logement, transports : tous les faits concrets sont dans les monographies de l'Acife.

Réalisées par le Ministère des Affaires Étrangères, ces monographies vous informent précisément sur plus de 100 pays. Disponibles pour un prix modique, à l'Acife ou par correspondance, elles peuvent aussi être consultées dans la plupart des Préfectures.

Accompagnée du Livret du Français à l'Étranger, seul document officiel pour connaître vos droits et les démarches à accomplir, votre monographie Acife est la clef d'une expatriation réussie.

Pour plus d'informations, tapez 36 15 code A1 Acife ou 36 17 code A9* Acife.

PUBLICATIONS
ACIFE
LE BON DEPART

Afrique du Sud - Algérie - Allemagne Fédérale - Angola - Arabie Saoudite - Argentine - Australie - Autriche - Bangladesh - Belgique - Bénin - Brunei - Bulgarie - Brésil - Burkina Faso (ex Haute-Volta) - Burundi - Cameroun - Canada (sans Québec) - Province du Québec - Centrafrique - Chili - Chine - Colombie - Comores - Congo - Corée du Sud - Côte d'Ivoire - Danemark - Djibouti - Égypte - Émirats Arabes Unis - Équateur - Espagne - États-Unis - Éthiopie - Finlande - Gabon - Ghana - Grèce - Guatemala - Guinée - Guinée-Bissau - Haïti - Honduras - Hong Kong - Hongrie - Inde - Indonésie - Irak - Irlande - Israël - Italie - Japon - Jordanie - Koweït - Liban - Libéria - Libye - Luxembourg - Madagascar - Malaisie - Malawi - Mali - Maroc - Maurice (île) - Mexique - Mozambique - Nicaragua - Niger - Nigéria - Norvège - Nouvelle-Zélande - Oman - Pakistan - Panama - Paraguay - Pays-Bas - Pérou - Philippines - Pologne - Portugal - Qatar - Roumanie - Royaume-Uni - Rwanda - Saint-Domingue - Sénégal - Serbie - Sierra Leone - Singapour - Soudan - Sri Lanka - Suède - Suisse - Syrie - Tchad - Thaïlande - Togo - Trinité et Tobago - Tunisie - Turquie - U.R.S.S. - Uruguay - Venezuela - Vietnam - Yémen du Nord - Yougoslavie - Zaïre - Zambie.

POLITIQUE

Les élections législatives partielles

« L'électrochoc » attendu par les rénovateurs n'a pas eu lieu

Que retiendra-t-on des trois élections législatives partielles des 27 janvier et 3 février 1991 ? Que la campagne, comme les résultats, ont été largement occultés par la guerre du Golfe.

Que, dans les trois circonscriptions concernées (les deuxième et troisième du Rhône et la treizième de Paris), l'enjeu était interne à la droite.

Le premier tour avait levé le « suspense » à Paris où le chiraquisme avait bien résisté à l'assaut de ses con-

taires menés par M^{me} Michèle Barzach. Le second a confirmé le désintérêt des électeurs : la désaffection atteinte 66,79 % d'abstentions dans la deuxième circonscription du Rhône au lieu de 67,58 % il y a une semaine), 69,61 % dans la troisième (au lieu de 70,42 % le 27 janvier) et 77,42 % à Paris (au lieu de 59,09 % au premier tour), où il est vrai M. René Galy-Dejean restait seul en lice.

Il a été élu avec 18,59 % des inscrits alors que M^{me} Barzach l'avait été au

premier tour de juin 1988 avec 33,73 % des inscrits.

L'« électrochoc » que M. Noir et ses deux collègues voulaient provoquer en quittant le RPR et en remettant en jeu leur mandat législatif, à la fois dans les rangs de l'opposition et dans l'opposition n'a pas eu lieu.

Il a même fait une victime : Mme Barzach. Il laissera des traces : le FN apparaît, dans le Rhône, comme le principal adversaire de MM. Noir et Dubernard.

A. CH.

Rhône : victoires de M. Noir et de M. Dubernard (ex-RPR) face au FN

LYON

de notre bureau régional

M. Michel Noir (ex-RPR) a été réélu, dimanche 3 février, député de la deuxième circonscription du Rhône, avec 74,46 % des voix, tout comme M. Jean-Michel Dubernard (ex-RPR) avec 71,69 % des voix dans la troisième circonscription. Les deux députés sortants étaient opposés à des candidats du Front national, MM. Bruno Gollinisch et

Alain Breuil. Comme pour le premier tour de ces deux élections législatives partielles, l'abstention a été très élevée : respectivement 66,79 % et 69,61 %, soit une baisse de moins d'un point.

Les votes blancs ou nuls augmentent sensiblement : de 629 à 1891 dans la circonscription de M. Noir, et de 484 à 1106 dans celle de M. Dubernard.

Tirant les premières leçons de ce scrutin, M. Noir, qui a bénéficié

du soutien plus ou moins explicite des candidats PS et RPR, a estimé que le taux de participation à ce second tour « était presque normal » parce que son issue était « presque certaine ».

M. Noir, avant le premier tour, avait déclaré qu'il serait satisfait d'obtenir les mêmes résultats que lors des élections de juin 1988 (58,82 % des voix, 37,41 % d'abstention). Il n'est élu cette fois qu'avec 22,44 % des inscrits alors

qu'en 1988, il en avait recueilli 35,75 %. M. Dubernard (20,35 % des inscrits cette fois contre 35,16 % en 1988) et lui considèrent cependant avoir retrouvé « leur légitimité » et se félicitent que le Front national n'ait pas « progressé comme il l'espérait ».

Dans la deuxième circonscription, M. Gollinisch passe de 3108 à 4763 voix, et dans la troisième, M. Breuil de 2964 à 4449. Le FN est loin, lui aussi, des scores obtenus par ses candidats au premier tour de 1988 (5390 et 5143). Pourtant il se déclare satisfait de ses performances.

Sur le banc des non-inscrits

Lors de sa conférence de presse, M. Noir a affirmé que son diagnostic du 6 décembre dernier, date de sa démission de son mandat de député et du RPR était fondé : « Les Français ne se reconnaissent plus dans les comportements des partis ».

Après avoir expliqué que M. Dubernard et lui-même siègent désormais à l'Assemblée nationale sur le banc des non-inscrits, démentant ainsi les rumeurs de leur éventuel ralliement au groupe UDC, il a précisé que « dans les mois à venir, chacun mesurera combien ces élections partielles ont été annonciatrices d'une profonde évolution de la sociologie électorale française ».

BRUNO CAUSSÉ

□ M. Charasse et M. Noir : précision. — Dans l'article que le Monde du 24 janvier a consacré à « Michel Noir superstar », nous écrivions que M. Michel Charasse, ministre du budget, « chasseur d'affaires politico-financières », s'était « mis à l'affût » d'éventuelles affaires de ce type à Lyon. A la suite de cet article, M. Charasse nous a indiqué que ses services ne menaient aucune enquête sur la gestion municipale de M. Noir.

Selon un sondage réalisé

Deux Corses sur trois favorables

Selon un sondage réalisé en Corse pour le ministère de l'Intérieur par l'institut Louis Harris (1), 66 % de la population corse est « tout à fait favorable » ou « plutôt favorable » au projet de loi prévoyant un nouveau statut pour l'île.

Dans le même ordre d'idées, il est « plus prioritaire » pour la Corse, selon 65 % des Corses interrogés, que « l'Etat donne davantage de responsabilités et de liberté en matière économique aux Corses » plutôt que de consacrer « davantage de moyens financiers à la Corse », ce que 24 % seulement de l'échantillon juge prioritaire.

Seules 16 % des personnes interrogées sont « plutôt opposées » ou « très opposées » au projet. 18 % ne

se prononcent pas. 51 % se disent favorables à la formulation contenue dans le projet, du « peuple corse, composante du peuple français », contre 37 % qui y sont défavorables.

46 % des personnes interrogées ressentent « beaucoup ou assez » de sympathie à l'égard du « mouvement nationaliste ou autonomiste » contre 42 % qui éprouvent « peu ou pas du tout » de sympathie pour eux. Mais les chiffres sont très contrastés selon les tranches d'âge. Ainsi, 66 % des 18-24 ans, et 54 % des 25-34 ans et des 35-49 ans éprouvent de la sympathie pour ces mouvements, contre seulement 37 % des 50-64 ans et 23 % des 65 ans et plus. Dans ces deux tranches d'âge, ceux qui n'éprouvent pas de sympathie nationaliste ou autonomiste sont respectivement 50 % et 57 %.

Une arme précieuse

par Jean-Louis Andréani

CERTES, un sondage n'est qu'un sondage. Mais l'enquête réalisée par l'institut Louis-Harris pour le ministère de l'Intérieur donne probablement une photographie assez approchante de l'opinion corse. Les orientations qui s'en dégagent sont, grosso modo, conformes à la perception que l'on peut avoir sur place de la réalité corse par des moyens moins méthodiques, et ce sondage recoupe, globalement, des indications données par une précédente enquête réalisée par BVA pour Paris-Match (le Monde du 10 janvier).

M. Philippe Marchand, le nouveau ministre de l'Intérieur, se trouve donc conforté dans la volonté, qu'il a déjà exprimée (le Monde du 1^{er} février), de s'inscrire dans la continuité de M. Pierre Joxe. Malgré la guerre du Golfe, M. Marchand espère toujours que la session extraordinaire du Parlement, consacrée notamment à la suite de l'examen de ce projet, pourra bien avoir lieu à la fin février.

Il est vrai que ce sondage peut fournir une arme précieuse au ministre qui l'a commandé dans la bataille médiatique engagée entre le gouvernement et l'opposition sur l'avenir statutaire de la Corse, avant que le déclenchement des hostilités dans le Golfe n'y mette un terme provisoire. Comme il est peu probable que ses conclusions fassent changer d'avis les adversaires du projet, il y a fort à parier que ce combat, mené, notamment, sur l'île, par M. François Giacobbi, sénateur MRG de Haute-Corse, et relayé sur le continent par la plus grande partie de l'opposition de droite.

repréndera en même temps que le débat parlementaire.

Or, au-delà même du soutien de la population corse au projet lui-même, c'est toute la philosophie de l'action de M. Joxe qui apparaît, en quelque sorte, légitimée par ce sondage. Ce sont les deux élus incarnant les forces conservatrices opposées à cette philosophie qui recueillent le plus d'opinions négatives. M. José Rossi, qui, à tort ou à raison, paraît porteur de l'aspiration au renouveau de la classe politique corse, est bien plus populaire qu'eux. La refonte des listes électorales ? M. Giacobbi s'y oppose mais cette refonte est plébiscitée par les personnes interrogées, et encore plus dans l'électorat... MRG que dans l'ensemble de la population (77 % contre 74 %).

Quant à la définition controversée du « peuple corse », sévèrement condamnée sur le continent par l'opposition et une partie du PS, elle ne suscite, en Corse, que l'opposition d'un gros tiers de l'échantillon (37 %).

Cette enquête montre clairement qu'il est impossible de conduire le débat politique en Corse sans tenir compte des nationalistes, comme le souhaiterait l'opposition. Elle montre aussi que la Corse des jeunes apporte majoritairement son soutien aux nationalistes et aux autonomistes, tandis que ce sont les générations déclinantes qui condamnent leur action.

Autant dire que refuser de donner plus d'autonomie à l'île serait le meilleur moyen de creuser la fossée entre le continent et la Corse de l'avenir.

Une élection cantonale partielle

MAINE-ET-LOIRE : canton d'Angers-centre (1^{er} tour).

Inscr., 18 339 ; vot., 4 947 ; abst., 73,02 % ; suff. expr., 4 857. M. François Chanteux, RPR, 1 543 voix (31,76 %) ; M^{me} Michèle Moreau, UDF-CDS sout. PR, 974 (20,05 %) ; Monique Roland, gaulliste, 673 (13,85 %) ; M^{me} Jacques Manceau, PS, 563 (11,59 %) ; Jean Quelenec, FN, 388 (7,98 %) ; Bernard Bonbault, div., 285 (5,86 %) ; Marc Gicquel, écol., 200 (4,11 %) ; Martial Ruppert, Verts, 144 (2,96 %) ; Jean-Louis Grégoire, PC, 87 (1,79 %). Il y a ballottage.

[Neuf candidats briguaient le siège depuis 1975 par Pierre Roland, RPR, décédé en novembre dernier. En raison de la très faible participation électorale (26,97 %), aucun d'eux n'a obtenu un nombre de voix au moins égal à 10 % des inscrits, ouvrant droit à participer au second tour. Les deux candidats arrivés en tête bénéficient du « rattachage » prévu en ce cas. Même si elle siège dans la majorité d'« ouverture » de M. Jean Monnier, maire d'Angers, M^{me} Moreau se soucie peu en même de faire le plein des voix du candidat socialiste. En 1988, Pierre Roland avait été réélu au second tour par 4 508 voix (65,66 %) contre 2 353 (34,33 %) à M. Jacques Manceau, PS, sur 18 842 inscrits, 7 139 votants (soit 62,11 % d'abstention) et 6 853 suffrages exprimés. Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : insc., 18 842 ; vot., 7 056 ; abst., 62,55 % ; suff. expr., 6 949 : Pierre Roland, 2 926 (29,15 %) ; Jacques Manceau, 1 362 (16,73 %) ; François Chanteux, div., 1 138 (16,26 %) ; Gilles Bourdonleix, UDF, 857 (12,33 %) ; Pierre Chenu, UDF-P, 665 (9,56 %) ; Marc Gicquel, 552 (7,94 %) ; Prosper David, div., 236 (3,59 %) ; Jean-Louis Grégoire, PC, 181 (2,60 %).]

RHONE, 2^e circonscription (Lyon II^e, III^e, IV^e et parties de Lyon I^{re} et V^e)

	5 JUIN 1988	12 JUIN 1988	27 JANVIER 1991	3 FÉVRIER 1991
Inscrits.....	65 710	65 710	61 877	61 877
Votants.....	39 885	41 122	20 057	20 545
Abstention (%).....	39,30	37,41	67,58	66,79
Suffrages exprimés.....	39 470	39 942	19 428	18 654
CANDIDATS ET ÉTIQUETTES	VOIX	%	VOIX	%
Michel Noir, ex-RPR.....	18 877 (1)	47,82	23 494 (1)	58,82
Bruno Gollinisch, FN.....	5 390 (2)	13,65	3 108	15,99
Paul Raveaud, PS.....	12 231 (3)	30,98	2 355	12,12
Hervé Fabre-Aubrey, RPR.....			2 180	11,22
Gilles Buna, Verts.....	860 (4)	2,17	1 192	6,13
Yves Fournel, PC.....	2 112	5,35	807	4,15
Michel Chomarat, div. g.....			616	3,17
Michel de Mauroy, CNL.....			509	2,61
Paul Rozet, div. d.....			180	0,92

(1) M. Noir, candidat URC-RPR ; (2) M. Bruno d'Epenoux ; (3) M. Pierre Lardat ; (4) M. Jacques Printemps, écologiste.

RHONE, 3^e circonscription (Lyon IX^e, X^e et parties de Lyon XII^e et XIII^e)

	5 JUIN 1988	12 JUIN 1988	27 JANVIER 1991	3 FÉVRIER 1991
Inscrits.....	58 091	58 091	55 384	55 384
Votants.....	34 723	35 821	16 378	16 826
Abstention (%).....	40,22	38,33	70,42	69,61
Suffrages exprimés.....	34 294	35 126	15 894	15 720
CANDIDATS ET ÉTIQUETTES	VOIX	%	VOIX	%
J.-M. Dubernard, ex-RPR.....	15 425 (1)	44,97	20 426	58,15
Alain Breuil, FN.....	5 143 (2)	14,99	2 964	18,64
Yvon Deschamps, PS.....	10 794 (3)	31,47	2 247	14,13
Pierre Botton, sout. RPR.....			1 852	11,65
René Chevalier, PC.....	2 932	8,54	986	6,20
Jean Brière, Verts.....			951	5,98
Roland Roux, CNL.....			514	3,23

(1) M. Dubernard, candidat URC-RPR ; (2) M. Maurice Depierre ; (3) M. Jean-Pierre Fleconache.

PARIS, 13^e circonscription (partie du XV^e arrondissement)

	5 JUIN 1988		27 JANVIER 1991		3 FÉVRIER 1991	
Inscrits.....	70 646		65 704		65 704	
Votants.....	44 402		26 882		14 833	
Abstentions (%).....	37,14		59,09		77,42	
Suffrages exprimés.....	43 945		26 436		12 217	
CANDIDATS ET ETIQUETTES	VOIX	%	VOIX	%	VOIX	%
René Galy-Dejean, RPR.....			10 885	41,17	12 217	100
Michèle Barzach, ex-RPR.....	(1) 23 831	54,22	7 022	26,56		
Alain Hubert, PS.....	13 558	30,85	2 710	10,25		
Serge Martinez, FN.....	(2) 3 889	8,84	2 385	9,02		
Laure Schneider, Verts.....	-	-	1 142	4,31		
Roger Gauvrit, PC.....	1 976	4,49	706	2,67		
Louis Girard, ext d.....	-	-	705	2,66		
Agnès Caradec, Gén. écol.....	-	-	443	1,67		
Alain Kruger, div.....	-	-	318	1,20		
Marc Taponier, div.....	-	-	65	0,24		
Gérard Danche, div.....	-	-	49	0,18		
Simone Calloz, div.....	-	-	3	0,01		
André Dupont, div.....	-	-	3	0,01		
Divers.....	(3) 691	1,57	-	-		

(1) M^{me} Barzach, candidate URC-RPR ; (2) M^{me} Martine Le Hénaut ; (3) MM. Georges Psatyotis, div. d., 450 (1,02 %), Claude Albert, PC, 148 (0,33 %), Philippe Mercante, div., 93 (0,21 %).

Paris : M. Galy-Dejean (RPR) en solitaire

M. René Galy-Dejean, RPR, a été élu au second tour avec 100 % des voix. Il était le seul candidat en lice dans la treizième circonscription de Paris après que M^{me} Michèle Barzach, dont la démission avait rendu nécessaire ce scrutin, et qui était la seule à pouvoir se maintenir face à lui au second tour, eut décidé de se retirer.

[Né le 16 mars 1932, à Mauvezin (Gers), licencié en droit, ancien élève de l'Institut d'études politiques de Paris, M. René Galy-Dejean a été chargé de mission auprès de Georges Pompidou alors premier ministre de 1967 à 1969. Il a suivi à la présidence de la République où il a été successivement chargé de mission, chef adjoint puis chef de cabinet de 1969 à 1974. Conseiller de Paris depuis 1965, il est maire du 15^e arrondissement depuis 1983.]

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES et MÉDECINE

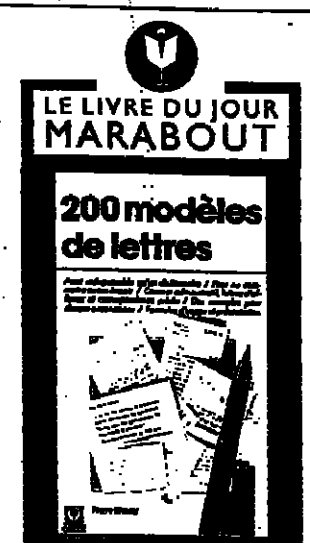
le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES INTÉGRISMES ET LES FEMMES

Envoyer 80 F (virements à 2,30 F ou chèques à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris), en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro



POLITIQUE

pour le ministère de l'intérieur

au statut prévu pour l'île

41 % des personnes interrogées jugent encore que le fait que les mouvements nationalistes et autonomistes aient fait parler d'eux au cours des dernières années est « plutôt une bonne chose, car cela a attiré l'attention des habitants du continent sur la situation de la Corse et a permis d'éclaircir des choix économiques contestables (urbanisation mal maîtrisée), 43 % pensent, au contraire, que cela a été « plutôt une mauvaise chose car cela a nué à l'image de l'île et a freiné son développement économique ».

La refonte des listes électorales, prévue également par le gouvernement, est jugée « nécessaire » par 74 % des personnes interrogées, et pas « nécessaire » par 16 %.

61 % des personnes interrogées se disent « tout à fait » ou « plutôt » confiantes dans l'avenir de la Corse, contre 34 % qui ne sont « plutôt » pas confiantes ou pas confiantes « du tout ».

Parmi les principales causes des difficultés que connaît l'île, viennent en tête « la violence qui gêne le développement » (50 %), « les erreurs commises à l'égard de la Corse par les différents gouvernements » (46 %), « l'absence d'investissement des élus corses » (40 %), « l'exode des jeunes Corses vers le continent » (37 %).

Parmi le personnel politique corse, M. José Rossi, député UDF-PR de Corse-du-Sud, président du conseil général, favorable au projet de M. Joxe, arrive largement en tête des

bonnes opinions (60 %) avec seulement 21 % de mauvaises opinions. M. Emile Zuccarelli, maire MRQ de Bastia, député de Haute-Corse, hostile au projet Joxe, recueille 56 % de bonnes opinions et 20 % de mauvaises. M. Dominique Bucchini, communiste non-orthodoxe, maire de Sartène (Corse-du-Sud), le suit avec respectivement 47 % et 13 %.

Les deux principaux élus « traditionnels », résolument hostiles au projet de M. Joxe, sont MM. Jean-Paul de Rocca-Serra, député RPR de Corse-du-Sud, président de l'assemblée de Corse et François Giacobbi, sénateur MRQ et président du conseil général de Haute-Corse. M. de Rocca-Serra est le plus contesté de tous les élus, puisqu'il recueille 41 % de bonnes opinions contre 40 % de mauvaises (c'est le chiffre le plus élevé de l'échantillon), tandis que M. Giacobbi obtient respectivement 43 et 32 %.

(1) Sondage réalisé par téléphone, du 22 au 24 janvier, sur un échantillon de 808 résidents corses.

■ M^{me} Laurence Mariani élue au conseil municipal de Soveria. — M^{me} Laurence Mariani, mère de Paul Mariani, maire de Soveria (Haute-Corse), abattu le 31 décembre 1990, à son domicile par des inconnus, a été élue conseillère municipale de cette commune, dimanche 3 février, lors d'une élection partielle. Elle était seule candidate.

■ M. Le Pen évoque « l'incompatibilité totale » entre le FN et l'UDF. — Au terme du troisième colloque du « conseil scientifique » du Front national, samedi 2 février à Marseille, M. Jean-Marie Le Pen a évoqué « l'incompatibilité totale » entre le parti d'extrême droite et l'UDF, dans la perspective des prochaines élections régionales. M. Le Pen a indiqué que M. Bruno Mégret, député général du FN, conduira « très vraisemblablement » la liste de ce parti lors de cette consultation dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. L'assemblée régionale est présidée actuellement par M. Jean-Claude Gaudin, sénateur Républicain indépendant.

COMMUNICATION

Le rachat de Spir-Communication

Ouest-France prend le contrôle du troisième groupe de la presse gratuite

La concentration dans la presse gratuite s'accroît. Spir-Communication, troisième grand groupe du secteur, resté indépendant derrière la COMAREG, filiale d'Havas et Carillon, filiale d'Ouest-France, est passé, le 31 janvier, sous le contrôle de la société Prépart, une filiale commune au groupe Ouest-France — qui en détient 51,4 % — et à Citivest (Crédit lyonnais).

L'annonce de cette prise de contrôle a été faite par la Société des Bourges françaises (SBF). Prépart a pris le contrôle de 75 % de Spir-Communication, groupe fondé en 1971 par M. Claude Léoni à Aix-en-Provence. La transaction, d'un montant de 999 millions de francs, a eu lieu en deux temps : 665 millions de francs payables immédiatement, le solde au 30 septembre 1993. La SBF a immédiatement suspendu la cotation des actions de Spir-Communication. 10 % du groupe de presse gratuite d'Aix-en-Provence ont en effet été introduits avec succès sur le second marché en septembre 1989. La cotation devrait reprendre dès que Prépart aura pu garantir aux petits porteurs le maintien des cours.

Cette prise de contrôle imprévue a mis en émoi le petit monde de la presse gratuite. Elle modifie la taille du pôle publicitaire d'Ouest-France : ses activités de régie publicitaire, d'affichage, de publicité et de radio regroupées dans sa régie Précom, ajoutées à ses activités de presse gratuite — Carillon et Spir — représentent désormais quelques 2 milliards de francs de chiffre d'affaires. Mais surtout, le cumul de Carillon et de Spir-Communication porte le nouvel ensemble presque à la hauteur du leader du secteur des « gratuits », Havas-COMAREG.

La filiale presse gratuite d'Havas représente 167 titres diffusés à 15,5 millions d'exemplaires par semaine, un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs et un résultat supérieur à 100 millions de francs. Les groupes Carillon et Spir-Communication alignent à eux deux 135 journaux distribués à plus de 11 millions d'exemplaires,

mais la rentabilité du groupe de M. Léoni est considérée comme la plus performante du secteur (72 millions de francs de résultat net en 1990 pour un chiffre d'affaires de 575 millions). En outre, les deux groupes sont complémentaires. Carillon est présent dans l'Ouest, dans le Centre, en région parisienne et dans le Nord-Pas-de-Calais, tandis que Spir-Communication régit sur sa zone d'origine (Provence, Languedoc, Côte d'Azur) et s'est attaquée depuis trois ans à la région Rhône-Alpes, fief traditionnel de la COMAREG.

« Nous avons dorénavant avec les journaux de Spir-Communication une couverture nationale et nous pouvons faire jouer les synergies en matière d'achat de papier, d'impression, de marketing et de formation des hommes », indique M. Jean-Claude Cellard, président du directoire de Carillon. Pour M. Claude Léoni, le fondateur de Spir-Communication qui conserve 15 % du capital du

groupe et ses fonctions de PDG, « il s'agit d'un accord stratégique qui va nous permettre d'investir dans tous les médias locaux qui répondent aux critères de croissance, de sécurité et de rentabilité ». Enfin, le groupe Carillon entretient de bonnes relations avec le groupe de presse gratuite de Sud-Ouest, S3G, auquel il est lié notamment par des accords de formation professionnelle. Ces liens ne devraient pas manquer d'inquiéter Havas. La concentration dans la presse gratuite a incité récemment M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, à poser une question écrite à M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, « sur l'absence de règlement précis concernant le développement des gratuits » et sur la nécessité de les faire entrer dans le cadre de la réglementation de la presse (responsabilité éditoriale, limitation de la concentration publicitaire, monopole des régies, etc.).

A la suite de la publication du

Livre blanc de la presse hebdomadaire régionale d'information (le Monde du 23 juin 1990), M. Schreiner s'est inquiété de la survie difficile de petits journaux départementaux d'information, fréquemment condamnés par la rarefaction des recettes publicitaires locales qu'absorbent les grands groupes de presse gratuite. Il pourrait donc proposer, en son nom propre, que les recettes des gratuits bénéficient aux journaux en difficulté grâce à une péréquation gérée par la profession.

M^{me} Tasca a indiqué que la presse gratuite n'était pas « régie par des textes spécifiques mais s'exerce dans le cadre de la presse dans son ensemble », tout en ne bénéficiant pas des avantages fiscaux de la presse d'information. Le ministre a précisé que le Service juridique et technique de l'information (SJT) sera chargé d'une étude sur ce type de presse et son évolution.

YVES-MARIE LABÉ

Le sens d'une relève

Suite de la première page

Seul l'écrit — en contrepoint du choc des images et en complément de la trace fugace du verbe — peut organiser l'information brute et la soumettre à une intelligence de lecture qui lui donne un sens, tout en la relativisant.

Mais il faut aller plus loin, en inventant progressivement un journal pour la fin du siècle, un journal adapté à cette société planétaire d'information dans laquelle nous entrons un peu plus chaque jour. Un quotidien doit être perpétuellement tourné vers l'avenir, car ce sont bien souvent les projets que les hommes forment pour leur futur qui permettent de comprendre leurs actions présentes. Cette

évolution, le Monde veut la vivre avec les jeunes générations qui constitueront, demain, l'ossature de notre pays, de l'Europe et de la francophonie.

La rigueur, enfin, constituera le troisième volet de notre action. Elle s'impose doublement. Parce que l'année 1991 est placée sous le signe d'une conjoncture économique de ralentissement et sera marquée par une réduction des budgets publicitaires : parce que le Monde, dans l'urgence de la prospérité retrouvée de 1987-1988, s'est lancé dans des projets d'investissements ambitieux et a laissé s'accroître des dépenses qu'il convient maintenant de contenir et de

réduire. La politique que je viens d'esquisser ne sera pas menée par un homme seul. Elle sera définie et mise en œuvre par un comité de direction comprenant, sous la présidence du gérant, Bruno Frappat, directeur de la rédaction ; Jacques Guin, directeur de la gestion ; Manuel Lucbert, secrétaire général. Mais, au-delà de ce noyau central, c'est l'ensemble des personnels du groupe Le Monde qui fera de ce programme une réalité humaine.

Quant à vous, chers lecteurs, vous qui donnez un sens à notre travail, je ne doute pas que vous continuerez à nous témoigner l'attachement sourcilieux et parfois agacé qui donne à nos relations ce parfum indéfinissable si intrigant pour ceux qui n'en ont pas éprouvé le charme.

JACQUES LESOURNE



**Frais dentaires.
Fin d'être remboursé
des "haricots".
Voici
la Sécurité Libérale
de la Strasbourgeoise.**

Prenons un exemple tout simple : votre dentiste vous pose une couronne. Coût : 2.400 F. La Sécurité Sociale ne vous rembourse que 529 F (autant dire des "haricots"), vous en êtes de votre poche pour 1.871 F ! Avec la Sécurité Libérale de la Strasbourgeoise, ces 1.871 F peuvent vous être remboursés intégralement et rapidement.

La Sécurité Libérale vous permet de choisir entre de nombreuses possibilités de remboursements complémentaires adaptées à vos besoins et à vos moyens. Vous pouvez ainsi privilégier tel ou tel domaine : hospitalisation, lunettes, frais dentaires, pharmacie... Et en cas de séjour à l'hôpital, ou en clinique, vous ne déboursez rien.

La Sécurité Libérale, une nouvelle conception de l'assurance des personnes, vous fait bénéficier en plus et automatiquement de Santé Service, une assistance exclusive en cas de maladie ou d'accident, à votre domicile et en déplacement dans le monde entier.

La Sécurité Libérale, c'est aussi une autre considération de l'assuré, une information régulière en matière de santé et la disponibilité de véritables spécialistes.

Contactez la Strasbourgeoise B.P. 405, 67001 Strasbourg Cedex. Tél. 88.62.90.27 ou 46, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. (16) 1.42.85.00.36.

Strasbourgeoise
ASSURANCE MUTUELLE
Partenaire Santé du Groupe AZUR 

Si vous désirez rencontrer un professionnel de l'Assurance proposant la Sécurité Libérale, téléphonez au 88.62.90.27 ou tapez sur votre Minitel : 36.15 STRAS.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

L'ouverture du congrès de Clermont-Ferrand

M. Yannick Simbron veut réformer la FEN sans la « casser »

Le congrès de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) a ouvert ses travaux, lundi 4 février, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme). Pendant une semaine, ses quelque mille délégués vont tenter de trouver des solutions à la crise de la fédération enseignante.

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyée spéciale

C'est dans une « étrange atmosphère », dominée par la guerre du Golfe, que s'ouvre le 32^e congrès de la Fédération de l'éducation nationale, comme devait le souligner M. Yannick Simbron, son secrétaire général. Et c'est un étrange rapport moral, étonnamment lisse, qu'il devait présenter, lundi 4 février, alors qu'il avait annoncé son intention de jouer cartes sur table et de ne pas mâcher ses mots (le Monde du 2 février).

Le secrétaire général de la FEN avait visiblement décidé de jouer un ton en dessous. Il y avait en tout cas peu de traces, dans ses propos, de la « brutalité » promise. Plutôt une volonté, un peu lasse, de ne pas brusquer les choses et de voir venir.

« Bâtir le syndicalisme de demain, fédérer les convergences », le thème central du congrès est des plus délicats, parce que la FEN, depuis son dernier congrès de La Rochelle en 1988, est affaiblie par ses déchirements internes. Elle

aborde donc ce sujet, qui appelle un ton offensif, dans une situation de crise et d'extrême fragilité. « Nous lisons ça et là que la majorité de la FEN, sa direction, seraient en difficulté. C'est vrai », devait reconnaître M. Yannick Simbron devant le millier de congressistes réunis à Clermont-Ferrand.

« Digne
de Clochemerle »

Le tableau général, d'abord. Le syndicalisme français « n'a rien à perdre » à tenter de se réorganiser, devait affirmer en préambule le secrétaire général de la FEN, qui a rapidement fait le compte des motifs, nombreux et complexes, de cette lente dégradation. Il y a, selon lui, l'effritement du bloc communiste, « la complexité accrue des problèmes qui affectent tous les grands systèmes de représentation », mais aussi, plus prosaïquement, le maintien, en France, de « relations sociales moyennes » et d'un patronat « parmi les plus ringards d'Europe ». Quant au gouvernement, devait souligner M. Simbron, « il accorde à la pression de la rue ce qu'il a refusé la veille aux organisations syndicales ». Ces dernières ont leur part de responsabilité, « Engagées dans leur bureaucratie », elles ont progressivement « perdu le contact avec les salariés ».

La FEN enfin. Ses structures, fixées pour l'essentiel dans le contexte de la guerre froide, sont « obsolettes » et « incompréhensibles

pour les jeunes qui accèdent à la vie professionnelle ». Dignes de « Clochemerle », les luttes de tendance qui la minent ont un effet dissuasif. « Quelle lecture peut bien faire un jeune de 1991, devant interroger Yannick Simbron, de cet acharnement ».



ment à distinguer ce qui relève du communisme, du socialisme humaniste, du trotskisme, du communisme révolutionnaire, de la LCR, de la morale sociale chrétienne, etc. ? » « Nos pratiques ne sont plus comprises, devait-il encore regretter. Les réunions sont désertées et le syndicat, très souvent, n'est plus là que pour les accidents de parcours, les retours de flamme et les catastrophes ».

« Un meilleur rapport
qualité-prix »

Contre l'action syndicale enfermée dans une attitude purement revendicative, « démagogique, à l'occasion, voire pourfistole », le secrétaire général de la FEN devait plaider pour « un syndicalisme de proposition qui s'inscrive dans une vision sociale et progressiste de la société ». Un coup de griffe très allusif décoché aux deux « poids lourds » de la minorité fédérale, le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré) et le

SNETAA (Syndicat national de l'enseignement technique), principaux syndicats de la Fédération après le SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs, à majorité socialiste), carrément accusés de pratiquer « avec succès » la politique du chèque pour soi...

Le projet éducatif de la FEN, élaboré au congrès de La Rochelle en 1988 et ramassé dans la formule « Travailler autrement », est, a priori, toujours en vigueur. Il ne devait pourtant faire l'objet que d'une brève parenthèse dans le discours d'ouverture. M. Yannick Simbron devait prôner le réalisme face à un budget de l'éducation nationale « en augmentation de plus de 50 milliards en trois ans » et appeler les congressistes à imaginer de nouvelles pratiques professionnelles permettant « un meilleur rapport qualité-prix ». « Car nous savons, devait-il ajouter, que les crédits ne sont, et ne seront, jamais illimités ».

Mais l'essentiel était ailleurs, dans le débat sur la réforme interne des structures de la FEN. Prudent, le secrétaire général devait se contenter d'indiquer, deux axes de réflexion très larges : « Promouvoir, au sein de la FEN, une pratique des tendances plus ouverte » et « renouveler les relations » entre la Fédération et ses quarante-huit syndicats nationaux. Sans pour autant « casser » ces derniers, devait-il préciser.

Or c'est bien l'enjeu essentiel pour la majorité fédérale, qui s'inquiète, à juste titre, de voir ses principaux opposants, le SNES et le SNETAA, renforcer leur assise dans les lycées, où les recrutements d'enseignants vont considérablement augmenter dans les prochaines années.

Sur les modalités de cette réforme, M. Simbron devait convoquer ses troupes à la tenue d'un congrès extraordinaire qui devrait avoir lieu d'ici à 1992 si le congrès en adopte le principe cette semaine. Un second acte qui risque de donner aux cinq journées de débats qui se tiendront à Clermont-Ferrand des allures d'entracte un peu morne.

CHRISTINE GARIN

SCIENCES

Budget en légère augmentation pour l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer

L'IFREMER devra accroître ses ressources propres

M. Pierre Papon, président-directeur général de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER), n'est pas trop mécontent de son budget de cette année : 896,9 millions de francs, soit une augmentation de 5,43 % par rapport à celui de 1990. Etant entendu que le déclenchement de la guerre du Golfe pourrait obliger, dans un avenir plus ou moins proche, à des coupes qu'on n'espère pas trop importantes...

Prévoyant, M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, avait donné pour instruction d'augmenter les recettes, c'est-à-dire les ressources propres, de l'IFREMER, qui a le statut d'établissement public à caractère industriel et commercial. Ces recettes proviennent de contrats passés avec des organismes publics (60 %) et des industriels ou des entreprises (40 %), soit en louant les bateaux de la flotte océanographique, soit en faisant des études, notamment sur l'environnement littoral. Elles couvraient 14 % du budget de 1990 : elles devraient augmenter de 10 % en 1991.

En l'état actuel des choses, l'IFREMER a cinq priorités : la valorisation des produits de la mer, l'océan et le climat, l'environnement littoral, les interventions sous-marines et sa flotte océanographique.

Cette cinquième priorité est tout à la fois nationale et internationale : l'Albatros, le nouveau navire amiral de la flotte océanographique française (le Monde du 30 octobre 1990) a besoin de quelques équipements supplémentaires. En revanche, le projet Nereus — un navire de forages peu profond, dont le prix serait de l'ordre de 600 millions de francs — pourrait concerner les Communautés européennes et la Fondation européenne de la science. Existait aussi deux autres projets : l'un concernant un navire de recherche sur la pêche qui remplacerait, pour environ 160-170 millions de francs, le

très vieux Thalassa et le moins vieux Cryos, et pour lequel il y a des discussions dans le cadre européen d'Eureka ; l'autre, un navire beaucoup plus petit (28-30 millions de francs) destiné à la façade méditerranéenne, auquel pourraient participer, outre l'IFREMER, l'Institut national des sciences de l'univers (INSU) du CNRS et peut-être... l'Italie.

Y. R.

La diversité de la flotte

La flotte océanographique française, qui relève d'organismes différents — IFREMER, INSU, ORSTOM, Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) — a été l'objet, en 1990, sur proposition de la Mission interministérielle de la mer et à la demande du ministre délégué chargé de la mer, d'un rapport d'évaluation établi par l'Institut français de navigation. Cette flotte comprend une trentaine d'unités de différents tonnages et elle emploie 430 marins.

Dans leur ensemble, les scientifiques qui travaillent sur ces bateaux en sont contents et les recherches menées en mer sont de très bonne qualité. Pourtant, les deux auteurs du rapport, le contre-amiral (cr) Jacques Olivier et l'administrateur général des affaires maritimes (cr) Guy Marchand, ont découvert des différences surprenantes de statut des personnels, de conditions de travail, de modalités de gestion, de planification de l'activité des navires qu'il serait sûrement utile d'harmoniser pour que cette flotte puisse pleinement remplir le rôle national qui est le sien au sein de la recherche française et soit compétitive par rapport aux flottes océanographiques étrangères.

Un empire fragile

Créée au lendemain de la seconde guerre mondiale pour regrouper l'ensemble des personnels enseignants et non enseignants, la Fédération de l'éducation nationale (FEN) prend véritablement sa place dans le paysage syndical français en 1948, lorsque ses adhérents refusent de choisir entre la CGT et FO et se prononcent, par référendum, pour l'autonomie.

■ 351 637 adhérents : ce nombre d'adhérents en 1991 fait de la FEN la quatrième centrale syndicale française et la première fédération de fonctionnaires. Mais après trente ans de croissance continue entre 1948 et 1978 où elle avait atteint son apogée (550 000 adhérents), la FEN connaît, depuis, une décline impressionnante. Entre le précédent congrès de La Rochelle, en 1988, et celui de Clermont-Ferrand, elle aura encore perdu plus de 42 000 adhérents.

■ 48 syndicats : couvrant l'ensemble des secteurs du monde de l'éducation, la FEN regroupe quarante-huit syndicats nationaux, depuis les instituteurs (SNI) et les professeurs du second degré (SNES) jusqu'aux professeurs de l'enseignement technique (SNETAA), les chefs d'établissement, les personnels de gestion, d'administration, de service et de santé, les personnels de statut privé ou encore

les personnels de la recherche. Le syndicat national des instituteurs (SNI) fait figure de mastodonte avec ses 178 225 adhérents, comparé au syndicat des manufactures d'art qui ne compte que 43 adhérents.

■ Courants concurrents : la FEN est organisée en tendances. La majorité « Unité, indépendance et démocratie », animée par les socialistes, avait réuni 60,65 % lors du vote sur l'orientation au congrès de La Rochelle en 1988. Elle devrait perdre de six à sept points à Clermont-Ferrand. La tendance « Unité et action », qui a élargi son audience au-delà de la mouvance communiste, a réuni 32,29 % des voix il y a trois ans. « L'école émancipée », qui regroupe les trotskistes de la LCR et les anarcho-syndicalistes, avait obtenu 5,04 % en 1988. La tendance « Pour un syndicalisme de lutte de classe », animée par des militants du Parti communiste internationaliste (trotskiste), avait obtenu 1,31 %. Enfin une nouvelle tendance, « Autrement », principalement animée par le SNETAA, a vu le jour il y a un mois et devrait regrouper environ 5 % à 6 % des votes d'orientation, au détriment essentiellement de la majorité UID.

CATASTROPHES

■ Pakistan : le tremblement de terre a fait plus de trois cents morts. — Le séisme qui a ébranlé le nord-ouest du Pakistan, vendredi 1^{er} février (le Monde daté 3-4 février), a provoqué, selon un bilan encore provisoire, la mort de plus de trois cents personnes, et détruit ou endommagé des milliers d'habitations. Tandis que la France proposait au Pakistan une aide humanitaire, le roi Fahd d'Arabie saoudite a annoncé, dimanche 3 février, l'envoi d'une aide d'urgence de 10 millions de dollars (50 millions de francs) ainsi que de plusieurs centaines de tonnes de médicaments et de produits alimentaires. Le séisme aurait également fait plus de cinquante morts en Afghanistan. — (AFP).

■ Graves inondations en Iran. — De graves inondations affectent, depuis quelques jours, la province de Sistan-Balouchistan située dans le sud-est de l'Iran. Près de deux cents villages ont été endommagés par les crues des rivières, laissant environ 30 000 personnes sans abri. Selon l'agence officielle iranienne IRNA, des pluies ininterrompues ont également touché les provinces voisines, habituellement

très arides, du Kerman et du Khorassan. Deux avions militaires de transport C-130 Hercules, chargés de tentes, de vêtements et de vivres, ont été déportés sur les lieux par le Croissant-Rouge iranien. — (AFP).

FAITS DIVERS

■ Attentat contre un centre des impôts à Paris. — Un attentat à l'explosif, qui n'a pas fait de blessé et n'a pas été revendiqué, a été commis dimanche matin 3 février contre un immeuble abritant des bureaux de la direction générale des impôts à Paris (2^e arrondissement). Selon les premières constatations policières, la charge explosive avait été placée sur le bord extérieur d'une fenêtre. La déflagration n'a causé que des dégâts matériels dans un bâtiment qui abrite, hormis les bureaux des impôts, une imprimerie et des appartements particuliers. Le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, s'est rendu sur les lieux afin de manifester son soutien aux agents des impôts. L'enquête a été confiée à la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris.

LES GRANDES OCCASIONS

CRÉDIT TOTAL*

Entrez sans hésiter chez Citroën. Choisissez sans vous presser la voiture qui vous plaît, et partez sans verser aucun apport. Chez Citroën Eurocasion, choisir une occasion n'est plus une question d'argent. Et du 1^{er} au 11 février, il y a encore plein d'autres choses à découvrir.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Crédipar.

DU 1^{er} AU 11 FÉVRIER 1991

CITROËN EUROCASION

هنا من أواصل

SOCIÉTÉ

Première visite du nouveau ministre de la défense
aux « soldats du droit »

M. Joxe entend renforcer la coopération entre la police et la gendarmerie

MELUN

de notre envoyé spécial

« Non, je n'ai rien oublié, bien au contraire ». En réservant à la gendarmerie nationale, samedi 2 février, sa deuxième visite aux armées, avant même de se rendre dans le Golfe, M. Pierre Joxe n'avait pas oublié que quelques jours plus tôt, il était encore ce ministre de l'intérieur estampillé d'une ambition affichée depuis deux ans : harmoniser l'utilisation des forces de police et de gendarmerie, qui concourent toutes les deux à assurer la « sécurité intérieure », concept qu'il mettait en avant pour tenter de surmonter les tensions entre civils et militaires.

Aujourd'hui, M. Joxe est « très heureux de suivre l'évolution d'un autre point de vue ». Rappelant que « depuis plusieurs mois, les directeurs de la police et de la gendarmerie ont beaucoup travaillé ensemble », le nouveau ministre de la défense reconnaît qu'il est « assez bien placé pour assurer le renforcement de cette coopération ». Arrivé en Puma au groupement départemental de la gendarmerie de Melun (Seine-et-Marne), M. Joxe a confié à sa visite une importance hautement symbolique destinée à rassurer les gendarmes, qu'il nomme « les soldats du droit ».

Ces derniers avaient, en 1989, manifesté leur malaise. Leur sentiment d'être en queue de peloton des préoccupations gouvernementales était d'autant plus vif que, c'est-à-dire à la tête de la police, un ministre attaché à programmer une modernisation « en forme de rouleau compresseur », comme le mot d'un officier. « C'est un Pierre Joxe qui nous faudrait », répétaient certains gendarmes pendant leur mouvement de protestation de l'été 1989. « C'est un Pierre Joxe que nous avons », semblent aujourd'hui se réjouir ceux-ci, persuadés « que mieux que quiconque, il sera sensible à nos problèmes ».

Les gendarmes commencent à toucher les dividendes de leur révolte de 1989. « Nous ne

sommes plus dans la pénurie d'essence ou de téléphone », assurent-ils. Surtout, la réorganisation des services devrait faire chuter de moitié les astreintes, leur bête noire. Le ministre de la défense a visité, samedi à Melun, une nouvelle salle de commandement destinée à résoudre ce problème.

En centralisant tous les appels nocturnes des habitants de Seine-et-Marne, celle-ci les répartit ensuite sur des patrouilles, supprimant ainsi le système de veille des brigades. Cette expérimentation menée à Melun et à Amiens sera étendue dans toute la France avant la fin avril.

Informatisation des empreintes digitales

Le directeur de la gendarmerie, M. Charles Barbeau, un haut fonctionnaire que M. Pierre Joxe connaît bien pour l'avoir eu comme collaborateur de son cabinet de ministre de l'intérieur avant 1986, s'est prononcé en faveur de l'extension, le jour, de ce système.

M. Joxe, lui, a pris consciencieusement des notes, demandant à revenir sur les cartes qu'on venait de lui projeter, déplorant que les tableaux de gestion des effectifs, entrant dans les détails de la modernisation de la gendarmerie de ce département.

En conférence de presse, il a annoncé sa volonté de « favoriser l'évolution des technologies, comme l'informatisation des empreintes digitales, les systèmes de reconnaissance vocale et l'utilisation des satellites pour les transmissions ».

Devant une coupe de champagne, il a rassuré un jeune gendarme, délégué des commissions de participation, ces instances de dialogue mises en place après l'été 1989. Celui-ci avait à son nouveau ministre qu'« au début, il avait voulu entrer dans la police ». M. Joxe lui a répondu qu'« il ne fallait jamais désespérer. Regardez, moi, j'ai bien fait l'inverse ! ».

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

JUSTICE

Le procès de Simone Weber

Les experts sèment le doute

Alors que la semaine avait été plutôt noire pour elle, la défense de Simone Weber a marqué un point, vendredi 1^{er} février, devant les assises de Meurthe-et-Moselle. Deux experts commis par le juge Gilbert Thiel pour traiter des effets de la digitaline sur l'organisme de Marcel Fizard, un homme de soixante-dix-neuf ans, ont rendu un rapport qui penche plutôt pour une mort naturelle, sans cependant exclure une intoxication aiguë foudroyante un sujet fragilisé.

NANCY

de notre correspondant

Le professeur de Ren, spécialiste en médecine légale, a fait des centaines d'autopsies dans sa vie. Et il a l'habitude de déposer devant les tribunaux. Il sait que la plus grande prudence est de mise. Il applique ce principe à la lettre en ce qui concerne le dossier Marcel Fizard. D'autant qu'il ne restait, après exhumation de l'octogénaire, « qu'un maigre jaunâtre de viscères putrides » et qu'il a dû, à ce titre, travailler sur le dossier médical de l'ancien ministre. « C'est un sujet fragilisé par des accidents cardio-vasculaires », comme l'était Marcel Fizard, une dose de digitaline de 4 à 8 mg, ou même moindre encore, peut entraîner une mort subite, à l'aide, d'ailleurs, d'intoxication chronique, consistant à faire absorber chaque jour une petite dose de produit au sujet, « car elle entraîne des nausées et des vomissements » qu'on n'a pas constatés chez Marcel Fizard.

Reste le problème de la quantité de produit. Chez Simone Weber, on n'a retrouvé qu'une boîte de digitaline. Mais M^{me} Rachel Cateau est venue, escortée d'un inspecteur régional

des pharmacies, présenter à la cour son ordonnance. Le 5 mai 1980, on trouve la trace de la délivrance de deux boîtes de digitaline, ce tonique cardiaque majeur. Simone assure qu'elle ne se souvient plus si elle a pris, ce jour-là, une ou deux.

« Connait-on des cas de mort avec une seule boîte, soit 4 mg, demande alors le président Pascaud ? »

« Ah oui, répond l'expert, et, sur un cœur pathologique comme celui de M. Fizard c'est possible. »

Mais il ajoute : « Nous ne faisons ici que des hypothèses. On n'a pas trouvé de digitaline dans les restes. »

Le professeur Lercan résume ses travaux d'une phrase qui achève de plonger les observateurs dans la perplexité : « L'intoxication aiguë ne me paraît pas impossible... mais très difficile ».

L'écroulement du 20 mai 1980

Simone Weber est redoublée. M^{me} Behr et Robinet sont plus détendus que l'instant d'avant. On avait, en effet, longuement débattu des difficultés financières de l'accusée. Le 20 mai 1980, soit quelques jours à peine après la mort de son vieux mari, elle devait rembourser 75 000 francs, au titre d'un emprunt contracté en 1978. « Je ne suis pas une femme d'argent qui assassine les gens pour les voler, s'est-elle emportée. L'enquête faite par un certain magistrat n'avait d'autre but que de trouver un mobile à un crime qu'il a inventé. » Elle dit encore, pressée de questions par le président civil, M^{re} Lagrange et Weber, que sa mère, la sœur Madeleine, et son fils François l'ont aidée à payer sa dette le 30 juin 1980. Et, au dernier moment, elle se souvient d'avoir gagné 35 000 francs au tiercé. Qui lui ont été payés en espèces !

MONIQUE RAUX

SPORTS

RUGBY : l'équipe de France s'impose en Irlande (21-13)

Les sensations, le spectacle et le succès

L'équipe de France de rugby a dominé celle d'Irlande (21-13), samedi 2 février à Dublin, dans le cadre du Tournoi des cinq nations. Le Bayonnais Patrice Lagisquet et le Parisien Laurent Cabannes ont inscrit chacun un essai, les autres points étant marqués par le buteur biterrois Didier Camberabero. Deux semaines après son succès (15-9) contre l'Ecosse (le Monde du 22 janvier), le XV de France confirme ainsi son renouveau. A Edimbourg, l'Ecosse s'est imposée face au Pays de Galles (32-12), prochain adversaire des Français, le samedi 2 mars à Paris.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le sergent John King et son orchestre l'avaient bien compris : cet après-midi ensoleillé serait celui du rugby français. Quand le maestro des avant-matchs et sa vingtaine de musiciens ont entamé les premières notes du « french cancan » devant une tribune occupée par des supporters du XV de France, ils ont donné le ton de la rencontre à venir. Puis, lorsque cette joyeuse troupe, pourtant vêtue d'austères costumes bien marins et coiffée de casquettes de gendarmes, s'est risquée à lever les jambes en cadence comme autant de « cancanneuses », elle a clairement prévenu le public du stade de Lansdowne-Road que cet Irlande-France, soixante-cinquième du nom, serait placé sous le signe de la fantasia française. Et il le fut.

La victoire contre l'Ecosse, samedi 19 janvier au Parc des Princes (15-9), avait laissé entrevoir les possibilités d'une équipe en pleine reconstruction après des mois d'obscurité. Le succès de Dublin, fidèle comme une promesse tenue, est venu confirmer ces bonnes dispositions à l'issue d'un match très plaisant. Certes, la partie n'a pas toujours été d'un très haut niveau, et gagner à Lansdowne-Road n'est plus un véritable exploit. A défaut de défaites mémorables, le vieux stade n'a guère plus que son train - une voie

de chemin de fer passe sous l'une des tribunes - à offrir comme curiosité aux visiteurs. Depuis 1973, les Français n'ont été battus qu'une seule fois, en 1983 (22-16), par cette équipe dont l'unique grand chelem remonte à 1949 !

Pourtant, malgré tout, le voyage de Dublin reste une affaire risquée. Le poids de la tradition l'emportant toujours sur celui des statistiques des lors qu'il est question de ballon ovale, il n'est pas un joueur français qui pénètre sur cette pelouse sans craindre le sens de l'honneur des joueurs du cru, sans redouter ce fighting spirit dont, à force d'usage, on ne sait trop s'il est légende ou réalité, cliché ou vérité.

Bravoure irlandaise

Samedi, il était bien réel, cet esprit de combat. Les Français n'ont pas tardé à s'en rendre compte. Michel Tachdjian, l'imposant deuxième ligne du Racing, n'avait pas encore eu le temps d'ajuster son serviette et de chauffer ses 104 kilos de muscles qu'un avant adverse l'obligeait déjà à ferrailler, poing serré, sous la mêlée. Quant à Serge Blanco, à peine avait-il pris ses marques à l'arrière qu'un jeune blondinet qui portait le maillot vert pour la première fois, l'ailier Simon Geoghegan, osait salonner sous son nez, puis venait le plaquer, superbe d'insouciance et de courage face à ce vétéran aux quatre-vingt-trois sélections. Sans doute était-ce cette même bravoure un brin pathétique qui poussait Rob Saunders, un étudiant de vingt-deux ans promu capitaine dès sa première sélection, à houspiller des gaillards bien plus robustes et expérimentés que lui.

L'Irlande allait donc être irlandaise. Mais serait-elle suffisante ? Certainement pas face à une équipe de France sur la voie du renouveau. Car le changement intervenu contre l'Ecosse s'est confirmé à Lansdowne-Road. Sans être partagé, le XV de France a prouvé qu'il pouvait être à la hauteur de la tâche. Cette évolution concerne uniformément tous les secteurs du jeu, ce qui atteste la complémentarité du duo d'entraîneurs désormais en charge de l'équipe : l'Agenais Daniel Dubroca pour les avant et

le Gerrois Jean Trillo pour les arrières. L'un et l'autre font leur groupe avec un égal talent de pédagogue et de technicien.

Ainsi, Jean Trillo, conscient des lacunes techniques de ses joueurs contre l'Ecosse, notamment dans la transmission des ballons d'attaques avait-il insisté sur la synchronisation entre les trois-quarts, sur le timing dans le jeu de jambes et de bras. L'objectif était clair pour ce poste du jeu, ancien complice de Jo Maso au centre de l'attaque tricolore : redonner aux joueurs le sens de la passe bien dosée, du ballon offert plutôt que balancé. Le message semble avoir été reçu. Au moins en partie.

En effet, sans une inexplicable maladresse de Serge Blanco ou un coupable excès d'individualisme de Didier Camberabero au moment de la dernière passe devant la ligne de but adverse, le XV de France aurait pu inscrire trois essais supplémentaires. Car le ballon n'a cessé de passer de mains en mains, comme sur ce premier essai (49^e) où Jean-Baptiste Lafond, Franck Mesnel, Serge Blanco et enfin Patrice Lagisquet en ont, tour à tour, hérité.

Une charnière idéale

Contrairement à ses devanciers, cette équipe offre donc l'essentiel : des sensations, du spectacle. Il suffisait de voir l'excellent Jean-Baptiste Lafond jouer les funambules sur la ligne de touche pour comprendre que cette formation était capable de coups de folie. Il suffisait de contempler Blanco dans un flamboyant numéro de passe-passe en fin de match pour saisir l'ampleur de la mutation en cours sous l'impulsion de Jean Trillo.

Mais ces orfèvres du jeu ne seraient-ils pas les quelques « bourriques » qui leur ouvrent la voie. Bien plus lucides que lors du match contre l'Ecosse, les avant français ont livré une partie courageuse face à un pack toujours délicat à manier tant il est roublard et teigneux. Bien sûr, de nombreux fautes ont permis au buteur irlandais Michael Kiernan d'inscrire neuf points et à son coéquipier Steve Smith de marquer un essai. Cependant, à l'exception des remises en touche, les consignes de

Daniel Dubroca paraissent plutôt avoir été appliquées. Le « paquet » n'a pas pèché par excès de confiance. Après un début de match hésitant, il a su rester assez compact pour dégager de bonnes balles d'attaque.

En fait, dans ce secteur du jeu, la grande nouveauté ne tient pas vraiment dans la puissance collective de ces hercules d'Ovalie, mais bien davantage dans le rôle confié aux deux troisième ligne du Racing Club de France, Laurent Cabannes et Xavier Blond. Le premier nommé est longtemps passé pour un banni du temps de Jacques Fouroux. A cet athlète banni des dieux depuis qu'il est sorti vivant d'un grave accident de la route en décembre 1988, on prêtait des joueurs plus imposants physiquement, plus lourds, - il pèse 88 kg pour 1,88 m - comme si le jeu était affaire de « volume » et non de dynamisme.

Logiquement, le départ de Fouroux a donc entraîné l'arrivée de Cabannes, associé à son coéquipier parisien Xavier Blond. Les deux hommes ont éprouvé des difficultés à se placer sur le terrain, mais ils forment, à coup sûr, la charnière idéale pour assurer la liaison entre les gros bras de l'avant et les apôtres de l'arrière. Mieux : lors qu'il leur arrive de se retrouver seuls, sans le soutien des uns ou des autres, ils savent aussi tenter leur chance dans l'axe, même à 40 mètres de la ligne de but adverse. Les Irlandais s'en sont aperçus un peu tard, eux qui ont vu Laurent Cabannes filer à toutes jambes entre les maillots verts pour aller inscrire, à deux minutes de la fin, l'essai final d'une victoire méritée.

PHILIPPE BROUSSARD.

TOURNOI DES CINQ NATIONS

Déjà joués :

A Paris :	
France b. Ecosse	15-9
A Cardiff :	
Angleterre b. Galles	25-6
A Dublin :	
France b. Irlande	21-13
A Edimbourg :	
Ecosse b. Galles	32-12
Classement. - 1. France, 4 pts (2 m.) ; 2. Angleterre (1 m.) et Ecosse (2 m.) ; 3. Irlande (1 m.) et Pays-de-Galles (2 m.), 0.	

SKI ALPIN : la fin des championnats du monde

L'inquiétante désinvolture des équipes françaises

Avec onze médailles, dont cinq d'or, l'équipe d'Autriche est la grande gagnante des championnats du monde de ski alpin, qui se sont achevés, dimanche 3 février, à Saalbach, une de ses stations d'entraînement privilégiées. En comparaison, la prestation des skieurs français demeure bien modeste : trois médailles, deux d'argent et une de bronze. Un résultat inquiétant à un an des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (Savoie).

SAALBACH

de notre envoyé spécial

On attendait Petra Kronberger et ce fut Ulrike Maier. La blessure de la jeune espoir autrichienne l'a écartée d'une compétition où elle aurait remporté d'autres titres que celui de meilleure descendue. « Je la crois capable de gagner toutes les épreuves », déclarait, au début des championnats, Anna-Maria Moser-Proell, la grande dominatrice des épreuves alpines des années 70.

Une lésion au ligament externe du genou droit a brisé ces rêves. Momentanément écartée des pistes, la jeune femme de vingt-deux ans a laissé la vedette à une revenante, Ulrike Maier, la mère de famille (le Monde du 31 janvier), brillante défenseuse son titre en super-G et gagnée une médaille d'argent en slalom géant. Avec Stefan Eberharter, un autre titulaire de l'équipe nationale, vainqueur de la descente et du combiné, ils ont comblé de joie leurs supporters.

En Autriche, les places en équipe nationale sont chères et liées aux résultats. Elles ne sont attribuées qu'à des « valeurs sûres ». A côté, les skieurs français font figure de débutants. Certes, les trois médailles inscrites au palmarès final, deux d'argent et une de bronze, devraient faire illusion. Mais l'examen des résultats montre que deux médailles ont été remportées par des skieurs confirmés. Que Carole Merle, médaille d'argent en

slalom géant aux précédents championnats du monde, et Franck Piccard, champion olympique du super-G, s'illustrent à Saalbach semble logique.

La troisième médaille française récompense un visage un peu moins connu, Nathalie Bouvier à qui l'on a permis de se classer deuxième de la descente. Elle a étonné tout le monde. Elle s'est étonnée elle-même, si bien que, au lieu de la motiver, l'a comme pétrifiée. Samedi 2 février, lors du slalom géant, l'une de ses disciplines de prédilection, elle s'est classée à la vingt-septième place. Cette dernière épreuve féminine a, d'ailleurs, été un festival de contre-performances pour les skieuses françaises : Carole Merle, dix-neuvième, Florence Mamada, et l'espoir dans cette discipline, trente-quatrième.

DANS UN COCOT

Gilles Brenier, l'entraîneur de l'équipe féminine, évoque « l'absence de courses de ce type depuis le début de la saison » et surtout « le manque de fraîcheur physique et mentale » de ses élèves, fatiguées au terme de deux semaines de courses. L'argument surprend quand on sait que le régime est le même pour toutes les concurrentes. Il s'explique si l'on prend en compte la grande déconcentration qui existe dans le camp français. Ainsi Florence Mamada a pu être perturbée, jeudi 31 janvier, par qu'elle s'est trouvée au départ d'un slalom sans ses skis de compétition. Les préparateurs techniques n'étaient pas en cause, non : simplement, une de ses camarades les avait pris, par inadvertance, pour aller à l'entraînement.

Ce manque de sérieux est partagé par certains représentants de l'équipe masculine, qui oublient de se réveiller suffisamment tôt le jour des courses, ou qui décident de partir sans avoir leurs responsabilités. Sylvain Doo-Lens, directeur de l'équipe masculine, parle d'un « manque de professionnalisme de la part des coureurs », et de l'absence de volonté chez des garçons

qui « ne jouent pas le jeu ». Les skieurs français, à la différence de leurs aînés, vivent très bien en équipe de France, un cocoon. Primes et salaires versés par les sponsors les mettent à l'abri du besoin. Ils courent pour se classer en Coupe du monde, une épreuve qui dure une saison et où les hauts et les bas sont permis, mais semblent incapables de se concentrer pour les compétitions uniques. Bernard Chevallier, président de la Fédération française de ski, l'avoue : la qualité de la neige ou la faiblesse des pentes de Saalbach pour

justifier l'absence de résultats de ses équipes. Toujours à la recherche de causes extérieures pour excuser ses coureurs, il n'a pas le courage de remettre en cause certaines sélections ou d'exiger un peu plus de sérieux dans le travail de préparation.

Dernière grande répétition avant les Jeux d'Albertville les championnats du monde de Saalbach ont illustré ce manque de sérieux. Et ce ne sont pas les quelques places sur les podiums qui peuvent encore faire illusion.

SERGE BOLLOCH

Les résultats

CYCLISME	
Championnats du monde de cyclo-cross	
Le Tchèque Radomir Simunek est devenu champion du monde de cyclo-cross, dimanche 3 février à Garmisch-Partenkirchen, en battant au sprint le Néerlandais Adri Van der Poel. Le Français Bruno Le Bras a terminé troisième à 6 secondes.	
FOOTBALL	
CHAMPIONNAT DE FRANCE	
Première division (Vingt-cinquième journée)	
Bordeaux et Marseille	1-1
Caen b. Saint-Etienne	0-0
Nantes et Cannes	0-0
Nantes et Toulouse	0-0
Toulon b. Sochaux	1-0
Montpellier b. Brest	1-1
Auxerre et Nancy	1-1
Nice et Rennes	2-2
Lyon et Paris SG	0-0
Lille et Monaco	0-0
Classement. - 1. Marseille, 36 pts ; 2. Monaco, 31 ; 3. Auxerre, 30 ; 4. Montpellier et Lyon, 28 ; 5. Caen et Paris SG, 24 ; 6. Lille, 23 ; 7. Nantes et Sochaux, 22 ; 8. Saint-Etienne, 20 ; 9. Nancy, 19 ; 10. Rennes, 18 ; 11. Nice, 17 ; 12. Bastia, 16 ; 13. Sochaux et Rennes, 15 ; 14. Brest et Toulouse, 10 ; 15. Evry, 9 ; 16. Amiens, 8 ; 17. Metz, 7 ; 18. Angers, 6 ; 19. Le Mans, 5 ; 20. Valenciennes, 4 ; 21. Orléans, 3 ; 22. Troyes, 2 ; 23. Sedan, 1 ; 24. Châteauroux, 0 ; 25. Bourges, 0 ; 26. Evry, 0 ; 27. Amiens, 0 ; 28. Troyes, 0 ; 29. Sedan, 0 ; 30. Châteauroux, 0 ; 31. Bourges, 0 ; 32. Evry, 0 ; 33. Amiens, 0 ; 34. Troyes, 0 ; 35. Sedan, 0 ; 36. Châteauroux, 0 ; 37. Bourges, 0 ; 38. Evry, 0 ; 39. Amiens, 0 ; 40. Troyes, 0 ; 41. Sedan, 0 ; 42. Châteauroux, 0 ; 43. Bourges, 0 ; 44. Evry, 0 ; 45. Amiens, 0 ; 46. Troyes, 0 ; 47. Sedan, 0 ; 48. Châteauroux, 0 ; 49. Bourges, 0 ; 50. Evry, 0 ; 51. Amiens, 0 ; 52. Troyes, 0 ; 53. Sedan, 0 ; 54. Châteauroux, 0 ; 55. Bourges, 0 ; 56. Evry, 0 ; 57. Amiens, 0 ; 58. Troyes, 0 ; 59. Sedan, 0 ; 60. Châteauroux, 0 ; 61. Bourges, 0 ; 62. Evry, 0 ; 63. Amiens, 0 ; 64. Troyes, 0 ; 65. Sedan, 0 ; 66. Châteauroux, 0 ; 67. Bourges, 0 ; 68. Evry, 0 ; 69. Amiens, 0 ; 70. Troyes, 0 ; 71. Sedan, 0 ; 72. Châteauroux, 0 ; 73. Bourges, 0 ; 74. Evry, 0 ; 75. Amiens, 0 ; 76. Troyes, 0 ; 77. Sedan, 0 ; 78. Châteauroux, 0 ; 79. Bourges, 0 ; 80. Evry, 0 ; 81. Amiens, 0 ; 82. Troyes, 0 ; 83. Sedan, 0 ; 84. Châteauroux, 0 ; 85. Bourges, 0 ; 86. Evry, 0 ; 87. Amiens, 0 ; 88. Troyes, 0 ; 89. Sedan, 0 ; 90. Châteauroux, 0 ; 91. Bourges, 0 ; 92. Evry, 0 ; 93. Amiens, 0 ; 94. Troyes, 0 ; 95. Sedan, 0 ; 96. Châteauroux, 0 ; 97. Bourges, 0 ; 98. Evry, 0 ; 99. Amiens, 0 ; 100. Troyes, 0 ; 101. Sedan, 0 ; 102. Châteauroux, 0 ; 103. Bourges, 0 ; 104. Evry, 0 ; 105. Amiens, 0 ; 106. Troyes, 0 ; 107. Sedan, 0 ; 108. Châteauroux, 0 ; 109. Bourges, 0 ; 110. Evry, 0 ; 111. Amiens, 0 ; 112. Troyes, 0 ; 113. Sedan, 0 ; 114. Châteauroux, 0 ; 115. Bourges, 0 ; 116. Evry, 0 ; 117. Amiens, 0 ; 118. Troyes, 0 ; 119. Sedan, 0 ; 120. Châteauroux, 0 ; 121. Bourges, 0 ; 122. Evry, 0 ; 123. Amiens, 0 ; 124. Troyes, 0 ; 125. Sedan, 0 ; 126. Châteauroux, 0 ; 127. Bourges, 0 ; 128. Evry, 0 ; 129. Amiens, 0 ; 130. Troyes, 0 ; 131. Sedan, 0 ; 132. Châteauroux, 0 ; 133. Bourges, 0 ; 134. Evry, 0 ; 135. Amiens, 0 ; 136. Troyes, 0 ; 137. Sedan, 0 ; 138. Châteauroux, 0 ; 139. Bourges, 0 ; 140. Evry, 0 ; 141. Amiens, 0 ; 142. Troyes, 0 ; 143. Sedan, 0 ; 144. Châteauroux, 0 ; 145. Bourges, 0 ; 146. Evry, 0 ; 147. Amiens, 0 ; 148. Troyes, 0 ; 149. Sedan, 0 ; 150. Châteauroux, 0 ; 151. Bourges, 0 ; 152. Evry, 0 ; 153. Amiens, 0 ; 154. Troyes, 0 ; 155. Sedan, 0 ; 156. Châteauroux, 0 ; 157. Bourges, 0 ; 158. Evry, 0 ; 159. Amiens, 0 ; 160. Troyes, 0 ; 161. Sedan, 0 ; 162. Châteauroux, 0 ; 163. Bourges, 0 ; 164. Evry, 0 ; 165. Amiens, 0 ; 166. Troyes, 0 ; 167. Sedan, 0 ; 168. Châteauroux, 0 ; 169. Bourges, 0 ; 170. Evry, 0 ; 171. Amiens, 0 ; 172. Troyes, 0 ; 173. Sedan, 0 ; 174. Châteauroux, 0 ; 175. Bourges, 0 ; 176. Evry, 0 ; 177. Amiens, 0 ; 178. Troyes, 0 ; 179. Sedan, 0 ; 180. Châteauroux, 0 ; 181. Bourges, 0 ; 182. Evry, 0 ; 183. Amiens, 0 ; 184. Troyes, 0 ; 185. Sedan, 0 ; 186. Châteauroux, 0 ; 187. Bourges, 0 ; 188. Evry, 0 ; 189. Amiens, 0 ; 190. Troyes, 0 ; 191. Sedan, 0 ; 192. Châteauroux, 0 ; 193. Bourges, 0 ; 194. Evry, 0 ; 195. Amiens, 0 ; 196. Troyes, 0 ; 197. Sedan, 0 ; 198. Châteauroux, 0 ; 199. Bourges, 0 ; 200. Evry, 0 ; 201. Amiens, 0 ; 202. Troyes, 0 ; 203. Sedan, 0 ; 204. Châteauroux, 0 ; 205. Bourges, 0 ; 206. Evry, 0 ; 207. Amiens, 0 ; 208. Troyes, 0 ; 209. Sedan, 0 ; 210. Châteauroux, 0 ; 211. Bourges, 0 ; 212. Evry, 0 ; 213. Amiens, 0 ; 214. Troyes, 0 ; 215. Sedan, 0 ; 216. Châteauroux, 0 ; 217. Bourges, 0 ; 218. Evry, 0 ; 219. Amiens, 0 ; 220. Troyes, 0 ; 221. Sedan, 0 ; 222. Châteauroux, 0 ; 223. Bourges, 0 ; 224. Evry, 0 ; 225. Amiens, 0 ; 226. Troyes, 0 ; 227. Sedan, 0 ; 228. Châteauroux, 0 ; 229. Bourges, 0 ; 230. Evry, 0 ; 231. Amiens, 0 ; 232. Troyes, 0 ; 233. Sedan, 0 ; 234. Châteauroux, 0 ; 235. Bourges, 0 ; 236. Evry, 0 ; 237. Amiens, 0 ; 238. Troyes, 0 ; 239. Sedan, 0 ; 240. Châteauroux, 0 ; 241. Bourges, 0 ; 242. Evry, 0 ; 243. Amiens, 0 ; 244. Troyes, 0 ; 245. Sedan, 0 ; 246. Châteauroux, 0 ; 247. Bourges, 0 ; 248. Evry, 0 ; 249. Amiens, 0 ; 250. Troyes, 0 ; 251. Sedan, 0 ; 252. Châteauroux, 0 ; 253. Bourges, 0 ; 254. Evry, 0 ; 255. Amiens, 0 ; 256. Troyes, 0 ; 257. Sedan, 0 ; 258. Châteauroux, 0 ; 259. Bourges, 0 ; 260. Evry, 0 ; 261. Amiens, 0 ; 262. Troyes, 0 ; 263. Sedan, 0 ; 264. Châteauroux, 0 ; 265. Bourges, 0 ; 266. Evry, 0 ; 267. Amiens, 0 ; 268. Troyes, 0 ; 269. Sedan, 0 ; 270. Châteauroux, 0 ; 271. Bourges, 0 ; 272. Evry, 0 ; 273. Amiens, 0 ; 274. Troyes, 0 ; 275. Sedan, 0 ; 276. Châteauroux, 0 ; 277. Bourges, 0 ; 278. Evry, 0 ; 279. Amiens, 0 ; 280. Troyes, 0 ; 281. Sedan, 0 ; 282. Châteauroux, 0 ; 283. Bourges, 0 ; 284. Evry, 0 ; 285. Amiens, 0 ; 286. Troyes, 0 ; 287. Sedan, 0 ; 288. Châteauroux, 0 ; 289. Bourges, 0 ; 290. Evry, 0 ; 291. Amiens, 0 ; 292. Troyes, 0 ; 293. Sedan, 0 ; 294. Châteauroux, 0 ; 295. Bourges, 0 ; 296. Evry, 0 ; 297. Amiens, 0 ; 298. Troyes, 0 ; 299. Sedan, 0 ; 300. Châteauroux, 0 ; 301. Bourges, 0 ; 302. Evry, 0 ; 303. Amiens, 0 ; 304. Troyes, 0 ; 305. Sedan, 0 ; 306. Châteauroux, 0 ; 307. Bourges, 0 ; 308. Evry, 0 ; 309. Amiens, 0 ; 310. Troyes, 0 ; 311. Sedan, 0 ; 312. Châteauroux, 0 ; 313. Bourges, 0 ; 314. Evry, 0 ; 315. Amiens, 0 ; 316. Troyes, 0 ; 317. Sedan, 0 ; 318. Châteauroux, 0 ; 319. Bourges, 0 ; 320. Evry, 0 ; 321. Amiens, 0 ; 322. Troyes, 0 ; 323. Sedan, 0 ; 324. Châteauroux, 0 ; 325. Bourges, 0 ; 326. Evry, 0 ; 327. Amiens, 0 ; 328. Troyes, 0 ; 329. Sedan, 0 ; 330. Châteauroux, 0 ; 331. Bourges, 0 ; 332. Evry, 0 ; 333. Amiens, 0 ; 334. Troyes, 0 ; 335. Sedan, 0 ; 336. Châteauroux, 0 ; 337. Bourges, 0 ; 338. Evry, 0 ; 339. Amiens, 0 ; 340. Troyes, 0 ; 341. Sedan, 0 ; 342. Châteauroux, 0 ; 343. Bourges, 0 ; 344. Evry, 0 ; 345. Amiens, 0 ; 346. Troyes, 0 ; 347. Sedan, 0 ; 348. Châteauroux, 0 ; 349. Bourges, 0 ; 350. Evry, 0 ; 351. Amiens, 0 ; 352. Troyes, 0 ; 353. Sedan, 0 ; 354. Châteauroux, 0 ; 355. Bourges, 0 ; 356. Evry, 0 ; 357. Amiens, 0 ; 358. Troyes, 0 ; 359. Sedan, 0 ; 360. Châteauroux, 0 ; 361. Bourges, 0 ; 362. Evry, 0 ; 363. Amiens, 0 ; 364. Troyes, 0 ; 365. Sedan, 0 ; 366. Châteauroux, 0 ; 367. Bourges, 0 ; 368. Evry, 0 ; 369. Amiens, 0 ; 370. Troyes, 0 ; 371. Sedan, 0 ; 372. Châteauroux, 0 ; 373. Bourges, 0 ; 374. Evry, 0 ; 375. Amiens, 0 ; 376. Troyes, 0 ; 377. Sedan, 0 ; 378. Châteauroux, 0 ; 379. Bourges, 0 ; 380. Evry, 0 ; 381. Amiens, 0 ; 382. Troyes, 0 ; 383. Sedan, 0 ; 384. Châteauroux, 0 ; 385. Bourges, 0 ; 386. Evry, 0 ; 387. Amiens, 0 ; 388. Troyes, 0 ; 389. Sedan, 0 ; 390. Châteauroux, 0 ; 391. Bourges, 0 ; 392. Evry, 0 ; 393. Amiens, 0 ; 394. Troyes, 0 ; 395. Sedan, 0 ; 396. Châteauroux, 0 ; 397. Bourges, 0 ; 398. Evry, 0 ; 399. Amiens, 0 ; 400. Troyes, 0 ; 401. Sedan, 0 ; 402. Châteauroux, 0 ; 403. Bourges, 0 ; 404. Evry, 0 ; 405. Amiens, 0 ; 406. Troyes, 0 ; 407. Sedan, 0 ; 408. Châteauroux, 0 ; 409. Bourges, 0 ; 410. Evry, 0 ; 411. Amiens, 0 ; 412. Troyes, 0 ; 413. Sedan, 0 ; 414. Châteauroux, 0 ; 415. Bourges, 0 ; 416. Evry, 0 ; 417. Amiens, 0 ; 418. Troyes, 0 ; 419. Sedan, 0 ; 420. Châteauroux, 0 ; 421. Bourges, 0 ; 422. Evry, 0 ; 423. Amiens, 0 ; 424. Troyes, 0 ; 425. Sedan, 0 ; 426. Châteauroux, 0 ; 427. Bourges, 0 ; 428. Evry, 0 ; 429. Amiens, 0 ; 430. Troyes, 0 ; 431. Sedan, 0 ; 432. Châteauroux, 0 ; 433. Bourges, 0 ; 434. Evry, 0 ; 435. Amiens, 0 ; 436. Troyes, 0 ; 437. Sedan, 0 ; 438. Châteauroux, 0 ; 439. Bourges, 0 ; 440. Evry, 0 ; 441. Amiens, 0 ; 442. Troyes, 0 ; 443. Sedan, 0 ; 444. Châteauroux, 0 ; 445. Bourges, 0 ; 446. Evry, 0 ; 447. Amiens, 0 ; 448. Troyes, 0 ; 449. Sedan, 0 ; 450. Châteauroux, 0 ; 451. Bourges, 0 ; 452. Evry, 0 ; 453. Amiens, 0 ; 454. Troyes, 0 ; 455. Sedan, 0 ; 456. Châteauroux, 0 ; 457. Bourges, 0 ; 458. Evry, 0 ; 459. Amiens, 0 ; 460. Troyes, 0 ; 461. Sedan, 0 ; 462. Châteauroux, 0 ; 463. Bourges, 0 ; 464. Evry, 0 ; 465. Amiens, 0 ; 466. Troyes, 0 ; 467. Sedan, 0 ; 468. Châteauroux, 0 ; 469. Bourges, 0 ; 470. Evry, 0 ; 471. Amiens, 0 ; 472. Troyes, 0 ; 473. Sedan, 0 ; 474. Châteauroux, 0 ; 475. Bourges, 0 ; 476. Evry, 0 ; 477. Amiens, 0 ; 478. Troyes, 0 ; 479. Sedan, 0 ; 480. Châteauroux, 0 ; 481. Bourges, 0 ; 482. Evry, 0 ; 483. Amiens, 0 ; 484. Troyes, 0 ; 485. Sedan, 0 ; 486. Châteauroux, 0 ; 487. Bourges, 0 ; 488. Evry, 0 ; 489. Amiens, 0 ; 490. Troyes, 0 ; 491. Sedan, 0 ; 492. Châteauroux, 0 ; 493. Bourges, 0 ; 494. Evry, 0 ; 495. Amiens, 0 ; 496. Troyes, 0 ; 497. Sedan, 0 ; 498. Châteauroux, 0 ; 499. Bourges, 0 ; 500. Evry, 0 ; 501. Amiens, 0 ; 502. Troyes, 0 ; 503. Sedan, 0 ; 504. Châteauroux, 0 ; 505. Bourges, 0 ; 506. Evry, 0 ; 507. Amiens, 0 ; 508. Troyes, 0 ; 509. Sedan, 0 ; 510. Châteauroux, 0 ; 511. Bourges, 0 ; 512. Evry, 0 ; 513. Amiens, 0 ; 514. Troyes, 0 ; 515. Sedan, 0 ; 516. Châteauroux, 0 ; 517. Bourges, 0 ; 518. Evry, 0 ; 519. Amiens, 0 ; 520. Troyes, 0 ; 521. Sedan, 0 ; 522. Châteauroux, 0 ; 523. Bourges, 0 ; 524. Evry, 0 ; 525. Amiens, 0 ; 526. Troyes, 0 ; 527. Sedan, 0 ; 528. Châteauroux, 0 ; 529. Bourges, 0 ; 530. Evry, 0 ; 531. Amiens, 0 ; 532. Troyes, 0 ; 533. Sedan, 0 ; 534. Châteauroux, 0 ; 535. Bourges, 0 ; 536. Evry, 0 ; 537. Amiens, 0 ; 538. Troyes, 0 ; 539. Sedan, 0 ; 540. Châteauroux, 0 ; 541. Bourges, 0 ; 542. Evry, 0 ; 543. Amiens, 0 ; 544. Troyes, 0 ; 545. Sedan, 0 ; 546. Châteauroux, 0 ; 547. Bourges, 0 ; 548. Evry, 0 ; 549. Amiens, 0 ; 550. Troyes, 0 ; 551. Sedan, 0 ; 552. Châteauroux, 0 ; 553. Bourges, 0 ; 554. Evry, 0 ; 555. Amiens, 0 ; 556. Troyes, 0 ; 557. Sedan, 0 ; 558. Châteauroux, 0 ; 559. Bourges, 0 ; 560. Evry, 0 ; 561. Amiens, 0 ; 562. Troyes, 0 ; 563. Sedan, 0 ; 564. Châteauroux, 0 ; 565. Bourges, 0 ; 566. Evry, 0 ; 567. Amiens, 0 ; 568. Troyes, 0 ; 569. Sedan, 0 ; 570. Châteauroux, 0 ; 571. Bourges, 0 ; 572. Evry, 0 ; 573. Amiens, 0 ; 574. Troyes, 0 ; 575. Sedan, 0 ; 576. Châteauroux, 0 ; 577. Bourges, 0 ; 578. Evry, 0 ; 579. Amiens, 0 ; 580. Troyes, 0 ; 581. Sedan, 0 ; 582. Châteauroux, 0 ; 583. Bourges, 0 ; 584. Evry, 0 ; 585. Amiens, 0 ; 586. Troyes, 0 ; 587. Sedan, 0 ; 588. Châteauroux, 0 ; 589. Bourges, 0 ; 590. Evry, 0 ; 591. Amiens, 0 ; 592. Troyes, 0 ; 593. Sedan, 0 ; 594. Châteauroux, 0 ; 595. Bourges, 0 ; 596. Evry, 0 ; 597. Amiens, 0 ; 598. Troyes, 0 ; 599. Sedan, 0 ; 600. Châteauroux, 0 ; 601. Bourges, 0 ; 602. Evry, 0 ; 603. Amiens, 0 ; 604. Troyes, 0 ; 605. Sedan, 0 ; 606. Châteauroux, 0 ; 607. Bourges, 0 ; 608. Evry, 0 ; 609. Amiens, 0 ; 610. Troyes, 0 ; 611. Sedan, 0 ; 612. Châteauroux, 0 ; 613. Bourges, 0 ; 614. Evry, 0 ; 615. Amiens, 0 ; 616. Troyes, 0 ; 617. Sedan, 0 ; 618. Châteauroux, 0 ; 619. Bourges, 0 ; 620. Evry, 0 ; 621. Amiens, 0 ; 622. Troyes, 0 ; 623. Sedan, 0 ; 624. Châteauroux, 0 ; 625. Bourges, 0 ; 626. Evry, 0 ; 627. Amiens, 0 ; 628. Troyes, 0 ; 629. Sedan, 0 ; 630. Châteauroux, 0 ; 631. Bourges, 0 ; 632. Evry, 0 ; 633. Amiens, 0 ; 634. Troyes, 0 ; 635. Sedan, 0 ; 636. Châteauroux, 0 ; 637. Bourges, 0 ; 638. Evry, 0 ; 639. Amiens, 0 ; 640. Troyes, 0 ; 641. Sedan, 0 ; 642. Châteauroux, 0 ; 643. Bourges, 0 ; 644. Evry, 0 ; 645. Amiens, 0 ; 646. Troyes, 0 ; 647. Sedan, 0 ; 648. Châteauroux, 0 ; 649. Bourges, 0 ; 650. Evry, 0 ; 651. Amiens, 0 ; 652. Troyes, 0 ; 653. Sedan, 0 ; 654. Châteauroux, 0 ; 655. Bourges, 0 ; 656. Evry, 0 ; 657. Amiens, 0 ; 658. Troyes, 0 ; 659. Sedan, 0 ; 660. Châteauroux, 0 ; 661. Bourges, 0 ; 662. Evry, 0 ; 663. Amiens, 0 ; 664. Troyes, 0 ; 665. Sedan, 0 ; 666. Châteauroux, 0 ; 667. Bourges, 0 ; 668. Evry, 0 ; 669. Amiens, 0 ; 670. Troyes, 0 ; 671. Sedan, 0 ; 672. Châteauroux, 0 ; 673. Bourges, 0 ; 674. Evry, 0 ; 675. Amiens, 0 ; 676. Troyes, 0 ; 677. Sedan, 0 ; 678. Châteauroux, 0 ; 679. Bourges, 0 ; 680. Evry, 0 ; 681. Amiens, 0 ; 682. Troyes, 0 ; 683. Sedan, 0 ; 684. Châteauroux, 0 ; 685. Bourges, 0 ; 686. Evry, 0 ; 687. Amiens, 0 ; 688. Troyes, 0 ; 689. Sedan, 0 ; 690. Châteauroux, 0 ; 691. Bourges, 0 ; 692. Evry, 0 ; 693. Amiens, 0 ; 694. Troyes, 0 ; 695. Sedan, 0 ; 696. Châteauroux, 0 ; 697. Bourges, 0 ; 698. Evry, 0 ; 699. Amiens, 0 ; 700. Troyes, 0 ; 701. Sedan, 0 ; 702. Châteauroux, 0 ; 703. Bourges, 0 ; 704. Evry, 0 ; 705. Amiens, 0 ; 706. Troyes, 0 ; 707. Sedan, 0 ; 708. Châteauroux, 0 ; 709. Bourges, 0 ; 710. Evry, 0 ; 711. Amiens, 0 ; 712. Troyes, 0 ; 713. Sedan, 0 ; 714. Châteauroux, 0 ; 715. Bourges, 0 ; 716. Evry, 0 ; 717. Amiens, 0 ; 718. Troyes, 0 ; 719. Sedan, 0 ; 720. Châteauroux, 0 ; 721. Bourges, 0 ; 722. Evry, 0 ; 723. Amiens, 0 ; 724. Troyes, 0 ; 725. Sedan, 0 ; 726. Châteauroux, 0 ; 727. Bourges, 0 ; 728. Evry, 0 ; 729. Amiens, 0 ; 730. Troyes, 0 ; 731. Sedan, 0 ; 732. Châteauroux, 0 ; 733. Bourges, 0 ; 734. Evry, 0 ; 735. Amiens, 0 ; 736. Troyes, 0 ; 737. Sedan, 0 ; 738. Châteauroux, 0 ; 739. Bourges, 0 ; 740. Evry, 0 ; 741. Amiens, 0 ; 742. Troyes, 0 ; 743. Sedan, 0 ; 744. Châteauroux, 0 ; 745. Bourges, 0 ; 746. Evry, 0 ; 747. Amiens, 0 ; 748. Troyes, 0 ; 749. Sedan, 0 ; 750. Châteauroux, 0 ; 751. Bourges, 0 ; 752. Evry, 0 ; 753. Amiens, 0 ; 754. Troyes, 0 ; 755. Sedan, 0 ; 756. Châteauroux, 0 ; 757. Bourges, 0 ; 758. Evry, 0 ; 759. Amiens, 0 ; 760. Troyes, 0 ; 761. Sedan, 0 ; 762. Châteauroux, 0 ; 763. Bourges, 0 ; 764. Evry, 0 ; 765. Amiens, 0 ; 766. Troyes, 0 ; 767. Sedan, 0 ; 768. Châteauroux, 0 ; 769. Bourges, 0 ; 770. Evry, 0 ; 771. Amiens, 0 ; 772. Troyes, 0 ; 773. Sedan, 0 ; 774. Châteauroux, 0 ; 775. Bourges, 0 ; 776. Evry, 0 ; 777. Amiens, 0 ; 778. Troyes, 0 ; 779. Sedan, 0 ; 780. Châteauroux, 0 ; 781. Bourges, 0 ; 782. Evry, 0 ; 783. Amiens, 0 ; 784. Troyes, 0 ; 785. Sedan, 0 ; 786. Châteauroux, 0 ; 787. Bourges, 0 ; 788. Evry, 0 ; 789. Amiens, 0 ; 790. Troyes, 0 ; 791. Sedan, 0 ; 792. Châteauroux, 0 ; 793. Bourges, 0 ; 794. Evry, 0 ; 795. Amiens, 0 ; 796. Troyes, 0 ; 797. Sedan, 0 ; 798. Châteauroux, 0 ; 799. Bourges, 0 ; 800. Evry, 0 ; 801. Amiens, 0 ; 802. Troyes, 0 ; 803. Sedan, 0 ; 804. Châteauroux, 0 ; 805. Bourges, 0 ; 806. Evry, 0 ; 807. Amiens, 0 ; 808. Troyes, 0 ; 809. Sedan, 0 ; 810. Châteauroux, 0 ; 811. Bourges, 0 ; 812. Evry, 0 ; 813. Amiens, 0 ; 814. Troyes, 0 ; 815. Sedan, 0 ; 816. Châteauroux, 0 ; 817. Bourges, 0 ; 818. Evry, 0 ; 819. Amiens, 0 ; 820. Troyes, 0 ; 821. Sedan, 0 ; 822. Châteauroux, 0 ; 823. Bourges, 0 ; 824. Evry, 0 ; 825. Amiens, 0 ; 826. Troyes, 0 ; 827. Sedan, 0 ; 828. Châteauroux, 0 ; 829. Bourges, 0 ; 830. Evry, 0 ; 831. Amiens, 0 ; 832. Troyes, 0 ; 833. Sedan, 0 ; 834. Châteauroux, 0 ; 835. Bourges, 0 ; 836. Evry, 0 ; 837. Amiens, 0 ; 838. Troyes, 0 ; 839. Sedan, 0 ; 840. Châteauroux, 0 ; 841. Bourges, 0 ; 842. Evry, 0 ; 843. Amiens, 0 ; 844. Troyes, 0 ; 845. Sedan, 0 ; 846. Châteauroux, 0 ; 847. Bourges, 0 ; 848. Evry, 0 ; 849. Amiens, 0 ; 850. Troyes, 0 ; 851. Sedan, 0 ; 852. Châteauroux, 0 ; 853. Bourges, 0 ; 854. Evry, 0 ; 855. Amiens, 0 ; 856. Troyes, 0 ; 857. Sedan, 0 ; 858. Châteauroux, 0 ; 859. Bourges, 0 ; 860. Evry, 0 ; 861. Amiens, 0 ; 862. Troyes, 0 ; 863. Sedan, 0 ; 864. Châteauroux, 0 ; 865. Bourges, 0 ; 866. Evry, 0 ; 867. Amiens, 0 ; 868. Troyes, 0 ; 869. Sedan, 0 ; 870. Châteauroux, 0 ; 871. Bourges, 0 ; 872. Evry, 0 ; 873. Amiens, 0 ; 874. Troyes, 0 ; 875. Sedan, 0 ; 876. Châteauroux, 0 ; 877. Bourges, 0 ; 878. Evry, 0 ; 879. Amiens, 0 ; 880. Troyes, 0 ; 881. Sedan, 0 ; 882. Châteauroux, 0 ; 883. Bourges, 0 ; 884. Evry, 0 ; 885. Amiens, 0 ; 886. Troyes, 0 ; 887. Sedan, 0 ; 888. Châteauroux, 0 ; 889. Bourges, 0 ; 890. Evry, 0 ; 891. Amiens, 0 ; 892. Troyes, 0 ; 893. Sedan, 0 ; 894. Châteauroux, 0 ; 895. Bourges, 0 ; 896. Evry, 0 ; 897. Amiens, 0 ; 898. Troyes, 0 ; 899. Sedan, 0 ; 900. Châteauroux, 0 ; 901. Bourges, 0 ; 902. Evry, 0 ; 903. Amiens, 0 ; 904. Troyes, 0 ; 905. Sedan, 0 ; 906. Châteauroux, 0 ; 907. Bourges, 0 ; 908. Evry, 0 ; 909. Amiens, 0 ; 910. Troyes, 0 ; 911. Sedan, 0 ; 912. Châteauroux, 0 ; 913. Bourges, 0 ; 914. Evry, 0 ; 915. Amiens, 0 ; 916. Troyes, 0 ; 917. Sedan, 0 ; 918. Châteauroux, 0 ; 919. Bourges, 0 ; 920. Evry, 0 ; 921. Amiens, 0 ; 922. Troyes, 0 ; 923. Sedan, 0 ; 924. Châteauroux, 0 ; 925. Bourges, 0 ; 926. Evry, 0 ; 927. Amiens, 0 ; 928. Troyes, 0 ; 929. Sedan, 0 ; 930. Châteauroux, 0 ; 931. Bourges, 0 ; 932. Evry, 0 ; 933. Amiens, 0 ; 934. Troyes, 0 ; 935. Sedan, 0 ; 936. Châteauroux, 0 ; 937. Bourges, 0 ; 938. Evry, 0 ; 939. Amiens, 0 ; 940. Troyes, 0 ; 941. Sedan, 0 ; 942. Châteauroux, 0 ; 943. Bourges, 0 ; 944. Evry, 0 ; 945. Amiens, 0 ; 946. Troyes, 0 ; 947. Sedan, 0 ; 948. Châteauroux, 0 ; 949. Bourges, 0 ; 950. Evry, 0 ; 951. Amiens, 0 ; 952. Troyes, 0 ; 953. Sedan, 0 ; 954. Châteauroux, 0 ; 955. Bourges, 0 ; 956. Evry, 0 ; 957. Amiens, 0 ; 958. Troyes, 0 ; 959. Sedan, 0 ; 960. Châteauroux, 0 ; 961. Bourges, 0 ; 962. Evry, 0 ; 963. Amiens, 0 ; 964. Troyes, 0 ; 965. Sedan, 0 ; 966. Châteauroux, 0 ; 967. Bourges, 0 ; 968. Evry, 0 ; 969. Amiens, 0 ; 970. Troyes, 0 ; 971. Sedan, 0 ; 972. Châteauroux, 0 ; 973. Bourges, 0 ; 974. Evry, 0 ; 975. Amiens, 0 ; 976. Troyes, 0 ; 977. Sedan, 0 ; 978. Châteauroux, 0 ; 979. Bourges, 0 ; 980. Evry, 0 ; 981. Amiens, 0 ; 982. Troyes, 0 ; 983. Sedan, 0 ; 984. Châteauroux, 0 ; 985. Bourges, 0 ; 986. Evry, 0 ; 987. Amiens, 0 ; 988. Troyes, 0 ; 989. Sedan, 0 ; 990. Châteauroux, 0 ; 991. Bourges, 0 ; 992. Evry, 0 ; 993. Amiens, 0 ; 994. Troyes, 0 ; 995. Sedan, 0 ; 996. Châteauroux, 0 ; 997. Bourges, 0 ; 998. Evry, 0 ; 999. Amiens, 0 ; 1000. Troyes, 0 ; 1001. Sedan, 0 ; 1002. Châteauroux, 0 ; 1003. Bourges, 0 ; 1004. Evry, 0 ; 1005. Amiens, 0 ; 1006. Troyes, 0 ; 1007. Sedan, 0 ; 1008. Châteauroux, 0 ; 1009. Bourges, 0 ; 1010. Evry, 0 ; 1011. Amiens, 0 ; 1012. Troyes, 0 ; 1013. Sedan, 0 ; 1014. Châteauroux, 0 ; 1015. Bourges, 0 ; 1016. Evry, 0 ; 1017. Amiens, 0 ; 1018. Troyes, 0 ; 1019. Sedan, 0 ; 1020. Châteauroux, 0 ; 1021. Bourges, 0 ; 1022. Evry, 0 ; 1023. Amiens, 0 ; 1024. Troyes, 0 ; 1025. Sedan, 0 ; 1026. Châteauroux, 0 ; 1027. Bourges, 0 ; 1028. Evry, 0 ; 1029. Amiens, 0 ; 1030. Troyes, 0 ; 1031. Sedan, 0 ; 1032. Châteauroux, 0 ; 1033. Bourges, 0 ; 1034. Evry, 0 ; 1035. Amiens, 0 ; 1036. Troyes, 0 ; 1037. Sedan, 0 ; 1038. Châteauroux, 0 ; 1039. Bourges, 0 ; 1040. Evry, 0 ; 1041. Amiens, 0 ; 1042. Troyes, 0 ; 1043. Sedan, 0 ; 1044. Châteauroux, 0 ; 1045. Bourges, 0 ; 1046. Evry, 0 ; 1047. Amiens, 0 ; 1048. Troyes, 0 ; 1049. Sedan, 0 ; 1050. Châteauroux, 0 ; 1051. Bourges, 0 ; 1052. Evry, 0 ; 1053. Amiens, 0 ; 1054. Troyes, 0 ; 1055. Sedan, 0 ; 1056. Châteauroux, 0 ; 1057. Bourges, 0 ; 1058. Evry, 0 ; 1059. Amiens, 0 ; 1060. Troyes, 0 ; 1061. Sedan, 0 ; 1062. Châteauroux, 0 ; 1063. Bourges, 0 ; 1064. Evry, 0 ; 1065. Amiens, 0 ; 1066. Troyes, 0 ; 1067. Sedan, 0 ; 1068. Châteauroux, 0 ; 1069. Bourges, 0 ; 1070. Evry, 0 ; 1071. Amiens, 0 ; 1072. Troyes, 0 ; 1073. Sedan, 0 ; 1074. Châteauroux, 0 ;	

CULTURE

MUSIQUES

A l'écoute du roi Berio

« Action musicale », dit Luciano Berio de son opéra « Un re in ascolto ». Une bien bonne action

Accrochez-vous à vos accordeurs. Pendant deux heures haletantes, vos oreilles seront vos seules alliées. Les cinéphilos qui se souviennent d'*Intervista* de Fellini seront moins déçus. Dans *Un re in ascolto*, c'est aussi de répétition qu'il s'agit, d'agitation apparemment désordonnée autour d'un projet en cours de réalisation : filmer l'Amérique de Kafka, chez Fellini ; monter la *Tempête* de Shakespeare, chez Berio. Vieux procédé du spectacle dans le spectacle, donc. Mais, dans *Un re in ascolto* (commande du Festival de Salzbourg en 1984) comme dans le plus tardif *Intervista* (1987), comme d'ailleurs chez Shakespeare et chez Kafka, l'insaisissable sujet, c'est le faux-vrai, la fiction. C'est l'illusion.

On est donc à l'Opéra. Et l'on assiste tout de go à des engueulades entre metteur en scène et artistes, à l'échauffement des trapezistes, à des esquisses de ballets, à des essais de machineries : des murs opaques deviennent transparents comme du papier, des pans de décor sont trimballés ; les choristes décollent comme des montgolfières. On se sent dans une bulle de savon, dans un rêve éveillé ; on voit ce qui, logiquement, ne devrait pas être montré ; on n'a le droit qu'aux apparences. Car tout est apparence, CQFD.

Écoutez, pourtant. La scène est une île, caressée par un orchestre liquide, houle puissante et régulière, toujours les mêmes matières sonores, toujours les mêmes accords-pivots, nappes apparemment étrangères à ce qui se passe « sur terre », sinon qu'elle le reflète à retardement, par des perturbations instrumentales extraordinaires, par



Graham Clark, metteur en scène et ténor

des ondes légères. Cliquez des yeux maintenant. L'activité désordonnée du plateau devient une symphonie de chants, de gestes et de bruits, une « action musicale », une action de sons. Et cette action, Berio l'a organisée comme Prospero dans la *Tempête* : en vrai magicien du théâtre musical. Avec tout ce qui lui tombait sous la main.

Le continuum des pas martelés est

ainsi ponctué par deux temps d'une sirène de pompier ; des claquements de mains, le froissement d'une feuille de papier composent un contrepoint de percussions ; le pas des danseurs, leurs corps en mouvement, c'est de la musique aussi ; et les coups de sifflet du montreur de cirque, et l'alphabet gestuel de l'enfant sourd-muet, petit Ariel dont le rôle – essentiel – est d'incarner la

paix et de répondre, par ses mélodies manuelles, au récitatif parlé d'un Caliban d'opéra bouffe, homme-animal véhément et dépassé par les événements : Papageno shakespearien, vraiment.

Il y a aussi de vrais solos (quatre castristes, conviés à des « auditions »), avec de vrais duos, un quintette féminin qui sonne comme un mobile électro-acoustique à la fin, et des interludes symphoniques, comme dans Debussy. Il y a surtout, double du roi Berio, un vrai roi Prospero qui trône de bout en bout sur le plateau, rêve douloureusement d'un au-delà des sons en six arias sublimes, meurt finalement au milieu de toute cette animation. Silence, on ne répète plus. Le silence est lyrique chez Berio.

Le public de la Bastille, pas forcément acquis à l'opéra contemporain, a applaudi celui-ci debout, jeudi 31 janvier. Il a fait une ovation au formidable Prospero brossé de Donald McIntyre, à Edda Moser dans le rôle impossible de la protagoniste idéale (un seul air, en fin de parcours, et inchantable : la soprano autrichienne a déclaré forfait au soir de cette première). Les trois dames (les sopranos Walmsley-Clark et Scappaticci, la mezzo Elizabeth Laurence) ont aussi eu leur part de bravos, comme le faux metteur en scène (Graham Clark, ténor anglais), et le vrai.

Avec Stephen Harrap, autre héros de la soirée à la tribune d'un orchestre parisien glorieux, Graham Vick, de l'Opéra itinérant de Birmingham, fut l'artisan principal de la production d'*Un re in ascolto* en 1989, à Covent Garden, production reprise ici en création française. On lui reprochera d'avoir prosaïquement illustré le livret à la lettre, d'avoir accumulé les jeux de scène anecdotiques.

Car *Un re in ascolto* est un opéra métaphysique. Le théâtre cul par-dessus tête. Une révolution culturelle. En bon intellectuel ultramontain, Luciano Berio (aidé pour le livret par Italo Calvino) y a d'ailleurs convoqué sa culture au grand complet. Il l'avait déjà fait dans la *Vera Storia*, double récit d'une même péripétie, son premier grand opéra, créé en 1982 à la Scala et repris sans beaucoup plus de succès au palais Garnier.

Le coup de génie d'*Un re in ascolto*, « tragédie de l'écoute » comme le *Prométhée* de Nono, est de s'être donné pour sujet le rapport d'un musicien avec son passé. De raconter une fantasmagorie musicale. D'y citer logiquement, en situation, Mahler, Villa-Lobos, Berg, Stravinsky, le Berio des années 60, tant d'autres, plus difficilement identifiables car Prospero est devenu compositeur. Son pouvoir d'illusion s'exerce sur le passé du son.

ANNE REY

Prochaines représentations : les 5, 8, 11 et 13 février, 19 h 30. Tél. : 40-01-17-89 (le rôle de la protagoniste est repris par Kathrin Harris, qui l'assurait à Covent Garden).

Niagara passe en force

A l'étape parisienne de sa tournée, le groupe propose un show qui n'admet pas la réplique

Le Religion Tour approche des portes de Paris. Un an, presque, après la sortie de *Religion*, l'album, Niagara a pris la route. Depuis trois ans, le groupe veut être reconnu dans le cercle des rockers. Après des débuts pop (*Tchiki Boun, l'amour à la plage*) plus malins qu'il n'y paraissait, *Quel enfer*, leur deuxième album au fort parfum de rhythm'n'blues, était un acte de candidature tout à fait recevable. Il faut croire que Daniel Chenevez et Muriel Moreno n'en étaient pas tout à fait contents : *Religion* relevait du coup de pied dans la porte, avec tous les risques d'incongruité qu'entraînait le geste.

Fin janvier 1991, dans un gymnase de Soissons, la police fouille les spectateurs consciencieusement. La grandiloquence, les bruits de bottes et les imprécations apocalyptiques de *Religion* se glissent sans peine dans la bande originale du moment, Niagara assure ce télescopage historique sans ostentation ni timidité. Se retrouvent sous les panneaux de basket, les familles et les rockers, les amateurs de Sabatier et de Meissonnier. Le succès populaire du groupe (2 000 entrées à Boulogne-sur-Mer, 1 300 à Soissons) est réel. Après des débuts hésitants, *Religion* a reçu un disque d'or et Cyril Prieur, leur manager, qui est aussi celui de Patricia Kaas, a appliqué à Niagara une variante de la tactique qui a si bien réussi à la chanteuse. La tournée passe par des endroits généralement ignorés par le show-business français, quitte à jouer dans des lieux faits pour la musique comme la gare du Nord pour les tête-à-tête. Ainsi du gymnase de Soissons.

Mais, avec ou sans acoustique, le public ne verra pas un show au rabais. Quel que soit le critère retenu (effectifs, tonnage, kilométrie) le Religion Tour ne fait pas dans le détail. Sur scène, un gros groupe pour construire l'édifice de décibels : deux guitares, cuivres, choristes (indispensables pour l'esthétique du groupe comme pour l'équilibre sonore), clavier, rythmique. Des éclairages violents, un son lourd et agile. Tout en haut, sur le troisième degré de la scène, derrière un orgue Hammond,

Daniel Chenevez, qui domine les opérations, caché derrière des lunettes opaques. En fait, le vieil ordre cache une machinerie digitale, synthétiseurs et système MIDI. Niagara, c'est une constante – la seule peut-être – n'est jamais tout à fait ce qu'il paraît. Tout en bas, en enfer, Muriel Moreno, qui a définitivement adopté le style Barbara, perruque blonde et lamé spatial. Puisque Chenevez est perdu dans sa transe, c'est elle qui fait le spectacle, qui travaille pour que sa voix un peu languide prenne des accents terribles, pour que son incarnation de la Walkyrie (*J'ai vu*) soit aussi convaincante que celle de la peste irrésistible (*Chemin de croix*) à la Bardot. Au fil du spectacle, l'idée périlleuse qui a présidé à la réalisation de *Religion* prend corps. Entre hard rock, rhythm'n'blues et pop, émerge un son, unique, celui de Niagara 1991.

THOMAS SOTINEL

Les 5 et 6 février, au Zénith, porte de Pantin, Paris 75019. Le 8, à Voiron. Le 12, à Abbeville. Le 13, à Annecy.

Palmarès des Victoires de la musique

Les Victoires de la musique ont été décernées le 2 février au Zénith.

Dans la catégorie « variétés », meilleure interprète féminine : Patricia Kaas ; meilleur interprète masculin : Michel Sardou ; chanson de l'année : *Fais moi une place*, de Julien Clerc et Françoise Hardy ; meilleur spectacle musical : Johnny Hallyday à Bercy ; meilleur groupe : Elmer Food Beat ; meilleur album : *Nickel*, d'Alain Souchon, chez Virgin ; meilleur album francophone : *Roch Voisine* (Québec), chez BMG ; révélation féminine : Liane Foly ; révélation masculine : Art Meno ; meilleur album pour enfants : *La Petite Sirène*, racontée par Nathalie Baye ; meilleure musique de film : Jean-Claude Petit, pour *Cyrano de Bergerac* ; meilleur clip : *Tandem*, réalisé par Jean-Baptiste Mondino pour Vanessa Paradis ; meilleurs humoristes : les Inconnus.

Ce palmarès a surpris ceux qui pronostiquaient la consécration de Patrick Bruel, qui n'a reçu aucune récompense.

Dans la catégorie « classique », meilleur soliste de musique instrumentale : le violoniste Régis Pasquier ; meilleur enregistrement de musique classique française : intégrale de l'œuvre pour orchestre de Ravel par les orchestres de Cleveland et de New-York sous la direction de Pierre Boulez, chez Sony ; meilleure création de musique contemporaine : Marius Constant (quatre concertos pour cor, saxophone, trombone et orgue de Barbara) ; découverte lyrique : la mezzo-soprano Martine Dupuy.

Des Victoires d'honneur (non-soumises à un vote) ont été attribuées à Johnny Hallyday (artiste français ayant attiré le plus grand nombre de spectateurs) et à Patricia Kaas (interprète du disque le plus exporté).

Ivan le pénible

En présentant une production poussiéreuse, le Bolchoï de Moscou commence mal sa saison parisienne

La mémoire joue parfois de drôles de tours. De cet *Ivan le Terrible*, créé à Moscou en 1975, et entré dès l'année suivante au répertoire de l'Opéra de Paris, on ne gardait certes pas le souvenir d'un sommet de l'art chorégraphique ; on connaît trop, en ce domaine, la médiocrité de Youri Grigorovitch, tout-puissant directeur du Ballet du Bolchoï depuis vingt-sept ans. Mais enfin, on gardait de vagues images de combats farouches, de scènes d'amour lyriques, et surtout, de formidables interprètes du rôle d'Ivan IV, Jean Guizerix et Cyril Atanassoff.

Bref, on n'imaginait pas l'accablant, l'abattant, la consternation, l'effondrement qui nous ont saisi devant cette « grande fresque épique » dansée par le Bolchoï au palais Garnier. Catastrophe totale. Lugubre décor de molles toiles noires et de cloches de carton-pâte, sinis-

tres éclairages, miornes costumes. Chorégraphie d'une pauvreté médusante, aussi bien dans les scènes intimes (pas de deux Ivan-Anastasia, variations solistes), que dans les scènes d'ensemble, cafoillés de sonneurs de cloche, de boyards et d'épouses de boyards, de « visions » de la mort brandissant des faux de carton, d'horribles opritchniks à fouet.

La musique de Prokofiev, menée hurlando molto par Algis Juraitis, n'arrange rien. Les interprètes non plus. Fils du grand Nicolaï Fadeïtchev, jadis partenaire d'Oulanova, Alexei Fadeïtchev n'a pas hérité l'imposante allure et le charme de son père ; son Ivan le Terrible n'impressionnerait pas un enfant de quatre ans. Natalia Besmertnova, une des plus ternes étoiles qu'ait jamais produites le Bolchoï, n'émeut pas

une seconde en Anastasia et paraît d'ailleurs peu s'en soucier. Étant à la ville M= Grigorovitch, elle jouit, entre autres privilèges, de celui d'être toujours distribuée les soirs de « première ». Tant pis pour nous. Pour comble de malheur, la divine Ludmila Semeniaka, annoncée en alternance dans le rôle d'Anastasia, n'est pas venue à Paris. On ne sait pas pourquoi.

Le deuxième programme du Bolchoï, « Hommage à Marius Petipa » – des actes extraits de la *Belle au bois dormant*, de la *Bayadère* et de *Raymonda* – saura-t-il effacer cette pitoyable soirée ?

SYLVIE DE NUSSAC

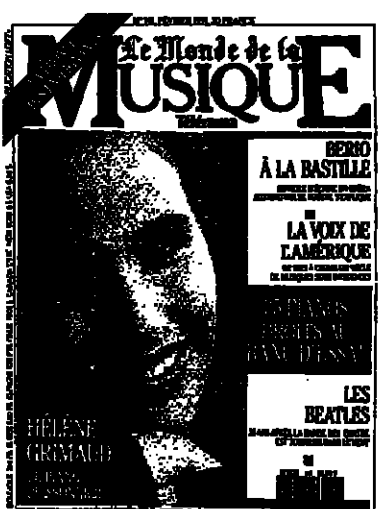
Palais Garnier, à 19 h 30 : les samedi à 14 h 30 et 20 heures ; le dimanche à 14 h 30. Jusqu'au 10 février. Deuxième programme du 13 au 17. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 320 F.

HÉLÈNE GRIMAUD : LE PIANO BUISSONNIER

REBELLE. Douée comme personne, Hélène Grimaud a refusé de brûler les étapes ; belle comme une star, elle a tourné le dos aux séductions faciles de la médiatisation. INDISPENSABLE. Trente-cinq appels... et quelques élus : soumis au plus intraitable des bancs d'essai, les pianos droits à moins de 30 000 francs nous ont avoué leurs faiblesses, révélé leurs qualités et réservé des surprises. MYTHOLOGIQUE. Ils sont séparés depuis vingt-deux ans, l'un d'eux nous a quittés, les autres se sont recyclés, et pourtant les Beatles continuent de peupler notre nostalgie et les bacs des disquaires.

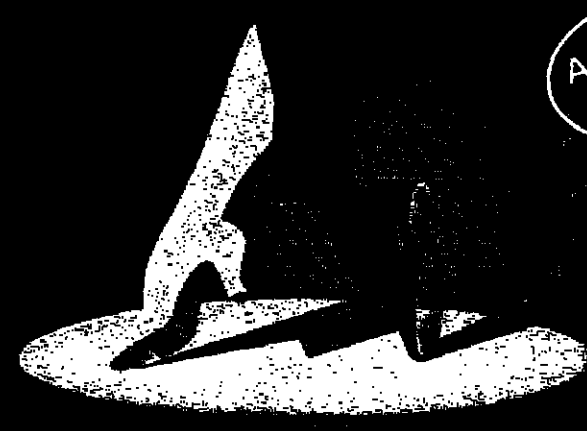
ÉPIQUE. Des harmonies des grands espaces à l'art élitiste des minimalistes, en passant par les séductions du jazz et de la folk music, la musique américaine a patiemment conquis son identité. Un siècle d'aventures.

Et aussi : Voix sans issue à l'opéra ; la création lyrique selon Luciano Berio ; la musique aux Antilles ; un musicien au pays des Soviets ; les livres, les disques, les petites annonces, etc.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

42ND STREET
A MOGADORA partir du
23 février

PRODUCTION SUPERVISÉE PAR MARK BRAMBLE
EN ASSOCIATION AVEC WOLFGANG BOCKSCH CONCERTS ET THE MUSICAL TOURING COMPANY
ORIGINELLEMENT PRODUIT A BROADWAY PAR DAVID MERRICK

Loc: 48 28 40 90

Location Théâtre Mogador, 25, rue Mogador, Paris 9^e
et Palais des Sports - (12h30 - 19h)
Agences, 3 FNAC, BILLET, VIRGIN MEGASTORE.

CULTURE

CINÉMA

Films aux enchères

La vente par adjudication d'une quinzaine de films français donne lieu à une étrange cérémonie

Dans les Trois Lumières de Fritz Lang, trois bougies symbolisaient la vie et la mort de trois personnages. Le 30 janvier, trois petites flammes décidaient du destin d'une quinzaine de films, dont quelques œuvres notables du cinéma français. Après la mise en règlement judiciaire de leurs sociétés de production, leurs droits d'exploitation étaient vendus aux enchères par adjudication.

Il y avait affluence dans les salles 32 et 33, réunies pour la circonstance, de la Bourse de commerce de Paris : des représentants de sociétés d'achat de droits ou de distributeurs, venus acquérir des films, espérant surtout en leur diffusion à la télévision ou en cassette vidéo, mais aussi des curieux et des nostalgiques. Ambiance feutrée, où tout le monde chuchote comme dans l'antichambre du notaire après le décès d'un proche.

D'anciennes passions

Et c'est la cérémonie séculaire de la « vente à la bougie », où le commissaire jongle avec ses grandes allumettes et ses petites matches, allumant et éteignant au gré des enchères : « Premier feu... dernier feu, qui adjuge ! » Le lot numéro 1, mis à prix à 50 000 francs et qui met dans le même sac La nuit tous les chats sont gris, premier film de Gérard Zingg avec Gérard Depardieu, et quatre films porno, fait l'objet d'un affrontement entre l'agence Artmedia (qui représente Depardieu) et la société investissement droits audiovisuels. C'est un troisième larron qui emportera le morceau in extremis, pour 880 000 francs.

Fidélité à d'anciennes passions et intérêt économique mêlés, le producteur-distributeur Leonardo de la Fuente rachète la Barricade du point du jour pour 185 000 francs, et commente : « Il y a si peu de films sur la Commune. Et bien peu de gens se souviennent que Noiret jouait dans ce film. » Vente vedette, le premier film de Claude Miller, la Meilleure

Façon de marcher, avec Dewaere et Bouchitey, atteint, seul, 720 000 francs. S'appuyant sur la loi Lang de 1985, son auteur exerce son droit de préemption, mais se fait doubler sur le fil par le distributeur vidéo Jean-François Davy, qui a racheté les droits du coproducteur et bénéficie d'une « super-préemption ».

L'adjudication suivante scelle le triste destin d'un premier film pourtant réussi, mais qui n'avait pas attiré le public en son temps : mis en vente à 10 000 francs, la Bête noire de Patrick Chaput (avec Bohringer) atteint péniblement 50 000 francs. De très lourdes dettes envers le laboratoire ont découragé les acheteurs. En revanche, le très oubliable Si elle dit oui le dit pas non (flanqué du carrément oublié Faut s'en faire ces légionnaires) atteindra une cote record à plus de 1 million de francs : apparemment, la présence à l'affiche de Mireille Darc promet quelques passages rémunérateurs sur le petit écran.

La séance s'achève sur un coup de théâtre, avec la vente du septième lot qui comprend cinq titres, dont le superbe Colline et Julie vont en bateau de Rivette et le très beau l'italien des roses de Charles Matton, récemment ressorti en salle avec quelque succès – ainsi que les Guichets du Louvre, de Michel Mitran, qui attire l'attention à sa sortie. Après une altercation entre l'expert et un créancier, concernant la répartition des droits de télévision entre les différents ayants droit, le lot, mis à prix à 50 000 francs, est vendu... 52 000. Une bouchée de pain. Sourire en coin, le commissaire-priseur félicite l'acheteuse, la productrice Carole Weisweiler, de sa bonne fortune.

Au total, dix-sept titres auront été adjugés pour près de 3,2 millions au cours de cette cérémonie aux apparences un peu fanfreluches, mais qui prouve – marchés secondaires de l'audiovisuel aidant – qu'il y a une vie après la faillite pour les films.

JEAN-MICHEL FRODON

Banalités accrocheuses

« La Contre-Allée », d'Isabel Sebastian

Rien n'interdit, pour écrire un scénario, de recourir à la méthode des petits papiers. On mélange les personnages les plus divers, et on laisse faire le hasard. De son chapeau, avec La Contre-Allée, Isabel Sebastian a tiré une petite fille et une prostituée, pourquoi pas ? En haut, sur le balcon de l'immeuble de l'avenue Foch, il y aura donc Marie, douze ans, seule dans le grand appartement. En bas, sur le trottoir ou dans la luxueuse voiture qui est son instrument de travail, la pulpeuse Lila. A la cinquième minute, le spectateur moyen a compris qu'une grande-amitié-va-naître-entre-ces-deux-solitaires-que-tout-sépare. A la

sixième, que les scènes avec gamine feront dans le mignon branché moderne et que celles chez les putes seront 100 % vulgaires (puisque les putes sont forcément vulgaires, n'est-ce pas ?) et qu'il y a de l'intention sociologique sous l'anecdote sentimentale. Caroline Cellier contraint son impeccable plastique dans des corsets trop étroits. Jacqueline Maillan en mère maquerelle en fait des tonnes sans se fatiguer, la petite fille croule sous les banalités accrocheuses d'un dialogue au bord de l'indécence, les lumières et la caméra se posent où elles peuvent... Mauvaise pioche.

J.-M. F.

Ecueils et clichés

« Génial, mes parents divorcent ! », de Patrick Braoudé

Patrick Braoudé – qui a participé au scénario de Black Mic-Mac – a écrit seul, semble-t-il, celui de Génial, mes parents divorcent ! Il s'est mis également à la réalisation et tient le seul rôle important d'adulte : celui de l'instituteur. L'histoire se passe dans une classe de CM2 où les gosses de parents mariés se battent avec ceux de divorcés – on dirait un thème de jeu payé censé faire affleurer les complexes des petits traumatisés. C'est-à-dire que les enfants de divorcés sont plutôt plus malins que les autres, en tout cas plus sympathiques. Et le garçon sensible – Adrien Dirant, très beau – en train de vivre la séparation de ses parents, et de se boucher les oreilles pour ne pas

entendre les sanglots de sa mère, finit par admettre qu'il ne s'agit pas d'une malédiction s'étendant à lui et à sa descendance...

Patrick Braoudé n'a pas évité la plupart des écueils du genre, et presque tous les clichés d'usage sont là – les sages sont les enfants, les adultes sont crétins. Grâce aux frimousses et aux bons mots, ce serait supportable, si seulement ce n'était pas si mal ficelé, si mal filmé. Peut-être le côté maladroit évoque-t-il le charme des vidéos familiales ? Une question se pose : peut-on au cinéma, avec des images réalistes, retrouver la vérité poétique d'un livre comme le Petit Nicolas, de Goscinny et Sempé ?

COLETTE GODARD

ARTS

Un sculpteur bien tranquille

Arturo Martini fit de la sculpture en Italie, durant l'entre-deux-guerres. Est-ce une raison suffisante pour lui rendre hommage ?

L'euphémisme est une figure de style d'une exquise délicatesse. Voyez l'auteur du communiqué de presse consacré à l'exposition de l'œuvre sculptée d'Arturo Martini à l'Hôtel de Ville de Paris. Il écrit que son héros « s'inscrit sur une ligne autre que celle de la modernité issue de Cézanne et du cubisme » et que « les expériences de Boccioni et du futurisme lui sont ainsi (pourquoi ce futur ?) à jamais étrangères ». Voilà qui est bien écrit, avec une charmante discrétion. Imaginez que ledit auteur ait cité un de ces gros catalogues italiens, un de ces vulgaires dictionnaires qui écrivent sans aucune délicatesse que « cet artiste eut jusqu'à la chute du régime fasciste une position de sculpteur officiel ». L'effet aurait été tout autre.

On se serait demandé peut-être s'il était absolument nécessaire que l'Hôtel de Ville de Paris célèbre l'un des sculpteurs fascistes officiels, autrement dit l'aller ego mussolinien d'Arno Breker. On aurait réclamé peut-être quelques photographies du Monument de la justice corporative qu'il exécuta à Milan en 1937, un chef-d'œuvre méconnu de notre siècle assommé. Alors que là, un homme qui a ignoré Cézanne et Boccioni, un esprit libre en somme, qui y trouverait à redire ? Qui ne s'attendrait à l'évocation de ce héros méconnu en lutte contre « le déferlement de l'art abstrait », cette marée du mauvais goût qui manqua « engloutir son œuvre » ?

Or qu'a fait Arturo Martini, qui naquit à Trévise en 1889 et mourut à Milan en 1947 ? Il a modelé et fait fondre avec une tranquille obstination des paysannes retour des

champs ou enceintes, des coureurs de cent mètres, des adolescents musculeux et des amazones – autant de sympathiques symboles de l'Italie sportive, guerrière et vertueuse telle que Mussolini l'aimait. Il a plagié avec un entêtement serein les Étrusques, la Rome antique, les primitifs toscans et Lucca della Robbia – et sans doute suggérer que le nationalisme guidait ses préférences serait manquer de tact. L'une des œuvres majeures de l'exposition a pour titre la Louve et figure une jeune femme frappée de lycanthropisme allégorique, la mâchoire agressive et les membres tétanisés.


Le style est naturellement en accord avec les sujets : lourd, pompeux, grandiloquent, dénué d'invention autant que d'intelligence. Il est tout aussi naturellement propre et appliqué. Arturo Martini a d'abord mis en relief les principes picturaux de Carlo Carrà, anatomies tubulaires, faces ovoïdes, arbres cylindriques, sans jamais soupçonner ce qu'il y avait d'ironie dans les tableaux de Chirico et de Savinio. Il fit ensuite quelque chose comme du Maillol maniériste, sans reculer jamais devant l'emphase. Ce sont ces œuvres qui font l'essentiel de la rétrospective de l'Hôtel de Ville, présentées dans un décor de panneaux ripolinés en vert bronze et un éclairage dramatique du plus bel effet. On aurait beaucoup perdu à ne pas les connaître.

PHILIPPE DAGEN

► Salle Saint-Jean, Hôtel de Ville de Paris, jusqu'au 7 avril.

TREET
DOR

A partir du
23 février

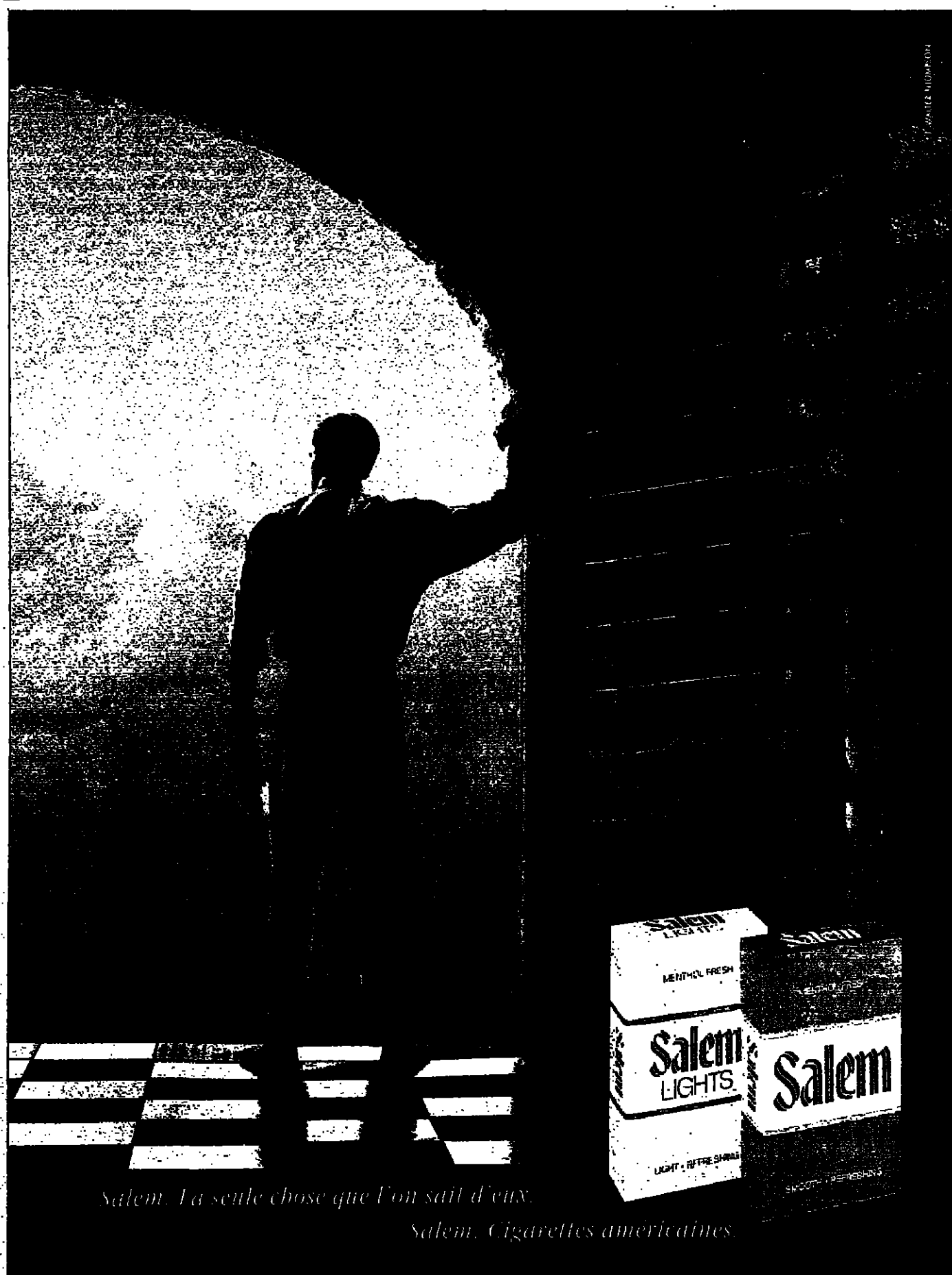


A L I C E
UN FILM DE WOODY ALLEN

ALICIA BOWEN, BRYTTE DANNER, JUDY DAVIS, MARY ELLEN
WILLIAMS, BERT KEVET, KYLE JOY MANTIGNA
BERNARD LEE, PETERS CYRIL, SHEPHERD OWEN, VERDON

30 IS CHRONOM
MONTÉ ET
CARRIAGE

SORTIE LE 6 FEVRIER



Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

Salem. Cigarettes américaines.

AGENDA

CARNET DU Monde

Naissances

Ghislaine et Thierry NICOLAÏDES et Marion, sont heureux d'annoncer la naissance de

André,
le vendredi 1^{er} février 1991.
7, rue Signac,
78360 Voisins-le-Bretonneux.

Hélène et Serge
HUYSMAN-CARPENTIER,
sont heureux d'annoncer la naissance, à Paris, de

Cécile,
le mercredi 30 janvier 1991.
Résidence Saint-Blaise,
145-149, boulevard Davout,
75020 Paris.

M. et M^{me} Jacques DESUCHÉ
ont la joie de faire part de la naissance
de leur petit-fils,
Félix,
au foyer de leurs enfants,
Martine et Philippe LE GOFFE,
le 27 janvier 1991.
98, rue des Pervenches,
85000 La Roche-sur-Yon.
7, rue Lavoisier,
35310 Liffé.

Décès

M. Joseph Antonini,
sa mère,
M^{me} Dominique André Antonini,
son épouse,
M. et M^{me} Guy Clary
et leurs enfants,
M. et M^{me} Bernard Florent
et leurs enfants,
M. et M^{me} Dominique Antonini,
M. et M^{me} André Antonini
et leurs enfants,
M^{me} Brigitte Antonini,
ses enfants et petits-enfants,
M. et M^{me} René Bronner
et leurs enfants,
M. et M^{me} Antoine Antonini,
leurs enfants et petits-enfants,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Dominique-André
ANTONINI,
le 30 décembre 1990, muni des sacre-
ments de l'Eglise.
6, rue Victor-Cousin,
06400 Cannes.

M. et M^{me} Hubert Lesire-Ogrel,
M. François Lesire-Ogrel,
M^{me} Anne-France Sion,
M. Marc Lesire-Ogrel,
M^{me} Hélène Lesire-Ogrel,
M. Abdellam Drif
et leur fils,
M. Bertrand Lesire-Ogrel,
ses enfants, petits-enfants
et arrière-petit-enfant,
Les familles Bansaye, Charlot,
Blouin, Vézard, Signaux et Cardot,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Raymond BLOUIN,
née Fernande SIGNEUX,
le 27 janvier 1991, dans sa quatre-
vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu à Courmayeur-Bray
(Seine-Maritime), dans l'intimité fami-
liale.

19 bis, rue de Paris,
95600 Montigny.

M^{me} Claire Bonenfant,
M. Stéphane Bonenfant,
M. Jean-Pierre Bonenfant,
Et toute leur famille,
font part du décès de

Philippe BONENFANT,
survécu le 24 janvier 1991.
Les obsèques ont été célébrées le
31 janvier.

M. et M^{me} Gaston Goldstein,
M. et M^{me} Jean-Claude Horalst,
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Louis Le Nechet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Marie Bouthelier
et leurs enfants,
M. Stanislas Horalst,
ses enfants, petits-enfants et arrière-pe-
tits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} veuve Marcel CAROLI,
née Mireille Mook,
survécue le 1^{er} février 1991, à l'âge de
quatre-vingt-douze ans.

Priez pour elle.
La cérémonie religieuse, célébrée le
mercredi 6 février, à 15 h 45, en l'église
Sainte-Clotilde de Chambourcy, sera
suivie de l'inhumation au cimetière de
Chambourcy.

On se réunira à l'église.
Chemin des Alluets,
78240 Chambourcy.

M. Jacques Chaumont,
son épouse,
M. et M^{me} Michel Chaumont
et leurs enfants,
M. et M^{me} Guy Garcia,
ont la douleur de faire part du décès,
survenu le 1^{er} février 1991, de leur
époux, père et grand-père,

Jean GARCIA.
M^{me} Marie-Cécile Gay,
née Denzel,
son épouse,
Christophe, Sabine, Véronique,
ses enfants,
Sa famille et les familles parentes,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès,
après deux ans de lutte contre la sclé-
rose latérale amyotrophique, de

M. Jean-Louis GAY,
ingénieur ENSPM,
survécue le 27 janvier 1991, à l'âge de
quarante-huit ans.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-
tion ont eu lieu le 29 janvier, à Corbe-
lin (Isère).

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le 7 février 1991, à 17 h 15,
en l'église Notre-Dame des Blancs-
Manteaux, 53, rue des Francs-Bour-
geois, Paris-3^e.

Les obsèques ont été célébrées le
31 janvier.

Une messe sera célébrée à son inten-
tion le 7 février 1991, à 17 h 15,
en l'église Notre-Dame des Blancs-
Manteaux, 53, rue des Francs-Bour-
geois, Paris-3^e.

Des dons peuvent être adressés à
l'ARS, 1, rue Montmartre, Paris-1^{er}.

26, rue d'Edimbourg,
75008 Paris.

Le 31 janvier 1991, à Paris,
Elisabeth JANVIER,
traductrice,
M^{me} Paul Savatier,
vaincue par la maladie, a eu la tristesse
de quitter les siens, le monde et les
amis qu'elle aimait.

28, rue Daubenton,
75005 Paris.

NOMINATIONS

EDUCATION

De nouveaux recteurs
à Strasbourg, Montpellier,
Nice et Toulouse

Le conseil des ministres du
1^{er} février a procédé à plusieurs
nominations de recteurs. M. René
Blanchet, actuellement recteur de
l'académie de Nice, est nommé à
Montpellier. M. Jean-Claude
Maestre, recteur de Toulouse, est
nommé à Nice, et M. Bernard Tou-
lemonde, recteur de Montpellier, est
nommé à Toulouse.

D'autre part, M. Jean-Paul de
Gaudemar, professeur d'université,
a été nommé recteur de l'académie
de Strasbourg.

[Né le 18 mars 1947 à Guilford
(Royaume-Uni), M. Jean-Paul de
Gaudemar est ancien élève de l'école
Polytechnique (1967-1970), docteur
en sciences économiques (1974) et
agréé de sciences économiques et de
gestion (1975). Assistant à l'université
Paris-1 (1971), il est nommé profes-
seur de sciences économiques à l'univer-
sité Aix-Marseille-II en 1976. Chargé
de mission, puis directeur à la
DATAR (Délegation à l'aménagement
du territoire et à l'action régionale)
entre 1982 et 1987, il en préside
depuis cette date, le conseil scientifi-
que. Depuis décembre 1989, M. de
Gaudemar était doyen de la faculté
des sciences économiques de l'univer-
sité Aix-Marseille-II. Il a d'autre part
été le rapporteur général des Assises
Universitaires 2000 en 1990.]

RELIGIONS

Mgr Gérard Daucourt
évêque coadjuteur
de Troyes

Le pape a nommé, vendredi
1^{er} février, Mgr Gérard Daucourt,
actuellement au Vatican membre
du Conseil pontifical de l'Unité
des chrétiens, comme évêque co-
adjuteur de Troyes, appelé à succéder
à Mgr André Fauchet, évêque de
Troyes depuis vingt-trois ans.
[Né le 29 avril 1941 à Delémont
(Suisse), Gérard Daucourt a la double
nationalité française et suisse. Il a
reçu sa formation théologique à
Besançon et à Paris, avant d'être
ordonné prêtre à Montbéliard en
1966. Prêtre du diocèse de Besançon,
il a été directeur du service des voca-
tions, délégué à l'œcuménisme, su-
périeur du séminaire interdiocésain.
C'est en janvier 1984 qu'il est appelé
au Vatican, au secrétariat de l'Unité
des chrétiens (devenu depuis Concile
pontifical), où il a suivi les relations
avec les Eglises orthodoxes du Moyen-
Orient, d'Arménie, d'Ethiopie et de
l'Inde, avec les communautés protes-
tantes francophones et un grand nom-
bre d'associations et de communautés
à vocation œcuménique.]

SEMAIN NOTRE SUPPLEMENT
Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

DÉFENSE

Nominations militaires au
conseil des ministres. - Sur la pro-
position du ministre de la défense,
M. Pierre Joxe, le conseil des
ministres du vendredi 1^{er} février a
approuvé les promotions et nomi-
nations suivantes :

• Marine. - Sont promus :
vice-amiral, le contre-amiral
Michel Mollat du Jourdin; contre-
amiral, les capitaines de vaisseau
Philippe Garibal, Armand André,
Jean Massin et Jean Dambier.

• Air. - Sont promus : général de
brigade aérienne, les colonels
Daniel Boucher et René Balac.

• Armement. - Sont promus :

ingénieur général de deuxième
classe, les ingénieurs en chef
Alexandre Laget et Bernard Wiede-
mann.
• Service de santé. - Sont pro-
mus : médecin général inspecteur,
les médecins généraux Gérard
Leguay, Maurice Bazot et Claude
Giudicelli; pharmacien chimiste
général inspecteur, le pharmacien
chimiste général Jean Meunier;
médecin général, les médecins chef
Jean Stipon, Louis Biard, Serge
Lechat, Henri Essioux, Jean-Jac-
ques Picq, Christian Jeannoton,
Armand Maillard, Maurice Tre-
baud et Joël Bernard; pharmacien
chimiste général, les pharmaciens
chimistes chefs Emile Urvoas, Jean
Jaq et François Boutier.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel
du vendredi 1^{er} février 1991 :

UN DECRET

N° 91-121 du 29 janvier 1991
portant création de l'établissement
public de reconstruction et d'amé-
nagement de Roubaix-Tourcoing.

UN ARRETÉ

Du 13 décembre 1990 pris en
application de l'article R.241-33
du code du travail fixant les
modèles de rapport annuel du
médecin du travail

LOTTO		SAMEDI 02 FEVRIER 1991	
19855	3 7 11 22 26 38	20	
6 numéros	1 498 745 F		
5 numéros	73 880 F		
4 numéros	2 640 F		
3 numéros	81 F		
2 numéros	10 F		
20835		4 11 23 26 38 48	
6 numéros	19 422 210 F		
5 numéros	82 235 F		
4 numéros	5 285 F		
3 numéros	131 F		
2 numéros	14 F		

M^{me} Madeleine Gérard,
sa mère,
M. et M^{me} Martin Gérard-Hendrick,
M. et M^{me} Bernard Grosse,
M. et M^{me} Patrick Gérard,
M^{me} Véronique Gérard,
ses enfants,
Yves, Valérie, Christophe, Lydie,
Pauline, Hélène,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Christian Gérard,
ses frères et sœurs,
Olivier, Laurent, Jean-François,
ses neveux,
Toute la famille,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Robert GÉRARD,
survécue le 30 janvier 1991, dans sa
soixante-dixième année.

L'inhumation aura lieu le mardi
5 février, à 14 heures, au crématorium
du Père-Lachaise, où l'on se réunira.

Les condoléances seront reçues sur
registres.

Fleurs rouges souhaitées.
M. et M^{me} Christian Gérard,
72, avenue des Sévignes,
93570 Montfermeil.

M^{me} Henry Lemarchand,
Sœur Térésa,
M. Jacques Lemarchand,
Le docteur et M^{me} Michel Lemar-
chand et leurs enfants,
M. et M^{me} François Lemarchand
et leurs enfants,
M. et M^{me} Guy Daney
et leur fille,
M. et M^{me} Robert Jamot,
Les familles Lemarchand,
Et Daney,
ont la tristesse de faire part de la dispa-
rition de

M. Henry LEMARCHAND,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Palmes académiques,
président d'honneur de la SACEM,
président d'honneur
du Comité du cœur de la SACEM,
survécue le 31 janvier 1991, à Paris.

La famille ne reçoit pas.
Ni fleurs ni couronnes.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le mercredi 6 février 1991, à 15 h 45,
en l'église Saint-Honoré-d'Eylau, ave-
nue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

L'inhumation aura lieu dans la plus
stricte intimité.

63, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris.

M. Roger PERRIER,
enseignant,
survécue le 28 janvier 1991, à l'âge de
soixante-huit ans.

Ses cendres reposeront à Saint-
Pierre-de-Chartreuse.

76230 Bois-Guillaume.

M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

M^{me} Claire Rigaud,
M^{me} et M. Jacques Huot-Rigaud,
ses enfants,
Carole, Nancy, Sébastien,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland Sylvestre RIGAUD,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,
médaille d'or de la Société
d'encouragement au bien,
survécue dans sa quatre-vingt-quatrième
année.

Les obsèques auront lieu dans la plus
stricte intimité, dans son village natal
de Bellocq-en-Béarn.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

Que ceux qui n'ont pas oublié

Georges CHARBONNIER

pensent à lui en ce premier anniver-
saire de sa disparition.

Pour le troisième anniversaire de
la mort de

Paul DUNAND,

survécue le 5 février 1988,

une pensée affectueuse est demandée à
tous ceux qui l'ont connu et aimé.

64, rue Saint-Antoine,
75004 Paris.

Le 4 février 1968 disparaissait, à
Porto-Novo (Dahomey),

Charles KOU KOUL

Sa famille le rappelle à votre souvenir.

Le 4 février 1990,

André ROGER,

décédé accidentellement en montagne,
dans sa trente-huitième année, était
célébré à l'affection des siens.

Toute sa famille le rappelle au sou-
venir de ceux qui l'ont estimé et aimé.

Depuis le 31 janvier 1969, nous
pensons toujours à

Marianne VILLOUTREIX,
née Anne Bureau.

Elle était bonne, elle était douce et elle
dessinait si bien.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

76230 Bois-Guillaume.

M. et M^{me} Nicolas Staropoli,
son épouse,
René et Françoise Staropoli,
André et Sabine Staropoli,
Alain et Danielle Staropoli,
ses enfants,
Pascal et Jean-Claude, Isabelle,
Carine, Vincent, Fabien, Romain,
Alexandre, Julien,
ses petits-enfants,
Chloé,
son arrière-petite-fille,
M. et M^{me} Marcel Staropoli,
son frère et sa belle-sœur,
Les familles Staropoli et Pasqualini,
leurs parents, alliés et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

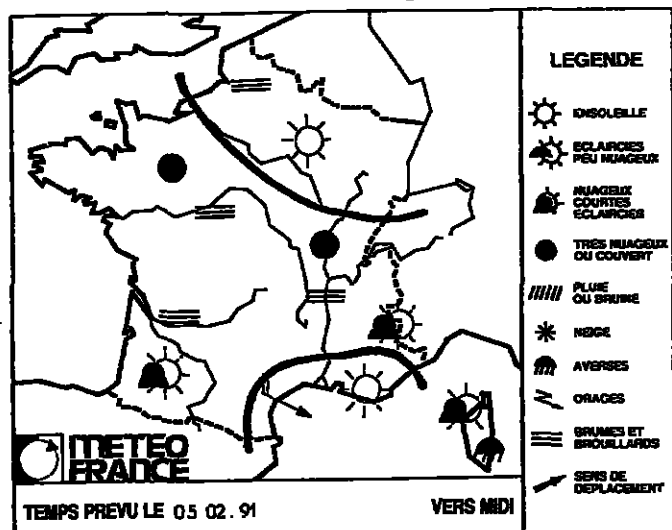
Nicolas STAROPOLI,
professeur honoraire,
survécue le 31 janvier 1991.

L'inhumation aura lieu, le mercredi
6 février, à 10 h 30, au cimetière de
Palaiseau (Essonne).

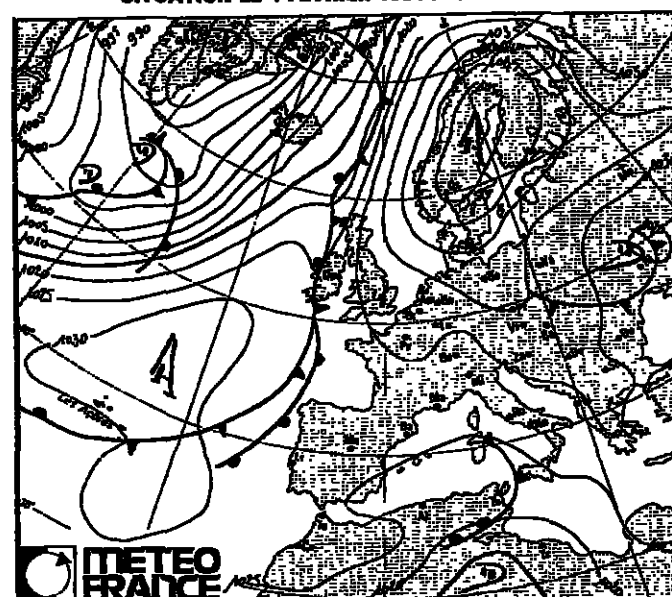
« Et alors nous tomberons tout à
coup, manque de soutien, à fragi-
lité de notre être. »
Bossuet 1662.

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le mardi 5 février
Généralement gris

SITUATION LE 4 FÉVRIER 1991 À 0 HEURE TU



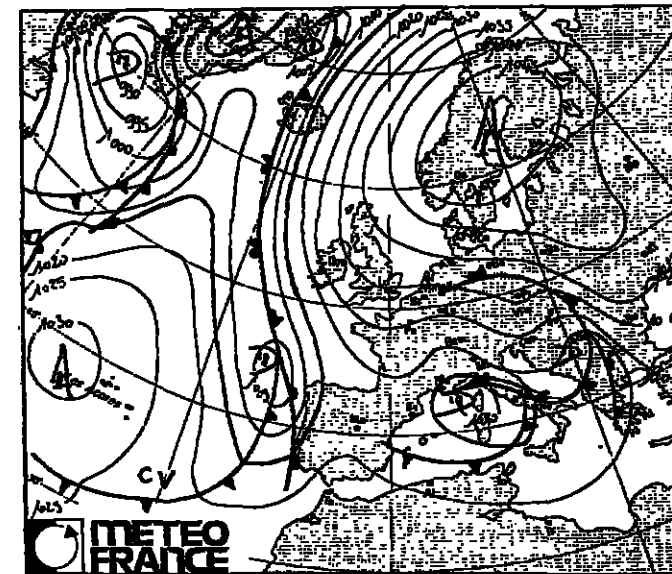
Sur la France, le temps sera très mitigé : localement il y aura des éclaircies, mais souvent le ciel sera très nuageux, voire même par endroits entièrement gris et brumeux. Des chutes de neige se produiront par-ci par-là.

Mercredi 6 : grisaille, quelques éclaircies. En France, le temps sera très variable d'un endroit à l'autre. Parfois des éclaircies. Mais ailleurs, brume et grisaille seront au programme. Des chutes de neige se produiront çà et là. Attention le matin aux éventuels brouillards givrants ou plaques verglées.

Près des Pyrénées, ainsi qu'en Corse, les nuages seront fréquents, apportant de faibles chutes de pluie et de neige. Les températures minimales seront comprises entre 4 et 7 degrés sur les côtes méditerranéennes, et entre -2 et 3 degrés au pied des Pyrénées. Ailleurs, elles seront très hétérogènes, variant entre -12 et -2 degrés.

Les températures maximales s'élèveront entre 6 et 9 degrés près des Pyrénées et en Corse. Ailleurs, elles varieront entre -4 et 6 degrés suivant la couverture nuageuse.

PRÉVISIONS POUR LE 6 FÉVRIER 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 04-02-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOURS	LOS ANGELES
13 3 N	-1 -5 B	18 8 N
11 4 D	9 -1 D	0 -5 C
11 4 D	29 31 A	10 1 N
11 4 D		18 2 D
11 4 D		24 8 B
11 4 D		4 -7 D
11 4 D		6 -2 N
11 4 D		7 -20 D
11 4 D		31 16 C
11 4 D		15 6 D
11 4 D		3 -13 D
11 4 D		14 2 C
11 4 D		4 -7 N
11 4 D		9 -1 D
11 4 D		29 28 D
11 4 D		9 -1 D
11 4 D		31 24 C
11 4 D		9 -1 D
11 4 D		30 23 D
11 4 D		10 3 N
11 4 D		12 8 P
11 4 D		4 -9 -
11 4 D		3 -6 D
11 4 D		1 -10 D

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 4 février

TF 1

20.45 Variétés : Stars 90.
Avec Serge Lama, Frédéric François, Lio, Jimmy Somerville, Benny B, Herbert Léonard, Les Vampes, Vicky et Fabrice.
Magazine : Santé à la Une.
Comment rester jeune après 40 ans ?
0.10 Magazine : Va y avoir du sport.
1.00 Au trot.
1.05 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Documentaire : Claude François, le film de ma vie. De Samy Pavel.
Magazine : Carnets de route.
Terre promise.
La question palestiniennne, sur le terrain.
23.10 Journal et Météo.
23.30 Série : Miss manager et ses footballeurs.

FR 3

20.40 Cinéma : Le guignolo. ■
Film français de Georges Lautner (1979).
22.25 Journal et Météo.
22.45 Magazine : Océaniques.
La Carresse, de Giorgio Di Nallo ; Paris pris (Pierre Chauvin) ; Opéra, de Claire Newman et Gérard Carré.
0.45 Météo : Carnet de notes.
CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Cordes et discordes. ■
Film américain de Jerry Belson (1987).
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Froid dans le dos. ■

TF 1

15.20 Tiercé à Vincennes.
15.30 Série : Tribunal.
16.00 Série : Paire d'as.
16.55 Club Douches.
17.35 Série : Starsky et Hutch.
18.25 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La route de la fortune.
19.55 Divertissement : Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.

Rouge ou noire ?
Ce soir,
c'est à vous de jouer.

20.45 Cinéma : Docteur Popaul. ■■
Film français de Claude Chabrol (1972).
Avec Jean-Paul Belmondo, Milla Farrow, Laura Antonelli.
22.30 Magazine : Ciel, mon mardi !
0.20 Au trot.
0.25 Journal, Météo et Bourse.

A 2

14.25 Série : Les cinq dernières minutes.
Les péchés, de Claude Loursau.
15.50 Le chef de famille (dernier épisode).
16.55 Eux raconte.
L'impératrice Tseu-Hi (2^e partie).
17.15 Série : Les craquantes.
17.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
18.00 Magazine : Giga.
19.00 Série : Mac Gyver.
20.00 Journal et Météo.

Y 10 de Lancia.
La petite voiture
des villes
qui sait aussi en sortir
sort sur vos écrans.

20.45 Les dossiers de l'écran :

La femme flic. ■
Film français d'Yves Boisset (1979). Avec Mimi-Mimi, Jean-Marc Thibault, Lany Escudero.

22.30 ► Débat : Une autre conquête des femmes, la police.
Animé par Gilbert Kahn, invités : François Roussely, directeur général de la police nationale, Mireille Lombard, inspecteur, Catherine Leclercq, officier, Bernadette François, Martine Le Cardinal, gardiens, Catherine Faure, commissaire, Nicole Rivet, inspecteur principal, Blanche-Eugénie Damal, commissaire principal, Elisabeth Rumi, commissaire.

23.30 Journal et Météo.

Film britannique de Charles

23.30 Cinéma : Baby blood. ■
Film français d'Alain Robak (1989). Avec Emmanuelle Béart, Jean-François Galotti, Alain Chabat.

0.55 Cinéma : Tom et Lola. □
Film français de Bertrand Arthurs (1989). Avec Neil Stubbs, Miroslav Collin, Cécile Magnat.

LA 5

20.45 Téléfilm : Un crime presque parfait.
De Jerrold Freedman.
Une jeune mariée est tuée par un chauffeur...
22.35 Série : Capitaine Furillo.

M 6

20.35 Cinéma : Mission. ■■
Film britannique de Roland Joffé (1986). Avec Robert De Niro, Jeremy Irons, Ray McAnally.
22.45 Série : Hongkong connection.
23.25 Série : Le prisonnier.
0.25 Six minutes d'informations.
0.30 Magazine : Dazibao.
0.35 Magazine : Jazz 6.
Présenté par Philippe Adler.
LA SEPT

21.00 Cinéma : Les vacances de monsieur Hulot. ■■■
Film français de Jacques Tati (1953).

Mardi 5 février

23.50 Musique : Jazz à Antibes.
Dizze Gillespie

FR 3

14.30 Magazine : Regards de femmes.
Laura Basso-Morand, journaliste de prisons.
15.05 Magazine : Thalassa (rediff.).
16.05 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
17.30 Amuse 3...
18.15 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 De 19.20 de l'information.
De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Jeux : La classe.
20.40 Téléfilm : La lady et les mafieux.
22.10 Journal.
22.30 Télévision régionale.
23.25 Variétés : Eurotop Metropolis.
0.15 Magazine : Espace francophone.
0.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

15.45 Jeu : V.O.
16.15 Cinéma : Tom et Lola. □
Film français de Bertrand Arthurs (1989). Avec Neil Stubbs, Miroslav Collin.
17.50 Die Jérôme « 7 ».
18.00 Canaille polucha.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Dessins animés : Ça cartoon.
18.50 Top 50.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Gorilles dans la brume. ■
Film américain de Michael Apted (1988).
22.35 Flash d'informations.
22.40 Cinéma : Mort à l'arrivée. ■■
Film américain de Rocky Morton et Annabel Jentel (1988) (v.o.).
0.15 Cinéma : Le Mahabharata. ■■
Film franco-britannique de Peter Brook (1988). Avec Robert Langdon Lloyd, Vito-riano Casagrande, Andrzej Seweryn (v.o.).

LA 5

19.30 Série : Tel père, tel fils.
20.00 Journal.
20.35 Drones d'histoires.
20.45 Cinéma : Adieu poulet. ■■
Film français de Pierre Granier-Deferre (1976). Avec Lino Ventura, Patrick Dewaere, Victor Lanoux.
22.20 Spécial Golfe.
22.50 Cinéma : Tendres cousines. □
Film français de David Hamilton (1980).

22.30 Documentaire : Sur les pas de monsieur Hulot (2).
23.20 Court métrage : Appelez le 17. D'Edouard Molinaro.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Heurs et malheurs d'un collectionneur breton. 1. Voyage en Bretagne.
20.30 L'histoire en direct.
Le gouvernement de Pierre Mendès France : juin 1954 - février 1955.
21.30 Dramatique.
Méduse, de Frédéric Tristan.
22.40 La radio dans les yeux.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la maison natale de Mozart à Salzbourg) : Divertissement pour cordes en fa majeur K 138 ; Trio pour violon, violoncelle et clavier n° 6 en mi majeur K 542 ; Sonate pour clavier n° 12 en fa mineur K 332, Quatuor à cordes n° 14 en sol majeur K 387, de Mozart, par le Quatuor Moscovite (Eric Hoberath, Andreas Biechof, violons, Anita Mitterer, alto, Christoph Colin, violoncelle, Patrick Cohen, piano).
23.07 Poussières d'étoiles. Renseignements sur Apollon. Symphonie n° 4 en la majeur op. 90, de Mendelssohn ; Symphonie n° 1 pour solistes, chœurs et orchestre en ré mineur, de Brian.

0.25 Journal de minuit.

M 6

15.40 Variétés : Bleu, blanc, clip.
16.40 Série : Vegas.
17.30 Hit hit hit hour !
17.35 Jeu : Zygomusic.
18.05 Série : Supercopier.
19.00 Série : La petite maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Téléfilm : A la recherche de l'oncle Jack.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.05 Magazine : Vénus.
23.35 Six minutes d'informations.
23.40 Magazine : Dazibao.
23.45 Musique : Boulevard rock and hard.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

15.15 Documentaire : Hôtel particulier.
16.20 Téléfilm : La chouette aveugle.
17.55 Magazine : Dynamo (Spécial sciences).
18.25 Documentaire : Jazz français à New-York (2). De Christian Pélissier.
19.30 Chronique : Le dessous des cartes.
19.35 Journal de FR3.
20.00 Documentaire : Priez, vous guérez. De Dirk Dumon.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Dynamo (Spécial sciences).
22.30 Téléfilm : Carl Lange.
23.45 Court métrage : La mort d'une vache.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel médecine. L'aspirine.
21.30 Grand angle. L'infirmerie psychiatrique de la préfecture de police (rediff.).
22.40 Les nuits magiques. Autour du ring.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Manfred Eicher.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct du Grand Auditorium) : Quatuor à cordes n° 4 en mi mineur op. 44 n° 2, de Mendelssohn ; Quatuor à cordes de Corelli ; Quatuor à cordes n° 6 en fa majeur op. 80, de Mendelssohn, par le Quatuor Cherubini.
23.07 Poussières d'étoiles. Plain ciel-studio 116 ; Tract 1974 USA, par Ihan Mimaroglu.

Audience TV du 3 février 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	55,2	22,6	11,6	8,0	3,1	5,2	4,4
19 h 45	64,3	28,6	16,5	6,4	2,8	7,0	2,6
20 h 16	72,3	27,7	19,9	10,1	8,0	4,9	4,0
20 h 55	73,9	32,7	13,1	13,8	2,8	5,8	6,1
22 h 8	61,3	27,3	14,1	2,1	3,0	9,8	5,8
22 h 44	39,0	14,3	2,4	5,0	2,1	6,7	7,5

هنا من الأصل

22 La concurrence dans le transport aérien
L'accident de Los Angeles

23 & 24 Champs économiques
34 Les marges des banques françaises

34 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

Incertitudes françaises

La crise du Golfe continue de perturber l'activité économique en France. Après cinq mois d'incertitude qui ont poussé les chefs d'entreprise à faire les gros dos, à différer des projets d'investissements, l'ouverture des hostilités avait permis d'y voir plus clair et provoqué un soulagement. Quinze jours après le début des bombardements, l'optimisme semble en train de retomber comme si la guerre était maintenant jugée exagérément longue.

Ces alternances de pessimisme et d'optimisme rendent extrêmement difficile une vision claire des choses. La dernière enquête de l'INSEE auprès des chefs d'entreprise décrivait un pessimisme rarement atteint. Et l'on commence à savoir que janvier a été mauvais – mais vraiment très mauvais – pour l'immobilier, le marché automobile, les grands magasins, les transports et bien sûr le tourisme hors frontières.

Tout cela n'est pas catastrophique malgré les apparences. Ou pas encore. Si le climat s'améliorait à nouveau du fait de bonnes nouvelles, beaucoup pourraient être rattrapés. Mais plus les semaines passent et plus les pertes qui ne pourront pas être récupérées seront importantes.

Dans ce climat incertain et changeant, le gouvernement tente vaillamment de maintenir le cap. Son problème essentiel est actuellement de tout mettre en œuvre pour ne pas gêner les entreprises, pour les aider à garder leur compétitivité et leur capacité d'investir.

La décision allemande de remonter à nouveau les taux d'intérêt est un mauvais coup porté à notre économie. Le crédit plus cher, c'est moins d'investissements en perspective alors que déjà les résultats financiers des sociétés en 1990 risquent de faire apparaître pas mal de déboires. Paris va donc essayer de ne pas suivre la Bundesbank préférant donner des pages de rigueur sur un autre plan : celui du budget.

Car les finances publiques souffrent elles aussi de la guerre. Les recettes fiscales rentrent moins (l'impôt sur les sociétés notamment pourrait avoir des défaillances graves), alors que les dépenses de l'Etat dérapent. Le coût global de la guerre (opérations, aide aux pays de la ligne de front, sinistres à l'exportation...) pourrait représenter une dizaine de milliards de francs supplémentaires. Il y a aussi le coût de l'Europe qui grandit, grandit. Celui du revenu minimal, du PEP (plan d'épargne populaire)... On en passe. C'est une vingtaine de milliards de francs qu'il va falloir économiser si l'on veut empêcher le déficit budgétaire de s'accroître. La santé du franc est à ce prix. La stabilité du coût du crédit aussi.

Al. V.

Alors que la ville demande des abandons de créances

La faillite d'Angoulême provoque un conflit entre les banques et l'Etat

En cessation de paiement depuis cinq mois, la ville d'Angoulême vient de présenter un plan de redressement qui prévoit notamment l'abandon pur et simple, par les organismes financiers qui ont prêté de l'argent à la ville, de leurs intérêts pendant cinq ans. Peu enclins à créer un précédent, les créanciers entendent se tourner vers l'Etat. Celui-ci, au nom de la décentralisation, dégage sa responsabilité dans cette faillite, la première qui frappe une collectivité locale française.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

« Angoulême est aujourd'hui une ville ruinée. » Sous la plume de M. Georges Chavanes (CDS), ancien ministre, élu en mars 1989 pour succéder à M. Jean-Michel Boucheron (PS) à la tête de cette commune de 50 000 habitants, ce n'est pas une simple figure de rhétorique. Avec un déficit annuel de 130 millions de francs pour un budget total d'environ 600 millions, la préfecture de la Charente est assaillie. « En état de faillite virtuelle », confirme-t-on au ministère de l'Intérieur.

Virtuelle? Depuis le mois de septembre dernier, Angoulême est en cessation de paiements. Pour assurer les salaires de son personnel, la commune n'honore plus sa dette, que les experts, après des mois d'un travail de bénédictin, ont estimé à 1,2 milliard de francs. Il a fallu éprouver toutes les délibérations du conseil municipal et les dossiers d'emprunt ouverts par la ville et ses structures satellites pour découvrir un gouffre colossal, dans lequel menace de s'effondrer, pour la première fois, une collectivité locale française, entraînant avec elle une certaine idée de la décentralisation.

Pour faire face à ses dettes, Angoulême n'a plus de marge de manœuvre : la pression fiscale a atteint son maximum, au point que 5 000 contribuables ont quitté la ville depuis dix ans. La quasi-totalité du patrimoine a déjà été vendue, et tous les artifices, légaux ou non – appel massif à l'emprunt long terme pour couvrir les frais de fonctionnement, transfert des charges vers des sociétés d'économie mixte, non-inscription de dépenses obligatoires au budget, etc. – ont été utilisés ces dernières années pour colmater les brèches d'une gestion apocalyptique.

S'il fustige « le laxisme de la précédente équipe municipale », M. Chavanes évoque aussi, dans le plan de redressement qu'il a soumis, mercredi 30 janvier, à ses créanciers, une « gestion incontrôlée (par l'Etat) et facilitée par l'inconscience des prêteurs ». A

ces derniers, il reproche leur « myopie », puisqu'ils ont prêté de l'argent jusqu'au dernier moment sans se soucier de la solvabilité réelle de la commune. « Dans le privé, ils seraient poursuivis pour soutien abusif », soupire le maire, ancien patron de Leroy-Somer. La responsabilité de l'Etat est aussi engagée car, dit-il, il « n'a pas fait jouer le contrôle prévu par la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes ».

Dans son plan pluriannuel, destiné à ramener le niveau d'endettement à 750 millions de francs en 1995, la ville souhaite montrer l'exemple par des mesures d'économie de 600 millions de francs. Un effort « à la limite du supportable », précise le maire. Mais ce document, qualifié de « sérieux » par la direction du Trésor, demande aussi une contribution à l'Etat (100 millions de francs sous forme d'aides), et surtout aux organismes prêteurs (400 millions de francs, dont la moitié au groupe Caisse des dépôts et Crédit local de France). Il leur est tout bonnement demandé de faire une croix sur leurs intérêts pendant cinq ans. « Pour vous, c'est un sésame financier », a reconnu M. Chavanes, le 30 janvier, devant les représentants des quelque 45 organismes qui ont une ardoise à Angoulême.

A ses yeux, ce plan est à prendre ou à laisser. Il ne souhaite pas se laisser sa dette sur 30 ans comme le lui suggère le Crédit local de France, leader des créanciers avec un encours de 355 millions de francs. « Ce serait condamner Angoulême à végéter pendant des dizaines d'années, estime-t-il. Au contraire, je demande un effort important à tout le monde, mais pendant un court laps de temps. C'est comme une bonne punition. » Il considère avoir déjà fait beaucoup pour mériter la considération de ses interlocuteurs : les effectifs municipaux, passés de 900 à 1 410 personnes en 10 ans, alors qu'ils ne dépassent pas 800 dans les villes de même taille, sont redescendus à 1 270 en 20 mois, les subventions sont réduites de 50 %, les frais généraux et les investissements au strict minimum. « On m'appelle Harpagon », déclare le maire, mais il n'en a rien. « On m'appelle Harpagon », déclare le maire, mais il n'en a rien. « On m'appelle Harpagon », déclare le maire, mais il n'en a rien.

Une « montagne de procès »

Le moratoire d'une partie de la dette, décidé sur les conseils de la cour régionale des comptes de Poitou-Charentes, fait grincer le petit monde de la finance, qui s'était précipité sur le marché des collectivités locales, présumé juteux et sans risque, puisque bénéficiant de la garantie de l'Etat. Or, en évoquant « l'esprit de la loi de décentralisation », le gouvernement se défaisse de sa responsabilité sur les élus locaux et les banquiers.

Avec un mois de retard

Le Parlement danois adopte un budget de compromis

COPENHAGUE

de notre correspondant

Le nouveau Parlement danois, élu le 12 décembre dernier, a adopté, par 62 voix contre 28 et 62 abstentions (il y a 179 députés) avec un mois de retard sur les délais imposés par la Constitution, le budget national pour 1991.

L'actuel premier ministre, M. Schlüter (conservateur), avait été contraint de dissoudre le Folketing et d'avoir recours, en novembre, à un scrutin législatif anticipé parce qu'il n'avait pu trouver dans l'hémicycle une majorité pour voter ce budget, lié à un plan ambitieux de redressement.

Cette opération politique n'aura servi à rien puisque le gouvernement s'est retrouvé affaibli et toujours minoritaire après cette consultation et qu'il n'a pu réussir à faire passer ce fameux projet de budget le 1^{er} février qu'après l'avoir amendé sensiblement. Cette

loi de finances, qui prévoit 235 milliards de couronnes de dépenses (environ 205 milliards de francs), comprend une impasse de 32 milliards de couronnes qu'il va falloir compenser par des économies supplémentaires et par des emprunts.

Ont voté pour : les deux partis représentés aujourd'hui au gouvernement (conservateurs et libéraux), les trois petits partis non socialistes sus-cités. Ont voté contre : l'extrême-gauche (socialistes populaires) et l'extrême-droite (Parti du progrès). Les sociaux-démocrates se sont abstenus parce qu'ils ne tenaient pas, en l'état actuel de la conjoncture, à provoquer de nouvelles élections anticipées.

Le gouvernement Schlüter a dû abandonner notamment son plan d'abaissement des impôts directs mais l'impôt sur les sociétés et les entreprises a été ramené à 38 %. Enfin, des privatisations, dont celle des chèques postaux, sont prévues.

CAMILLE OLSEN

Témoine le courrier adressé en novembre par M. Michel Rocard au maire d'Angoulême : « Les établissements prêteurs, lorsqu'ils se réalisent le risque de solvabilité d'un prêt, doivent assumer les responsabilités qu'ils ont prises ».

Une banque comme le Crédit local de France, qui détient 40 % du marché des collectivités locales, risque une partie de sa réputation dans cette affaire. Fortement « encouragé » par le ministère des finances à trouver une solution de compromis, le CLF entend proposer un contre-plan lors de la prochaine réunion, prévue le 13 février. Les autres prêteurs, notamment les compagnies d'assurance et les mutuelles, ne sont pas disposés à céder. « Ce plan, rédigé par les pouvoirs publics, ne tient pas la route », s'exclame l'un des créanciers. Il faudrait dépassionner le débat en confiant le dossier à des experts neutres. Une sorte de comité des sages.

La Caisse de retraite des vétérans (CAVR) a déjà saisi la cour régionale des comptes de Poitou-Charentes dans l'espoir de recouvrer une annuité de 1 million de francs. Dans son avis, cette dernière estime que la créance est certes obligatoire pour la ville, mais qu'« il n'y a pas lieu d'admettre une mise en demeure à la ville d'Angoulême ». En effet, les magistrats évoquent « le principe d'abandon de créances » jusqu'au « retour à une meilleure fortune ». La plupart des banquiers refusent d'entrer dans cette logique. « Cela créerait un précédent dans lequel ne manqueraient pas de s'engouffrer toutes les collectivités locales en difficulté », explique l'un d'eux, pour qui « l'affaire d'Angoulême est une partie de bras de fer colossale ».

Avant même la prochaine réunion avec la municipalité angoumoisine, certains envisagent une requête en responsabilité de l'Etat. Le Conseil d'Etat devrait se prononcer. De la « montagne de procès » que pronostique M. Chavanes pourrait sortir une jurisprudence nouvelle. « En matière de finances locales, il y aura un avant et un après-Angoulême ». En attendant, la ville serait condamnée à voter un nouveau budget en déséquilibre et à vivre en comptant sur les maigres subventions de l'Etat : 10 millions de francs en 1990 au titre des subventions exceptionnelles d'équilibre, 10 autres en avance de trésorerie, en plus des avances habituelles sur le produit des impôts directs et sur les dotations de l'Etat.

Ce serait pour la ville et sa région, outre le retour forcé à la tutelle de l'Etat, le début d'un inexorable déclin. Scénario que l'on rejette au cabinet de M. Philippe Marchand. Les conseillers du nouveau ministre de l'Intérieur et des collectivités locales parient encore sur un règlement à l'amiable : « Aucun créancier n'a intérêt à mettre son débiteur en faillite complète ».

JEAN-JACQUES BOZONNET

En association avec la Générale des eaux

Le groupe Sari achète un ensemble d'entrepôts en bordure du port de Marseille

Le groupe de promotion immobilière Sari, qui préside M. Christian Pellerin, va participer activement à l'aménagement de Marseille. Par l'intermédiaire d'une filiale commune à la Générale des eaux et Lucia, les grands docks de Marseille, il vient d'acquiescer un ensemble immobilier sur 4 hectares au quai de la Joliette, devant le port. Ces immeubles et entrepôts, qui s'alignent sur plus d'un kilomètre, seront transformés en bureaux.

Le groupe immobilier négocie aussi avec le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, d'autres projets d'aménagement, notamment la transformation du parc Chanot où a lieu la Foire de Marseille et l'aménagement d'une zone d'affaires entre Marignane et Marseille. Il participe aussi à la transformation du quartier de la Portefeuille, où est installé notamment l'immeuble du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Nouvelle tentative pour assainir les finances du pays

Le gouvernement argentin maintient sa politique de rigueur

Trois jours après sa prise de fonctions officielle, le nouveau ministre argentin de l'économie, M. Domingo Cavallo, a annoncé, dimanche 3 février dans la soirée, plusieurs mesures destinées à maintenir et renforcer la politique de rigueur décidée il y a vingt mois par le président Carlos Saul Menem. Il s'agit en fait de réajustements portant principalement sur la fiscalité et la parité entre l'austral et le dollar, ainsi qu'une nouvelle privatisation à venir : celle de la Caisse d'épargne.

BUENOS-AIRES

de notre envoyé spécial

« Le président Menem brûle sa dernière cartouche avec ce remaniement : ensuite cela passe, ou casse... » Ce commentaire d'un observateur, au lendemain du changement de cabinet ministériel du 31 janvier, résume le sentiment qui prévaut en cet été austral à Buenos-Aires. Engagé sur la voie d'une reconstruction de l'économie depuis sa prise de fonctions le 8 juillet 1989, le chef de l'Etat argentin a présidé à la mise en place de huit « plans » alors que quatre ministères de l'économie se sont succédés pendant la même période. « Il s'agit d'ailleurs jusqu'ici plus de mesures économiques que de réels plans », dit même, ironique, un banquier de la place, tout en reconnaissant que la direction prise « est la bonne ».

Cette politique à tout de même commencé à porter ses fruits. L'hyperinflation a été partiellement casée en avril dernier. La hausse des prix se situe depuis lors à un taux mensuel d'environ 10 %. Le gouvernement a aussi commencé à régulariser sa situation à l'égard des organismes internationaux. Fonds monétaire international et Club de Paris – en ce qui concerne la dette extérieure. A l'égard des banques commerciales, un effort minimum est fait par le paiement d'une somme de 60 millions de dollars mensuels (300 millions de francs), sur les 340 millions dus. La politique de privatisations engagée – l'entreprise de téléphone ENTSEL et la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas – a permis de dégager 8 milliards de dollars.

Dans une deuxième étape, le gouvernement argentin entend céder au secteur privé la distribution de l'électricité, du gaz et de l'eau. Ces ventes devraient permettre, selon les autorités, de parvenir à une réduction sensible du montant global de la dette externe de l'ordre de 12 milliards de dollars.

Les réserves de la Banque centrale ont, elles, augmenté de manière notable : elles se situeraient actuellement à plus de 3 milliards de dollars alors que l'agriculture, première source de devises du pays, a connu une année exceptionnelle en 1990, la balance commerciale dégageant un excédent

de près de 8 milliards de dollars. Dans un même temps, le déficit budgétaire a été comprimé. Le licenciement de fonctionnaires, la réduction drastique des budgets sociaux ont permis des économies sensibles. Mais ces « bons résultats » ont tout de même leur revers.

La politique du dollar sous-évalué a atteint ses limites avec l'explosion en janvier du cours de la devise américaine sur le marché des changes : 50 % de hausse en un peu plus d'un mois. C'est d'ailleurs en grande partie la grogne des propriétaires terriens et des industriels exportateurs – fortement pénalisés par cette politique – qui a précipité le départ du dernier cabinet économique.

Une baisse de 6 % du PIB par habitant

Le coût de la « rigueur » est aussi considérable. Les indicateurs sociaux se sont fortement dégradés et la baisse du produit intérieur brut par habitant a atteint 6 % en 1990. Près de la moitié de la population du grand Buenos-Aires vit dans une pauvreté extrême. Cela alors que des élections régionales (gouverneurs et parlementaires) doivent avoir lieu au mois de septembre prochain. Ce scrutin, dans ce contexte, se présente a priori évidemment très mal pour le Parti justicialiste (péoniste) au pouvoir.

La marge de manœuvre de la nouvelle équipe économique est donc faible. Le train de mesures annoncées dimanche soir par le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, porte essentiellement sur une redéfinition de la fiscalité et sur une ferme volonté de maintenir le dollar à un taux de parité flottant. Ce nouveau « plan » ne modifie pas fondamentalement la politique menée par les équipes précédentes.

« Tout cela ne pourra marcher qu'à la condition expresse que les rouages de l'Etat fonctionnent correctement », écrit M. Horacio Verbitsky, éditeur du quotidien de centre gauche Pagina 12. Les récentes révélations de corruption dans l'affaire des privatisations ont une fois encore souligné les faiblesses de la fonction publique argentine. Les histoires abondent à ce sujet. Dans une entreprise récemment privatisée, les nouveaux propriétaires se sont aperçus, en adressant nominativement les salaires aux 25 000 employés, que 4 000 d'entre eux... n'existaient pas.

« Privatiser le téléphone et une compagnie aérienne n'a pas posé de grands problèmes », dit un expert financier, mais dans le cas de la compagnie d'électricité, qui fait face à 20 % de branchements clandestins, cela sera un peu différent. Pour la distribution de l'eau, l'absence de compteurs et la perception actuelle d'une simple taxe sur la surface des façades – entraînant une considérable gabegie – ne simplifiera pas non plus la tâche de l'éventuel repreneur.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

Lire la suite page 22

PÉTROLE ↓

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

	10 jan.	Variation par rapport à la veille
WTI (West Texas Intermediate), à New York à 15 heures	21,34	- 0,20
Brent à Londres à 15 heures	20	+ 0,18

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Le calme le plus total régnait lundi à l'ouverture du marché londonien du pétrole brut. Seuls les cours du gaz subissaient quelque pression en raison de la vague de froid en Europe. Vendredi à New York les cours avaient légèrement fléchi en raison des nombreuses liquidations de positions intervenues à la veille du week-end.

CESMA
MBA
européen
en un an

■ Programme de 3e cycle de management bilingue (français et anglais) du Groupe ESC Lyon.
■ Pour diplômés de l'enseignement supérieur débutants ou avec expérience professionnelle.

Ce programme permet d'obtenir le MBA du CESMA et le MBA de la Cranfield School of Management, en un an.

Pour information et candidature :
CESMA MBA - Groupe ESC Lyon
BP 174 - 23 av. Guy de Collongue - 69132 Ecully Cedex
Tél. : 72 20 25 25

Cranfield School of Management
Cranfield - Bedford MK 43 OAL - England
Tél. : (44) 234 75 11 22

Cranfield
School of Management

Groupe ESC Lyon
Lyon

ÉCONOMIE

Neuf compagnies aériennes se proposent pour concurrencer le groupe Air France

C'est en définitive neuf compagnies aériennes françaises qui se sont portées candidates à l'exploitation de lignes aériennes aujourd'hui exclusivement assurées par Air France, UTA et Air Inter, sa filiale. On se souvient qu'aux termes de l'accord passé entre Air France, le gouvernement français et la Commission de Bruxelles, celle-ci a renoncé à s'opposer au rapprochement des trois grandes compagnies françaises et a obtenu, en contrepartie, que d'autres trans-

porteurs puissent exploiter des vols nationaux et internationaux.

La première étape de cette libéralisation prévoit que quatre lignes intérieures (Paris-Nice, Paris-Ajaccio, Paris-Bastia et Paris-Strasbourg) ainsi que quinze lignes internationales de plus de cent quarante mille passagers par an seront attribuées par le ministre en charge des transports avant le 1^{er} mars prochain.

La direction générale de l'aviation civile a reçu neuf dossiers en

provenance des compagnies Air Liberté, Air Littoral, Air Outre Mer, Corse Air, EAS, Euralair, Minerve, TAT et TEA-France. Le dossier le plus ambitieux a été soumis par TAT, qui demande Paris-Nice et dix-sept lignes européennes. Le plus modeste est celui d'EAS, qui se borne à réclamer Paris-Nice. Pour sa part, Minerve espère Paris-Nice, sept destinations européennes et trois vols long-courriers (Bangkok, Nagoya et Papouïe).

Le gouvernement argentin maintient sa politique de rigueur

Suite de la page 21

En acceptant de relever l'ensemble de ces défis, la nouvelle équipe économique dirigée par M. Domingo Cavallo entraîne le président dans un quatuor d'acier. Le nouveau ministre, diplômé de Harvard, rêvait depuis l'accession au pouvoir de M. Menem d'un tel poste. Au point que lors de son passage au ministère des affaires étrangères les autorités monétaires avaient été agacées par ses interventions répétées sur des dossiers dont il n'était pas officiellement en charge. Son passage de cinquante-deux jours à la tête de la Banque centrale en 1982, à la fin de la dictature militaire, a aussi laissé de mauvais souvenirs aux banquiers.

Aujourd'hui, épaulé par une petite équipe libérale, dont M. Roque Fer-

andez à la Banque centrale - à la suite du refus de M. Roberto Alemán - et à la tête d'un super-ministère (1), M. Cavallo doit réussir un tour de force : continuer la politique de rigueur, réduire le déficit budgétaire - 122 000 emplois doivent être supprimés en 1991 - et accroître les recettes fiscales. Tout cela en une année électorale et alors que le président Carlos Saul Menem, toujours imprévisible, annonce lui « une révolution de l'économie ». Reste à savoir si, dans cette Argentine écartelée, cela « passe ou casse ».

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

(1) La Constitution argentine limitant à huit le nombre maximum de ministères, le titulaire du portefeuille de l'économie hérite des finances, des travaux publics, de l'équipement et des privatisations.

Quatorze morts, dix-huit disparus

La catastrophe de Los Angeles serait due à une erreur du contrôle aérien

La catastrophe aérienne au cours de laquelle un Boeing-737 d'US Air a percuté, le 1^{er} février, à l'atterrissage, sur l'aéroport de Los Angeles, un avion-taxi de la compagnie Skywest, aurait fait quatorze morts, dix-huit disparus, vraisemblablement carbonisés dans l'incendie des deux appareils, et vingt-sept blessés (le Monde daté 3-4 février). L'audition de la bande d'enregistrement des conversations de la tour de contrôle de l'aéroport fait apparaître que le contrôleur en charge des deux avions a autorisé le Boeing à se poser sur la piste une minute et onze secondes après avoir permis à l'avion-taxi de décoller de cette même piste. Le premier appareil s'est littéralement posé sur le second. - (AFP, AP.)

L'économie en hibernation

Suite de la première page

Les compagnies aériennes, les hôteliers, les restaurateurs, les loueurs de voiture accusent le coup. Pour de simples raisons matérielles (embargo sur les déplacements), des négociations traînent ou sont retardées.

Selon des statistiques encore provisoires, les immatriculations d'automobiles auraient baissé d'environ 7 % en janvier.

De leur côté, les banquiers reçoivent des signes plus sérieux d'engourdissement. « La demande de crédit à court terme des entreprises clientes se situe depuis le début de l'année », relève Michel Delahaye, directeur du marketing entreprises au Crédit lyonnais. L'inflation est réelle : sur l'ensemble de l'année 1990, le volume des encours à court terme avait progressé de 10 %, note ce financier. Plongées dans l'incertitude, « les entreprises se mettent à tirer sur leurs liquidités », constate, quelques jours plus tard, le directeur général d'une autre grande banque nationale. Le président du groupe sidérurgique français Usinor-Sacilor, M. Francis Mer, note que chez ses principaux secteurs clients (automobile, mécanique, électroménager, bâtiment, entre autres), le niveau de stocks atteint est descendu, pour les produits acier, au-dessous de la normale.

Depuis le 2 août, les entreprises françaises se sont en fait mises prestement à la cape. Et pour cause : la guerre du Golfe a ajouté de l'incertitude dans un environnement économique passablement brouillé. Maintien de taux d'intérêt élevé, décrochage du dollar à 5 francs et

récession américaine avaient déjà alourdi le climat. En accentuant des retournements sectoriels dont la portée n'avait pas toujours été appréciée (la fin des cycles haussiers dans l'automobile, la sidérurgie ou le papier est antérieur à l'invasion du Koweït), en précipitant des corrections qui se seraient opérées de façon plus timide (sur les marchés boursiers ou immobilier notamment), en mettant des chefs d'entreprise en situation de prendre des mesures qu'ils hésitent à adopter (chasse aux frais généraux, entre autres), le conflit a provoqué un télescopage de réajustements et alimenté un indéfinissable sentiment de morosité.

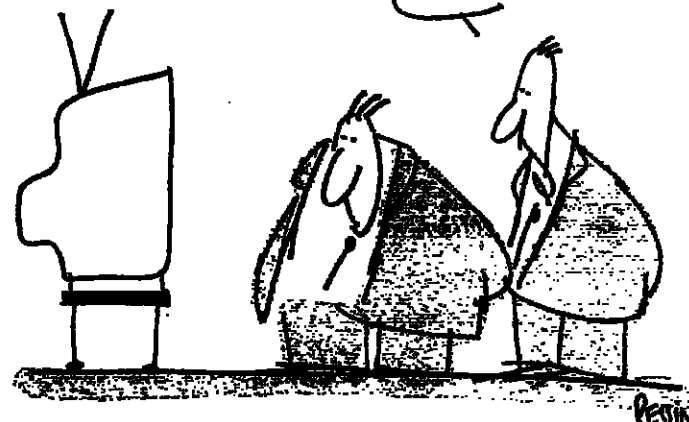
Reste que le désarroi de certains chefs d'entreprise dans l'incapacité de prendre le pouls de leur conjoncture est bien réel. M. Luc Doublet, patron d'une entreprise lilloise spécialisée dans la confection de draps, calicots publicitaires et bar-

Peut-on réellement mettre la guerre entre parenthèses ? Entre la crise passagère et la récession, ce sont les réactions psychologiques qui font la différence et alertent, dans un bel ensemble, les dirigeants d'organisations patronales et les hauts fonctionnaires des finances et de l'industrie. Le message semble être passé, partiellement. « Aucun de mes clients ne vous avouera aujourd'hui qu'il a des difficultés ou qu'il craint des problèmes à court terme », confie un conseiller en relations publiques, parmi les plus connues de la place parisienne. Volontarisme, méthode Coué, réflexe de survie pour ne pas nourrir le pessimisme ambiant ? Elles se refusent en tout cas à dramatiser la situation.

L'information verrouillée

Les secteurs les plus exposés commencent d'ailleurs à adopter la technique du verrouillage maximal. Depuis le 21 janvier, le Printemps se refuse à donner la moindre indication sur la fréquentation de son grand magasin parisien du boulevard Haussmann. Pas question d'alimenter la psychose de la bombe. Une grande chaîne de distribution avoue une baisse de 10 % de son

ALORS, TOUJOURS AVOIR CHIFFRE SUR LES PERTES RÉELLES ?



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Compagnie du Midi et AXA Midi Assurances fusionnent et deviennent AXA.

AXA
avec un X pour multiplier.
Pour X les synergies.
Pour X les résultats.

La fusion consacrée par ce changement de nom doit nous permettre de mieux préparer l'avenir. Celui de nos actionnaires. Celui de nos assurés. Et celui de tous les hommes et de toutes les femmes d'AXA.

Pour en savoir plus sur AXA, appelez le 40 75 48 05 ou composez sur Minitel le 3616 AXA.

AXA

CPM Consultant

rières de sécurité, avoue son impuissance. « Aucune prévision n'est possible dit-il aux Elus-Unis, notre unité de San-Francisco est en rupture de stocks. La demande de drapeaux américains est telle que l'on n'arrive plus à fournir. En France, au contraire, en raison d'annulations d'événements sportifs ou commerciaux, environ 20 à 30 % des commandes ont été différées. » Et il ajoute : « J'appartiens à une génération qui n'a pas appris à gérer au jour le jour. On n'est pas en économie de guerre, on n'est plus en économie de paix. Et je dois déjà préparer l'après-conflit. Il faut que je m'organise pour pouvoir assurer les commandes peées qui - si elles sont réalisées - le seront toutes au même moment. »

Convaincu désormais que la guerre du Golfe ne sera pas une guerre éclair, nombreux sont les chefs d'entreprise qui craignent davantage une attitude de repli trop prononcée des principaux acteurs économiques que les retombées directes du conflit. « Si on met le pied sur le frein, on risque d'accélérer des problèmes réels. Le plus grand risque pour nous est l'accumulation de comportements attentistes du côté des industriels et des consommateurs », confie le directeur de Scholtès, fabricant d'éléments de cuisines encastrables, qui précise : « Pas question de remettre en cause notre stratégie de développement. Depuis deux ans, nous sommes engagés dans une politique de conquête de parts de marché. Nous continuons sur notre lancée. » Chez Pont-à-Mousson, la filiale Canalisations du groupe Saint-Gobain, on refuse de « surajuster ». « Nous continuons simplement en système d'alerte. »

chiffre d'affaires, tout en sachant pertinemment que ses pertes sur janvier sont en réalité quatre fois plus importantes.

L'hôtellerie, prompt à se déclarer sinistrée, relativise aujourd'hui ses pertes de clientèle. « Notre taux d'occupation se situe dans la moyenne des hôtels d'affaires parisiens », déclare-t-on désormais laconiquement au Royal Monceau. « Notre clientèle a toujours été, pour l'essentiel, nationale. Nous ne souffrons pas », affirme-t-on du côté de l'Hôtel Lutetia. Le loueur de voitures Avis ne s'autorise plus aucun commentaire.

Dans l'industrie, les signes extérieurs de confiance s'affichent plus nettement. Le groupe textile français DMC a mis un point d'honneur la semaine dernière à faire savoir que tous ses cadres avaient parfaitement le droit de voyager. Les chefs d'entreprise de la mécanique, assez inquiets au mois de décembre, affirment désormais « pouvoir tenir temporairement une croissance nulle après avoir engrangé une hausse de 4 % de leur activité en volume l'an passé. » Ils n'en réclament pas moins des mesures de soutien à l'investissement qui constitue leur marché.

Dans leurs discours, les chefs d'entreprise ont donc bridé leurs inquiétudes. Beaucoup avouent préférer la guerre à l'avant-guerre. Mais ils attendent avec impatience l'après-guerre. Les cicatrices se feront sentir dans leurs comptes d'exploitation. Reste à savoir si le soulagement - tout récent - de certains d'entre eux sera perceptible dans les faits, c'est-à-dire les décisions de gestion.

CAROLINE MONNOT

A Marseille, la route de la datte est coupée

MARSEILLE

de notre correspondant

Les retombées de la guerre du Golfe sur le marché des fruits secs commencent à se faire sentir à Marseille. Le groupe Saman-Micasar, leader européen de la datte, avec un chiffre d'affaires annuel de 360 millions de francs, importait depuis l'Irak 1 000 tonnes par an de dattes de la variété « zahdi » - sur les 6 000 tonnes qu'il conditionne dans les usines de Marseille et Vitrolles. Ces dattes irakiennes avaient le meilleur rapport qualité-prix du marché. Elles étaient réexportées massivement vers l'Allemagne.

Cette source d'approvisionnement étant tarie, la société Saman-Micasar s'est tournée vers la Californie, productrice de dattes « deglet-nour », cultivées à partir de plants tunisiens et algériens acclimatés. 1 200 tonnes

de dattes « américaines » sont arrivées pour approvisionner les stocks du groupe Saman-Micasar. Les deglet-nour représentent le « haut de gamme », comparées aux dattes irakiennes, plus ordinaires.

M. Christian Saman, PDG du groupe, précise que l'approvisionnement en dattes n'est pas le seul problème que le conflit lui pose : « Nous devons supporter la multiplication par dix des primes d'assurances (de 0,2 % à 2 %) sur le transport de pistaches en coques qui viennent d'Iran en transitant par Dubaï et nous craignons une éventuelle extension du conflit qui nous priverait des 3 000 tonnes de figues sèches de Turquie, que nous importons chaque année, ainsi que desabricots et raisins secs d'Iran, ce qui aurait forcément des répercussions sur nos activités. » JEAN CONTRUCCI

La stratégie

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

La fausse querelle des retraites

Les retraités ne sont plus des exclus, mais l'avenir dépend d'une combinaison des deux systèmes de répartition et de capitalisation

RETRAITE par répartition contre retraite par capitalisation : voilà une confrontation idéologique comme on les aime en France, mais que l'on ignore dans les autres pays. La controverse, ces derniers temps, avait perdu de son acuité, mais l'armistice n'a pas résisté au retour sur le devant de la scène des discussions consacrées à l'avenir des retraites.

L'opposition entre répartition — les cotisations des actifs financent collectivement et simultanément les retraites — et capitalisation — le revenu différé dépend de l'épargne individuelle — est ancrée dans l'histoire sociale française. Depuis quarante-cinq ans, le choix opéré en faveur de la répartition s'est imposé avec d'autant plus de force que les régimes par répartition se sont édifiés sur les ruines des systèmes par capitalisation d'avant guerre, discrédités par l'inflation et des taux d'intérêt réels négatifs.

La répartition — qui comporte deux étapes : les régimes de base sous l'égide de la Sécurité sociale et les régimes complémentaires — est une réussite indiscutable. Elle a permis de faire en sorte que les retraités, catégorie autrefois défavorisée, ne soient plus des exclus. En 1962, le revenu disponible des ménages de plus de soixante ans était inférieur de moitié à celui des ménages d'actifs. Aujourd'hui, il lui est légèrement supérieur. De 1973 à 1986, la retraite moyenne a progressé de 36 % en francs constants, selon l'INSEE.

Certes, 37,4 % des « anciens » (en général des personnes de plus de soixante-cinq ans, essentiellement des femmes titulaires de pensions de réversion) percevaient fin 1988 une retraite inférieure au minimum vieillesse. Mais ces chiffres ne doivent pas faire oublier qu'à la même période les retraités ayant réalisé une carrière complète (trois quarts des hommes ; un tiers seulement des femmes) disposaient en moyenne d'une pension de 6 500 francs par mois.

Depuis dix ans, ces régimes de retraites sont déstabilisés. La montée du chômage les prive de rentrées de cotisations, l'allongement de la durée de carrière et le mode de calcul des droits pèsent de plus en plus lourd. Dans les années à venir, le vieillissement de la population, sous le double effet d'une natalité peu dynamique et de l'allongement de la durée de vie moyenne, vont encore creuser le déficit de la

branche vieillesse du régime général.

Pour leur part, les caisses complémentaires (ARRCO pour l'ensemble des salariés, AGIRC pour les cadres), gérées de façon autonome par les partenaires sociaux et selon un fonctionnement plus souple selon un système par points, ont pu prendre les devants en réduisant leur rendement, mais elles devront continuer à le faire pour éviter les difficultés.

Dans ces conditions, tout le problème est de savoir dans quelle mesure la croissance économique et la situation de l'emploi permettront d'absorber le choc des prochaines années. Jusqu'à présent, cette question de fond n'a que trop souvent reçu des réponses idéologiques et partielles. Laisser entendre que la répartition a fait son temps en agitant l'épouvantail publicitaire d'une « mini-retraite » ou insinuer le procès en sorcellerie de la capitalisation en accusant les sociétés d'assurances de « mercantilisme » ne sont guère de nature à faire avancer le débat.

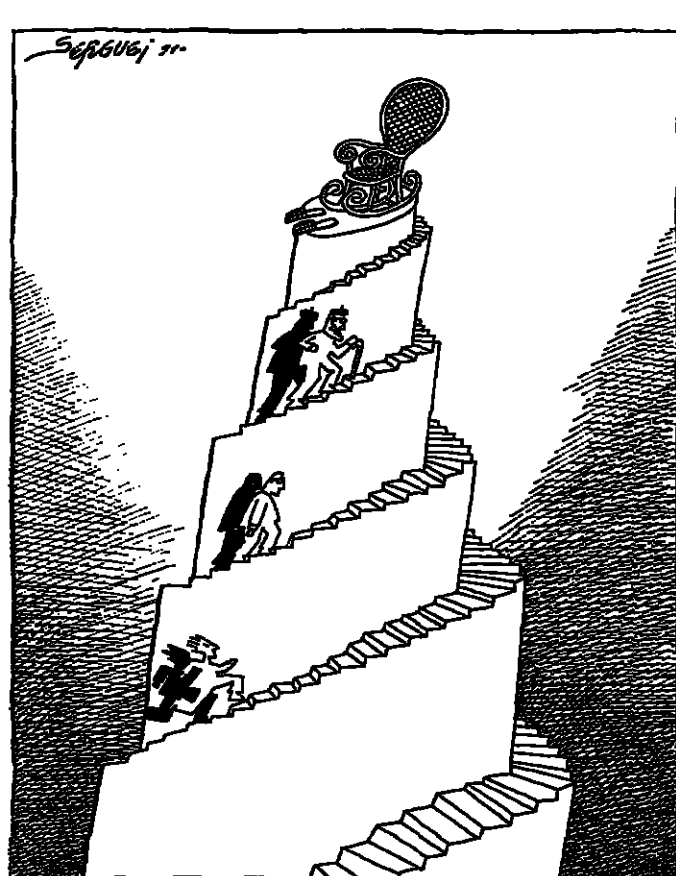
Considérer que les deux techniques sont complémentaires est une position de principe plus conforme aux faits qui devrait être relevée. Mais cette affirmation de bon aloi ne suffit pas. En réalité, les deux techniques, pour se combiner, doivent d'abord s'adapter.

La dérive spontanée

« Finalement, notre intérêt serait de ne pas intervenir dans le débat. Les régimes de retraites continueraient de dériver, les cotisations augmenteraient et, au bout d'un moment, il faudrait réduire les prestations. La répartition serait totalement discréditée », estime un représentant des assureurs. « Heureusement, ajoute-t-il aussitôt, nous ne sommes pas aussi cyniques. La seule voie possible, c'est celle de la complémentarité. »

Pour survivre, la répartition doit donc s'adapter. En vérité, ce point de vue est largement partagé. Par contre, les décisions pratiques qui découlent d'une telle analyse n'apparaissent en général que sous une forme très édulcorée dans les déclarations gouvernementales. Quant aux syndicats les plus ouverts, ils reconnaissent en privé qu'ils « marchent sur des œufs ».

La « vitesse acquise » des régimes de retraite impose en effet un changement des règles du



jeu. Celles-ci ont été élaborées alors que la croissance économique était forte, que la durée moyenne pendant laquelle étaient servies les retraites était plus faible et que le chômage ne représentait que quelques dizaines de milliers de personnes.

Annuellement, la dérive spontanée des comptes de la branche vieillesse du régime général de la Sécurité sociale atteint 10 milliards de francs. Depuis 1985, la reprise de la croissance a atténué le déficit sans que, pour autant, on puisse éviter un relèvement des cotisations. Un retournement de la conjoncture — dont on se demande s'il n'est pas amorcé — rendrait la gestion des comptes sociaux encore plus problématique.

Les projections de l'INSEE évoquant un relèvement de la cotisation d'assurance-vieillesse de 2,3 % à 40 % du salaire en 2040 ne sont pas tout à fait infondées :

dans quinze ans, les nombreux « baby-boomers » commenceront à parvenir à l'âge de la retraite. Néanmoins, ces prévisions ne prennent que très imparfaitement en compte l'impact de la croissance économique : une progression annuelle de 3,5 % du PIB permettrait de doubler la richesse nationale en vingt ans.

En fonction de la vigueur de la croissance — variable impossible à mesurer à l'horizon 2005-2010 — il sera donc plus ou moins aisé d'absorber le coût des retraites. Pour autant, on ne peut raisonnablement s'affranchir d'une réforme des retraites de base. Les évaluations du Plan fixent à 17 % la croissance en francs constants du montant de la pension moyenne d'ici à 2005, et la situation de l'emploi ne permet pas vraiment d'envisager une embellie.

Cependant, Force ouvrière et la CGT considèrent qu'il n'est pas nécessaire de modifier quoi que

ce soit, ce qui leur permet d'exiger le maintien des avantages acquis. En revanche, la CFDT, la FEN, la CFE-CGC et la CFTC admettent la nécessité d'une réforme progressive ; mais elles se heurtent à la pression des « conservateurs » et redoutent les répercussions de nombre d'assurés à l'égard d'une éventuelle modification des règles du jeu. Il n'est effectivement pas aisé d'expliquer à un salarié ayant cotisé plusieurs dizaines d'années qu'il ne s'agit pas, au sens économique du terme, d'une épargne et que le financement de sa future pension dépendra des prélèvements opérés sur ceux qui travailleront encore lorsqu'il sera retraité.

Une adaptation de la répartition pourrait prendre plusieurs formes. On pourrait allonger la durée de cotisation pour l'ouverture des droits à taux plein (passer de trente-sept années et demie à quarante), rapprocher la pension du salaire moyen (se référer non plus aux dix meilleures années mais aux vingt meilleures), repousser l'âge de la retraite ou encore constituer des réserves. Des dispositions difficiles à faire accepter et qui ne produiraient pas d'effets immédiats sur les comptes de la Sécurité sociale.

Au préalable, il est indispensable que les pouvoirs publics consentent enfin à lever le voile sur les régimes spéciaux (EDF-GDF, SNCF...) et le régime des fonctionnaires. Le Livre blanc sur les retraites, que préparent les experts du gouvernement, perdrait toute sa crédibilité s'il faisait l'impasse sur ce chapitre.

Des avantages fiscaux

Artisans de la capitalisation, les banques — et surtout les assurances — se retrouvent en position offensive. Leur objectif numéro un est d'obtenir du gouvernement des avantages fiscaux pour les ménages qui souscriraient à des produits d'assurance-vie. « Dans tous les autres pays européens, l'épargne-retraite bénéficie d'allègements fiscaux. Si l'on veut développer la capitalisation, il est nécessaire de lever cette hypothèque », souligne Pierre Laversanne, directeur général-Vie de l'UAP. Selon lui, « on ne peut inciter un individu de quarante-cinq ans à épargner pour sa retraite sans lui garantir des déductions fiscales immédiates ».

L'actuel PEP (105 milliards de francs collectés en 1990) n'est pas à proprement parler un produit-

retraite, car il n'accorde aucun avantage fiscal immédiat pour les sommes qui y sont consacrées. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, paraît disposé à examiner la création d'un produit « grand public » qui permettrait à certaines couches moyennes de bénéficier de rémunérations plus attractives que celle proposée par les caisses d'épargne.

Un développement de l'épargne aurait d'autres avantages en accroissant les capacités de financement de l'économie et, surtout, en évitant de renvoyer sur les générations les plus jeunes le poids du financement des retraites futures. Mais des risques existent. La capitalisation, si elle n'est pas affectée par le rapport actifs-inactifs, repose en revanche sur l'existence de taux d'intérêt réels positifs. De plus, elle exclut *a priori* ceux qui ne disposent pas de capacités d'épargne. Des incitations fiscales permettraient certes d'élargir sa « clientèle », mais, si la capitalisation reste limitée au plan individuel, elle ne séduira pas les bas et moyens revenus.

Aussi les assurances pourraient-elles également s'adapter en développant des produits collectifs, sur le modèle des fonds de pension suédois, allemands, anglais ou américains, et mettre les taux du marché à la portée d'un plus grand nombre. Ces fonds de pension seraient proposés au niveau de l'entreprise mais gérés sur un échelon plus large (branche professionnelle, par exemple). Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), propose même que les organismes de retraite se dotent de réserves gérées selon le principe de la capitalisation.

Corriger les dérives de la répartition et, par conséquent, la consolider, mais aussi développer l'épargne et « démocratiser » la capitalisation ? Une telle démarche n'implique pas que l'on cherche à substituer l'une à l'autre. D'ailleurs, à y regarder de près, les frontières ne sont pas aussi tranchées qu'il y paraît. Les syndicats gèrent depuis de longues années la Préfon, un système collectif de retraite par capitalisation réservé aux fonctionnaires, alors que les sociétés d'assurances cotisent à l'AGIRC au taux maximum autorisé...

JEAN-MICHEL NORMAND

Une stratégie de capitalisation

Les fonds de retraite pourraient investir dans des entreprises qui, à leur tour, cofinanceraient des universités scientifiques

par Christian Saint-Etienne

UN colosse économique et bientôt politique est en train de naître au-delà du Rhin. Les Etats-Unis de George Bush s'affirment comme la seule superpuissance mondiale même si cette prééminence ne doit durer qu'un temps, compte tenu des problèmes économiques américains. Le Japon, en dépit de difficultés financières à court terme, est plus que jamais une puissance industrielle et financière dominante en voie de renforcement continu.

Dans ce paysage, il est difficile d'échapper à l'impression que la France, elle, n'est que la spectatrice de son avenir. Sur le dossier de la réunification allemande, elle a hésité avant de consentir parce qu'il n'y avait pas d'autre issue. Dans la construction européenne, Paris n'avance qu'aussi longtemps que Bonn ne met pas son

► Chargé de cours à l'université de Paris-IX Dauphine.

veto. Face au Japon, notre pays est alternativement timoré ou agressif.

Pour jouer un rôle à la mesure de ses ambitions, la France qui semble marginalisée, doit préciser ses objectifs, analyser les contraintes et se donner les moyens d'agir. En un mot, il lui faut une stratégie d'action. Les objectifs sont explicitement ou implicitement, triples :

● Affirmer une identité nationale française, politique, scientifique et culturelle, au sein d'une Europe unie ;

● Promouvoir la croissance économique maximale compatible avec l'équilibre extérieur pour assurer sa puissance et diminuer le chômage ;

● Jouer un rôle de premier plan dans le renforcement et le respect de la règle de droit et de la démocratie par et pour tous les pays.

Pour atteindre ses objectifs la France fait face à des contraintes dans trois domaines : les entreprises productives, le secteur

public et l'éducation nationale. Ainsi la faiblesse financière et industrielle des entreprises françaises demeure en dépit des progrès accomplis au cours des dernières années.

Les signes d'une meilleure santé de l'industrie française sont clairement apparus en 1988-1989 : le redressement des marges a même pu paraître spectaculaire à ceux qui ignorent que la profitabilité — en pourcentage du chiffre d'affaires — des entreprises françaises reste inférieure à celle de leurs concurrentes européennes.

Le principal handicap

Toutefois, la chute de l'investissement des entreprises françaises, dans la première moitié des années 80, a conduit à un retardissement de l'appareil productif national qui ne parvient pas, compte tenu d'autres faiblesses structurelles, à répondre durablement à la demande, tant interne qu'externe. Il en résulte

une fragilité permanente du commerce extérieur français. L'appareil productif reste sous-dimensionné par rapport aux besoins. Les rachats spectaculaires d'entreprises étrangères par les entreprises françaises dans les années 1988-1989 visaient à combler partiellement ce retard. Opérés au sommet d'un cycle économique, ces rachats, bien que souhaitables, pourraient coûter cher aux entreprises françaises acheteuses qui sont sous-capitalisées.

Cette sous-capitalisation générale du secteur productif français est son principal handicap dans un contexte de taux d'intérêt réels élevés. La faiblesse française en fonds propres se traduit par un coût d'endettement d'autant plus lourd que les taux sont plus élevés. En 1987-1989, la charge nette nominale d'intérêt des entreprises françaises, en pourcentage de l'investissement, était, en France, supérieure au double de la charge équivalente en Allemagne. Cet écart a peu varié en 1990.

Lire la suite page 24

orientations SERVICE

Filières, débouchés, métiers : des écoles vous informent.

M. Mme Mlle
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Niveau d'études 90-91 : _____ Age : _____
désire recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants (cochez les filières qui vous intéressent) :

<input type="checkbox"/> Classes Préparatoires	<input type="checkbox"/> Design, Design Industriel
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques	<input type="checkbox"/> Electronique
<input type="checkbox"/> Grandes Ecoles de Commerce, Gestion	<input type="checkbox"/> Expertise Comptable
<input type="checkbox"/> Préparer un MBA	<input type="checkbox"/> Formation en Alternance
<input type="checkbox"/> 3 ^e Cycles de Gestion	<input type="checkbox"/> Formation Continue
<input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale	<input type="checkbox"/> Gestion Financière
<input type="checkbox"/> Vente, Commerce, Distribution, Gestion	<input type="checkbox"/> Gestion du Personnel
<input type="checkbox"/> Architecture	<input type="checkbox"/> Hôtellerie, Restauration
<input type="checkbox"/> Architecture d'Intérieur	<input type="checkbox"/> Informatique
<input type="checkbox"/> Arts Graphiques	<input type="checkbox"/> Ingénieur Aéronautique/Automobile
<input type="checkbox"/> Arts et Techniques du Spectacle	<input type="checkbox"/> Ingénieur Chimiste
<input type="checkbox"/> Assistante de Direction/Bureautique	<input type="checkbox"/> Journalisme
<input type="checkbox"/> Assurance	<input type="checkbox"/> Logistique Production
<input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise	<input type="checkbox"/> Paramédical
<input type="checkbox"/> Communication, Publicité	<input type="checkbox"/> Prothésiste Dentaire
<input type="checkbox"/> Comptabilité	<input type="checkbox"/> Recherche Scientifique
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance BTS	<input type="checkbox"/> Relations Internationales
<input type="checkbox"/> Cours par Correspondance Sciences Po	<input type="checkbox"/> Réussir le Baccalauréat
<input type="checkbox"/> Danse	<input type="checkbox"/> Sciences Politiques
	<input type="checkbox"/> Sténographie/Communication
	<input type="checkbox"/> Tourisme, Accueil

Adressez ce bon à Orientations Service, 28, rue de La Trémolle
75008 Paris (réponse par courrier uniquement)
ou composez sur minitel 3615 code ORIENTATIO

CHAMPS ECONOMIQUES

CONJONCTURE

Les risques d'une prime

En France, le maintien de taux d'intérêt élevés est lié aux changements structurels en Allemagne

par Claude Levant

QUE l'escalade des taux en Allemagne rend difficile une baisse des taux américains, ultime et unique instrument d'intervention susceptible de limiter les dégâts d'une récession déjà bien enclenchée outre-Atlantique, est un fait. Mais Washington s'est arrogé depuis longtemps la liberté de faire fluctuer le dollar au gré de ses impératifs intérieurs.

Si la conjoncture des années 1988-1989 a permis de fructueux résultats des accords du Louvre de février 1988, on conviendrait que le souci de stabilité des changes est passé au second plan des préoccupations américaines depuis plusieurs trimestres déjà. L'accentuation des divergences d'évolution des taux d'intérêt entre les Etats-Unis et l'Allemagne accélérera vraisemblablement les pressions à la baisse sur le dollar en faveur du mark, mais qui de ces deux parties s'en plaindra à court terme?

Un état de fébrilité

Tout autre est la situation des pays d'Europe, en regard des liens étendus qui existent entre la politique monétaire allemande et celle des autres participants au SME. Le niveau des taux allemands servant implicitement de taux de référence en Europe, nombre de pays européens, en premier lieu la France, pourraient se voir contraints de s'aligner sur la politique allemande.

A l'heure où les changements structurels en Allemagne renforcent les décalages conjoncturels entre les deux pays et accentuent l'état de fébrilité de l'économie française par le degré de contrainte monétaire qui en résulte, la tentation est justifiée de s'assurer de la validité actuelle des règles du jeu économique franco-allemand. Les écarts de taux d'intérêt entre les deux pays sont traditionnellement justifiés par les écarts d'inflation auxquels s'ajoute ce que les milieux avertis appellent une prime de risque : prix supplémentaire à payer pour prémunir le prêteur des risques de change.

Les monnaies faibles ou instables sont généralement contraintes d'incorporer une prime proportionnelle aux événements passés et s'assortissent par conséquent de taux d'intérêt plus élevés que leurs partenaires. Une fois retranchés les écarts d'inflation entre les deux pays, c'est donc en termes d'écarts de taux réels que s'appréhendent les différences de risques.

L'appréciation de cette prime est complexe, compte tenu de la multiplicité des facteurs à la fois économiques et politiques qu'elle intègre, susceptibles d'influencer le comportement des autorités monétaires, d'autant plus que celles-ci relè-

vent du pouvoir politique. Les résultats d'activité, de prix et salaires, les grands équilibres budgétaires et commerciaux sont de fait à l'origine d'une grande variabilité des taux, tout comme le sont les périodes d'incertitude politique.

La persistance des pressions inflationnistes et le recours à plusieurs reprises à des changements de parité du franc au sein du SME, ou à des dévaluations antérieures à son existence, ont longtemps pesé sur les écarts de taux d'intérêt entre la France et l'Allemagne. En 1983, ceux-ci se situaient à 5 et 6 points respectivement pour les taux à court

et long terme, le rythme annuel d'inflation français étant alors supérieur de 6 points à l'allemand. Depuis cette période, les écarts de taux entre les deux pays se sont réduits de façon quasi ininterrompue jusqu'à être inférieurs en 1990 à 2 points, ce qui ne s'était pas produit depuis 1973.

Les performances économiques comparées de la France et de l'Allemagne ont incontestablement joué un rôle déterminant sur cette évolution, au centre desquelles la réduction des écarts d'inflation a été essentielle. En 1990, le différentiel français des hausses de prix à la consommation atteignait 0,6 point avec l'Allemagne, étant de façon significative négatif

Allemagne, 4,5% au Royaume-Uni. La pression exercée par un tel niveau est en conséquence largement démentie au regard des risques inflationnistes actuels de l'économie française. S'il est entendu que l'indice des prix à la consommation est un indicateur insuffisant pour en juger, on ne décline pas davantage de tendance à la hausse de l'inflation dans les variables fondamentales en amont de la fixation des prix.

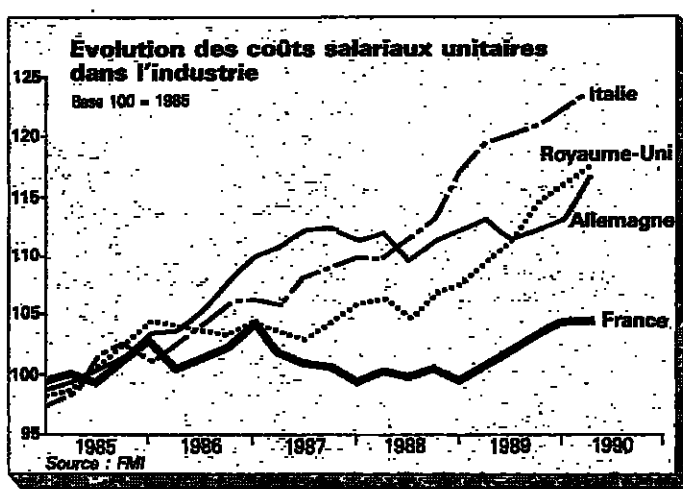
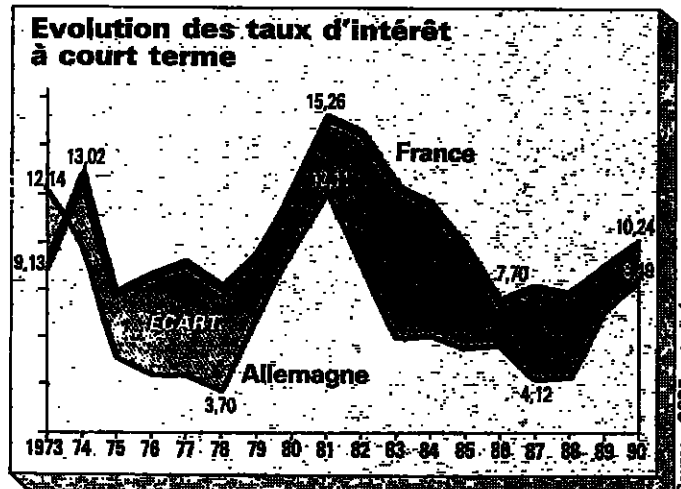
L'évolution des coûts salariaux unitaires dans l'industrie a été en France la plus faible des pays européens, derrière la Belgique et les Pays-Bas, au cours de la seconde moitié de la décennie écoulée. D'après les statistiques harmonisées du FMI, l'indice de coûts manufacturiers français, mesuré en base 100 en 1985, s'établissait à 104 au lieu de 115,2 en Allemagne, 117 au Royaume-Uni et 121,4 en Italie à la mi-1990. Par ailleurs, si les hausses de prix dans les services ont été à l'origine d'une vigilance justifiée il y a encore peu de temps, les craintes sont de toute évidence bien faibles aujourd'hui de voir s'enclencher une spirale inflationniste à la suite de dérapages dans ces secteurs. Le contexte actuel de déprime de même de calmer les hausses de prix qui proviennent de l'augmentation des loyers au cours des années récentes?

Outre le fait que l'on ne trouve pas de justification interne au niveau actuel des taux d'intérêt français, cette situation est particulièrement préoccupante au regard de l'état présent de la conjoncture. Le ralentissement de l'activité en France ne donne plus lieu à aucune ambiguïté : la production industrielle a baissé en moyenne de 1 % par mois entre septembre et novembre et l'évolution des carnets de commandes ne laisse guère augurer de redressement.

Les inquiétudes face aux risques d'une guerre durable pèsent les projets d'investissements des entreprises et ceux de dépenses des ménages. Aux anticipations d'un ralentissement conjoncturel succèdent de plus en plus clairement les craintes d'une récession. Mais, les perspectives s'éclaircissent peut-être si la situation actuelle n'est à ce point paradoxale que la contrainte pesant sur le niveau des taux d'intérêt français n'est plus l'inflation en France, mais l'inflation de l'autre côté de sa frontière. En tout de cas, une nouvelle réduction de l'écart d'inflation France-Allemagne, fortement envisageable aujourd'hui, et recherchée depuis tant d'années, dès lors qu'elle a des fortes chances d'être à l'origine d'une accoutumance des hausses de taux allemands, risque de se solder par un retour des pressions à la baisse sur le franc.

Enfin un alignement de la politique française sur l'allemande par la contrainte supplémentaire qu'il infligerait à l'activité, ne garantirait rien la stabilité future du franc. Ce d'autant qu'il fermerait l'accès aux potentialités d'une croissance additionnelle venue de l'Allemagne, qui paraissait, il y a encore peu de temps, à la portée de l'économie française avant toute autre. Ainsi à trop tenter de solliciter la confiance ne risque-t-on pas en définitive de récolter la déprime et la défiance.

A l'heure où les contradictions actuelles menacent clairement les avancées en faveur de la construction d'une union monétaire européenne, n'est-il pas temps d'envisager une concentration des forces en vue de préserver les avantages d'un système de référence monétaire, tout en l'alignant de ses contraintes. La proposition britannique en faveur de la définition d'un Ecu lourd est la première en ce sens, il incombe aux pays européens d'en approfondir la logique.



Une stratégie de capitalisation

Suite de la page 23

Dans le secteur public, l'unification européenne et la concurrence mondiale obligent à réduire le poids des prélèvements obligatoires au moment où le vieillissement de la population augmente les dépenses de retraite et de santé. L'acte unique européen prévoit, entre autres mesures, l'élimination des frontières fiscales, ce qui implique l'harmonisation de la fiscalité indirecte et de l'épargne pour éviter des distorsions sur les marchés des biens et des services et ceux des capitaux.

Il faudra aussi à terme réduire les disparités de la fiscalité des entreprises et des personnes, afin de ne pas favoriser les déplacements des hommes et des usines vers les pays à imposition réduite. Au total, la fiscalité étant devenue un élément essentiel de compétitivité dans un univers ultra-concurrentiel, la fiscalité française est orientée à la baisse pour les prochaines années dans le contexte de l'unification européenne.

Un renouveau nécessaire

Dans le même temps, la libération des mouvements de capitaux intervenue en Europe en 1990 exige de continuer à réduire le déficit public pour conforter le franc sur les marchés des changes. Il est clair que, sous la double contrainte de la baisse de la fiscalité et du déficit public, les dépenses publiques sont elles-mêmes orientées à la baisse en pourcentage du PIB ; car il ne s'agit pas de réduire les dépenses publiques en volume mais de faire en sorte qu'elles progressent moins vite que la richesse nationale.

Or l'évolution prévisible des prestations sociales est plutôt sur une pente de forte hausse dans les années qui viennent, avec le vieillissement de la population qui doit conduire à un alourdissement des charges de retraite et de santé. Pour les seules retraites, hors mesures nouvelles d'économie, le poids des prestations des régimes de sécurité sociale devrait, d'après le commissariat général du Plan (« Retraites, les défis de l'an 2030 »), passer de 11 % en 1990 à 17 % en 2030. Il est clair que des mesures devront être prises. Le seront-elles à temps?

Notons toutefois, pour éviter de dramatiser et pour donner un ordre de grandeur, que le fait de geler la dépense publique en francs constants, lorsque le PIB croît de

3 % par an en volume, permet au bout de cinq ans de réduire la dépense publique de 50 % à 43 % du produit intérieur brut.

Enfin, dans le secteur éducatif, l'affirmation d'une identité scientifique et culturelle exige un renouveau de l'enseignement, de la recherche et des universités. Or la situation du secteur éducatif est difficile.

D'après les études disponibles, près de 40 % des écoliers redoublent une ou plusieurs classes avant d'entrer en sixième. Environ le cinquième des enfants ont des difficultés ou ne sont pas capables de lire ou d'écrire correctement à la fin de l'école primaire. Moins de la moitié des enfants s'inscrivent au cours préparatoire atteignant la classe de seconde.

Environ le quart d'une classe démographique arrive à l'âge de dix-huit ans sans diplôme. Selon le Conseil économique et social, « il est possible d'affirmer que l'échec constaté du système éducatif en France coûte chaque année à la nation environ 2 % du PIB » (Rapport sur les perspectives d'évolution des rapports de l'école et du monde économique face à la nouvelle révolution industrielle).

La situation à l'Université est plutôt pire : moins de la moitié des étudiants obtiennent un diplôme du premier cycle. Encore faut-il préciser que, « si les études conduisant au DEUG restent officiellement fixées à deux ans, en fait, une proportion de plus en plus nombreuse d'étudiants consacre, par voie de redoublement, trois, quatre ou cinq ans à obtenir le diplôme. La moyenne s'établit actuellement à un peu plus de trois ans » (rapport du Comité national d'évaluation : « Où va l'Université? »).

En matière de recherche, les chercheurs français réalisent 5 % des publications mondiales contre 6 % pour les Allemands, 7 % pour les Japonais, 8 % pour les Anglais et 37 % pour les Américains, même s'il faut prendre ces statistiques avec une certaine prudence.

Compte tenu des objectifs de la France et des contraintes observées dans les secteurs productif, public et éducatif, il devient urgent que notre pays adopte une stratégie d'action claire et volontaire s'il veut éviter une marginalisation hors des affaires du monde. Le risque pour la France est moins celui du déclin que de l'insignifiance dans les affaires du monde. Or comment peut-on à la

fois affirmer sa présence économique et son identité politique, scientifique et culturelle? Le maître mot est celui de *capitalisation*.

La puissance économique s'acquiert aujourd'hui par le développement d'entreprises puissantes, fortement capitalisées et innovantes. Il est important de noter que, dans un monde ultra-concurrentiel avec des taux d'intérêt réels durablement très élevés, la puissance se définit par la capitalisation et l'innovation plus que par la taille : une économie a besoin d'entreprises performantes aussi bien moyennes que grandes pour prospérer.

Ces entreprises créent la richesse et l'emploi, conquièrent des marchés, stimulent la recherche industrielle, mais aussi universitaire. Elles portent, même sans en être conscientes, les valeurs et la culture nationales. Les entreprises françaises ayant des fonds propres réduits, il est essentiel de les aider à se recapitaliser rapidement en augmentant leur productivité et leur profitabilité et en faisant appel aux capitaux sur les marchés financiers.

Les investissements productifs

La vigueur scientifique et culturelle dépend du développement d'universités et de centres de recherche puissants et prestigieux. Un tel développement ne peut résulter que d'un financement accru de l'enseignement et de la recherche et d'une responsabilisation des acteurs. Il n'y aura pas de renouveau scientifique et culturel sans création de grands pôles d'enseignement et de recherche autonomes et concurrents.

La recherche universitaire américaine ne domine le monde que parce que les principales universités se livrent une lutte sans merci pour être les meilleures. La recapitalisation, en termes de dotations et de moyens, et l'autonomie concurrentielle des universités sont les conditions d'un renouveau scientifique et culturel français.

Le principal problème résultant du vieillissement de la population est l'augmentation prévisible des dépenses de santé et surtout de retraites. Or le financement de ces pensions par le seul système de répartition conduirait à alourdir de manière insupportable le poids des cotisations, aggravant encore la part relative du salaire indirect dans la rémunération des actifs.

Pour compléter le système par répartition, on peut généraliser, en mettant en place les incitations fiscales et réglementaires adéquates, un système complémentaire par capitalisation qui couvrirait à partir de 2010 l'accroissement du poids des retraites au-delà du niveau atteint aujourd'hui. Des mesures complémentaires (allongement de la durée de cotisation et réduction des

prestations non liées à cotisations) limiteraient l'augmentation du coût des retraites afin que le poids des pensions ne dépasse pas 13,5 % ou 14 % du PIB en 2030.

Ainsi, le système de répartition restera le système de base (avec 11 % du PIB à la charge des régimes de sécurité sociale), la capitalisation apportant l'appoint nécessaire (2,5 % à 3 % du PIB) pour maintenir un niveau décent de retraites. La capitalisation pourrait être individuelle, intervenir au niveau de l'entreprise ou par constitution de réserves par les régimes de répartition, ou, plus vraisemblablement, faire appel à ces trois moyens.

Or comment s'investissent les réserves des régimes de retraite par capitalisation? Les investissements prennent la forme d'achats d'immobiliers et de placements financiers en actions et obligations qui permettraient justement de financer la recapitalisation des entreprises. Des incitations fiscales et réglementaires pourraient conduire les fonds de capitalisation à placer entre le tiers et la moitié de leurs réserves en actions, obligations et obligations convertibles en actions, émises par les entreprises françaises.

Des entreprises puissantes et bien capitalisées pourraient à leur tour cofinancer avec l'Etat le développement de grandes universités scientifiques et technologiques internationales (USTI). S'inscrirait ainsi un circuit de capitalisation allant des retraites aux entreprises vers les universités. En se fondant sur les simulations des instituts de conjoncture, on peut souhaiter que le taux d'épargne des entreprises augmente de deux points de PIB et leur taux d'investissement de trois points de PIB sur 4 ou 5 ans.

La moitié de cette hausse de l'effort d'investissement pourrait être couverte par des augmentations de fonds propres ou quasi-fonds propres externes des entreprises, financées par les fonds de capitalisation des retraites et les autres apports naturels de capitaux. Les entreprises pourraient progressivement contribuer jusqu'à hauteur d'un demi-point de PIB au développement des moyens du secteur éducatif et, surtout des universités, ce qui permettrait d'augmenter rapidement le budget des universités d'un quart ou même d'un tiers.

S'appuyant sur des entreprises et des universités riches et puissantes, la France pourrait, dans un univers de libéralisme régulé et concurrentiel, affirmer son identité politique, scientifique et culturelle. Son influence retrouvée permettrait à notre pays de jouer durablement un rôle international de premier plan dans le renforcement et le respect de la règle de droit.

CHRISTIAN SAINT-ETIENNE

Vient de paraître

FREUD 1889-1989

Le voyage à Nancy

Actes du Colloque sous la direction de J. Hassoun

Entre hypnose et psychanalyse, Freud se rend à Nancy auprès de Bernheim. Cent ans après, des analystes témoignent d'un siècle de recherches et d'élaborations.

160 pages au format 16 x 24 : 90 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE NANCY

25, rue Baron Louis - 54000

CHAMPS ECONOMIQUES

Le Portugal entre le fado et l'Europe

Lisbonne a de nombreux atouts et même de l'argent.
Il lui reste maintenant à s'en servir

QUELQUES semaines seulement après sa réélection triomphale, quoique attendue à la présidence de la République portugaise, M. Mario Soares, « Dom Mario I », doit faire face aux menaces que la guerre du Golfe fait planer sur une économie terriblement dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique. Les incertitudes sur la conjoncture dans les principaux pays développés, notamment aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en France, risquent aussi d'avoir des répercussions amplifiées dans un pays qui réalise plus de 83 % de ses importations et 90 % de ses exportations avec les pays de l'OCDE.

Autres chiffres significatifs : 71 % des exportations du Portugal sont destinées aux pays de la CEE et 68 % de ses importations proviennent des Douze. Cinq ans après son entrée dans le Marché commun, le Portugal serait-il victime d'une intégration trop rapide à la Communauté ?

Cette intégration européenne du Portugal, si elle a eu des avantages économiques évidents, d'abord été l'occasion d'un « recentrage » politique fondamental. L'alliance, certes non dénuée d'arrière-pensées, conclue pour le scrutin présidentiel entre le président de la République, une des figures charismatiques du Parti socialiste, et son premier ministre, Aníbal Cavaco Silva, leader du Parti social-démocrate, a confirmé l'existence d'un bloc central de la vie politique portugaise : ses deux composantes (des socialistes délibérément sociaux-démocrates et des sociaux-démocrates délibérément conservateurs) paraissent d'accord sur l'essentiel, et notamment sur la vocation européenne de leur pays.

Dix ans ou une génération ?

Evidence que de rappeler cet ancrage européen, démocratique et libéral du Portugal ? Pas forcément. L'écho remporté par les thèses nationalistes et populistes du candidat de droite, Basílio Horta, lors de la campagne présidentielle comme les ambiguïtés qui demeurent quant à la véritable vocation européenne d'un Parti communiste encore bien stalinien montrent l'existence de poches de résistance encore importantes dans la société portugaise. L'aggravation de la crise internationale, un ralentissement de la croissance, une résurgence de conflits sociaux risquent d'exacerber des dérives toujours possibles dans un pays qui a vécu, ne l'oublions pas, pendant plus de quarante ans totalement isolé du reste du monde et qui a flirté pendant deux ans avec les mirages d'une démocratie populaire.

Les 70 % de voix remportés par Mario Soares sur un programme sans aspérités ont donc permis de rassurer ceux qui pouvaient craindre de telles dérives. « Nous avons été un peu déçus », reconnaît pourtant un haut fonctionnaire de la Commission de Bruxelles. « Certes le Portugal, contrairement par exemple à la Grèce, peut être considéré comme un membre fiable de la Communauté

mais nous espérons de Lisbonne quelque chose de plus, un apport à la réflexion communautaire, compte tenu de sa situation économique et sociale. Or, mis à part leurs demandes perpétuelles d'aides sur les fonds structurels et un alignement sans nuance sur les thèses atlantistes, les dirigeants portugais n'ont jamais brûlé par leurs initiatives. »

La manne bruxelloise qui s'est déversée sur le Portugal a fortement contribué au développement du pays. Fin 1992 celui-ci aura ainsi reçu plus de 50 milliards de francs des différentes tirelignes communautaires : fonds social, fonds de développement régional, ce qui représente environ 11 milliards de francs par an, soit plus de 2 % du PNB et plus de 11 % du total des investissements dans le pays.

Cette aide mais aussi la dynamique créée par l'intégration au Marché commun ont permis au Portugal de battre des records de croissance, avec une moyenne annuelle de 4,3 %, et de rattraper une partie de son retard sur les autres pays de la Communauté. Sans doute le ministre des affaires étrangères, João de Deus Pinheiro, a-t-il fait preuve d'un trop bel optimisme en déclarant : « Avec le rythme actuel de croissance, dans dix ans nous aurons rattrapé la moyenne communautaire. » Les experts estiment qu'il faudra « au moins une génération » pour atteindre cet objectif. Mais les Portugais, en cinq ans, ont déjà parcouru un chemin considérable.

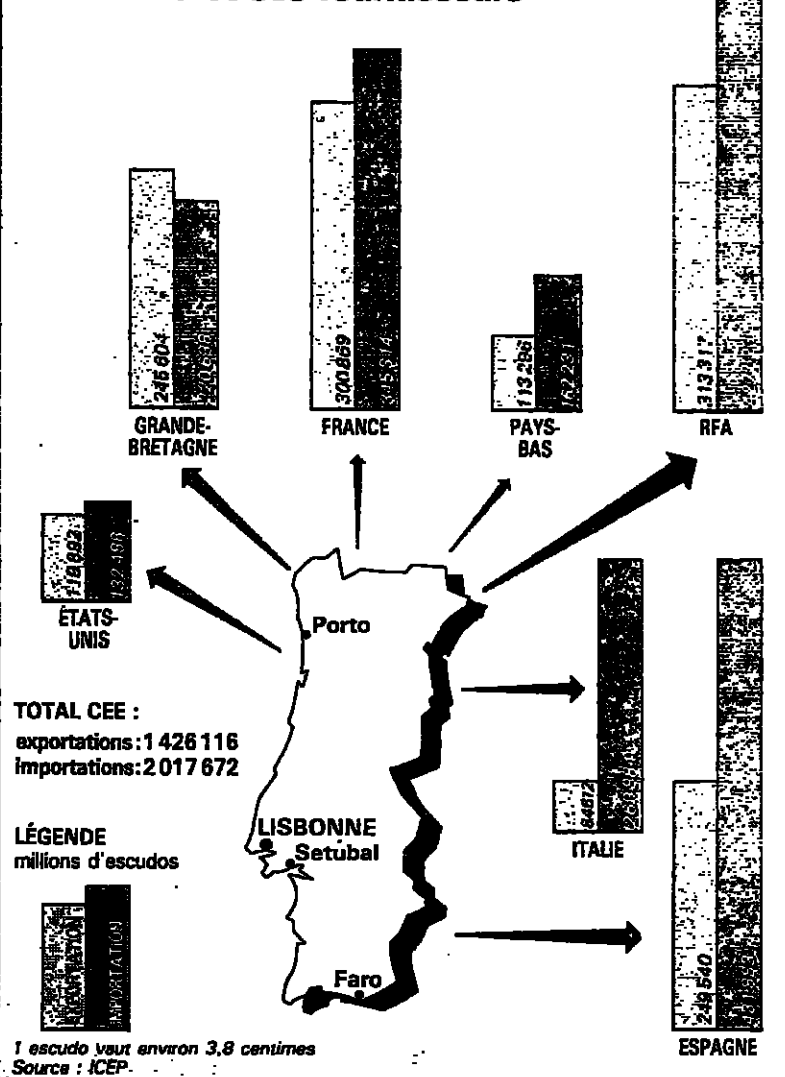
Aussi certains estiment-ils les changements intervenus durant ces cinq années aussi radicaux que ceux qui se sont produits au cours de la « révolution aux œillets », qui a mis fin à quarante ans de dictature de Salazar. En 1990, le PNB par habitant n'était encore que de 4 260 dollars contre 17 830 en France, et, comparaison plus significative, de 5 430 en Grèce et 8 500 en Irlande. Mais le fossé était encore bien plus profond en 1980 puisque le PNB portugais était de 2 350 dollars contre 4 520 pour la Grèce, 4 880 pour l'Irlande et 11 730 pour la France.

La montée des investissements étrangers est une des raisons de cette croissance rapide. La stabilité politique, la qualité de la main-d'œuvre, le faible taux de chômage (5 % de la population active) (1), la politique libérale du gouvernement de centre droit, la faiblesse des salaires et l'appartenance à la Communauté ont fait du Portugal une des cibles privilégiées des investissements étrangers.

En deux années seulement, de 1987 à 1989, les investissements directs sont passés de 2,4 à 4,2 milliards de francs. Sur les six premiers mois de 1990, le volume des investissements étrangers a été supérieur à celui des dix années précédentes. Et ces chiffres risquent d'être encore dépassés si Ford et Volkswagen concrétisent leur projet d'investissement le plus important jamais réalisé au Portugal (5 000 emplois, 190 000 véhicules construits par an).

Si la Grande-Bretagne, partenaire depuis longtemps privilégié, et la France, dont les investissements ont été multipliés par quatre depuis 1986 (Renault Portugalia est la troisième

Le Portugal, ses clients et ses fournisseurs



entreprise et le second exportateur du pays), restent dans le peloton de tête, c'est l'Espagne qui a réalisé la percée la plus spectaculaire sur le marché de son « cousin ibérique ». Cela ne manquera sans doute pas de poser des problèmes politiques importants, tant est grande la suspicion existant entre les deux pays. Le nombre de firmes portugaises possédées, directement ou indirectement, par des Espagnols est passé de 300 en 1986 à 1 300 aujourd'hui. 34 %

des investissements espagnols dans le Marché commun sont destinés au Portugal : leur montant a été multiplié par quinze de 1986 à 1989.

Cette flambée des investissements étrangers risque d'aviver les craintes des Portugais qui redoutent que leur pays ne se transforme en une zone de sous-traitance livrée au capital étranger. D'où la volonté de certains groupes industriels, fondés au départ sur quelques secteurs bien précis, de se diversifier et de se transformer en

holdings efficaces. Quant au mouvement de privatisation entamé par Cavaco Silva, s'il a été ralenti par la récente perte de confiance dans les Bourses et par les perspectives défavorables de l'économie internationale liées à la guerre du Golfe, rien n'indique qu'il sera stoppé.

Et pourtant, en dépit de ces chiffres spectaculaires, on sent percer chez de nombreux observateurs un léger scepticisme quant à l'avenir de l'économie portugaise. Comme si les

blesures de l'histoire récente n'étaient pas encore totalement cicatrisées. Pesanteur d'abord du long hiver salazariste : le fait de voir revenir sur le devant de la scène, financière notamment, quelques unes des grandes familles qui prospéraient du temps de la dictature n'est pas forcément signe de renouveau.

A plusieurs titres, le Portugal d'aujourd'hui apparaît toujours à un pays en voie de développement tant paraît éprouvé le fossé séparant une bourgeoisie-artisanale privilégiée et des ouvriers ou des paysans vivant parfois dans des conditions moyennes, travail des enfants, salaires misérables, protection sociale inexistant. Si les chiffres officiels font état d'un pourcentage d'analphabètes de 20 % dans la population adulte, les experts estiment la proportion réelle encore plus élevée. L'état de l'infrastructure routière témoigne à lui seul des retards portugais : l'unique autoroute du pays, commencée sous Salazar, est encore loin d'être terminée, et les rues des villes, même dans le centre de la capitale, sont dans un état déplorable.

Quant aux traces du « flirt » avec un socialisme révolutionnaire dans les années 1974-1976, elles sont loin d'avoir été effacées. Il ne faut pas oublier que le texte de la Constitution de 1976 préconisait « la transformation des relations de production et d'accumulation capitalistes en vue de la construction d'une société socialiste ». Même si l'expérience n'a pas duré deux ans, elle n'en a pas moins laissé quelques habitudes dont il est toujours difficile de se défaire, de la gestion surannée et paresseuse d'un service public pléthorique et inefficace au maintien d'un secteur nationalisé hypertrophié en passant par des pratiques commerciales parfois dignes des anciennes démocraties populaires.

« Ce pays n'avait rien, ou pas grand-chose, conclut un expert européen, aujourd'hui il a de nombreux atouts : une main-d'œuvre de qualité, l'accès aux technologies, des cadres de mieux en mieux formés, une intégration somme toute réussie dans le Marché commun, et même de l'argent. Il lui reste maintenant à se servir de ces atouts. Mais, comment dire ? on a encore un peu l'impression que les Portugais manquent d'enthousiasme. »

La faute au fado ?

de Lisbonne
JOSÉ-ALAIN FRALON

(1) Ce taux est le plus bas des Douze, mais il est calculé en considérant les femmes travaillant dans l'agriculture, souvent à temps partiel, comme des travailleurs actifs occupés à plein temps.

600 nouveautés
ont marqué
la micro en 90.

COORDINATEUR

TROUVEZ LES DANS NOTRE NUMERO SPECIAL
CE MOIS-CI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

GROUPE HEC

M.S. HEC

POUR
DEVENIR LE SPECIALISTE
QUE LES ENTREPRISES
RECHERCHENT

Les M.S. HEC vous offrent, au sein d'un des plus prestigieux campus européens, une formation intensive et très exigeante pour vous spécialiser dans un des domaines clefs du management.

Grâce aux M.S. HEC, vous aurez la possibilité d'acquiescer en une année, à travers les cours dispensés par un corps professoral et des professionnels éminents, les connaissances, la méthodologie et le savoir-faire que les entreprises attendent.

En fin de cursus, une thèse professionnelle viendra couronner cette nouvelle qualification qui fera de vous un spécialiste "recherche" sur le marché restreint des cadres dirigeants.



CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE DE PARIS

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS
GROUPE HEC
78 351 JOUY-EN-JOSAS
Tél.: 39 67 70 00
Fax : 39 67 74 40

M.S. COMMUNICATION

la maîtrise globale (conception, diffusion, production) des systèmes de communication

M.S. ENTREPRENEURS

pour former les créateurs, les entrepreneurs, les responsables d'entreprise, ou les bras-droits de dirigeants

M.S. FINANCE INTERNATIONALE

des spécialistes de haut niveau pour les principales fonctions de la finance

M.S. INTELLIGENCE MARKETING

pour les scientifiques, la double compétence au croisement de la technique et du marché

M.S. STRATEGIC MANAGEMENT

le conseil en stratégie au service du développement des entreprises

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

AUSSEI systématique, ou presque, que la désinformation militaire, la désinformation monétaire. Comme les maîtres du jeu nourrissent aussi, du moins pendant un certain temps, les illusions qu'ils veulent répandre, le moment où la vérité éclate peut, si les circonstances s'y prêtent, être longtemps repoussé. Et, quand on découvre le pot aux roses, il est trop tard : le public s'est laissé entraîner dans une aventure dont les conséquences lui avaient été cachées.

La désinformation dont il est question ici est celle qui touche plus particulièrement la conduite des affaires monétaires internationales. Elle n'a cessé, depuis quelques années, de jeter un voile opaque sur les méthodes et les résultats de la « coopération » à l'échelon le plus élevé, celui des ministres des finances réunis au sein du groupe des Sept (Etats-Unis, Allemagne, Japon, France, Grande-Bretagne, Italie, Canada).

Un tout dernier exemple, même s'il est difficile à admettre comme tel, notamment par le ministre français, est fourni par l'annonce inopinée, jeudi 31 janvier, par la Bundesbank, du relèvement de ses conditions de crédit. Cette décision velle ou non à l'encontre de la déclaration rendue publique par le groupe des Sept le 21 janvier précédent ? Le texte en était ainsi rédigé : « La mise en œuvre de politiques budgétaires saines, associées à des politiques monétaires axées sur la stabilité, devrait créer des conditions favorables à des taux d'intérêt plus faibles dans le monde et à un renforcement de l'économie mondiale. »

En bonne logique, la Bundesbank peut faire valoir que certaines politiques budgétaires actuelles, à commencer par celle de l'Allemagne, ne peuvent pas exactement être qualifiées de « saines » et que ce qui est demandé aux politiques monétaires est non pas de procéder à une baisse des taux, mais de « créer les conditions favorables » à une telle baisse. Mais comme la partie se joue aussi, et peut-être principalement, sur la place publique, ce n'est pas l'analyse serrée de textes comme celui-ci qui sert vraiment de fil directeur au débat.

Les Américains, pour une fois, n'ont pas trop protesté, bien que leur politique aille dans un sens opposé : abaissement

des taux – confirmé spectaculairement par la réduction du taux d'escompte vendredi 1^{er} février – pour atténuer la récession. Mais la mesure prise à Francfort devrait affaiblir le dollar. Sur ce point, elle rencontre un souhait plus ou moins ouvertement exprimé à Washington. Les Britanniques sont également restés assez discrets. La forte inflation que leur a léguée Mme Thatcher semble enfin en voie de ralentissement.

C'est à Paris que l'on ressent le plus d'amertume. Contrairement aux Etats-Unis, la France ne cherche pas, bien au contraire, la dévalorisation de sa monnaie. Pierre Bérégovoy a fait (non sans de bonnes raisons) du maintien de la parité avec le mark allemand un des objectifs cardinaux de son action. Mais, simultanément, la détérioration de la conjoncture l'inquiète. Il aimerait pouvoir poursuivre la prudente désescalade des taux amorcée dès le printemps dernier. La Bundesbank ne vient-elle pas de lui retirer pratiquement sa marge de manœuvre ?

Les motivations des uns et des autres sont ce qu'elles sont. Elles peuvent conduire à faire pression sur tel ou tel partenaire pour l'amener, par exemple, à réduire ses taux plutôt qu'à les augmenter. Reste à savoir si on peut associer une coopération durable, et surtout constructive, sur une combinaison instable des attentes de chaque pays sur la politique du voisin. Aux Allemands, on reproche, ici à haute voix, ailleurs *mezza voce*, de ne pas assez tenir compte des intérêts de la communauté internationale commandés, actuellement, par le souci d'empêcher l'aggravation de la récession. A quoi le président de la Bundesbank répond sur un autre registre : « La responsabilité de l'Institut d'émission fédéral est le maintien de la stabilité du pouvoir d'achat du deutschemark. » Il aurait été facile à Karl-Otto Poehl d'ajouter : « La preuve que ce souci primordial de stabilité n'est pas en contradiction avec l'objectif commun de croissance est qu'aujourd'hui tous nos voisins comptent sur le dynamisme de l'économie allemande »

Désinformation monétaire

pour soutenir la conjoncture en Europe. »

Qui a tort, qui a raison ? Dans ce genre de discussion, l'objectivité n'est pas le sujet de préoccupation dominant. Une première considération doit, toutefois, nous amener à accorder, au moins un instant de raison, le bénéfice du doute à l'accusé principal. Les critiques aujourd'hui adressées à la RFA ne sont pas nouvelles. Elles ne cessent, en vérité, d'être reprises à intervalles réguliers.

Pour ne pas remonter plus loin dans le temps, rappelons qu'avant de dévaluer le franc pour une deuxième fois en janvier 1987, Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances du gouvernement Chirac, dénonçait l'« égoïsme » des Allemands. Pourquoi ? Parce qu'ils refusaient d'abaisser leurs taux d'intérêt, lesquels, à l'époque, étaient parmi les plus bas du monde. Quelques mois plus tard, le secrétaire au Trésor des Etats-Unis, James Baker (devenu secrétaire d'Etat depuis lors, sous l'administration Bush), s'en prenait, à son tour, à l'obstination des Allemands. Ils étaient à ses yeux coupables d'avoir trahi « l'esprit » des accords passés au groupe des Sept, et cela, une fois encore, à cause des taux d'intérêt qu'on avait commencé, à Francfort, à relever, très modérément du reste. L'avertissement, sous forme de menace, lancé par Baker, devait avoir sur le marché boursier un effet mémorable. Pris de panique devant la perspective d'un affrontement monétaire entre les principales puissances, Wall Street, déjà affaibli, connaissait la chute la plus vertigineuse de son histoire (lundi 19 octobre 1987).

On reconnaît volontiers à l'Allemagne le mérite de gérer ses affaires monétaires plutôt mieux, disons moins mal, que la plupart des autres pays. D'où vient-il que le champion confirmé de la stabilité soit soupçonné périodiquement de rompre la solidarité internationale ? La raison fondamentale ne tiendrait-elle pas au jeu des intérêts ? La question se pose, notamment en France, où

l'on se pique désormais d'avoir une monnaie forte.

La règle que les responsables de la Bundesbank s'efforcent de suivre relève du précepte : mieux vaut prévenir que guérir. Tous les praticiens savent, ou devraient savoir, que si on laisse l'inflation se développer, il est bien tard pour intervenir. On lutte contre l'inflation à meilleurs frais et les chances du succès sont grandement accrues si on réagit tout de suite. D'où le point d'honneur que met la Bundesbank à monter ses taux dès qu'elle juge la stabilité menacée. Telle n'est pas la façon habituelle de raisonner et d'agir des politiciens de par le monde. Comme ils ne commencent à se préoccuper d'un danger qu'à partir du moment où tous les journaux en parlent, ils ont beau jeu de clouer au pilori ceux qui essaient, avec tous les risques d'erreur d'appréciation que cela comporte forcément, de s'y prendre à temps.

Il est un autre grief que l'on fait actuellement, non pas à la Banque centrale de Francfort, mais au gouvernement de Bonn : « Vous financez, lui dit-on, les dépenses considérables de la réunification par le déficit, c'est-à-dire par l'emprunt. » Telle est, en effet, la réalité.

Au sein du groupe des Sept, les Allemands font remarquer, non sans quelques bonnes raisons, à leurs interlocuteurs : « Nous ne faisons que suivre, à retardement, la pression recommandée que vous nous avez faite au cours des années passées. Combien de fois n'avez-vous pas adjuré la République fédérale de s'endetter ? » On ne répètera jamais assez qu'en 1987, le groupe des Sept, sous l'influence prépondérante des Etats-Unis appuyés par la France et la Grande-Bretagne, a engagé l'économie mondiale dans une impasse. Sous une formidable pression exercée de l'extérieur, l'Allemagne fut pratiquement contrainte à la fois d'augmenter son déficit budgétaire et d'abaisser ses taux d'intérêt à un niveau déraisonnablement bas (taux d'escompte ramené à 2,5 %) à un moment où la spéculation se donnait libre

cours sur tous les marchés financiers et immobiliers.

Il est bien vrai que le déficit de 1991 sera sans commune mesure avec tout ce qui avait pu être naguère recommandé aux autorités allemandes. Ce déficit est, proportionnellement, beaucoup plus élevé que le déficit budgétaire américain. Mais une autre considération doit être prise en compte : on conseillait auparavant aux Allemands de s'endetter pour augmenter la demande intérieure, autrement dit pour financer les dépenses de consommation. C'est là le plus sûr moyen de pousser à la hausse des taux pousse, à l'offre accrue des titres proposés à l'épargne, ne correspond, en réalité, aucune formation de capital générateur de revenus futurs. En revanche, financer essentiellement par l'emprunt la reconstruction des cinq nouveaux Länder est une opération logique. Si, comme on peut raisonnablement le penser, le relèvement de la partie de l'Allemagne sinistrée à la suite de quarante ans de communisme fera sentir ses effets positifs d'ici quelques années, il en résultera, pour le budget fédéral, une importante augmentation des ressources fiscales. Le remboursement des emprunts sera assuré par le moyen le plus normal.

Il n'en est pas de même pour les dépenses – par nature économiquement improductives – de la guerre du Golfe. Les Américains, dans la mesure où les financeront eux-mêmes, sont bien déterminés à les couvrir par un endettement supplémentaire. Signe des temps – et d'irresponsabilité financière caractéristique – ils n'envisagent même pas, *fit-on* à titre d'hypothèse, une autre solution. Dans son message sur l'état de l'Union, le président Bush n'a pas cru nécessaire de soulever la question d'éventuels impôts destinés à la défense nationale.

De la nouvelle preuve d'« indépendance » que la Bundesbank vient incontestablement de donner (cela a été souligné par tous les commentateurs, y compris ceux qui sont les plus prompts à ironiser sur ce concept), la principale leçon à tirer est bien la suivante : les politiciens ont beau faire comme si leurs décisions, bonnes ou mauvaises, n'avaient pas de conséquences financières, une telle désinvolture serait encore plus inadmissible de la part d'autorités monétaires responsables.

Groupe ISC... l'avenir en tête.

LES ANCIENS ELEVES LE PROUVENT

Bunny Courses
Michel RIGNAULT
Directeur Général
ISC, 1983

COMITOUR
BERNARD DU PAYAT
DIRECTEUR GÉNÉRAL
ISC, 1972

Philippe DARAUX
Président Directeur Général
un Jardin en plus
ISC, 1976

DERBY
Didier TIBAUT
Président Directeur Général
ISC, 1984

Bernard BRETEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL DES VENTES
ISC, 1965

Daniel SCHMIT
Président du Directoire
ISC, 1968

Philippe FOISY
Président-Directeur Général
ISC, 1970

Georges VERNEY-CARRON
Directeur Général
Bordelais Lemeunier/Léo Burnett/France
ISC, 1966

PIERRE VILLEMAGNE
Directeur Général
ISC, 1972

Hubert de CORBIER
Directeur Associé
ISC, 1971

JEAN-PIERRE BARADE
Directeur Central
ISC, 1964

INSTITUT SUPERIEUR DU COMMERCE
Diplôme visé par l'Etat
22 bd du Fort de Vaux 75017 PARIS - Tél : 40.53.99.99 - Fax : 40.53.98.98

هنا من الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EMPRUNT Février 91
F. 1 milliard

200 000 OBLIGATIONS DE F. 5 000 NOMINAL
Assimilable à l'emprunt 10% Juillet 1990 de F. 1 milliard

2 TRANCHES AU CHOIX :
tranche A : 10% d'émission
100,04% soit F. 5 002 par titre.
tauxé annuel
10% payable le 16 Juillet de chaque année
par exception F. 202,75 la première année.
tranche B : 10% d'émission
100% soit F. 5 000 par titre.
tauxé annuel
10% payable le 16 Juillet de chaque année
par exception F. 194 la première année.

DATE DE JOISSANCE : 16 Février 1991.
DURÉE : 9 ans et 165 jours.
AMORTISSEMENT NORMAL :
Les obligations seront amorties en totalité
le 16 Juillet 2000 par remboursement au pair.

TAUX NOMINAL : 10%.
TAUX DE RENDEMENT
ACTUEL BRUT : 9,88 %
AU 18 FÉVRIER 1991.

Une note d'information (voir C.O.B. n° 47-48)
du 26 Janvier 1991) peut être obtenue
sur demande auprès de la RATP, 53 rue, aux
Grands-Augustins, 75006 Paris et des
établissements chargés du placement.
Rue du 4 Février 1991

L'Assemblée Générale des actionnaires d'ENELFI-BRETAGNE (anciennement Energie Electrique du Maroc), réunie en la forme Mixte le 28 janvier 1991, a approuvé une refonte des statuts afin de les mettre en harmonie avec la situation nouvelle relevant de l'apport en 1990 de l'ensemble des filiales du groupe BIDERMANN.

En particulier, ENELFI-BRETAGNE, devenue société mère du groupe, a changé sa dénomination sociale et s'appelle désormais :

BIDERMANN INTERNATIONAL S.A.

**WAGONS
& LITS**

Le chiffre d'affaires réalisé par le groupe Wagons-Lits à fin septembre 1990 s'accroît de 5,7 % par rapport à la période correspondante de 1989. La baisse sensible du chiffre d'affaires obtenu au titre des activités diverses provient de la cession fin 1989 de l'activité de location de bateaux de plaisance. A périmètre comparable, le chiffre d'affaires du groupe progresse de 10 %.

En millions BEF	1989	1990	VARIATIONS %
Secteur ferroviaire	8 590	8 074	(6,0)
Secteur du tourisme	12 554	14 117	12,5
Secteur de l'hôtellerie	10 099	10 588	4,8
Secteur de la restauration	27 373	29 816	8,9
Location de voitures	7 332	8 258	12,6
Activités diverses	3 647	2 743	(24,8)
	69 595	73 596	5,7

Le conseil d'administration a pris connaissance de la situation des différents secteurs et en particulier des difficultés que rencontre EUROPCAR. Cette société connaît une situation favorable en Allemagne et en France où s'exercent plus de 60 % de son activité. Mais elle n'a pas encore résolu les importants problèmes dont souffre sa filiale britannique et qui sont la conséquence de l'importance des taux d'intérêt et de la crise économique actuelle en Grande-Bretagne. Le plan de redressement qui est en cours de mise en place nécessitera de provisionner des coûts de restructuration et ne permet pas encore d'estimer correctement le niveau des résultats du groupe.

Le conseil d'administration de la CIWLT a demandé à la direction générale de suivre très attentivement le redressement de cette filiale dans le cadre du partenariat avec Volkswagen.

Ces difficultés, ainsi que les effets sur les résultats financiers de l'accroissement de l'endettement du groupe, pèsent sur les résultats de 1990 qui sont très significativement inférieurs à ceux de 1989.



Le Conseil d'Administration du G.F.F. réuni le 21 janvier 1991 sous la présidence de M. Bertrand BALARESQUE, a pris connaissance de l'activité de la société en 1990.

Le volume des opérations immobilières confiées au G.F.F. et à ses filiales régionales s'est élevé à 7,4 milliards de francs en 1990 contre 4,9 milliards en 1989. Les activités de construction ont augmenté de 36 %, les opérations engagées par les SICOMI et les ventes et transactions ont progressé de plus de 90 %.

Conformément aux prévisions faites précédemment, le résultat de l'exercice marquera à nouveau en 1990 une forte augmentation par rapport à celui de l'exercice antérieur.

Le Conseil a aussi enregistré avec satisfaction que 91,28 % des bons qui arrivaient à échéance le 31 décembre 1990 avaient donné lieu à souscription d'actions, apportant ainsi plus de 77 millions de francs de capitaux propres supplémentaires au G.F.F.

Le Conseil d'Administration tient à remercier les actionnaires pour la marque de confiance qu'ils ont ainsi témoignée à l'égard de la société.

845 000 LECTEURS CADRES,
le Monde est
le premier titre d'information
des cadres.

(IPSOS 90)

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde
est la
première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSOS 90)

BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée

SIEGE SOCIAL A PARIS 8e - 22, RUE PASQUIER

PRIV'ASSOCIATIONS en 1990 : 9,73 %, en toute sécurité

PRIV'ASSOCIATIONS, SICAV monétaire de la B.I.M.P., a connu une année 1990 particulièrement satisfaisante.

Tout au long de l'année, la plus grande régularité possible de l'évolution de la valeur liquidative a été recherchée. En respectant cet objectif, la performance annuelle obtenue est de 9,73 %. Une augmentation de l'encours qui passe de 4,1 milliards de francs au début de 1990 à 5,2 milliards au 31 décembre 1990, prouve le bien fondé de cette politique.

PRIV'ASSOCIATIONS s'impose le respect de trois principes :

- Une grande rigueur quant à la qualité des actifs. Les supports d'investissement de PRIV'ASSOCIATIONS doivent présenter une signature irréprochable lui garantissant une sécurité optimale.
- La limitation maximale du risque de taux grâce à la faible durée de vie des actifs en portefeuille.
- Un degré de liquidité élevé, qui découle de l'application du principe précédent et permet aux souscripteurs de réaliser des mouvements importants, sans affecter la performance de la SICAV.

Pour 1991, PRIV'ASSOCIATIONS poursuivra cette politique, inspirée par l'exigence de performance dans la sécurité qui lui a assuré la fidélité croissante des investisseurs.

RENAULT
&
VOLVO A.B.

ont signé un accord de coopération
et échangé des participations

Lazard Frères & Cie Lazard Frères & Co

ont conseillé Renault dans cette transaction

Janvier 1991

Postes à + de 400 KF

DIRECTEUR GENERAL

Association Internationale des Hôtels

Paris - L'Association Internationale des Hôtels a pour mission de représenter, au plan international, les industries hôtelières et de la restauration du monde entier. Elle défend les intérêts de ces industries auprès des gouvernements, des institutions et des sociétés privées. Elle soutient les associations nationales et régionales et assure la promotion de l'image de cette profession. Ces industries connaissent actuellement des transformations majeures et une croissance régulière. Le nouveau directeur général devra conduire l'association en s'assurant que son développement repose sur une organisation économique et commerciale solide. Le poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat de grande envergure et ayant brillamment

réussi dans son domaine d'activité. Il justifiera d'une grande expérience des affaires internationales dans le domaine des services, de capacités de négociation affirmées et d'une pratique des problèmes réglementaires ainsi que des relations interactives entre les secteurs publics et privés. Une expérience, à haut niveau, de la profession hôtelière internationale constituerait un avantage. La pratique courante du français et de l'anglais est requise. Négociable, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 700.000 francs. Ecrire en anglais à Mike BROWN en indiquant la référence 4719/MAB - PA Consulting Group - 123 Buckingham Palace Road - LONDON SW1W 9SR - ENGLAND.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Nous sommes le Premier fabricant Agro-Alimentaire Européen dans notre spécialité. Notre groupe très présent à l'étranger et principalement en Allemagne est constitué en Holding. Notre Chiffre d'Affaires (2,5 Milliards de Francs) en progression constante nous amène à recruter notre

Directeur du Développement Commercial

Agé d'environ 30/35 ans, vous avez une formation supérieure complétée d'une solide maîtrise de la Grande Distribution dans le secteur Agro-Alimentaire.

Dans un premier temps, "homme de cabinet" de notre Président Directeur Général, vous le conseillerez sur les développements de nos produits en fonction des marchés existants.

Véritable "Chef d'orchestre", vous coordonnerez les actions commerciales du groupe et animerez nos équipes de vente en liaison avec les Directeurs Commerciaux des sociétés du Groupe.

De plus, responsable de la promotion de nos produits, vous développerez également nos relations clients au plus haut niveau.

Pragmatique et diplomate, vous avez de réelles aptitudes au management. Vos qualités vous permettront d'évoluer vers une fonction opérationnelle pour la conception et la réalisation de l'ensemble des politiques commerciales du Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous référence M/1120/B (portée sur la lettre et l'enveloppe) à notre conseil : Pierre LEMAHIEU - 33, rue Gallée - 75116 PARIS.

Synergies

Importante
entreprise du
secteur tertiaire
recherche son

Directeur Adjoint de l'Informatique

A 30 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieurs (Centrale ou équivalent), vous avez acquis une expérience professionnelle en informatique et enrichi votre formation dans le domaine de la gestion.

Doté d'une forte personnalité, vos compétences sont polyvalentes : animateur, gestionnaire, technicien, etc.

Au sein de notre Direction de l'Informatique (plus de cent personnes, ingénieurs et analystes-programmeurs), vous exploiterez et ferez évoluer une base de données sur gros matériel IBM et un

important réseau national de télégestion. Vous aurez à gérer un ensemble de services diversifiés, destinés à notre clientèle ou à nos partenaires. En interne, vous assurerez les études et le développement de produits informatiques adaptés aux besoins des autres Directions : Marketing, Communication, Comptabilité, etc.

Votre futur poste est basé près d'une grande métropole du Sud de la France. A terme, vos qualités vous permettront de réelles possibilités d'évolution.

Votre rémunération brute de départ ne sera pas inférieure à 400KF.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. MS/DI à : MEDIA SYSTEM, 6, impasse des Deux-Cousins, 75017 Paris, qui transmettra. Confidentialité assurée.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT
Tourisme Associatif

Entreprise spécialisée dans le tourisme associatif et l'organisation de voyages (160 MF : effectif permanent 230 personnes), notre développement repose sur l'anticipation dynamique des besoins du marché, une gestion rigoureuse et un engagement personnel important. Renforçant le potentiel de notre équipe dirigeante, nous vous proposons le poste de DGA dans une perspective évolutive. A l'issue d'une courte période d'intégration, vous interviendrez sur l'ensemble des dossiers généraux et plus particulièrement techniques et commerciaux en démontrant vos qualités d'entraîneur et vos capacités à développer l'activité. Diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une solide culture de base en gestion, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience de l'animation et de la gestion de structures de tourisme et/ou hôtelières.

La rémunération de départ comprise entre 250 et 300 000 Frs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 4276 à : CEGOS Division Recrutement, 2, rue du Musée Guimet - 69008 LYON.

cegos

Directeur - Responsable - Coordinateur
Marketing - Vente - Promotion

Lamy S.A.
EDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES

**SECRETAIRE GENERAL DE REDACTION**
Droit des sociétés

ou d'avocats, soit dans un service juridique. Une expérience ou une aptitude à la rédaction est indispensable. Ce poste est créé dans une perspective de fort développement de l'activité et les possibilités d'évolution sont réelles. Nous vous remercions d'adresser votre CV à notre Conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité. Prière d'indiquer la référence 1/699 sur l'enveloppe.

ORNICAR - 6, rue Halévy
Place de l'Opéra - 75009 PARIS

ornicar

هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

des
Juristes

... Le Monde • Mardi 5 février 1991 29

JURISTES

Nous sommes un organisme fédérateur représentant 6000 mutuelles et 25 millions de personnes, leader dans le domaine de la protection sociale complémentaire. Aujourd'hui, nous recherchons deux juristes.

Vos missions : au sein d'une petite équipe de professionnels, vous aurez un rôle de conseil juridique en droit des associations, social, commercial, fiscal, droit des sociétés... au profit des instances et des services de la Fédération Nationale ainsi qu'au profit des mutuelles adhérentes.

Votre profil : vous avez une maîtrise de droit privé complétée par un 3ème cycle de droit des affaires de préférence. Vous justifiez d'une expérience professionnelle de 5 ans minimum acquise soit en entreprise, soit en cabinet. Une bonne connaissance du droit associatif ou du contentieux serait appréciée.

Nous recherchons des praticiens généralistes capables d'apporter des réponses opérationnelles aux questions posées.

Le sens de l'analyse, des qualités rédactionnelles et relationnelles ainsi que de réelles capacités à travailler en équipe sont indispensables.

Postes basés à PARIS 15ème et à pourvoir dans les meilleurs délais.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo - restituée -) en précisant vos souhaits de rémunération à : MUTUALITE FRANCAISE - Direction Administrative 255, rue de Vaugirard - 75719 PARIS CEDEX 15. CONFIDENTIALITE ASSUREE.



MEUNIER
GROUPE BNP

UN DES GRANDS
DE LA PROMOTION IMMOBILIERE

Nous intervenons comme maître d'ouvrage et maître d'œuvre dans la réalisation de programmes immobiliers d'entreprises et de logements - CA 3,6 milliards de francs.

Juriste Immobilier

Rejoignez notre service juridique (7 personnes) et devenez le conseil des responsables de programmes.

Rattaché(e) au chef du service juridique, vous assurez la gestion des opérations et des sociétés de construction, vous intervenez sur le montage de programmes d'immobilier d'entreprises et d'habitat en étroite collaboration avec les différentes entités du groupe et les intervenants extérieurs (notaires, avocats,...). Au-delà de la technique, vous aurez à exercer vos qualités relationnelles et à prouver votre sens des responsabilités.

Maître en droit, vous bénéficiez d'une première expérience acquise dans l'immobilier. Toutefois, une formation spécifique dans ce domaine (ICH - DESS Droit Immobilier...) complétée par une approche pratique (stages...) sera étudiée.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo), sous réf. M/923/L, à notre Conseil, 8, avenue Delcassé 75008 PARIS.



RECRUTEMENT

FISCALITE AFRICAINE
REVUE DE DROIT DES AFFAIRES AFRICAINE

recherche

REDACTEUR H/F

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec spécialisation de 3ème cycle en droit des affaires et fiscalité, type DESS/DJCE, et vous disposez d'une bonne maîtrise de l'Anglais. Vous avez le goût et des aptitudes pour la rédaction. En liaison étroite avec des Conseils exerçant tant en France qu'en Afrique, vous serez chargé de commenter l'actualité juridique et fiscale d'une vingtaine d'Etats africains. Vous aurez également pour mission de gérer l'ensemble de la documentation technique africaine et d'assurer sa diffusion. Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Thérèse Copin - EFFA ERNST & YOUNG - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris LA DEFENSE 2.



Cam Tuenen

Le Monde

de la
Gestion

Jeune juriste

Association de gestion agréée en pleine expansion, notre vocation est de conseiller nos adhérents en matière de fiscalité.

Rapportant au Président, vous prendrez en charge de façon autonome des dossiers diversifiés de droit fiscal, et vous serez l'interlocuteur privilégié de nos adhérents.

Titulaire d'une maîtrise de droit, vous êtes motivé(e) à exercer votre activité dans le domaine de la fiscalité. Nous vous proposons de rejoindre une petite équipe jeune et conviviale.

Pour une première rencontre, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 2003 à Claude Jacquemain, CURSUS CONSEIL, 21 rue Vivienne 75002 Paris.

CURSUS CONSEIL



RESPONSABLE
DU CONTROLE DE GESTION

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur avec spécialisation de 3ème cycle en droit des affaires et fiscalité, type DESS/DJCE, et vous disposez d'une bonne maîtrise de l'Anglais. Vous avez le goût et des aptitudes pour la rédaction. En liaison étroite avec des Conseils exerçant tant en France qu'en Afrique, vous serez chargé de commenter l'actualité juridique et fiscale d'une vingtaine d'Etats africains. Vous aurez également pour mission de gérer l'ensemble de la documentation technique africaine et d'assurer sa diffusion. Nous vous remercions d'adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Thérèse Copin - EFFA ERNST & YOUNG - Tour Manhattan - Cedex 21 - 92095 Paris LA DEFENSE 2.



elf aquitaine

Groupe français, pétrolier et gazier, de 87000 collaborateurs, d'implantation mondiale, fortement développé dans la chimie et ayant réussi son extension vers la santé, recherche pour sa branche exploration-production

JEUNE
JURISTE
EN
DROIT
SOCIAL

Au sein du Département Etudes et Réglementation de notre Direction du Personnel et des Relations Sociales, vous participerez à l'élaboration et au suivi de la réglementation générale, aux études nécessaires à son évolution, à l'analyse des litiges d'application et aux négociations avec les partenaires sociaux dans ce domaine.

Vous prendrez également la responsabilité de la base de données informatique correspondante mise à la disposition des gestionnaires de nos différents établissements et filiales.

A 25-28 ans, vous avez une formation juridique spécialisée : DESS ou DEA de Droit Social et êtes familiarisé avec les outils micro-informatiques.

Vous souhaitez évoluer dans la Fonction Personnel, que vous soyez débutant ou que vous ayez une première expérience acquise en entreprise ou en conseil, vous êtes mobile (déplacements ou expatriation) et vous maîtrisez l'anglais (éventuellement une autre langue).

Merci d'adresser votre candidature (lettre man., CV, photo et prêt.) sous réf. 91/01/LM à SNEA(P) DPRS - Service Carrières Recrutement 26, avenue des Lilas - 64018 PAU Cedex.

Organisation et Recrutement

DU PONT DE NEMOURS

Dans le MONDE : 140 000 personnes, 135 implantations, 33 milliards de \$ de CA, 1 800 produits et gammes de produits. En FRANCE : 1 600 personnes, 6 milliards de francs de CA.

DEPARTEMENT JURIDIQUE

Responsable des affaires juridiques de plusieurs secteurs d'activités de notre groupe en France et sous la supervision du Directeur Juridique, vous agirez en véritable conseil auprès des personnes chargées de ces secteurs notamment à l'occasion de la négociation, la rédaction et l'interprétation de contrats essentiellement commerciaux.

Vous avez une formation juridique supérieure spécialisée dans le Droit des affaires (DESS ou équivalent) et une expérience réussie d'environ trois ans. Une bonne connaissance du Droit français et européen de la concurrence et du Droit français des sociétés serait un plus.

Une parfaite maîtrise de l'anglais vous permettra d'assurer les contacts nécessaires avec les filiales européennes et la maison mère aux Etats-Unis.

Ce poste est une opportunité pour un candidat ayant de réelles qualités relationnelles et désireux de rejoindre un Groupe de dimension internationale.

Merci d'adresser votre candidature, CV, photo et prétentions à

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
Département des Ressources Humaines/MA
137, rue de l'Université - 75334 PARIS CEDEX 07



MASS CARPIERS

Holding d'un groupe de Sociétés Industrielles spécialisées, à vocation maritime, nous recherchons notre

Directeur administratif et financier

Rattaché au PDG, le poste recouvre les fonctions administratives et financières : budgets prévisionnels, gestion de la trésorerie, comptabilité générale et analytique..., ainsi que l'harmonisation des procédures d'un ensemble de sociétés diversifiées.

Véritable animateur, vous organisez et coordonnez l'activité d'une équipe d'une dizaine de collaborateurs, en exprimant vos compétences techniques et vos qualités relationnelles.

De formation supérieure (ESC, DECF...) vous justifiez d'une expérience analogue dans un environnement informatisé.

Poste basé région VANNES.

Adresser lettre + photo + CV sous référence 237 à A.C.P. : 81, avenue de la Marne Centre Le Fourchène 56000 VANNES Tél. 97.46.13.13



MEDIA PA

BONGRAIN, groupe multinational comptant parmi les leaders du secteur fromager, recherche pour sa filiale Bongrain Gérard - Caprice des dieux - (900 personnes sur 3 sites industriels pour un chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard de francs) :

CONTROLEUR DE GESTION

Ce jeune analyste de gestion prendra en charge l'analyse économique des activités commerciales et marketing de la société, participera à l'élaboration ainsi qu'au suivi dynamique des budgets sous la responsabilité du contrôleur de gestion / société. Il se verra également confier des missions ponctuelles d'audit interne. Les

perspectives d'évolution de ce poste à pourvoir dans les Vosges sont de nature à motiver des candidats de valeur, de formation supérieure (BSC), déjà expérimentés (2 à 5 ans), qui sauront faire preuve de dynamisme, rigueur et créativité, et faire valoir une forte aisance relationnelle. (Réf. A/6854M)

CHEF DE GROUPE COMPTABLE

Ce jeune collaborateur aura comme tâches principales de seconder le chef comptable dans les contrôles de son service, et de participer activement à sa réorganisation en cours. Il sera responsable de la comptabilité générale, ainsi que des mouvements réciproques intergroupes. Il animera également la relation clients. Les perspectives d'évolution de ce poste à

pourvoir dans les Vosges sont de nature à motiver des candidats de valeur, de formation supérieure comptable (type DECF ou MSTCF) ayant un minimum d'expérience, sachant faire preuve de rigueur, méthode et initiative, et faire valoir une bonne aisance relationnelle. (Réf. A/6855M)

Ecrire à F. FREY en précisant la référence choisie - PA Consulting Group - 3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.15 code PA)



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

Organisme financier spécialisé recherche

Opérateur Marchés Financiers

Votre profil :

- vous êtes débutant, issu d'une Grande Ecole de Commerce ou justifiant d'une double formation (Ingénieur + MASTER Finance).
- vous avez si possible confirmé vos motivations pour ce métier au cours de stages au sein de salles des marchés.

Doté d'un bon potentiel, vous synthétisez rapidement, vous abordez avec aisance et habileté les problèmes logiques abstraits. Vous avez du goût pour la modélisation. Vous êtes bilingue anglais voire trilingue anglais/allemand.

Votre mission :

Au départ, en qualité d'assistant opérateur franc, monétaire et obligataire, nous vous transmettons notre savoir-faire afin de maîtriser les outils et techniques de marché.

Nous vous demanderons rapidement de participer à l'élaboration de nos stratégies de financement, au reporting, au suivi "rapporté" de la mise en œuvre des décisions de financement et de couverture.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous réf. 7147MO à LBW, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, qui transmettra.

UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHE...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous osons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (25 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidés dont près de 25 % d'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

La direction immobilière des AGF recherche l'adjoint au responsable du service comptable

Cette entité gère un patrimoine de 650 immeubles, 15500 locations en habitation et en bureaux. Au sein du Département Contrôle de Gestion et Comptabilité, en liaison directe avec le responsable du service comptable, vous serez chargé :

- du suivi de la comptabilité des filiales (S.C.I.)
- de l'analyse des comptes et du contrôle des procédures.

De formation BTS ou DECS vous avez 5 à 7 ans d'expérience de la comptabilité en cabinet d'expertise ou en entreprise, et une bonne maîtrise de la micro-informatique.

Des compétences en comptabilité immobilière constitueraient un plus.

Merci d'adresser votre candidature, (lettre, CV, rémunération actuelle) à Christine LABBE, sous référence M91M
Département des Ressources Humaines
33, rue La Fayette - 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Jeune diplômé(e) d'une école de commerce

La gestion, la comptabilité et l'informatique vous passionnent

Notre entreprise (8000 personnes, 8 Mds de CA), leader sur son marché, recherche pour une de ses unités (80 personnes) située à Paris un jeune

ADJOINT DE DIRECTION

N°2 de cette entité qui assure la gestion informatisée de 450 000 abonnés domiciliés en Ile de France, vous vous verrez confier des missions variées dans les domaines de la gestion, de la comptabilité et de l'informatique.

Vous avez déjà un réel talent d'organisateur et le sens des relations humaines ; votre tempérament d'entrepreneur vous permettra après une première expérience réussie dans ce poste d'évoluer en toute autonomie au sein de nos structures décentralisées.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (lettre, CV, photo, prétentions) sous réf. LM/198 à notre Conseil :



ORYADE
François PELLETIER
16 AVENUE HOCHÉ - 75008 PARIS

Membre de Syntec



A l'aube
du XXI^e
siècle,
venez vivre
l'un des
plus
ambitieux
défis
européens.

EUROTUNNEL est la société d'exploitation de la première liaison fixe transmanche, entre la Grande Bretagne et la France, dont la mise en service est prévue en 1993. Ce réseau de transport sera au service du public et des entreprises 24h sur 24 avec la sécurité et l'efficacité maximum grâce aux technologies de pointe mises en œuvre.

RESPONSABLE DES SERVICES GENERAUX Terminal France

Vous prendrez en charge toute la gestion et la logistique du terminal et assurerez la liaison entre la Direction et les différents services du Terminal d'une part, et les services du siège d'autre part. Dans un premier temps, vous participerez activement à la préparation des budgets et des structures, au recrutement et à la formation du personnel ; puis, en phase d'exploitation, vous animerez une équipe responsable de la gestion, documentation, et du contrôle budgétaire. De formation supérieure en droit, gestion ou éco-fi, vous avez une première expérience professionnelle dans une fonction généraliste et une très bonne maîtrise de l'anglais.

Doté d'une forte capacité de communication, vous êtes motivé par un poste offrant une vision globale des problèmes d'exploitation, dans une entreprise jeune et déjà prestigieuse.

Le poste est basé sur le Terminal France (Calais) mais de fréquents déplacements à Londres sont à prévoir.

Adresser CV, photo et prétentions à MERCURI URVAL, 95 av. Victor Hugo, 92563 RUEIL MALMAISON CEDEX, sous réf. 51.4651/LM portée sur la lettre.

Mercuri Urval

HEC, ESCP, ESSEC...

Numéro 2 chez le Numéro 2 ?

En effet nous proposons à un véritable potentiel (HEC, ESCP, ESSEC...) qui justifie de 7 ans environ d'expérience de gestion opérationnelle d'activité commerciale, de nous rejoindre.

Il doit d'abord être animateur et fédérateur, il doit ensuite être bon professionnel de son métier et enfin homme de conseil, de synthèse, très opérationnel et autonome.

Numéro 2 dans un des domaines de la distribution spécialisée (5 milliards - 50 magasins) nous cherchons celui avec lequel, le Directeur de notre plus importante région - 2 milliards - 1 500 personnes - constituera un binôme effectif.

Il assure la gestion d'une quinzaine de magasins avec leurs directeurs, anime les contrôleurs de gestion de ces magasins.

travaille avec ses collègues et la Direction Administrative et Financière de la Société. Il contrôle, propose, innove, précède, gère... en animant les hommes. La moitié de son temps sur le terrain (Lille, Paris, Bordeaux) il est basé au siège de la région à Paris. C'est l'intelligence des situations et l'adhésion à nos valeurs humaines et d'éthique qui fera la différence pour ce poste d'avenir.

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser, lettre manuscrite, CV, sous réf. C1197 à Oliver Chaumette, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris. Minitel : 42.36.10.30.



adidas sarragan FRANCE

3 milliards de C.A. - 2000 personnes, leader mondial de la production d'articles de sport, recherche pour son siège près de Strasbourg à LANDERSHEIM



2 ORGANISATEURS

1 CONFIRMÉ (réf. 1000), 1 JUNIOR (réf. 2000)

Ingénieurs, HEC, ESSEC, ESCP... rattachés au responsable du contrôle de gestion central.

Dans le cadre de la mise en place d'un service organisation-structure, leur mission consistera, après avoir établi le diagnostic de l'organisation et des flux d'informations, à :

- établir les projets de développements prioritaires pour la société,
- réaliser l'analyse de la valeur des structures,
- définir les organisations et organigrammes cibles,
- mettre en place les méthodes et procédures de gestion.

Le "Confirmé" devra assurer la responsabilité des tâches précitées.

Une expérience de quelques années dans un cabinet d'organisation ou dans des fonctions identiques est souhaitable. Le "Junior" aura la tâche d'assister le "Confirmé". Ce poste peut être confié à un débutant ou avec 1 à 2 ans d'expérience.

Une bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est souhaitable.

Votre réussite orientera votre évolution de carrière dans le groupe.

Merci d'écrire avec CV + prétentions + photo, en précisant la réf. du poste choisi, à la Direction des Ressources Humaines Offre : Organismes - adidas sarragan FRANCE - Route de Saessolsheim - LANDERSHEIM - BP 67 67702 SAVERNE CEDEX.

هنا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de la
Gestion

... Le Monde • Mardi 5 février 1991 31

UN MONDE OUVERT, DES HOMMES EN MARCHÉ...

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous osons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (23 000 personnes, 40 milliards de C.A. consolidé dont près de 25 % à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la route en cours est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Vos talents d'auditeur pour organiser notre comptabilité

Notre Direction Comptable recherche pour son service d'organisation comptable un collaborateur expérimenté. Ce service étudie, met en place et contrôle les procédures comptables des différentes directions de l'Entreprise, les modifie en fonction de changements d'organisation ou de réglementation, conseille et forme les services comptables.

Responsable du service d'organisation comptable vous aurez à diriger une équipe de cinq cadres.

De formation supérieure (école de commerce...), vous avez 3 ou 4 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit ou dans la même fonction en entreprise.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre candidature (lettre, CV, rémunération actuelle) à Christine LABBE, sous référence M10CC, Département Ressources Humaines - 33, rue La Fayette 75009 PARIS - Tél.: 42.81.89.65

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Leader sur notre marché (CA : 1,3 Md de F),
filiale d'un grand groupe français de distribution,
nous recherchons, dans le cadre de notre développement, notre

Contrôleur de Gestion

Paris Sud

Rattaché au Directeur Financier dont vous êtes le plus proche collaborateur, vous prenez en charge le contrôle de gestion du groupe en France et à l'étranger. Vous êtes responsable de l'ensemble du processus budgétaire (élaboration et suivi), du plan à 3 ans et du reporting mensuel. Vous effectuez et améliorez les analyses de gestion afin de développer la performance de cet outil de décision. Vous encadrez une équipe de 2 personnes.

260 KF+

Agé d'environ 25/28 ans, de formation Ecole de Commerce ou Université de Gestion, vous bénéficiez d'une expérience d'environ 3 ans en cabinet d'audit. Ce poste ouvre de larges perspectives d'évolution à un candidat de valeur.

Contactez Pascale Gutton au (1) 45.53.26.26 ou envoyez CV + photo + n° tél. + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. PG6609MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Une Banque de Groupe recherche un

Organisateur Confirmé

Paris

Rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez en charge la réalisation de missions d'organisation, dans le cadre d'une stratégie globale, et devrez assurer la mise en place et le suivi des procédures dans les différents départements de la banque.

De formation supérieure : ESC, IEP ou équivalent, vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans des techniques d'organisation de préférence en milieu bancaire.

Rigoureux, autonome, concret, vous développez de réelles qualités relationnelles qui vous permettront de vous adapter rapidement à une structure dynamique et exigeante.

Contactez Yves le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél. à

Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. YLL5968MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

TOULON

Notre établissement de production (170 personnes), situé près de TOULON (VAR), appartient à un grand groupe industriel (20.000 personnes) dont la vocation est la conception et la fabrication de matériels de haute technologie.

Nous recherchons notre **CONTROLEUR DE GESTION**.

Rattaché au Directeur d'établissement et en liaison avec les services centraux de gestion de la Société, vous avez la responsabilité de la gestion du centre (comptabilité, gestion des moyens et des affaires).

Ainsi :

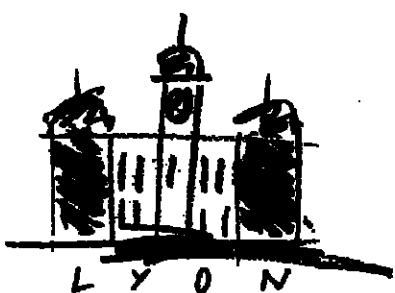
- Vous préparez les plans et les budgets annuels, contrôlez leur application et vous suivez leur évolution (tableau de bord, résultats d'exploitation mensuels...).
- Vous suivez les coûts de production.

De formation supérieure en économie, vous êtes titulaire du DECS et avez acquis une première expérience de responsable financier d'une PME/PMI.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 2193/LM à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

CONTROLEUR
de
GESTION

La
VILLE
de LYON
recrute



CADRE CHARGE DU CONTROLE DES ORGANISMES EXTERIEURS

En vue d'assurer le suivi et le contrôle des relations financières avec les organismes extérieurs et/ou contrôlés par la commune (Associations, S. E. M., Etablissements publics communaux, intercommunaux)

Vous contrôlerez les prévisions, le suivi budgétaire, la rentabilité des investissements. Vous réaliserez, à la demande, des études ponctuelles pour concevoir et mettre en place des outils et procédures de gestion efficaces dans l'optique d'améliorer les performances.

Vous instruirez les dossiers de demande de subventions, tout en évaluant les actions engagées, assisterez à leurs présentations tout au cours de l'année.

D'autre part votre fonction vous appellera à participer à l'établissement des conventions entre les organismes extérieurs et la Ville de LYON.

Après avoir conçu et contrôlé leurs tableaux de bord, vous préparerez un rapport annuel ayant pour objectif le bilan global de leurs comptes.

Vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce (option Management Public), de Sciences Politiques (option Economies et Finances), d'un D. E. S. S. Gestion Publique. Vous avez une expérience de deux à trois ans en cabinet d'audit ou d'expertise comptable, en comptabilité entreprise ou en contrôle de gestion de service public.

Vous possédez une grande capacité d'analyse et de synthèse accompagnée d'une grande qualité de contact.

Un minimum de connaissances des spécificités des collectivités locales serait particulièrement apprécié.

Adressez candidature CV et photo à : M. le Maire - Division du Personnel - Hôtel de Ville - BP 65 69205 LYON cedex.

CONTEXTE

La Banque HERVET veut saisir les opportunités de croissance que propose l'espace européen, et renforce son équipe :

Exploitant à la Direction des Affaires Internationales

Intégré dans l'équipe d'expansion de la Direction des Affaires Internationales, le candidat sera chargé de l'assistance commerciale en appui du réseau, pour promouvoir auprès de la clientèle les produits de commerce extérieur de la Banque. La responsabilité d'une zone géographique et la participation active à l'étude et au montage de financements internationaux pourront également faire partie intégrante de sa mission. Diplômé de l'enseignement supérieur, âgé de 30 ans environ, vous avez une expérience de 3 à 5 ans, tournée vers le commerce extérieur ou sein d'un établissement bancaire. Pour mener à bien la mission, la maîtrise de l'anglais et une bonne connaissance de l'Italien sont nécessaires ainsi qu'un réel dynamisme commercial et une bonne aptitude à travailler en équipe. Ce poste très évolutif permettra à un candidat de valeur de réussir au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV + photo + prétentions) à Marie-Dominique Kharouni, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M05DAI

GRUPE
HERVET

SECRETARIAT GENERAL

Nous sommes une Holding Industrielle et Financière gérant près d'un milliard d'actif dans dix filiales et 30 participations. Pour compléter notre Equipe de Direction, nous recherchons UN JEUNE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT qui assurera la Gestion Administrative et Financière du Groupe.

Travaillant en étroite liaison avec le Directeur Général, sa fonction comporte :

- le reporting des filiales et participations,
- le suivi de la trésorerie du Groupe,
- l'analyse du portefeuille de placement,
- la surveillance juridique,
- l'informatisation de la gestion administrative.

Vous avez plus de trente ans, une formation supérieure, des connaissances approfondies en matière de fiscalité, de finance, d'informatique et d'économie. Quelques années de holding Industrielle vous ont permis d'acquérir une excellente qualité rédactionnelle et une bonne capacité relationnelle.

Venez rejoindre notre petite équipe dynamique dans laquelle vous pourrez vous exprimer pleinement avant de devenir dans trois ans, notre Secrétaire Général.

Adressez votre Curriculum-Vitae accompagné d'une lettre manuscrite en n'omettant pas d'indiquer votre rémunération actuelle à notre conseil : PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles - 75016 PARIS - Sous référence 1663 M.

PLEIN CADRE



LA SIGNATURE
D'UN RÉSEAU MAJEUR

SOCIÉTÉ
FINANCIÈRE
DES SOCIÉTÉS
DE DÉVELOPPEMENT
REGIONAL

FINANSER, Société financière des Sociétés de Développement Régional, a pour mission d'assurer le refinancement aux meilleures conditions du réseau des SDR. Dans le cadre de l'évolution de ses services et de son activité, nous recherchons un

SECRETAIRE GENERAL

Rattaché à la Direction Générale et membre du Comité de Direction, il sera chargé du back office des opérations (interbancaires et obligataires) de l'établissement. Il assurera le suivi de la comptabilité en liaison avec le cabinet comptable. Il aura les responsabilités de l'administration générale et du personnel. Il sera assisté pour ces tâches d'une petite équipe très performante.

Pour cette création de poste, basée à Vincennes (94), nous recherchons un jeune cadre supérieur : âgé de 30 à 35 ans, de formation ESC, IEP ou équivalent. Il aura déjà une expérience significative des marchés financiers et de la pratique des activités de back office d'une banque ou d'un établissement financier, ainsi que d'excellentes connaissances comptables et informatiques.

Nous vous garantissons une discrétion absolue et vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération) sous réf. 9325 à notre Conseil :

FHC Conseil
16 RUE MEDERIC, 75017 PARIS

1^{ère} SESSION 1991

Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons su depuis plus de vingt-cinq ans conquérir une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • déçus des obligations militaires • libres pour démarrer rapidement.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M42G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique

■ SOCIÉTÉ DE SERVICES (220 personnes), filiale d'un grand groupe international, recherche un

JEUNE RESPONSABLE FINANCIER et Contrôleur de gestion

Rattaché au Président Directeur Général et membre du Comité de Direction, vous participerez aux progrès de gestion de l'entreprise et élaborerez le montage financier de nouvelles affaires.

Animateur d'une équipe de 10 personnes, vous êtes responsable :

■ des finances ; rentabilité financière de nouvelles activités, plan de financement, gestion de trésorerie, relations avec les banques,

■ du contrôle de gestion et de la comptabilité.

Ce poste très complet est une réelle opportunité de développement pour un jeune diplômé (ES, ESSEC, DECS, HEC...) à l'aise avec les techniques financières et ayant déjà au minimum deux exercices.

Notre entreprise est située près d'EVREUX.

Merci d'envoyer votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle, sous réf. 7053/M, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Cadres Financiers

Conseiller les Entreprises et
Financer leur Expansion

Analyser tous leurs besoins, imaginer et mettre en place leurs financements (prêts en francs et en devises, crédit-bail, fonds propres, etc.), établir des relations au plus haut niveau avec les entreprises performantes, une mission passionnante qui vous permettra d'acquiescer les techniques les plus modernes de l'ingénierie financière.

Cette mission vous l'exercerez • après une formation de 6 mois à Paris • dans nos **Directions Régionales** :

BORDEAUX, DIJON, POITIERS...

Nous la destinons à des Cadres Financiers (GRANDES ECOLES COMMERCIALES ou SCIENTIFIQUES) ayant une expérience de 3 à 7 ans, de préférence dans une banque ou dans une entreprise industrielle ou commerciale.

Merci d'adresser une lettre manuscrite avec curriculum vitae, photo, indication de votre salaire, au Crédit National, Département des Ressources Humaines, 45 rue Saint-Dominique 75001 PARIS.



Crédit National

Grenoble

Financial Controller



Nous sommes la filiale France (CA : 100 MF, 33 personnes) d'un groupe leader mondial d'articles de sports avec des marques de très forte notoriété.

Véritable bras droit du PDG, vous supervisez : la comptabilité générale et en assurez la fiabilité, le reporting à la maison mère selon les normes anglo-saxonnes et coordonnez les services administratifs. Vous effectuez : la gestion de trésorerie, le crédit control, l'élaboration des budgets, le contrôle de gestion.

Vous mettez en place les procédures internes et les outils de gestion afin d'optimiser le suivi de l'activité. Vous êtes assisté d'une équipe que vous animez et stimulez.

Agé de 30/40 ans, de formation supérieure de type ESC complétée par un DECS ou équivalent, vous disposez d'une expérience réussie en cabinet et en entreprise, si possible dans un environnement international et de distribution. Vous êtes un manager autonome, rigoureux, disponible, sportif, doté d'un excellent relationnel. Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et l'outil informatique.

Si ce poste qui constitue une opportunité exceptionnelle au sein d'une équipe professionnelle à l'état d'esprit sportif vous motive, merci d'adresser, sous réf. 459, CV, LM, photo et prétentions à ACTEON SA, 27 rue de la Villette, 69003 Lyon.



BANQUE MONÉGASQUE

Filiale d'un Groupe Européen
recherche dans le cadre de son développement un
GÉRANT DE PORTEFEUILLES
TAUX D'INTÉRÊT

Rattaché au Directeur des Services Financiers, vous serez responsable du marché des taux d'intérêt et assurerez la gestion d'OPCVM et de comptes gérés d'une clientèle haut de gamme.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure et parlant l'anglais, vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans dans une banque ou un établissement financier.

Merci d'adresser votre dossier (CV + photo + prétentions) sous réf. 7132 au Monde Publicité, 5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Exploitant PME

Paris 250/280 KF + Bonus

Directement rattaché au Directeur de l'Exploitation, vous serez chargé de créer et de développer un fonds de commerce d'entreprises de 30 à 500 MF de CA.

Ce poste très commercial vous permettra d'évoluer avec la croissance de la banque et d'apporter à vos clients un conseil global en vous appuyant sur la structure du groupe. Vous avez entre 30 et 35 ans, une expérience de l'exploitation PME, une formation supérieure et vous souhaitez avoir l'occasion de prendre, à terme, de plus grandes responsabilités.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle + tél à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous la réf. CK6594MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Jeune directeur financier



Premier réseau national des
professionnels du dépannage
(280 personnes, CA : 100 MF),

notre croissance, depuis plus de 20 ans, s'est enracinée dans une image de qualité et de sérieux. Le développement de notre réseau et nos diversifications sont de belles réussites et nous permettent de poursuivre notre expansion, tant en France qu'à l'étranger.

Au sein de notre équipe de direction, vous êtes chargé :
• d'encadrer l'équipe comptable et de superviser les résultats comptables et budgétaires • d'optimiser la rentabilité de nos centres d'exploitation en définissant une politique de gestion performante et en vous assurant de sa bonne application,
• de participer à l'élaboration des plans de financement et à l'ensemble de notre stratégie financière.

La trentaine, de formation supérieure (ESC option finances-compta, maîtrise de gestion...), vous avez une première expérience acquise idéalement dans un cabinet d'audit et/ou d'organisation.

Vous souhaitez aujourd'hui participer pleinement au développement d'une entreprise leader sur un marché particulièrement porteur.

Ce poste est basé à Tours.

Merci d'adresser votre candidature, sous la réf. LM/020391/T, à notre conseil PG CONSULTANTS, 21 rue Emile-Zola, 37000 Tours.



ANGERS-BORDEAUX-NANTES-PARIS-RENNES-TOULOUSE-TOURS



CaixaBank

Second d'agence

Montpellier

En France, filiale d'un très important groupe financier européen, nous avons doublé notre réseau d'agences bancaires en deux ans.

Outre la direction en second d'une agence généraliste, vous assumerez la responsabilité du service immobilier "court terme professionnel" et "long terme acquéreur".

A 28/38 ans, vous maîtrisez parfaitement les techniques de financement de l'immobilier professionnel et vous êtes titulaire d'une expérience significative en banque généraliste. Alors écrivez vite sous réf. 562.01 aux Conseils En Recrutement Associés - 1 av. G. Pompidou - BP 3211 - 69403 Lyon cedex 03.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIÉS



MEDIA-SYSTEM

Le groupe Média-System - CA : 600 MF, 200 personnes.
Filiale du Groupe Publicis - situé à Paris 17^e
(4 agences en province), recherche son

Trésorier Crédit Manager

■ Rattaché au Directeur administratif et financier, manager d'une équipe de 6 personnes, il a en charge la gestion de la trésorerie : politique de placement, relations avec les banques. ■ Responsable de la comptabilité clients et de la gestion du risque, il supervise et fiabilise les méthodes de facturation, anime et développe l'activité de recouvrement. ■ La mise en place d'une nouvelle procédure d'administration des ventes lui sera confiée. ■ Diplômé d'une grande école de commerce avec une expérience de 3 ans minimum, parfaitement organisé, il possède le sens du relationnel. ■ Rémunération attractive. ■ Possibilités d'évolution dans le groupe. ■ Merci d'adresser votre candidature, sous réf. M 4, à Charles-Henri Robert, Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17 ■

Ges

VERINI & I

ASSISTA
RESOR

ACTEON

GESTIONNAIRE

هنا من أصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde de la Gestion

adidas sarragan FRANCE

3 milliards de C.A. - 2000 personnes, leader mondial de la production d'articles de sport, recherche pour son siège près de Strasbourg à LANDERSHEIM

CONTROLEUR DE GESTION CONFIRME



Ingénieur, HEC, ESSEC, ESCL, rattaché au responsable du contrôle de gestion. Dans le cadre de la mise en place d'un "système de gestion intégré" votre triple mission : contrôle de gestion, organisation, procédure, consistera à :

- de façon prioritaire :
 - participer au projet international de mise en place du système SAP permettant de mesurer les performances des entités commerciales et des unités d'approvisionnement et de production européennes,
 - mais également :
 - participer à l'amélioration des tableaux de bord et du reporting vers la maison-mère,
 - procéder à toutes les études de gestion relatives à l'identification et la mise en place d'actions d'amélioration de la rentabilité,

- participer à l'élaboration des plans stratégiques, opérationnels et budgétaires. Une expérience de 5 ans dans des fonctions identiques ou de cabinet d'organisation est souhaitable. Tenant compte des rapports permanents tant avec le siège en Allemagne, qu'avec d'autres pays, une très bonne connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est indispensable. Une bonne formation ou expérience en comptabilité analytique est un atout complémentaire. Votre réussite orientera votre évolution de carrière dans le groupe. Merci d'adresser CV + prétentions + photo à la Direction des Ressources Humaines - Offre : Contrôleur de Gestion adidas sarragan FRANCE - Route de Saersheim - LANDERSHEIM - BP 67 67702 SAVERNE CEDEX.

MARTINI & ROSSI

La Direction Administrative et Financière recherche pour son siège de Saint Ouen

Un des leaders mondiaux du secteur des spiritueux avec un CA supérieur à 1 milliard de Dollars. MARTINI & ROSSI est présent dans 150 pays avec des marques prestigieuses :

MARTINI, mais aussi : WILLIAM LAWSON'S, GET 27, BENEDICTINE etc...



Le Groupe FRANCE avec un effectif de 1600 personnes réparties dans 18 sociétés, réalise un CA supérieur à 2,5 milliards de Francs et commercialise plus de 100 Millions de bouteilles.

ASSISTANT DE TRESORERIE H/F

Notre responsable de trésorerie gère 6 milliards de flux bancaires, vous l'assisterez dans l'élaboration journalière de la situation de trésorerie centralisée pour le groupe sur micro-ordinateur (progiciel ANTINEA) et la remplacerez complètement en son absence.

Responsable de la répartition des frais financiers à l'intérieur du groupe, vous en vérifierez la cohérence et l'exactitude.

Vous suivrez les opérations de couverture de devises.

Vous aurez à mettre en place le système de télécommunication bancaire et à améliorer les applications informatiques existantes.

Vous superviserez la comptabilité bancaire et proposerez toutes mesures permettant d'améliorer la rentabilité des postes de travail.

Débutant ou, avec une ou deux années d'expérience vous avez une formation de type ESCAB ou équivalent, option finance comptabilité, le sens de l'organisation et le goût de la micro-informatique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, et photo à MARTINI & ROSSI Direction des Services du Personnel - 19 Avenue Michelet - 93400 SAINT OUEN

Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE DE HAUTE NORMANDIE CONFIRME SA DYNAMIQUE DE SUCCES : 1ERE BANQUE REGIONALE. 16 MILLIARDS DE FRANCS DE TOTAL BILAN. PLUS DE 80 AGENCES.



GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

HAUTE NORMANDIE

Rattaché à la Direction administrative et financière, vous serez responsable de la gestion de Trésorerie vous incombent.

Vous analyserez et optimiserez les flux financiers et procéderez au suivi des opérations conclues sur les différents marchés.

En parallèle, vous aurez à mener une réflexion stratégique sur le risque de transformation (ALM).

Enfin, vous serez l'interlocuteur privilégié de nos clients importants et vous assurerez la relation avec les services annexes.

Débutant ou justifiant d'une courte expérience, de formation Sup de Co/Finance ou universitaire complétée par un 3ème cycle spécialisé, vous êtes passionné par la gestion de trésorerie.

Votre volonté de progression et vos aptitudes personnelles vous permettant de justifier votre candidature dans un poste évolutif qui est une création.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (lettre de motivation + CV + photo + prétentions) à : Michel BENARD CONSEIL - 42 Quai du Havre - BP 4211 - 76723 ROUEN CEDEX Tél. 35.15.08.09

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Le Monde Cadres

Société d'INGÉNIEURIE (Industrie agro-alimentaire) cherche

1 CHEF DE GROUPE 1 PROJETEUR

Tuyauterie, chaudronnerie, installation d'usines, Nations AUTOCAD, AutoCAD, etc. Expérience, polyvalence.

Env. CV à : APPELON 3, av. de la Meudrie 78890 EPONE

C.A.C. DE DIEPPE Seine nationale recrute son nouveau

DIRECTEUR

Envoyer avant le 5 mars, dans l'ordre, lettre manuscrite et curriculum vitae à :

M. le Président du C.A.C. Jean-François B.P. 47, 76200 DIEPPE

M. le Maire du Dieppe M. le directeur des théâtres et des spectacles, Ministère de la Culture.

L'association de voyages culturels CLIO

recherche des COLLABORATEURS de formation historique et artistique

pour accompagner et guider personnellement les candidats vers les pays d'Europe du bassin méditerranéen et du Proche-Orient

Env. CV, 34, r. du Hameau 75015 Paris. Tél. 46-31-89-84

SYNDICAT PROFESSION LIBERALE recherche

CHARGÉ(E) D'ETUDES

responsable de la coordination de ses travaux d'étude et de conseil

Convulserait à jeune diplômé(e) enseignant(e) supérieur, DEA ou équivalent (bac + 5), ayant acquis deux à trois années d'expérience.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite de motivation, prétentions à :

LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, 75007 Paris

CNRB recrute sur contrat à durée déterminée

UN PROJETEUR B.F.

mission, bac + 2 en génie civil. Travail au sein du RE de l'AS dont les activités sont centrées sur la réalisation des études, plans, etc.

Env. CV à : GUICHARD CNRS-AS, BP 91371, Verrières-le-Buisson Cedex. Tél. : 84-47-43-13.

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE A CRÉTEIL

AIDE-COMPTABLE 2/3 ans d'expérience exigés

Envoyer C.V. + lettre manuscrite sous le n° 8228 LE MONDE PUBLICITE, 5, r. de Montesson 75007 Paris

LA VILLE DE GENNEVILLIERS (Hauts-de-Seine) recrute

UN AGENT DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE POUR L'EMPLOI DES JEUNES

En liaison avec la mission locale, les services économiques et les entreprises de la ville, cet agent aura pour mission principale de favoriser le démarrage et la création d'entreprises nouvelles aux jeunes de faible qualification.

Formation supérieure (études économiques, aménagement du territoire) Connaissance du milieu de l'entreprise et des dispositifs d'intervention sociale et professionnelle des jeunes (entreprises d'insertion, ordi formation, contrats de qualification...)

Poste de contractual de catégorie A Contrat à durée déterminée de 14 mois

Envoyer candidature et C.V. détaillé à :

Monsieur le député-maire 92237 GENNEVILLIERS CEDEX

Réf. annonce : DSEL 91/1 Revue professionnelle Secteur Industrie Auto recherche

RÉDACTEUR bilingue anglais/français. Formation supérieure et expérience secteur industrie textile.

Envoyer CV et lettre manuscrite sous le n° 8228 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-P.

Bureau d'études Transports Circulation recherche - pour la région parisienne

1 CHARGÉ D'ETUDES Senior H/F. Economiste avec connaissances techniques. Trois à cinq années d'expérience.

- pour la région parisienne et la région lyonnaise

2 CHARGÉS D'ETUDES Junior H/F, économiste ou techniciens

Les candidatures sont à adresser : ERES TRANS-PORTS/INSTRANS, 8, cours Général-Giraud, 69003 Lyon

Tél. : 76-28-89-12

COMMUNE NORD-EST DE PARIS + 40 habitants recrute

1 CADRE

adjoint du directeur du personnel, statutaire ou contractuel, ou sans charge, dans une structure informelle : - de la gestion des carrières (recrutement, maladie, retraite...),

- de la préparation des instances paritaires, - des relations avec le service à l'emploi, - d'encadrer six personnes.

Profil : Formation universitaire Expérience professionnelle souhaitée

Env. lettre manuscrite et C.V. Monsieur le Maire B.P. 91 91410 GAGNES-LES-GONNES

VILLE DE MONTARGIS (Loiret) recrute

UN(E) SECRÉTAIRE GENERAL ADJOINT

20 000 à 40 000 habitants Expérience appréciée en : Gestion du personnel

Organisation des services et méthodes de travail, Gestion financière.

Candidatures et C.V. à adresser à :

Monsieur le Maire 6, rue Gambetta 45200 MONTARGIS

VILLE DE CORBEIL-ESSONNES (91100) Groupe socialiste d'études recherche

pour son cabinet COLLABORATEUR (TRUC) titulaire du bac. Les candidats doivent maîtriser les techniques de secrétariat et posséder le sens de l'écrit et

des relations publiques. Le poste est à pourvoir dans le cadre de recrutements ou attachés territoriaux suivant diplôme

et/ou position statutaire ou comme contractuel. Adresser candidatures et C.V. à :

M. Roux PÉREZ Président du groupe des élus socialistes 11008 CORBEIL-ESSONNES CEDEX

A.P. CONFIRMES 5 POSTES 30 XX CICS, COBOL, PL/I, V/SAM

2 POSTES 3000 (BAC + 4) SERIE 832, CAO, GPAD

3 POSTES VAX (4/5 ANS) EXP. DMS OU ACS COBOL

2 POSTES DPS7 SGBD, SGBD

ADRESSER DOSSIER + CV A SEXTANT BP 139

TEL : 46-03-38-32 92100 BOULOGNE S/réf 249

ECOLE MAISON-BLANCHE ÉLÈVES INFIRMIER(E)S PSYCHIATRIQUES

Études 3 ans, rémunérées 3 300 F brut mensuel. Possibilité logement, cadre agréable (proche Paris).

Clinique inscription, concours 28/12/1991.

3, avenue Jean-Jaures 93330 Noilly-sur-Marne T. : 43-00-96-90, p. 4060

ASSOCIATION recrute

UN FORMATEUR (H.F.) pour son dispositif de formation (publique de faible niveau, cours de perfectionnement, etc.)

Poste à plein temps. CDD 4 mois avec possibilité de prolongation. 8 500 F mensuel.

Envoyer CV + lettre manuscrite à :

AS, 5, place de la Fontaine, Quartier 92230 BAGNEUX

secrétaires CENTRE INTERNATIONAL DE SÉJOUR POUR LE TOURISME DES JEUNES

recrute pour plusieurs postes ASSISTANTE DE DIRECTION

Secrétariat de Direction et gestion administrative du personnel.

BTS + expérience. Disponibilité pour assurer permanence de Direction le week-end.

Envoyer CV + photo, F.I.A.P. 30, rue Cambis 75014 Paris

PME INFORMATIQUE Porte de Vincennes recherche

SECRÉTAIRE Niveau BTS. Anglais écrit et parlé. Connaissance TTX.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV à :

Claude BOULIER - BISRO 89, rue de Logny 93100 Montreuil

Tél. : 48-51-73-00

capitales propositions commerciales

Opportunités : créer une nouvelle activité dans un domaine rentable et évolutif

Nécess. dépenses 300 000 F

18 (1) 42-85-75-44, Paris

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 22 ans

Bac + BTS école publique et communication, recherche

poste d'assistant de public, de communication ou en marketing.

Env. sous le n° 8059 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson 75007 Paris

J.F. 30 ans, SUP de CO REIMS + DESEM franco-britannique (anglais, courant et bon allemand) 6 ans exp. études Marketing/Communication recherche poste

CHARGÉ D'ETUDES MARKETING

secteurs : industriels, grande consommation ou services (Paris/rég. parisienne). Envoyer CV + photo sous le n° 82558 à PROJETS, 12, rue des Pyramides, 75001, Paris qui transmettra.

J.F. 34 ans Bac G1, bonne présent., 9 ans d'exp., ch. place motivante et stable dans le secrétariat (bonne maîtrise du traitement de texte WORD 4 et 5), dynamique, sans prétention, organisée, libre de suite.

M. Auguste MINA, 1, rue Camille 94000 Vincennes

M. 38 a Gde disponibilité, excellente présentation, aiment contacts haut niveau. Sportif. Rech. place stable CHAUFFEUR DE DIRECTION.

Bonus 43 a. 99-33-13-15 CADRE COMMERCIAL 38 a. Form. sup. Etc. Vls bon exp. vente animation équipe, ch. collaboration avec PME. T. (01) 37-32-38-88

53 a. Formation Juridique 20 a. expérience. EXCELLENTE PRÉSENTATION Rech. poste collaboratrice d'homme d'affaires/politicien. Responsabilités, contacts humains haut niveau, déplacements

FRANCE/ÉTRANGER

Env. sous le n° 8222 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, Paris-P.

F. 38 a. Prof. lettres. Doct. 3^e cycle, étudierait propositions d'emploi lit. (édition). T. 37-30-29-53

J.F. 28 a. Bac + 5 économie, ch. poste de chargé d'études. Étude toutes propositions. Tél. : 48-50-13-58

COMMUNICATION

J.F. 25 ans, vve et méthodique. Bac + 3, 3 ans expérience comme chargée de budget en communication globale, cherche poste responsable communication ou sein d'une entreprise dynamique.

Tél. : 48-51-75-85

ASSIST. DIRECT. 12 a exp. DUT GEA (finance, compt.) maîtrise micro-informatique et logiciels PAO IMAC + PCI pour collaborer à directeur communication ou directeur adm. et finance.

Env. sous le n° 8228 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson 75007 PARIS

L'AGENDA

Cours

COURS D'ARABE

actuel : marocain et saoudi Du 1 mars au 28 mars AF 42 : 75-20-58

Vidéo

A VENDRE, URGENT Cause double emploi.

LECTEUR VIDEO DISC PAL 3 mois, état neuf, 2 600 F. Lessor messageur sur répondre : 48-24-05-81

(vins)

L'OR VERT

CAVE VITICOLE DE CLEBOURG

CLEBOURG OBERHOFFEN ROIT STEINSELZ CAVE VITICOLE DE CLEBOURG 67160 WISSEMBOURG

Tel. : 89-54-50-39

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Appart de caractère de 100 m², XVIII^e env. 45 m². Living avec mezzanine + chambre, cuisine, s. de b. 48-22-03-03

43-59-08-04, p. 22

77

Seine-et-Marne

MARNE-LA-VALLÉE NOISEL

FA, 85 m² + bas fermé 100 m RER, proximité écoles et commerces, log. sur allée forestière, en zone piétonne. 720 000 F.

Tel. 80-17-15-44 après 18 heures.

94

Val-de-Marne

PROJ. INTERESSANT ST-MANDE PRES BOIS 200 VINCENNES, 77 CDT. Lvr. dble, 1 chbr, bains, 128, av. Général-de-Gaulle, Stmand, dim. 14 h-17 h.

SAINT-MAURICE

Superbe 2 pièces, grand standing, salon 25 m² + chambre, cuisine équipée, salle de bains, face Merne, sur la, site privé, par. + cave. 1 000 000 F à débattre.

Après 18 h : 48-59-59-52.

95 - VAL-D'OISE

PONTOISE. Dans résid., part. vend. beau 4 pièces, sdb, 3 chbrs, s. de b. cab. douche, cuis., cellier, v.c., box rang. gd balcon. Calme, verdure, 10 mn. RER et SNCF, Paris-Nord et Saint-Louis.

620 000 F. Tél. 30-32-90-20 apr. 19h30.

appartements achats

Rech. URGENT 100 à 120 m² PARIS, Préf. 9^e, 7^e, 14^e, 16^e, 12^e, 5^e, 1^{er} arr. comptant 48-73-48-07

locations non meublées offres

Paris

SÈVRES CENTRE

DANS IMB. NEUF STAND. 3 av. 1/2 P. + dble par. 42-27-06-90 1000 F.

Région parisienne

Part. loue 3 P. Vézère-Seine. Résid. neuf. 61 m². Logis + par. + dev. 4 500 F.C.C. Tél. : 48-50-52-02

locations non meublées demandes

Paris

RÉSIDENT CITY

URGENT rech. pour délégués étrangers d'entreprises groupes anglo-saxons. LUXUEUX APPARTEMENTS MEUBLÉS DURÉE 1 à 2 ANS LOYERS GARANTIS

Tél. : (1) 45-27-12-19

EMBASSY SERVICE

8, av. de Ménilmontant 75008 PARIS recherche APPARTEMENTS DE GRANDE CLASSE VIDE ou MEUBLÉS HOTELS PARTIC. PARIS et VILLAS PARIS-EST.

Tél. : (1) 45-52-30-00

MASTER GROUP

recherche agents vides ou médias du studio ou T.P. POUR CADRES ET DIRIGEANTS DE SOCIÉTÉS 47, rue Vauvray, Paris-7^e 42-22-24-50-23

URGENT

J.F. rech. studio, environ 35 m², près Butte-Chaumont Tél. : 48-50-52-02

bureaux

Locations

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Votre adresse COMMERCIALE PARIS 1^{er}, 8^e, 9^e, 12^e, 19^e, 17^e. LOCATION DE BUREAUX INTERDOM 43-40-31-45.

BUREAUX ÉQUIPÉS

Salles de réunions, tées durées, domiciliaires, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CREATION immédiates toutes entreprises. Serv. personnalisés : courriel, cad. soc. fax.

GROUPE ASPAC

1^{er} RESEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES

ETOLE 10^e 47-23-51-58

SEINE-SAINE 10^e 47-23-51-51

ST-LAZARE 9^e 42-53-50-54

LA FAYETTE 9^e 47-23-51-51

BOULEVARD 92 46-20-22-25

VERSAILLES 78 30-21-48-49

+ 20 centres en France.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SAIN - RC - RM

MARCHÉS FINANCIERS

Face à une conjoncture plus difficile

Les banques françaises vont s'efforcer d'améliorer leurs marges

Le dernier trimestre 1990 et le début de l'exercice 1991 n'ont pas été très bons pour les banques françaises. Elles ont enregistré une nouvelle dégradation de leurs marges bénéficiaires qui s'inscrivent dans leurs comptes de l'exercice 1990 publiés dans les prochains mois.

D'abord le coût de leurs ressources continue d'augmenter, du fait notamment d'une nouvelle diminution de leurs dépôts à vue en novembre (- 3 %) au profit de ressources rémunérées au taux du marché (9 % à 10 %) comme les certificats de dépôt qui sont émis par elles et qui sont achetés par des SICAV de trésorerie où se retrouvent, précisément, les dépôts de leurs clients.

Du côté des crédits, on signale une multiplication des petits sinistres bancaires (100 000 à 200 000 francs) en liaison avec les difficultés des petites et moyennes entreprises, victimes du ralentissement de la conjoncture depuis le printemps dernier : les provisions à constituer au titre de ces sinistres se gonflent d'autant.

Pour stopper cette dégradation, les banques ont mis en route une série de mesures. En ce qui concerne leurs ressources, elles vont s'efforcer de rendre moins déficataires ou légèrement bénéficiaires des produits, comme les SICAV de trésorerie en relevant, les frais de gestion décomptés aux clients, déjà portés de 0,6 % à 0,8 % à l'automne dernier, puis à 1 % ces temps-ci (BNP, banques populaires notamment).

Un tel relèvement ne freinera guère, il est vrai, l'essor des SICAV de trésorerie dont la rentabilité frôle les 10 % annuels : il faudrait, pour ce faire, instituer les droits d'entrée ou de sortie assez lourds, mesure à laquelle aucune banque ne veut se résoudre toute seule, concurrence oblige, mais que les établissements devront prendre un jour ou l'autre s'ils veulent ralentir l'hémorragie de leurs dépôts à vue

et éviter que leurs clients se servent de leurs SICAV de trésorerie comme de comptes à vue rémunérés au double de la rémunération des livrets de Caisse d'épargne.

Assouplissement de la réglementation des SICAV

Par ailleurs, l'Association française de banques (AFB) a écrit au ministre des finances pour demander un assouplissement de la réglementation des SICAV, pour autoriser ces dernières à placer plus de 5 % de leurs actifs en titres émis par un seul établissement, cela afin de permettre aux banques de faire souscrire leurs certificats de dépôt par leurs propres SICAV de trésorerie, manière détournée de récupérer des liquidités. L'AFB a également demandé au ministre des finances de ramener de 37 % à 17 % le prélèvement forfaitaire sur les produits d'épargne autres que les SICAV.

Enfin, les banques procèdent, depuis l'automne dernier, à une sélection plus sévère de leurs clients débiteurs afin d'améliorer la qualité de leurs crédits. Surtout, elles ont entrepris de relever les taux de ces crédits essentiellement pour le logement qui, en un an, ont progressé de plus d'un point, passant de 10 % à 11 % et plus suivant les réseaux, se situant désormais un demi-point au-dessus de celui des emprunts d'Etat au lieu de se maintenir, à un point, un point et demi en-dessous, ce qui correspondait pratiquement à une vente à perte quasiment suicidaire.

Par ailleurs, elles ont durci les conditions de certains financements accordés aux entreprises, notamment les lignes à options multiples (MOF) et, d'une manière générale, diminué les rabais qu'elles consentaient à tout-venant. L'effet de ces mesures, toutefois, sera long à se faire sentir en raison de l'ampleur des excès commis précédemment dans un climat de concurrence débridée et de prospérité générale.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SILIC : POURSUITE DU PROGRAMME DE CONSTRUCTION ET DE RÉNOVATION

Le conseil d'administration réuni le 31 janvier 1991 sous la présidence de monsieur André MOULY a constaté que les loyers du 1^{er} trimestre de l'exercice, non compris le solde des émissions complémentaires d'ici au 31 mars, ont progressé de 9,6 % par rapport à l'exercice antérieur : 63,7 millions de francs contre 58,1 millions ; cette progression découle de l'évolution du patrimoine et des revalorisations enregistrées lors des relocations.

Le conseil d'administration a également été informé de ce que le montant total des loyers émis au titre de l'exercice 1990 s'est élevé de 244,7 millions de francs contre 222,2 millions de francs lors de l'exercice précédent et de ce que le programme de construction et de rénovation actuellement en cours sera financé par l'emploi de la trésorerie courante de la société sur l'exercice 1991, exercice qui devrait permettre une nouvelle fois de constater une augmentation sensible de loyers.

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMMOBANQUE

Le Conseil d'Administration, réuni le 30 janvier 1991 sous la présidence de Monsieur Gérard BILLAUD, a constaté que le capital social était porté de FRF 173.019.900 à FRF 173.038.000 à la suite de la souscription en 1990 de 181 actions nouvelles par les titulaires de bons attachés aux obligations 1987.

L'exercice 1990 a enregistré un niveau d'activité exceptionnel s'élevant à plus d'un milliard de francs, en progression de 25,8 % par rapport à 1989. Cette production se répartit en 937 millions de francs d'opérations de crédit-bail et 78 millions de francs réalisés en location simple.

Le Président a commenté les dispositions de la Loi de Finances modifiant le régime fiscal des Scimi et notamment l'option offerte de maintenir le régime antérieur des opérations de crédit-bail, à l'exception des bureaux, pour une période de 5 ans. Sous réserve de l'étude des textes d'application à paraître, IMMOBANQUE devrait exercer cette option.

La progression de l'activité ainsi que l'augmentation des recettes locatives devraient permettre une nouvelle majoration du dividende unitaire qui s'élevait à FRF 54,00 pour l'exercice 1989.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 : 28 décembre 1990

25-1-91	1.241
Valeurs françaises, à titre variable	101,3
Valeurs étrangères	101,3
Valeurs françaises, à titre fixe	101,3
Valeurs étrangères, à titre fixe	101,3
Valeurs françaises, à titre fixe et variable	101,3
Valeurs étrangères, à titre fixe et variable	101,3
Valeurs françaises, à titre fixe et variable	101,3
Valeurs étrangères, à titre fixe et variable	101,3
Valeurs françaises, à titre fixe et variable	101,3
Valeurs étrangères, à titre fixe et variable	101,3

Base 100 : 28 décembre 1990

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 en 1990

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 en 1992

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

Base 100 : 31 décembre 1991

Valeurs françaises, à titre variable

Valeurs étrangères, à titre variable

PARIS, 4 février ↑

Mitigé

Après deux semaines de baisse modérée, la Bourse de Paris se montrait lundi extrêmement réservée. En hausse de 0,20 %, des les premières transactions, les valeurs françaises ont continué de progresser sensiblement au fil des échanges. Toutefois, les gains de l'indice CAC 40 se réduisaient en fin de matinée.

D'une avance portée à 0,7 %, il ne restait que 0,15 % au début d'après-midi. Outre l'évolution dans la guerre du Golfe, les investisseurs s'interrogeaient sur la politique en matière de taux d'intérêt après les événements divergents des jours précédents caractérisés par une hausse du loyer de l'argent en Allemagne et une baisse aux États-Unis. Une indication leur était donnée avec les résultats de l'appel d'offres de la Banque de France.

A 13 h 30, l'instinct d'émission avait été de 0,15 % d'intervention, et celui des primes en pension à 10 %. La banque a ainsi injecté 2 milliards de francs dans le marché monétaire en laissant ses taux directeurs inchangés. Cette résistance aux pressions haussières allemandes en matière de loyer de l'argent entraîna peu de réaction sur le marché boursier. L'indice CAC 40 se maintenait à + 0,13 %, les gestionnaires s'interrogeant de la fermeté de la devise allemande face au franc.

Autre sujet de préoccupation pour les boursiers : le refinancement trimestriel du Trésor américain. Le montant sollicité s'élève à 3,5 milliards de dollars, répartis cette semaine sur trois jours.

Dans ces conditions, les principales progressions (Silex, Rosag, Mouton, Mouton et Logis) s'effaçaient avec peu de volume. Il en était de même pour les baisses (Gascogne, Sagem, Strator-Facom).

TOKYO, 4 février ↑

Légère reprise

Les valeurs ont terminé la séance de lundi en hausse à la Bourse de Tokyo, après une semaine à cinq journées de baisse consécutives. L'indice Nikkei s'est apprécié de 330,66 points à 23 287,36, soit un gain de 0,56 %. Le volume des transactions a été sensiblement contracté à 242 millions de titres contre 270 millions vendredi.

L'annonce de la réduction du taux d'escompte américain a influencé favorablement le marché en début de séance.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} fév.	Cours de 4 ^{fév.}
Axel	630	647
Alcatel	885	898
Alstom	1270	1280
Amal	1400	1410
Boiron	1150	1160
Boiseries	1150	1160
Boiseries	1150	1160
Boiseries	1150	1160
Boiseries	1150	1160
Boiseries	1150	1160

FAITS ET RÉSULTATS

□ Contrat pour Spie-Capag en groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'incidences sur la provision de chiffre d'affaires consolidé pour l'année en cours ». La branche « Immobilier » ne devrait progresser que de 1 % mais le BTP de 17 %.

□ Paridoc rejoint l'association d'achat Eurogroup. - Paridoc, centrale d'achat et de services des Docks de France, a annoncé jeudi 31 janvier qu'elle rejoint comme cinquième partenaire l'association d'achat Eurogroup. Cette centrale d'achat européenne, dont le siège social est à Bruxelles, a été créée en 1989 par Cih Group (Belgique), Vanden Poort (Pays-Bas), Rewe (RFA) et Coop Suisse (Suisse).

□ Métro a racheté Scapa au groupe Accor. - Le groupe allemand de distribution Metro a annoncé le 31 janvier le rachat de 125 millions de francs (630 millions de francs) en Papouasie-Nouvelle-Guinée, en association avec l'australien Mc Connell Dowell. L'entreprise française construira un pipeline de 170 kilomètres pour transporter du pétrole du champ de Lake Kutubu. Le chantier mobilisera mille cent personnes pendant dix-huit mois.

□ Bouygues : chiffre d'affaires prévisionnel en hausse de 7 % en 1991. - Le chiffre d'affaires consolidé de Bouygues en 1990 est estimé à 55,5 milliards de francs, en progression de 18 % par rapport à 1989. Le bénéfice net du groupe pour sa part (620 millions) ne progresse que de 8 %. L'entreprise de bâtiment et de travaux publics prévoit un chiffre d'affaires total en 1991 en progression de 7 %, et selon un communiqué « la guerre du Golfe ne devrait pas avoir de conséquences directes sur les activités de l'entreprise car un seul chantier est en préparation en Arabie saoudite ; il est en phase d'études préliminaires et n'a pas d'inc

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 4 FEVRIER

Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compan	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-
379	CH&W	3760	3776	3776	+0.43	220	Q.T. Energy	223.00	217.00	218	-2.89	320	Lafarge	331.00	331	334.00	+0.94	1300	Equipeur Ptd	1465	1422	1467	+0.14
385	BM&F T.P.	925	930	930	+0.54	220	Comp. Met.	1148	1146	1136	-0.12	320	SLE	162	160	163	+0.19	136	Bacchar	164	168	168	+0.24
925	Oxygen T.P.	950	950	950	0	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN	3479	3479	3479	0	136	Environ	181	181	181	0
1420	Remelt T.P.	1220	1219	1219	-0.08	220	Q.P. (P) M&T	263.00	263.00	263.00	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
1440	Shore Prod. T.P.	1460	1465	1465	+0.34	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1081	1081	-0.33	220	Canongate S.A.	144	146	146	0	320	LAUREN (P)	1636	1636	1636	0	136	Environ Corp.	257	251	251	-2.31
905	Thompson T.P.	1081	1																				

COMPTANT (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS		VALEURS		VALEURS		VALEURS		
Emission	Frans Inc.	Rachet net	Emission	Rachet net	Emission	Rachet net	Emission	Rachet net
A.A.A.	945 66	322 90	Fest-CP	37 28	38 73	Planteur	960 98	937 54
Acadian	194 32	187 13	Fest Court	1260 149	1260 149	Platinus	118 05	114 88
Agropur	708 03	676 82	Fonction	206 24	232 35	Pont Gaudin	59314 16	58314 16
Agropurcom	7238 51	7238 51	Fest-Equipe	29 78	29 05	Pontville City	11118 57	11118 57
Alcan	901 09	901 09	Fest-Gen	767 34	767 34	Pratt	90 21	90 21
AFI Acquisition ex CP	911 76	967 87	Franchise	27 40	28 35	Provincement	26122 84	26122 84
A.G.E. SDO	585 18	561 38	Fest-Pratition	10581 22	10799 23	Profrides	1032 91	1007 72
AFI BCU	1038 33	1028 05	Franchise	48206 05	4814 01	Quesz	1127 27	1144 17
AFI Fonder	101 09	108 43	Franchise	1248 59	1218 53	Rabouin	788 80	785 83
AFI Fonder	901 09	901 09	Franchise	12867 10	12867 10	Racine	152 33	152 33
AFI Interflow	418 40	427 37	Gen-Association	146 08	145 38	Renaissance Times	52121 90	52078 80
AFI Olig	1105 46	1089 95	Horizon	1087 76	1056 08	Renaissance TV	1122 88	1107 27
AFI Scaled Slow	11286 384	11286 384	Interp	104146 46	101113 05	St-Honore-By-Alm.	844 82	804 32
A.F.I.L.M.O.	801 49	588 82	Interp	12147 08	11880 47	St-Honore Gaudin	228 58	218 20
AMERIS	8770 17	8770 17	Interp	452 40	452 40	St-Honore Gaudin	198 95	198 95
Amplidex	680 77	565 85	Jaguar	1382 42	135 58	St-Honore Mtn.	775 19	717 79
Arbitrage Court T.	6376 88	6383 14	Jungman	254 03	250 28	St-Honore Pacific	528 33	505 32
Auric	1059 87	1059 87	Laffite America	188 27	189 28	St-Honore PHC	476 76	451 31
Aztec Fover	322 85	334 78	Laffite Europe	228 28	223 37	St-Honore Inc.	15398 63	15348 98
Bancorp	1036 07	1034 52	Laffite Corp.	222 34	222 34	St-Honore Service	452 02	440 40
Bank of Alton	1568 98	1528 20	Laffite France	227 27	226 15	Skanco	1558 73	1558 73
Bank of CP	99 94	96 93	Laffite Inseal	223 41	214 30	Sloan-Gun	12322 04	12085 31
Bank Capital	148 05	144 44	Laffite Japan	378 78	381 37	Sloan-Gun	1228 50	1238 50
Bank Capital	121 08	118 42	Laffite Japan	135 15	130 60	Sloan-Gun	676 17	683 76
Bank Capital	100 80	98 80	Laffite Japan	172 03	172 03	Sloan-Gun	164 03	164 03
Bank INFL	96 18	92 12	Laffite Tokyo	316 11	300 35	S.F.I. Inc. et al.	608 38	589 64
Bank Values PER	113 35	108 19	Laffite Tokyo	2006 01	2003 01	Sloan 5 000	378 07	389 80
Bayshore/Alton	5819 05	5813 94	Leant C.T.	11204 80	11204 80	S.L. Inc.	1265 80	1265 80
Bayshore/Alton	5734 94	5653 09	Leant C.T.	6002 61	5886 03	S.L. Inc.	581 01	573 05
Bayshore/Alton	5734 94	5653 09	Leant C.T.	1082 82	1082 82	S.L. Inc.	581 01	573 05
Bayshore/Alton	221 18	213 56	Leant C.T.	316 15	300 35	S.L. Inc.	208 07	208 07
Bayshore/Alton	28 39	27 30	Leant C.T.	89 97	84 82	S.L. Inc.	387 87	387 87
Bayshore/Alton	1170 08	1141 54	Leant C.T.	2177 28	2152 62	S.L. Inc.	1038 87	1000 68
Bayshore/Alton	218 08	214 08	Leant C.T.	94 62	94 62	S.L. Inc.	202 19	202 19

Actions

Agache (see In.)	775	.....	Grise Moulin Paris	1360
Applications/Exec	1310	1540	Grise Visions	1090
Arts/Exec	625	.....	G.T. (Toronto)	480
Banc C/Memo	320	940	hambrobank	360
B.N.Y./Exec	341	80	hans.Morillon	6310
B.N.P. Import	230	.....	hau. Phil. Monroes	360
Brightway-Sy C & B	550	.....	hewlett. (Silv. Co.)	445
Bridelindis	3675	.....	Imasco	8240
Brilliant Ocean	3113	6287	Intercontinental	281
B.T. (see)	88	68	Lebanon Finance	281
Cambridge	042	.....	Life Insurance	1620
Carbone Lorraine	042	150	Local-Expansion	280
Cave Poshin	8	50	Localization	490
C.E.F. (Friden)	360	.....	London	175
Chapman Stanley	460	478	Local Veltos	570
Chapman	98	.....	Local Veltos	2440
Chapman Ny	126	181	Local	1030
CIC (CPI)	198	164	Machine Bank	30 20
C.I.M.	785	770	Magn. Unipack	148
CITRAM (S)	2005	.....	Magnet	605

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS	
	préc.	4/2	achat	vente		préc.	4/2
Essen (100 t.)	5 030	4 982	4 750	5 250			
Essen (50 t.)	2 515	2 503					
Allerpage (100 t.)	338 820	340 750	329	349	Or fin (le bar.)	58800	59000
Belgique (100 t.)	15 521	16 000	1 059	1 060	Or fin (en ling.)	58600	58600
Belgique (50 t.)	80 600	82 250	268	271	Népal (200)	408	404
Belgique (10 t.)	16 150	16 250	4 250	4 700	Philippines (200)	408	404
Belgique (1000 tins)	4 638	4 638			Pile 10 (10 t.)	370	
Danemark (100 tins)	88 380	88 370	4 050	10 250	Place Paris (20 t.)	430	428
Danemark (50 tins)	44 190	44 183	8 050	10 050	Place Londres (20 t.)	430	428
Grèce (100 tins)	3 188	3 183	470	415	Souverain	483	482
Grèce (50 tins)	388 580	388 580	870	868	250 dollars	2370	2340
Grèce (10 tins)	80 900	80 900	82	81	250 francs	1420	1390
Grèce (1000 tins)	88 900	88 900	82	81	Place 10 dollars	790	
Inde (100 tins)	4 257	5 407	1 850	5 700	Place 5 dollars	790	
Inde (50 tins)	2 128	2 128	4 000	4 000	Place 50 pesetas	2305	2315
Inde (10 tins)	3 865	3 860	4 000	4 000	Place 10 florins	365	378
Canada (15 tins)	4 284	4 284	3 680	3 680			
Canada (1 tins)	3 814	3 808					

Hors-cote

Buck Hydro Electric	831	.....
Burns	215	.....
C&H Cogeneration	158	163
C&H Cogeneration	67	66
C. Ochoa, Fertilizers	300	.....
Chemical Waste PA	176	.....
Quartzite Electric	180	.....
Coyotes	583	581
Detroit Associates	367	.....
EF Energy Inc.	1400	.....
Energy Associates	84	.....
Energy Studies Int	17 80	.....
Gabert S.A.	67	70
Group Extension	81	.....
Guaymas	448	445
Habco Hydro Zinc	213	.....
Hawesong	237	.....
Hercules	310	.....
Lacoste de Mexico	151	308
Norco	840	.....
Palmarejo RD	1510	.....
Pacific Power	285	.....
Quindaro	286	.....
Quindaro A.V.	194 10	189 20
St-Gabriel Electric	1230	1200
Santa Maria	245	224
S.E.P.A.	1560	1640
S.P.A. ext. R.	350	324
Ugma	1600	.....
Waters	300	1300

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

Une confirmation du dérapage des finances publiques

Le projet de budget américain prévoit un déficit de 281 milliards de dollars

Lundi 4 février, le Congrès a reçu de la Maison Blanche le projet de budget 1992 pour l'année commençant le 1^{er} octobre prochain. D'après les premières indications, ce budget, d'un total de 1 450 milliards de dollars, présenterait un déficit de 281 milliards après un déséquilibre de 318 milliards pour l'année en cours.

NEW-YORK

de notre correspondant

Le projet de budget confirme le dérapage des finances publiques américaines. L'accord péniblement conclu le 27 octobre dernier entre les deux Chambres du Congrès et l'administration prévoyait un déficit de 253 milliards de dollars pour l'année budgétaire 1991 et de 232 milliards pour 1992, un montant prudemment révisé en hausse à 262 milliards par le bureau du budget du Congrès

mais, semble-t-il, encore dans des proportions insuffisantes.

Tenu de limiter au maximum les dépenses, M. Bush a été contraint de respecter un engagement antérieur et de limiter à 293 milliards de dollars le budget de la défense après 3,7 milliards de réductions sur l'année en cours et autant pour 1992. Cette ligne budgétaire ne tient pas compte, toutefois, du coût de la guerre du Golfe, évalué pour l'instant à un peu plus de 500 millions de dollars par jour (et à 1 milliard en cas d'engagements terrestres) et financé en grande partie par les contributions financières de certains pays alliés (le Monde daté 3-4 février). Pour l'instant, l'administration Bush a simplement prévu une enveloppe hors-budget de 15 milliards de dollars.

L'éventualité de créer une « taxe de guerre » a été vivement repoussée le 3 février par le directeur du budget, M. Richard Darman, lors d'un entretien télévisé. « Nous n'avons aucun projet prévoyant de faire payer le contribuable américain », a-t-il indiqué, précisant que les alliés avaient participé jusqu'à présent à hauteur de 51 milliards de dollars à l'effort de guerre.

D'ores et déjà, le déficit budgétaire américain atteint 5 % du produit national brut à la suite d'une dégradation qui remonte au début des

années 80 et qui s'est accélérée depuis 1989 sous l'effet du « trou » des *savings and loans*. En soi, le phénomène est préoccupant. Il l'est davantage quand on rappelle que ce déséquilibre se double d'un endettement croissant de l'État, lequel consacre à présent 20 % de ses dépenses au seul remboursement de sa dette. Il s'aggrave encore un peu plus au vu des dernières statistiques confirmant le très net désintérêt des investisseurs japonais à l'égard du marché financier américain.

Jusqu'à présent, les achats nippons de bons du trésor et de fonds d'État américains permettaient de financer, à eux seuls, environ 30 % du déficit fédéral. Or, depuis le « krach en douceur » de la Bourse de Tokyo, en 1990, les sorties de capitaux de ce pays ont diminué de 70 %, accentuant un mouvement perceptible depuis environ deux ans. Ainsi, aux États-Unis, les achats d'obligations américaines par des clients japonais ont chuté à 12,1 milliards de dollars en 1990 contre 28,8 milliards l'année précédente et 43,2 milliards en 1988, vient d'annoncer l'association nipponne des négociants en valeurs mobilières. La même désaffection a été constatée sur les achats d'actions de sociétés américaines, lesquels ont diminué de moitié d'une année sur l'autre.

SERGE MARTI

La guerre du Golfe

Le chef d'état-major français : l'Irak aura recours aux armes chimiques

Selon le général Maurice Schmitt, chef d'état-major de l'armée française, M. Saddam Hussein aura recours à ses armes chimiques. « Une attaque chimique, à mon avis, se produira. Car un pays qui est acculé, comme risque de l'être l'Irak, ou plutôt un chef comme Saddam Hussein (...) emploie tous les moyens à sa disposition », a-t-il déclaré, lundi 4 février, en dressant le bilan des opérations alliées.

Le général Schmitt a toutefois estimé que l'effet d'une telle attaque chimique serait « limité » sur « des forces qui s'y préparent, qui sont entraînées, qui sont dispersées ». Interrogé sur les articles de la presse américaine évoquant un possible recours à l'arme nucléaire en cas d'attaque chimique, il a répondu : « Il s'agit de spéculations dissuasives de la presse ».

Faisant le point après dix-neuf jours de combats, le chef d'état-major a ensuite estimé que les alliés n'avaient détruit que 400 à 500 chars et 350 à 400 pièces d'artillerie, soit « 10 % des matériels de cette armée ». Selon lui, l'Irak disposait encore d'un ordre de bataille de « 450 à 500 avions de combat ». « Nous sommes sûrs de la destruction d'une soixantaine d'avions en combats aériens ou détruits au sol », a-t-il ajouté.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ça prie de partout

ASSIS sur son nuage, bien peinard, le walkman passé sous l'aurole, le Très Haut se berce, sourit, bat aux lèvres, de musique céleste, sourd aux appels incessants venus de la Terre que sa secrétaire, jonglant avec les téléphones, s'efforce de mettre en attente.

— Votre Sainteté ? Un instant, je vais voir s'il peut vous prendre. Seigneur, j'ai le pape au bout du fil, il vous prie de...

— Ah non ! la barbe ! C'est pas parce qu'il me fait signe de sa fenêtre, place Saint-Pierre, tous les dimanches matin, que je dois me mettre à la prière.

— Oui, mais là, c'est spécial, un spécial Golfe. Il se cogne dessus, les musulmans et les chrétiens.

— Encore !

— La dernière grande bagarre remonte aux croisades, et ça fait quand même déjà plus de six siècles.

— A peine six minutes au regard de l'éternité.

— N'empêche, ils sont aux cent coups, ils insistent, ils demandent que vous arbitriez le conflit.

J'ai le président Bush sur la deux. Il a décrété une journée de prières aux États-Unis pour soutenir le moral de ses boys, et il aimerait que vous en fassiez autant.

— C'est ça ! Pour me mettre tous les ayatollahs à dos !

— Justement, à Téhéran, Rafsanjani bat le rappel des croyants dans les mosquées, du Proche à l'Extrême-Orient. C'est un concert de muezzins, et il voudrait vous passer la cassette... Un instant, ça sonne sur la trois... Allô ! Allô ! De la part de qui ? Quittez pas, je vais voir... C'est Shamir. Vous le prenez, Seigneur ?

— Ou'est-ce qu'il veut encore, celui-là ?

— Il a dans l'idée que si vous revenez vous taper la tête sur le mur des Lamentations Saddam cesserait de balancer ses bombes sur celle d'Israël.

— Saddam ? Attendez que je vérifie s'il est inscrit dans mes registres... Abdelhaziz... Ben Ahmed... Filali... Non, j'ai rien à Hussein. Un mécréant, sûrement. Dites-leur qu'il ne relève pas de mon administration. Et mettez-moi aux abonnés absents.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

La guerre du Golfe : « Les islamistes victorieux », par François Burget ; « La vue courte », par Dominique Pélassy ; « Dieu n'est pas un chef de guerre », par Josy Eisenberg... 2

La guerre du Golfe

La crise en URSS

Le Parti communiste veut expulser M. Chataline... 10

La fin

de l'apartheid

M. Mandela dénonce les limites des concessions gouvernementales... 11

Législatives

partielles

L'électrochoc attendu par M. Mitterrand n'a pas eu lieu... 12

Le statut de la Corse

Deux habitants de l'île sur trois sont favorables au projet de gouvernement... 12 et 13

Le congrès de la FEN

On veut éviter l'éclatement du syndicalisme enseignant... 14

La fin des championnats du monde de ski

Les équipes de France manquent de sérieux... 15

Berio

à la Bastille

Un *re in scotto*, un opéra et une œuvre métaphysique... 16

Martini

à l'Hôtel de Ville

Arturo Martini, sculpteur néo-classique italien, célèbre entre les deux guerres... 17

SECTION B

Angoulême en faillite

L'Etat refuse de payer les dettes... 21

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La fausse querelle des retraites • Une stratégie de capitalisation • Conjoncture : les risques d'une prime • Le Portugal entre le fado et l'Europe • La chronique de Paul Fabra... 23 à 26

Services

Abonnements... 18
Annonces classées... 28 à 33
Cartes... 18
Loto... 18
Marchés financiers... 34-35
Météorologie... 20
Mots croisés... 18
Radio-Télévision... 20
Spectacles... 19

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 3-4 février 1991 a été tiré à 586 550 exemplaires.

FOOTBALL : selon le quotidien « le Méridional »

L'Olympique de Marseille serait en cessation de paiements depuis plusieurs mois

L'Olympique de Marseille accusait un déficit de 50 millions de francs et « le club serait en cessation de paiement depuis plusieurs mois », a-t-il été annoncé par le quotidien *le Méridional* dans son édition du lundi 4 février. Selon le journal, qui parle d'un « passif record » et d'une « trésorerie déplorable », le montant des dettes de l'OM aurait été multiplié par trois en trois ans.

Le quotidien révèle en outre que M. Tapie s'est porté caution pour un montant de 45 millions de francs à titre personnel et, par le biais de deux des sociétés de son groupe, à hauteur de 48 millions

de francs supplémentaires. Lors de l'assemblée générale du club, le 16 décembre dernier, il avait présenté des comptes qui faisaient apparaître un bénéfice.

Dans un communiqué diffusé dimanche, M. Tapie assure qu'il s'agit d'une « opération de désinformation ». Il précise : « En vendant un seul de ses joueurs vedettes, l'OM n'aura pas un franc de dettes, y compris ses avances. (...) L'OM a actuellement un passif comptable de 330 millions de francs, et un actif comptable de 280 millions de francs. L'actif net est donc négatif de 50 millions de francs. Mais il faut tenir compte des capitaux-joueurs, estimés à 220 millions de francs ».

VOILE : Coupe de l'America

Marc Pajot souhaite l'intervention d'un médiateur

Surpris et visiblement abattu par l'annonce de sa mise à l'écart du prochain Défi français pour la Coupe de l'America (*le Monde* du 2 février), Marc Pajot, accompagné de son fidèle « second » Marc Bouet, a affirmé, vendredi 1^{er} février, sa volonté de ne pas renoncer. Le navigateur baulois a affirmé être prêt à accepter un compromis à condition de conserver une autonomie de décision au niveau des grandes options du Défi. Dans ce but, Marc Pajot souhaite l'intervention d'un médiateur.

Dans le cas où un accord ne pourrait être trouvé, Marc Pajot mettrait alors tout en œuvre pour « exiger le respect strict des accords pris entre partenaires ». La conven-

tion cadre du Défi, signée le 3 février 1989 entre l'Association pour l'America's Cup en France, le Yacht Club de France, la ville de Sète et le syndicat France Cup, précise notamment que le Défi français est « dirigé et animé sur le plan technique et sportif par M. Marc Pajot et le syndicat qu'il conduit ».

Quatre cas seulement sont prévus pour la résiliation de cet accord : un accord unanime des parties ; l'annulation définitive de la Coupe de l'America ; un retrait de la Coupe de l'America de Marc Pajot et/ou du syndicat animé par lui ; une faute grave de l'une des parties dans l'exécution du présent accord.

G. A.

Au forum de Monte-Carlo

Palmarès pour les nouvelles images

Le dixième Forum international des nouvelles images qui s'est tenu à Monte Carlo du 30 janvier au 1^{er} février, a couronné une trentaine d'œuvres représentatives de la production d'images par ordinateur (*le Monde* du 25 janvier). Le grand prix Pixel INA a récompensé *Splash Dance* produit par Apple Computer. Le film italien *Green Movie* a reçu le prix européen Imagina. La bourse de la création Ricard a été attribuée à l'illusion de la société allemande Stosser Achim tandis que le prix Pixel Image allait à *Leaf*, production canadienne de Soft Image.

Le club d'investissements Média, lancé dans le cadre de la Commission des Communautés européennes, va continuer à soutenir financièrement la production utilisant des technologies avancées : en cinq ans, 25 millions d'euros (environ 175 millions de francs) vont être investis dans 150 ou 160 projets. Le club a annoncé, lors du forum de Monte-Carlo, son investissement dans un film de long métrage, *Taxandria*, coproduction entre la France, la Belgique, la Hollande et l'Allemagne réalisée par Raoul Servais. Dès mars 1991, le club lancera un appel pour des productions en télévision haute-définition.

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

FAITS MAIN TAPIS PERSANS 50% points noués, soldés à

IRANIAN laine et soie 181 x 107 34.000 F = 16.000 F.
IRANIAN laine et soie 192 x 113 23.000 F = 11.500 F.
TERRAZZ laine 205 x 145 19.000 F = 9.500 F.
HAMMEDAN laine 158 x 96 4.000 F = 2.000 F.

MAISON DE L'IRAN 65, Champs-Élysées (8^e)

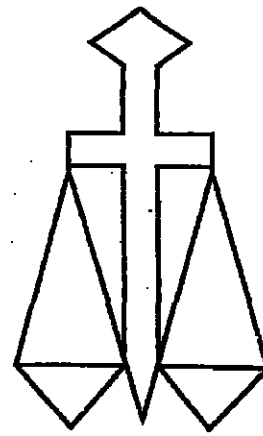
TOSCANE - OMBRIE

Belles demeures de caractère à louer pour les vacances

Découvrez 1200 villas, fermes restaurées dans le catalogue Cuendet 81, 500 p toutes en couleurs, en adressant un chèque de 54 F à :

Cuendet France - M3
24, rue Flavignan 75018 Paris
Tel : (1) 42 55 41 92

Profil
des nouveaux
visages
de l'emploi



Dalloz - Les indispensables

Économie
du travail
et de l'emploi

Revue de l'emploi